

Abdelkader Tigha
avec Philippe Lobjois

CONTRE-ESPIONNAGE ALGÉRIEN : NOTRE GUERRE CONTRE LES ISLAMISTES

La mémoire traquée

nouveau monde éditions

CONTRE-ESPIONNAGE ALGÉRIEN : NOTRE GUERRE CONTRE LES ISLAMISTES

Du même auteur
Philippe Lobjois

Romans

Les Tambours de Srebrenica (Flammarion, 2003)
Putsch Rebel Club (Florent Massot, 2000 ; J'ai lu, 2001)

Documents

Frères à abattre (Nouveau Monde, 2006)
Un agent sort de l'ombre – DGSE – Service Action (Privé, 2005)

ISBN : 978-2-84736-321-0
N ° d'impression : •••••
Dépôt légal : juin 2008
Imprimé en France par Brodart

Abdelkader Tigha
avec
Philippe Lobjois

CONTRE-ESPIONNAGE ALGÉRIEN : NOTRE GUERRE CONTRE LES ISLAMISTES

nouveau monde éditions

SOMMAIRE

PARTIE I

PARTIE II

DE LA TERRE PLEIN LA BOUCHE…

PARTIE III

MÉMOIRE TRAQUÉE

PARTIE I

Centre de détention de l'immigration – Bangkok

Je m'appelle Abdelkader Tigha. J'ai 34 ans. Je suis sergent-chef au contre-espionnage algérien. J'ai été trahi, mais je suis toujours vivant.

L'homme du UNHCR m'a trahi, il a donné mon nom à l'ambassade d'Algérie. Au lieu de me protéger. Mon ancien service a retrouvé ma trace. À plus de 10 000 kilomètres de chez moi.

Je suis toujours vivant, mais ce soir je m'évade.

Avec la complicité du général de la police thaïlandaise, je vais reprendre ma course. Fuir.

Fuir. Toujours et encore.

Eh Kader, tu vas faire quoi en sortant ? Il y a qui qui t'attend dehors ?

Personne. Il n'y a personne. Juste l'ambassadeur d'Algérie et des hommes de mon ancien service qui aimeraient bien me ramener au pays, histoire de discuter du bon vieux temps, du temps de notre guerre contre les islamistes…

Tu vas aller voir les filles, hein !

Je souris. Cela fait trois ans que je suis là, et ce soir je m'évade enfin.

Comment expliquer à mes compagnons de cellule que je ne suis pas un demandeur d'asile comme les autres !

Mon avocat m'attend dehors. Je me demande encore comment j'en suis arrivé là. Pourtant, rien ne m'y prédisposait. Je ne suis pas un superhéros, juste un homme ordinaire qui, depuis trois ans, court sans s'arrêter.

Je voulais juste vivre une vie normale, gagner de l'argent tous les mois comme fonctionnaire d'État, me marier, avoir des enfants. La vie, quoi…

Mais il y a eu la guerre… et tout ce qui s'ensuit.

Le pacte

Je dors. Mon père dort lui aussi un peu plus loin. Toute la famille est là.

J'entends les respirations de chacun.

Je rêve. Je rêve que mon père va mieux, qu'il cesse de tousser, de maigrir. Qu'il reprend force et vigueur et qu'il cesse de passer ses journées dans le lit.

Il a travaillé toute sa vie sur les puits de pétrole dans le sud du pays, à Hassi Messaoud.

Depuis plusieurs mois, il va mal. Hier encore dans la nuit, il a fallu le porter à l'hôpital en urgence pour lui administrer une piqûre.

J'ai 14 ans. Je dors.

Hier encore, il a supplié ma mère de l'enterrer dans son village natal, dans la commune d'El Hassania, dans la wilaya [1] de Ain-defla.

J'entends sa respiration, lente et saccadée. Au moins, il respire.

… Je dors.

Ça crie, ça pleure. Je viens de me réveiller en sursaut. Ça hulule doucement, puis cela monte pour finir de manière hystérique. Mon père est toujours à côté mais quelqu'un lui a mis un drap blanc sur le visage.

Il faut que je l'enlève, ça va l'empêcher de respirer.

Ma mère s'est mise à hurler. « Saïd est mort, Saïd est mort… »

J'ai très peur de cette forme blanche juste à côté de moi.

1. Division administrative qui correspond ici à une province.

Je m'en veux.
Il ne fallait pas que je m'endorme. J'aurai dû veiller sur lui.

Mon père Saïd travaillait comme chef d'équipe dans la société ENAFLUID, une filière de la société pétrolière Sonatrach. Il a passé sa vie dans les puits pétroliers au sud du pays, précisément dans la ville de Hassi Messaoud. Il venait nous rendre visite à la maison dans la commune de Mouzaia, une ou deux fois tous les trois mois. En 1982, il a été atteint d'une maladie inconnue des médecins. Il a été opéré une fois à l'hôpital Parnet de Hussein-Dey, à Alger. Ce fut un échec, sa santé se détériora, et depuis il passa toutes ses journées au lit. Chaque nuit, vers 2 ou 3 heures du matin, nous étions obligés de le transférer aux urgences pour une piqûre. L'été 1982, au mois d'août, il nous supplia de l'enterrer dans sa ville natale après sa mort.

Je suis orphelin, comme mes deux autres frères, Mohamed et Nacer. Nous sommes dans la chambre, assis sur des coussins. Mohamed, qui faisait son service militaire, a dit : « Maintenant, il faut se serrer les coudes, car tout seuls on n'y arrivera pas… » J'ai acquiescé, et Nacer a fait de même.

Je me suis senti soutenu, comme si j'avais passé un pacte… Il fallait se serrer les coudes… Là-dessus, j'étais d'accord.

Nous vivions maintenant grâce à la pension de mon père, que ma mère recevait de la société pétrolière, un petit salaire à l'époque, qui ne subvenait pas à nos besoins. Notre vie devenait très dure, jour après jour. Il fallait travailler et aider la famille.

Nacer a quitté les études pour travailler comme contractuel dans une société de construction. Il gagne peu. Mohamed, lui, vient de rejoindre les rangs de la police. Moi, je dois quitter le lycée. Je choisis de travailler pour l'armée. La police, l'armée ou le trafic ! c'est comme ça en Algérie.

C'est notre seule issue pour avoir un salaire permanent et aider notre mère.

En Algérie, l'armée est un vrai ascenseur social pour les enfants des familles pauvres qui n'ont pas pu faire d'études.

Mon frère Moh me parraine pour rentrer à la DCE. La DCE, c'est la Direction du contre-espionnage, en Algérie.

L'enquête de recrutement a lieu l'été, en plein mois de juillet 1987. Une fois accepté, il faut aller faire ses classes à l'École technique de la sécurité militaire de la commune de Beni Messous.

Ensuite, avec tous les nouveaux engagés, nous partons suivre notre formation à l'école des sous-officiers, du nom de Djenien Bourezg, à 68 kilomètres du chef-lieu de la wilaya de Ain Sefra. « L'école » est située plein sud, dans le désert. Ce n'en est pas vraiment une. En réalité, il s'agit d'un ancien camp qui servait à l'entrainement des guérilleros du Front Polisario [1], mais servira aussi pour les Palestiniens.

J'ai 19 ans. L'école dure deux années. Durant la première, on apprend tout ce qui est militaire. Ensuite, on se spécialise. Moi, je choisis l'investigation, mais l'école propose beaucoup de spécialités comme les techniques opérationnelles (la photo, la serrurerie, les écoutes téléphoniques, l'intervention rapide pour les futurs gardes de corps, et le chiffre, qui est l'envoi et la réception des messages codés) ou l'administratif (secrétaire, analyste).

Au bout des douze premiers mois de formation, la situation se détériore brusquement en Kabylie. Le soir du 4 octobre 1988, les « émeutes du pain », véritable intifada semblable à celle des Palestiniens, déferlent dans les villes d'Alger et d'ailleurs.

Affolé par les débordements, Alger demande alors à nos chefs d'accélérer le stage pour envoyer le plus de monde possible en Kabylie.

Au lieu d'une deuxième année, nous ne faisons que trois mois. Avec le feu aux portes du désert, je n'aurais fait en tout que quinze mois au lieu des vingt-quatre prévus.

---

1. Mouvement nationaliste et indépendantiste sahraoui qui revendique l'indépendance du Sahara occidental, promise en 1974 par l'Espagne, lors de la décolonisation.

Dans la promo, c'est l'excitation… tout le monde est dispatché un peu partout sur le territoire. Certains partent en intervention rapide, d'autres sont mutés à Sidi Ferruch. Moi, je me retrouve à Tamanrasset. Nous partons pour respirer l'air du désert.

Ce que je ne savais pas encore, c'est que là où nous allons, il n'y a pas d'air.

En Kabylie, c'est la fin des émeutes. Le gouvernement a déployé les grands moyens. Le bilan officiel annonce 108 morts, mais on parle de plus de 500 morts et de plusieurs milliers de blessés. Moi, je suis déjà arrivé dans le Sud algérien à la frontière malienne.

Je suis à l'extrême-sud de Tamanrasset, une ville touristique pour les Européens qui aiment les aventures dans le désert. La base dans laquelle j'atterris est un CTRI, un centre territorial de recherche et d'investigation. L'Algérie est organisée en six régions militaires. Dans chacune d'elles se trouve un CTRI.

Le CTRI, c'est l'œil du régime, quelque chose entre les Renseignements généraux et la DST en France. Et c'est justement pour asseoir sa force sur le pays que le contre-espionnage algérien a créé les CTRI.

Le travail est simple. Notre métier à nous, c'est de faire la surveillance du territoire et le contre-espionnage.

Chaque jour, il nous faut envoyer un BRQ, un bulletin de renseignement quotidien, à la Direction du contre-espionnage à Alger. Nous devons décrire ce qui se passe sur la zone.

Ma formation d'investigation ne me sert pas beaucoup dans cette ville du désert.

La ville est composée de quelques nordistes algériens (des gens venus du Nord), de Touaregs aux habits traditionnels, et abrite des cafés et quelques agences touristiques ouvertes. En réalité, ce qui intéresse notre direction dans cette ville, c'est le soutien apporté au Mouvement populaire de libération Azawad, un mouvement qui a débuté ses attaques contre le Mali en 1990. Notre service s'est mis en tête de les aider pour affaiblir le Mali.

Mais le pricipal boulot reste de surveiller les réseaux de trafic d'armes, les trabendistes qui importent du matériel électronique, et de suivre les déplacements des étrangers venus en vacances.

Il n'y a qu'un seul gros dossier sur lequel travaille le CTRI de Tamanrasset. Il a pour cible les « sœurs du père de Foucault », que l'on voit circuler un peu partout sur leurs petites motos, vêtues de leurs robes traditionnelles. Le chef de section de la Surveillance visuelle, l'adjudant Mohamed Benamar, m'explique qu'elles sont suspectées de faire du renseignement pour les Français. Un gros dossier d'un millier de pages les concerne.

En tout, nous sommes neuf à travailler. Notre chef est un lieutenant. Il s'appelle Achour. Il n'y a rien à faire dans cette ville. Toute la journée, nous nous réfugions devant le ventilateur du bureau pour échapper à la chaleur. Dehors, il fait plus de 45 degrés. Depuis mon installation dans cette « ville du désert », je n'ai pas vu un seul oiseau. Je me dis qu'avec une telle température, il doit leur être impossible de déployer leurs ailes.

Pour les personnes âgées, c'est l'hécatombe. J'apprends chaque semaine qu'il en meurt plusieurs, littéralement terrassées par la chaleur.

Une semaine là-bas et tu deviens fou. Alors une année…

Ici, l'eau est brûlante dès le matin et la ville ne vit que le soir, quand la chaleur retombe de quelques degrés et qu'une brise tiède se met à parcourir les rues. C'est le soir que les gens apparaissent. Les autorités locales de la ville ne sortent pas de la journée et on les voit rarement. La population, elle, est habituée à vivre ici. Pas nous. Pour elle, nous sommes des gens du « Nord », des étrangers. On ne fait rien. On mange, on dort et on se bat avec la chaleur.

Toutes les semaines, je reçois des coups de fil de mes collègues mutés à Sidi Ferruch qui donnent des nouvelles de la météo pour leurs prochaines vacances. Ça me rend fou.

Pour manger, un détachement militaire vient chaque semaine nous approvisionner en vivres. Il n'y a qu'un seul petit

aéroport. À cause des vents de sable, il n'est pas toujours opérationnel.

Dans nos bureaux, les climatiseurs fonctionnent de jour comme de nuit. On ne respire que ça.

Le Sud, c'est une punition. Je comprends mieux nos généraux, qui considèrent cette affectation comme une « porte vers l'enfer ».

Premiers pas dans le contre-espionnage

Après deux ans passés dans le désert à Tamanrasset, j'ai eu le droit de demander ma mutation sur Alger. En 1989, elle est acceptée, et je suis affecté à la Direction générale pour la prévention et la sécurité.

La DGPS a une division contre-espionnage. Le siège se trouve dans un vieux château connu sous la dénomination de « Château royal », situé à Ben Aknoun. C'est la division centrale.

Un poste de rêve pour un jeune sous-officier comme moi. Je n'ai que 22 ans et je rejoins le siège de la direction du contre-espionnage. Je suis très fier. En arrivant à la division, je signe des papiers de confidentialité pour rentrer dans les services.

Cette année-là, la sécurité militaire algérienne est composée de deux directions : la DGPS et la DCSA, la Direction centrale de la sécurité de l'armée [1].

---

1. La Direction centrale elle-même est constituée de plusieurs sous-directions. Il y a la sous-direction de la contre-intelligence (SDCI), la sous-direction des opérations (SDO), la sous-direction du personnel et des finances (SDAF), le centre national d'écoute, et le service du matériel.

Les services de renseignement algériens sont scindés en deux, comme en France.

Il y a la Direction du contre-espionnage (DCE), qui s'occupe de l'intérieur, un peu à l'image de la DST française, et la DDSE, la Direction de la documentation et de la sécurité extérieure (DDSE), à l'image de la DGSE. Le système est un héritage français de l'après guerre de libération, et tout se fait en langue française. C'est le même système français hérité après la guerre de libération où tout se fait en langue française.

Arrivé là-bas, je me retrouve au bureau des analyses. Il ne s'agit pas d'une base opérationnelle, mais « on y prépare l'avenir de l'Algérie ». Tous les rapports sont envoyés à la hiérarchie, c'est-à-dire au président de la République et au ministre des Armées.

À la tête de cette division du contre-espionnage règne le commandant Abderrhamane surnommé le Tigre. C'est un proche du général Betchine Mohamed, le grand chef de la DGPS, directeur de tous les services secrets algériens.

Le Tigre porte bien son nom. Commandant du « Château », il y fait régner une atmosphère lourde.

Le travail est sa principale obsession. S'il reste jusqu'à minuit, tout le monde doit rester. Il a chargé un adjudant-chef surnommé « Djahid » de contrôler les allées et venues du personnel.

Toute personne qui quitte son travail avant l'heure est immédiatement signalée et sanctionnée.

Nous sommes comme des otages. Tous les jours, des officiers essayent de soudoyer l'adjudant garde-chiourme, le suppliant de les laisser quitter le centre pour aller voir leurs familles.

Mais ce dernier reste inflexible.

Ces brimades entraînent une détestation du Tigre. Ce commandant n'a pas d'amis, et le personnel commence à se sentir sous pression.

Le Tigre ne pardonne rien. Chaque manquement, et c'est la prison militaire direct.

Dans le service, beaucoup espèrent un changement radical.

En 1991, à force d'espérer, ce changement arrive.

Ce que je ne sais pas, c'est qu'une guerre sourde se déroule alors entre deux clans. Le clan du Tigre et de son protecteur Bechtine Mohamed contre le clan du général Larbi Belkheir. C'est lui l'homme le plus puissant d'Algérie. Plus puissant même que le président Chadli.

Deux hommes agissent sous sa protection. Le colonel Smail Lamari dit « Smain » » et le général Mohamed Mediene. Ces deux-là vont sortir grands vainqueurs de cette rivalité de

clans qui va laisser le Tigre et son protecteur le général Betchine Mohamed sur le carreau.

À peine arrivée et pour bien marquer la rupture, la DGPS est rebaptisée DRS ou Département du renseignement et de la sécurité. C'est sous ce nom que la direction sera connue dans les années qui viendront. Mohamed Mediene dit « Toufik » en devient le chef, tandis que Smain Lamari prend en main la DCE (Direction du contre-espionnage).

Après le changement de nom, le changement de personnel suivra.

Smain Lamari va se débarrasser de tous les proches de son prédécesseur Betchine Mohamed.

Ainsi sans autre forme de procès, le Tigre, notre ancien chef, est mis en cage. Direction la prison.

Seul maître à bord, Smain Lamari ne s'arrête pas là. À travers le pays, tous les chefs régionaux seront remplacés par ses proches et ses plus fidèles collaborateurs.

La plupart sont de jeunes colonels et ne seront responsables que devant lui et personne d'autre.

Les CTRI passent entre leurs mains [1].

Rien ne leur échappe. Pour coordonner les six centres, un centre principal des opérations basé à Hydra, et qui a pour nom de code « Antar ».

Ils gèrent la moindre information, nouvelle, action qui se déroule dans l'Algérie. Ce sont les yeux et les oreilles de la présidence.

Pour parfaire la machine, en plus des six CTRI, la direction disposera de deux bureaux qui se situeront, pour l'un à l'aéroport international Houari Boumédiène, et pour l'autre au port d'Alger.

---

1. Celui de Blida, ou centre Haouch-Ch'nou, sera commandé de 1990 à 2003 par le colonel Mehenna Djebbar. Celui d'Oran, ou centre Magenta, sera commandé par le colonel Abdelwahab, puis par le commandant Hamidou. Le CTRI de Constantine, ou centre Bellevue, passera entre les mains du colonel Hamed Hamoud, puis du colonel Karim. Et enfin, le centre principal militaire d'investigation (CPMI) de Ben-Aknoun sera dirigé de 1990 à 2001 par le colonel Athmane « Bachir » Tartag.

Les Afghans

Les dossiers d'alors commencent à concerner le terrorisme islamique, mais de manière lointaine. Lointaine, car cela se passe loin de chez nous, en Afghanistan, au Pakistan.

Les dossiers sur le bureau, je les connais. On y parle d'Algériens qui partent combattre les Russes en Afghanistan, en passant par des filières pakistanaises, qui les acheminent à travers des villes aux noms exotiques comme Peshawar, Islamabad ou Karachi.

Le DRS ne se soucie pas de leur départ. Tant que nous avions le renseignement sur leur parcours et les filières qui les acheminent vers le Pakistan !

Ce que le DRS n'avait pas calculé, c'est qu'un jour ces combattants reviendraient chez eux.

Des maquisards formés militairement et idéologiquement, lâchés en pleine nature chez nous. Ce n'était pas raisonnable !

Alors que nous avions toutes les informations les concernant, nos chefs ne se décideront jamais à procéder à leur arrestation.

La raison en était simple. Le service avait noyauté les volontaires islamistes avec des hommes à nous. Ces derniers, infiltrés dès le début, envoyaient à la division des rapports sur les activités des islamistes algériens. Cela, je l'apprendrais des années plus tard.

En attendant, les preuves s'accumulaient sur nos bureaux. Des preuves sous forme de kilos de papiers envoyés d'Afghanistan.

Les jeunes djihadistes partis là-bas pour « tuer du Russe » envoyaient des magazines de propagande censés éclairer le peuple algérien et particulièrement les jeunes.

Nous savons que ces magazines diffusés en langue arabe circulent dans les mosquées algériennes. C'est là que nous les récupérons.

Magazines en couleurs, ils ressemblent au *Paris Match* français.

Les histoires y sont toutes plus incroyables les unes que les autres.

De jeunes djihadistes racontent les « scènes de miracles » auxquelles ils ont assisté.

L'un d'entre eux, plein d'imagination, invente l'histoire des chiens qui, errants sur le lieu d'une embuscade, passent au milieu des corps, ne dévorant que les cadavres des Russes mais ne touchant pas ceux des moudjahidine…

Sur une autre page, on pouvait lire l'histoire édifiante de ce moudjahid abattu pas les Russes. Alors que ces derniers s'approchaient pour récupérer son arme, notre supermoudjahid s'était relevé d'un bond et avait mitraillé les soldats russes, les tuant tous.

Allah pouvait tout, en était la conclusion. Te faire mourir, comme te faire revivre.

Et ça marchait.

Les jeunes dans les mosquées croyaient à ces histoires, persuadés que le djihad en Afghanistan, c'était la grande aventure.

Cette propagande sera à l'origine d'un départ massif de jeunes Algériens en direction du Pakistan.

Des jeunes Algériens qui voulaient voir de leurs propres yeux ces miracles merveilleux avant de mourir en martyr.

La réalité sera bien différente.

Arrivés là-bas, ils vont trouver la guerre, la mort, le froid, et l'indifférence des Afghans.

Les Russes étaient en train de quitter le pays, laissant derrière eux une poignée de seigneurs de la guerre, qui s'entredéchireront des années durant.

N'ayant pas leur place dans ce combat, beaucoup de djihadistes algériens décideront dès lors qu'il était temps de rentrer en Algérie.

Le FIS à l'assaut de l'État

La grande affaire du moment, ce sont les élections qui se profilent.

Le président Chadli est au pouvoir depuis le 7 février 1979.

Élu trois fois président de la République, il est le seul président algérien à être resté aussi longtemps dans ses fonctions par voie électorale, soit treize ans.

Face au président soutenu par le FLN, un nouveau venu dans la vie politique, le FIS ou Front islamique du salut était en train de grimper les échelons de la société quatre à quatre.

Ceux-là, on les avait pas vus venir. Une fois leur parti agréé en 1989 par le président Chadli, les « fisistes » s'étaient lancés à l'assaut de l'État.

Au début, on les avait regardés avec amusement. Après le premier tour des élections, parmi les caciques du FLN, plus personne n'avait eu le cœur à rire.

Pourtant, c'était évident. Tout le monde en avait marre du FLN. Trop longtemps au pouvoir, ils avaient appauvri le pays en se servant dessus.

Ce n'était plus un pays, c'était un méchoui dont ils prélevaient la viande, morceaux par morceaux.

Le festin durait depuis trop longtemps. Trente ans qu'ils mangeaient. Autour d'eux, tout le monde attendait, une assiette à la main, qu'ils partagent le méchoui, mais eux, ils jetaient les os.

Un jour, la population en a eu marre de ronger des os.

Le 12 juin 1989, les Algériens viennent de voter pour les APC, les Assemblées populaires communales. Les candidats du FIS remporteront les élections avec 54,25 % des suffrages. Le FIS prend 953 communes sur 1539 et 32 wilayas (provinces) sur

48. Le FLN au pouvoir ne remportera que 28 % des voix. Tout à sa victoire, le FIS organise alors son propre syndicat, le Syndicat islamique des travailleurs, et ses organisations de jeunesse. Deux ans plus tard, le 3 avril 1991, le président Chadli annonce des élections législatives pour le 27 juin 1991.

Depuis quelques semaines, mécontent du mode de scrutin choisi et du découpage électoral, le FIS tente de déstabiliser l'État en organisant une grève générale, accompagnée de mouvements populaires de masse. Ses militants occupent la place du 1er-Mai à moins de deux cents mètres des locaux du contre-espionnage avec tentes et distribution de couscous pour tous.

Un peu comme si la place de la Concorde, à Paris, était occupée par un parti politique qui ferait du caritatif toute la journée.

Dans nos bureaux, nous nous sentons seuls, pratiquement comme des otages dans leurs propres casernes.

Deux fois de suite, j'irai manger à midi le couscous « islamique ».

Sur une place, noire de monde, les volontaires islamiques distribuent les repas de la « solidarité ».

Un barbu rigolard me servira de la semoule, des légumes, et me donnera même une pomme. Autour de moi, pendant que j'engloutis mon plat, j'observe. Les gens sont contents. Ils croient au changement. Et ils ont toutes les raisons d'y croire.

Les activités militantes se prolongent jusque dans les hôpitaux, où les volontaires islamiques se rendent afin de visiter les malades, leur donner des fleurs devant leurs proches. Une façon de dire aux Algériens : « Nous sommes là et nous ferons toujours ça. » C'était pour eux l'occasion de faire *El Amr Bil Maarouf*, ou « l'appel au bien ».

Pourtant, au quotidien, la situation empire et est devenue dangereuse. Un peu comme si nous étions minoritaires dans notre propre pays.

Youcef avec qui je partage le bureau m'explique que certains islamistes jouent aux policiers et demandent leurs papiers aux citoyens qui ont le malheur de croiser leur route.

– Il vaut mieux cacher que nous travaillons à la DCE !

J'acquiesce et suis son conseil. Je viens d'avoir 23 ans, j'ai un bon poste, ce serait idiot de se faire lyncher par des « barbus ».

Dorénavant, je laisse mes papiers militaires chez moi.

Parallèlement, le service apprend que, depuis un mois, dans la montagne au sud d'Alger, se sont constitués les premiers groupes armés islamistes. Ce sera la future Armée islamique du salut, le bras armé du FIS.

Les élections du chaos

Le premier tour des élections législatives est prévu pour le 26 décembre.

Dans le pays, tout le monde s'agite.

Surtout les islamistes.

Il fait froid en ce début novembre. Dans les bureaux de la Direction du contre-espionnage, derrière les chauffages, je les regarde défiler, le Coran à la main, habillés en tenue afghane avec des barbes rouges teintes au henné.

Les élections législatives sont dans deux mois et l'on ne parle que de ça. Comment le FIS est en train de prendre le pays.

Nous, derrière nos fenêtres, nous observons.

Alaya nahya Oua Alayha Namout ! doula islamiya !

« On vit pour Allah ! on meurt pour Allah ! »

« Pour elle je vis, pour elle je meurs, la république islamique ! »

Les slogans résonnent jusqu'à nos fenêtres.

« On va les ramener en Iran à grands coups de pied dans le cul, je te le dis », marmonne l'adjudant-chef Youcef, avec qui je partage le bureau.

En attendant, tout le monde contemple ces milliers de personnes avec étonnement et inquiétude.

Pour dire la vérité, on n'avait jamais vu ça en Algérie.

La mosquée, on y allait quand on avait des choses à se faire pardonner, ou pour une célébration.

Nous étions des laïcs, parlions français, et tous nos rapports à la DCE, comme dans toutes les autres administrations d'Algérie, étaient rédigés en français.

Nous étions fiers du chemin parcouru par le pays depuis l'indépendance de 1962. Et voilà que des barbus portant le *kamis* afghan, se frappant la poitrine avec la main, venaient hurler leur amour d'Allah sous nos fenêtres et nous proposaient de revenir au XIVe siècle, aux temps immémoriaux de l'hégire !

« À force de se frapper comme cela sur la poitrine, ils vont se faire mal », s'esclaffe Youcef. Puis plus sérieusement : « Ils veulent vraiment mourir… »

Personne ne pense qu'ils seront servis plus vite que prévu.

Le soir, dans le train qui me ramène vers Blida, je repense aux manifestations de la journée. Elles me mettent mal à l'aise, comme un sentiment diffus d'une grande catastrophe à venir.

Nous nous sommes installés, mon frère et moi, dans une petite ferme à 2 kilomètres de la petite ville de Mouzaia.

Nacer est inspecteur de police au commissariat de Boufarik.

Chaque matin, nous partons ensemble au travail en prenant la ligne Mouzaia-Boufarik-Blida-Alger.

Lui descend à Boufarik, où il rejoint le commissariat.

Moi, je continue sur Alger, où j'ai encore 45 minutes de voyage.

En arrivant à Alger, je descends à la station de train Belcourt, puis je regagne l'avenue Ahmed Ghermoul, qui est le siège de la DCE.

En marchant, je dois traverser les innombrables manifestations d'islamistes qui se répandent maintenant au quotidien un peu plus. Car depuis plusieurs jours, les manifestations dégénèrent en échauffourées et se finissent à coup de gaz lacrymogène.

Dans ma poche, avant de partir, j'asperge un mouchoir avec du jus de citron. Immanquablement, en arrivant aux abords de la DCE, les premiers gaz m'accueillent.

Des islamistes courent, à grandes enjambées, à cause de leur *kamis,* un mouchoir sur le nez, une bouteille de vinaigre à la main, pour s'en asperger et se protéger des gaz.

Avec les élections qui se rapprochent, le spectacle est de pire en pire. Je vois des gens qui poussent des voitures avant d'y mettre le feu tandis que d'autres installent des barricades.

En face, la police charge mollement, comme si elle n'y croyait plus.

Une fois arrivé au siège. Le spectacle continue sous ma fenêtre. J'assiste en direct à plusieurs batailles rangées. Dans l'une d'elles, des islamistes s'accaparent un camion de la police, puis le brûlent, alors que des policiers en moto essayant de fuir les manifestations se font happer par les manifestants et tabasser.

Avec les collègues, dans le bureau, nous regardons le spectacle, sans voix. Effondrés.

Et chaque jour, nous nous demandons si les généraux ont cédé le pays aux islamistes.

Le soir, en rentrant, nous nous dirigeons rapidement avec Youcef vers la station de train. Lui aussi habite Tizi Ouzou.

On évite le mieux que nous pouvons les regards soupçonneux des barbus sur le trottoir. Ils sont partout. Dans les cafés, dans les rues. Je me demande comment ils font pour manger. Ils passent leur temps à faire des réunions dans les cités. Ils ne travaillent pas ?

Alors que nous passons pour descendre dans la station, l'un d'eux, droit dans ses sandales, nous lance : « Le jour est proche où le sang coulera jusqu'aux genoux. » Nous continuons à marcher sans lui prêter attention. Mais tout le monde a entendu.

– Il faudrait que l'on puisse être armé, tu ne crois pas ? Je demande à Youcef.

– Tu rêves ! Tu crois qu'il y pense, le général, à nous armer ? Il s'en fout le général. Le soir, il rentre dans sa villa avec son chauffeur et son garde du corps ! Après, il se sert un bon whisky et il va se faire sucer. Voila ce qu'il fait. Alors nous… pfuittt !

Youcef n'avait pas tort. Nous, les subordonnés, il faut se démerder pour ne pas être la première cible des terroristes.

La nouvelle de la création des premiers groupes armés dans les montagnes m'a choqué. Je me dis que le service va écraser cela vite fait et que le pays va s'en sortir encore une fois. Le pays s'en est toujours sorti !

La presse aux ordres

À la DCE, mon bureau jouxte celui de la presse. C'est une femme qui s'en occupe. Elle s'appelle Dalila.

Petite femme ronde, Dalila est ce qu'on appelle un « personnel civil assimilé (PCA), un civil intellectuel recruté par la DCE.

C'est elle qui s'occupe d'écrire les articles qui doivent être envoyés aux rédactions. C'est elle qui rédige, c'est la plume de la DCE.

Elle est chargée du suivi de la presse algérienne et de la presse étrangère.

La vraie mission du bureau de presse reste la désinformation, la publication d'articles et la manipulation dans les milieux journalistiques. C'est notre service de propagande, et le bureau ne s'en cache pas.

Ainsi plusieurs journaux sont financés par la DCE, comme *Le Quotidien d'Oran*.

Plusieurs d'entre eux acceptent de travailler avec la Direction. Je ne crois pas qu'ils aient eu beaucoup le choix !

Il y en a plusieurs. Le journal *Liberté*, par exemple, qui est la propriété de Issad Rebrab. On le surnomme le « Bill Gates » algérien. C'est un ami très proche de Smain Lamari. Totalement intouchable.

Depuis 1989, la presse ne peut faire autrement. Elle doit choisir son camp. Celui des islamistes ou celui de nos chefs. En grande partie, la presse a choisi celui des généraux.

Tous comprennent qu'il vaut mieux travailler avec nous parce que, comme le dit Youcef, « quand les islamistes seront là, ils écriront avec leur sang ! »

Le sursaut

Le 26 décembre 1991, c'est le premier tour des élections législatives, mais je ne vais pas voter.

Voter pour qui ?

Autour de moi, tout le monde pense que le FIS a gagné et que la partie est finie.

Le lendemain, alors que je me rends à la DCE, la une d'*El Watan* me frappe la rétine : « Victoire du FIS dès le premier tour. »

46,27 % des voix pour le FIS, 23,52 % pour le FLN, 7,45 % pour le FFS. 41 % d'abstention.

Le FIS obtient 188 sièges sur 231, soit près de 82 %.

Je lis rapidement. Le second tour est fixé pour le 16 janvier 1992. Le parti communiste et divers petits partis politiques réclament l'annulation du scrutin pour éviter la constitution d'un corps législatif islamiste et l'établissement de l'État islamique.

C'est un choc.

Dans le pays, les « fisistes » sautent en l'air de joie.

À la DCE et dans les administrations, c'est la consternation.

Le moral est en chute libre. Tout le monde ici se pose mille et une questions…

« Et si le FIS arrive, qu'est-ce qu'on va faire ? Qui a envie de travailler avec un pouvoir islamiste, quel sera notre rôle en tant que service de contre-espionnage ?… Ils vont nous remplacer par une police islamique comme les gardiens de la révolution en Iran », disent les uns … « ou ils vont nous chasser ! Ils vont mettre la charia, comme en Arabie saoudite ! », disent d'autres.

Toutes ces questions, nous ne sommes pas les seuls à nous les poser. Le nouveau chef du contre-espionnage se les pose aussi. Smain Lamari a senti que la DCE ne tournait plus rond, que le moral au sein des bâtiments est orageux, et qu'il doit parler.

Celui qui n'est pas encore devenu le grand marionnettiste de notre avenir a entendu la grogne.

Et comment n'aurait-il pas pu l'entendre ! À chaque étage, dans les bureaux, on parle à haute voix, on suppute, on se projette dans les mois qui s'annoncent.

J'ai l'impression de me retrouver dans le film *Le Message* qui retrace la vie du prophète Mahomet lorsqu'il a transmis l'islam aux non-croyants à Médine. Un agent secret avec *kamis* ou djellaba. Tenue militaire et barbe obligée. Moi qui suis laïc, qu'arriverait-il quand ces gens là m'obligeront à faire la prière ? Que des questions et aucune réponse.

Ce qui est sûr, c'est que je me vois mal devenir mollah ou garde de la révolution islamique.

N'ayez pas peur, je ne leur donnerai jamais le pays…

Entre les deux tours, le grand chef Smain Lamari décide de réunir le personnel de la DCE au siège de la division.

Tout le monde est là, massé, impatient. Dehors, le bruit des manifestations nous parvient comme un avertissement.

Smain Lamari est arrivé. Tout mince dans son uniforme de général, un peu dégarni, difficile de voir en lui l'un des hommes les plus puissants du régime. Seuls ses yeux, perçants, nous caressent du regard.

« *Djounouds*, hommes de troupe, sous-officiers, officiers, n'ayez pas peur ! Et écoutez bien. Ces hommes qui passent sous vos fenêtres ne prendront jamais le pouvoir ! Soyez-en sûrs. Je vous le garantis ! »

Tout le monde a acquiescé en silence.

Si le grand chef le disait, c'était qu'il avait un plan.

Pourtant, une fois dehors, les conversations ont repris.

« Ils ont gagné. Il a dit ça pour nous rassurer, mais on voit bien que c'est la fin du FLN ! »

C'est vrai que pour nous, c'est la première fois que l'on voit des manifestations aussi importantes sans que le pouvoir ne dise rien. Tout le monde a en tête octobre 1988 et les émeutes du pain où l'armée était sortie en Kabylie et, sans état d'âme, avait tiré dans le tas.

Dans la rue, on sent le vacillement, comme s'il n'y avait plus d'État.

La vraie police a disparu, volatilisée. Elle a été remplacée par des volontaires circulant dans les rues d'Alger et agissant comme une sorte de « police islamique ».

À plusieurs, ils répondent aux problèmes des gens, contrôlent les prostituées, ramènent le calme, d'autres encore ramassent les poubelles. La rue est déjà à eux.

Et ils ne le cachent plus.

Un peu comme si le pouvoir leur appartenait déjà…

Les slogans continuent : « Le FLN, c'est la corruption, ce sont des apostats, ils ne croient en rien. Allah est le seul chemin ! »

Comme tous ses habitants du pays, je retiens mon souffle.

En face, le pouvoir semble paralysé, comme tétanisé par le regard du serpent n'attendant plus que sa morsure.

Annulation des élections et comité d'État

Mais il n'y aura pas de morsure, car il n'y aura pas de deuxième tour.

Le 11 janvier 1992, le groupe de généraux commandé par Khaled Nezzar annule les élections et rédige une déclaration dans laquelle il est expliqué aux Algériens que le président Chadli a démissionné et qu'un Haut Comité d'État a été créé pour sauver le pays.

Le Haut Comité d'État nouvellement créé sera composé de cinq membres. Dedans, on y trouvait *Mohammed Boudiaf, qui en assurait la présidence*, *Ali Kafi*, président de l'Organisation nationale des moudjahidine, *Tedjini Haddam*, recteur de la mosquée de Paris, *Khaled Nezzar*, ministre de la Défense, et *Ali Haroun*, ministre des Droits de l'homme.

J'apprendrai plus tard par les journaux que le président Chadli avait peut-être été trop loin en promettant au FIS de limoger les chefs militaires hostiles aux islamistes en échange d'une cohabitation calme avec le futur Parlement dominé par le FIS.

C'en était trop pour les généraux. Ils avaient pris le président Chadli à part et l'avaient littéralement viré du poste !

Poussé par les généraux, Chadli démissionne.

Dans les rues et les quartiers chauds d'Alger, c'est l'indécision, l'hébètement. Les islamistes viennent de se faire voler une victoire assurée.

À la DCE, tout le personnel reste pantois. Personne n'aurait pu imaginer les généraux capables de cela.

Dehors, du haut des fenêtres surplombant le mur d'enceinte de la caserne, on entend le grondement de la ville et les cris qui, de loin en loin, nous parviennent.

« C'est Allah qu'on insulte, c'est Allah qu'on vole. »

Le soir même, la nouvelle à peine connue dans tous les CTRI du territoire, ça bouillonne.

Je joins par téléphone Nacer et Moh. Dans leurs commissariats, ça chauffe.

« Toute la police est mobilisée depuis la nuit dernière. Et vous à Alger ? »

Je lui raconte comment l'État est en train de se cabrer pour reprendre la main.

– Il paraît que dans les centres opérationnels, Smain Lamari a demandé que l'on prépare les listes des élus qui devaient être arrêtés, ainsi que les bureaux du FIS, qui devaient être fermés. Une liste de personnes considérées comme virulentes circulerait.

– Bon, petit frère, je te laisse, il faut que j'y retourne. Les gars doivent se préparer. On part dans les cités pour une nuit d'arrestation…

Au bureau, je me replonge dans les BRQ, les bulletins de renseignements quotidiens. Depuis deux jours, nous vivons à leur rythme.

Ces notes nous sont envoyées de toute l'Algérie par les différents CTRI et sous-CTRI. En quelques minutes, je touche le pouls du pays. Tout y est consigné, de la moindre coupure de courant à l'assassinat d'un policier.

Cela permet au grand chef de sentir la situation.

J'apprends ainsi, le matin du 16 janvier 1992, que Mohammed Boudiaf, un des leaders de la lutte pour l'indépendance, écarté du pouvoir depuis longtemps, a accepté la présidence en remplacement de Chadli, et doit arriver sur Alger dans l'après-midi.

En quarante-huit heures, près de 500 militants du FIS, dont de nombreux élus, sont arrêtés par les services de sécurité. La réplique ne se fait pas attendre, les BRQ nous apprennent, le

matin du 19 janvier, que plusieurs policiers ont été assassinés dans l'après-midi par des islamistes.

Dans tout le pays, ça bouillonne. Les nouvelles sont alarmantes. Le 24 janvier, sur pratiquement tout le territoire national, des affrontements sanglants ont lieu à la sortie des mosquées, juste après la grande prière du vendredi. Alger, Annaba, Batna, Chlef, Constantine, Khenchela, Laghouat, Médéa, Oran, Saïda, Sidi Bel Abbès, Tlemcen, l'armée s'affronte avec les islamistes et tire sur la foule. Les bulletins qui nous arrivent sur le bureau parlent de 30 morts.

Entre le 22 et le 29 janvier, les arrestations d'islamistes par les forces de sécurité se multiplient.

Le 29 janvier, c'est une manifestation de citoyens pour protester contre la répression qui dégénère dans le quartier de Bachdjarah, à Alger. L'armée tire sur la foule et fait un mort. Le 31 janvier, la bataille autour des mosquées continue de faire des morts. Le 5 février, ce sont les universités algériennes qui manifestent pour dénoncer le coup d'État du 11 janvier.

Parallèlement, les autorités annoncent l'ouverture de sept centres de détention dans le Sud algérien.

Ceux d'en face ne restent pas inactifs. Le 2 février [1], une fatwa ordonnant le djihad contre l'État algérien et les partisans de la laïcité et de l'occidentalisation sociale et politique est promulguée.

De nombreux jeunes seraient déjà passés dans la clandestinité ou auraient rejoint les maquis pour échapper aux arrestations massives et à la déportation dans les camps d'internement mis en place par l'armée dans le Sud.

---

1. 4 au 8 février 1992 : Soulèvement populaire dans le quartier de Bouakal à Batna. L'armée encercle les cités et ouvre le feu en donnant les blindés ; 52 morts dont sept enfants.

9 février 1992 : Instauration de l'état d'urgence.

10 février 1992 : Six policiers sont assassinés à la rue Bouzrina, dans la Casbah d'Alger.

Ramadan sanglant

Cela fait maintenant deux mois que les élections ont été annulées.

La reprise de la situation dans le pays, je peux la lire tous les matins dans les BRQ.

Avons-nous sincèrement pensé que cela serait suffisant pour faire disparaître le FIS ?

Comme tous les Algériens, je l'ai espéré.

J'imagine que les islamistes vont cesser leurs manifestations, que tout va redevenir comme avant, que les « fisistes » vont disparaître comme par enchantement d'un coup de baguette magique.

Pour mon frère et moi, rien n'a changé. Tous les matins, nous nous levons à 5 h 30 alors qu'il y a encore du brouillard dehors.

Une fois prêts, nous prenons le train tous les deux à la gare de Mouzaia.

Nacer, lui, fait comme si la vie continuait. L'état d'urgence ne doit pas le dérouter de son objectif principal : se marier.

Sa future femme est une cousine à nous. La fille de notre oncle maternel. Elle s'appelle Sabiha.

Alors qu'ils étaient enfants, tous les deux sont tombés amoureux l'un de l'autre et se sont promis de se marier lorsqu'ils seraient plus grands. Dans quelques jours, ce serait chose faite.

« Alors on est d'accord ! La date du mariage ne change plus, hein, on le fait le 3 avril !

Nacer a une photo de Sabiha dans son portefeuille. Une photo où, toute en rouge avec un petit chapeau sur la tête, elle regarde l'objectif. « Elle est belle, hein ! »

J'acquiesce.

Nacer est excité. Un seul regret. Que notre père n'ait pas été là lors des fiançailles.

Dans nos traditions, c'est lui qui aurait dû représenter son fils lors de la demande en mariage au père de la mariée.

Mais c'est moi qui l'ai fait.

Son mariage est devenu le sujet numéro un de Nacer. Tandis que le train continue sa route, je refais avec lui la liste des victuailles à acheter pour le mariage.

À cause de la pénurie alimentaire que subit le pays, nous avons tout acheté largement à l'avance. Tomates, beurre, huile, semoule, mais aussi les agneaux pour le méchoui.

Dehors, le train s'approche de la banlieue de Boufarik.

« Salut, frérot. M'attends pas ce soir. Je rentrerai pas. Je suis de permanence au commissariat. On se voit demain ! »

On s'est embrassés.

À la gare d'Alger, la situation était calme. Les manifestations islamistes semblaient avoir disparues.

Au bureau, les BQR de la journée parlaient de manifestations réprimées dans le pays et dans les banlieues ainsi que de dizaines d'islamistes arrêtés.

Le soir, j'ai repris mon train. En rentrant, j'ai allumé la télé comme un réflexe. On n'avait pas encore pu acheter la parabole pour capter les chaînes françaises.

La chaîne algérienne était un sujet perpétuel de plaisanteries entre nous.

« Si tu ne veux rien savoir, allume la télé… », disait-on entre nous.

On y parlait d'une guerre qui venait de commencer dans une province de la Yougoslavie, qui s'appelait la Bosnie. La grande information, c'était le début du ramadan.

Le conseil religieux expliquait que, comme la Lune avait été vue haute la nuit précédente en Arabie saoudite, le ramadan pouvait commencer dès demain en Algérie.

Le lendemain matin, je me suis levé à 5 heures comme tous les jours, et je suis parti seul prendre mon train. Mon frère n'était pas rentré à cause de sa permanence.

J'ai repensé à son mariage et à la fête qui s'organisait.

En arrivant au bureau, il y avait déjà une pile de bulletins de renseignements quotidiens sur la table, tout frais de la matinée.

En les lisant, je devinais entre les lignes la tension qui montait dans le pays. Une attaque avait eu lieu dans notre secteur, entre Boufarik et Mouzaia. Une voiture de police avait été *rafalée* avec ses occupants à l'intérieur. Tous les deux morts sur le coup.

J'ai secoué la tête, tandis que le téléphone s'est mis à résonner d'une sonnerie aigrelette. J'ai tout de suite reconnu la voix. C'était Afidh, le secrétaire particulier de Smain Lamari, son filtre.

–Tigha ? Le colonel veut te voir dans son bureau… Tout de suite !

Je n'ai pas eu le temps de répondre qu'il avait raccroché.

Je me suis dirigé vers le bureau du colonel. Qu'est-ce que j'avais bien pu faire comme connerie ? S'il m'appelait, ce n'était sûrement pas pour une promotion.

La tête penchée sur un rapport, Smain Lamari a relevé la tête.

– Est-ce que tu as un frère qui est policier à Boufarik ?

Je l'ai regardé, étonné.

– Oui, mon colonel. Mon frère Nacer. Il est officier de police au commissariat.

Le grand chef a hoché la tête, visiblement ennuyé.

– Tu prends une voiture du service et tu vas à Boufarik. Ton frère est à l'hôpital. Il a été blessé cette nuit.

– Blessé, comment ?

– Nous n'en savons pas plus. Dépêche-toi !

J'ai salué et suis sorti du bureau.

Mon frère, mon ami

Dans la Renault 12 blanche banalisée, je me suis engagé pour rejoindre l'autoroute qui passait par Boufarik.

L'hôpital, l'hôpital… J'espérais que c'était pas trop grave ! Tout en roulant, je repensais à notre dernière conversation. Il devait se marier dans soixante-douze heures. C'était trop idiot ! Blessé, il allait falloir repousser le mariage, mais de combien de temps ?

Surtout que l'on a déjà tout commandé et payé. La semoule, les agneaux pour le méchoui, etc.

Tout en réfléchissant, j'ai appuyé sur le champignon. Un quart d'heure plus tard, j'étais en vue des premières maisons de Boufarik.

Je n'étais pas seul.

Dans la ville, l'ambiance est survoltée.

Des dizaines et des dizaines de CRS passent devant mon pare-brise au pas de course.

Dans les rues, ça crie, ça hurle.

Devant le commissariat, c'est le même cirque. À peine garé, je reconnais le meilleur ami de mon frère, Aliouette. C'est un ami intime de la famille.

Son visage est baigné de larmes, tandis qu'il me prend dans ses bras.

– Abdel, Abdel… ton frère, ton frère… il est mort, ils l'ont tué… ils l'ont tué.

Je me suis dégagé comme si l'on m'avait piqué.

– Qu'est-ce que tu racontes… Il est où ? ai-je dit en rentrant dans le bureau du commissaire.

Le vieux commissaire est effondré derrière son bureau.

– Il est à l'hôpital !

Accompagné de plusieurs policiers, je n'ai plus rien écouté. J'ai dégringolé les marches et j'ai foncé jusqu'à l'hôpital.

Toujours escorté des policiers du commissariat, on m'a dirigé vers la chambre froide.

Un infirmier vêtu d'une blouse tachée de sang séché s'est dirigé vers les tiroirs d'acier alignés contre le mur.

Il en a fait glisser un.

J'ai soulevé le drap blanc.

Abdelnacer était là. Tout froid. Tout droit.

Il n'avait plus de crâne, mais une multitude de trous rougeâtres avaient *impacté* son corps d'un blanc cireux.

À côté de lui, dans une petite bassine en fer, il y avait des morceaux rouges, comme des morceaux d'écorce de noix de coco avec des poils dessus noirs.

– Ce sont les morceaux de son crâne qu'on a pu récupérer ! Juste après l'avoir tué, ils lui ont fracassé le haut du crâne au fusil de chasse », m'avoue l'infirmier.

L'autopsie révèlera plusieurs balles dans le corps et un coup de fusil de chasse dans la tête.

– Pourquoi le canon scié ? j'ai demandé à l'infirmier.

– Ils peuvent te rater avec une kalach, pas avec un canon scié… Ça voulait dire qu'ils voulaient vraiment tuer, pas intimider…

De retour de la morgue, j'ai appelé Moh du bureau du commissaire pour lui annoncer la nouvelle.

Les morts se suivent et ne se ressemblent pas.

Heureusement que notre mère était morte. La mort de Nacer, elle ne l'aurait pas supportée.

J'ai une douleur contenue. Je me retiens de pleurer.

Nacer, c'était plus qu'un frère, c'était mon meilleur ami. On sortait, on allait boire des coups. Depuis que l'on était petits, on avait toujours été ensemble.

On se jetait des défis, on rivalisait.

C'était mon frère. Un vrai frère.

L'infirmier de la morgue s'est approché pour me remettre les affaires de Nacer dans un sac plastique.

Dedans, il y avait ses lunettes cassées, ainsi qu'un service à thé en verre blanc. Sur chaque tasse, deux pigeons s'embrassant étaient dessinés.

Il l'avait sûrement acheté la veille. Il y avait aussi ses chaussures et son costume tout taché de sang, le tissu troué par endroits à cause des balles.

En dessous, j'ai trouvé son portefeuille. Quand je l'ai ouvert, dedans, il y avait la photo de sa femme.

J'ai pleuré sur la photo, tout seul, loin des autres. Abattu…

Elle aussi, il allait falloir la prévenir.

Moh n'est pas encore arrivé du Sud, où il était en poste.

Au-delà de la douleur, c'est l'incompréhension qui m'habite. Je ne comprends ni comment ni pourquoi.

Pourquoi lui ?

Les premiers témoignages sont venus du commissariat. Des policiers en faction non loin de là avaient vu une voiture roulant lentement s'approcher.

Les vitres ouvertes, des voix avaient commencé à insulter mon frère et son adjoint alors qu'ils étaient dehors à discuter en fumant à la belle étoile.

Les insultes avaient été plus précises selon le garde à la porte du commissariat.

Hi Taghout, Hi Apostat ! « Eh, les apostats, vous êtes là ? »

Tandis que la voiture s'échappait dans la nuit, mon frère s'était rué au volant et les avaient pris en chasse jusqu'au quartier Bouaoud. Là, le groupe les attendait et leur avait organisé une souricière.

C'était là-bas que la fusillade avait eu lieu.

Ce n'est que le lendemain que les policiers de Boufarik retrouveront la voiture.

Sur les côtés, la tôle était criblée d'impacts de kalachnikov.

Le policier qui avait accompagné mon frère gisait devant, à côté de lui, foudroyé par les rafales.

Funérailles sans mariage

L'enterrement aura lieu au cimetière de la commune de Mouzaia.

Un an auparavant, nous y avions enterré ma mère. Personne n'aurait pu imaginer que l'un de ces fils la rejoindrait douze mois plus tard.

Je ne sais pas ce que nous avions fait pour mériter cela. Je n'ai pas maudit Dieu. J'ai maudit les hommes et me suis bien promis que plus rien ne nous toucherait. Devant le corps de Nacer, j'ai pensé qu'à l'avenir, ce serait œil pour œil, dent pour dent…

D'Alger et des environs, tout le monde est venu pour rendre hommage à Nacer. Des gens de Boufarik se sont massés silencieusement à l'entrée du cimetière. Il y avait ses amis mais aussi des jeunes de Boufarik.

Des gens simples qui étaient contre ce qui était en train de se soulever dans le pays.

Ils déploraient sa mort, et leur présence était là comme pour nous dire : « Ce n'est pas la population de Boufarik, ce n'est pas nous. Nous sommes contre ça… »

Smain Lamari s'était lui aussi déplacé. Il n'était pas le seul. Le directeur général de la Sécurité nationale Mohamed Tolba était là, ainsi que le divisionnaire Cherchalli et le directeur général des Renseignements généraux, le chef du secteur militaire de Blida ainsi que le procureur général de la République de Blida, Belhouchet. En quelques heures, le cimetière fut rempli.

Mon frère sera le premier de la longue liste de policiers algériens à avoir été assassinés par des terroristes islamiques.

Le visage gonflé par les larmes, je me suis dirigé vers le corps. Comme la tradition l'exigeait, nous l'avions lavé puis enrobé dans un drap blanc.

L'imam de la mosquée de Monzaïa a psalmodié la Fatiha.

Tout le monde derrière lui, paumes de la main vers le ciel, a repris la première sourate du Coran.

Au nom d'Allah, le Tout Miséricordieux, le Très Miséricordieux.

Louange à Allah, Seigneur de l'univers.

Le Tout Miséricordieux, le Très Miséricordieux, Maître du Jour de la rétribution.

C'est Toi [Seul] que nous adorons, et c'est Toi [Seul] dont nous implorons secours.

Guide-nous dans le droit chemin, le chemin de ceux que Tu as comblés de faveurs, non pas de ceux qui ont encouru Ta colère, ni des égarés.

Les pieds dans la tombe, à bout de bras, j'ai attrapé le corps de Nacer que Moh était en train de me faire descendre. Puis je l'ai posé délicatement sur la terre fraîchement remuée de la matinée. Les yeux rouges, j'ai écrasé mes larmes. À côté de sa tête, j'ai posé les morceaux de crâne que l'hôpital avait récupérés, puis j'ai disposé les deux petites plaques de béton sur son corps avant que les premières pelletées de terre ne s'écrasent.

Je suis resté longtemps hébété. Je n'arrivais toujours pas à croire que je ne le reverrais plus, qu'on ne continuerait plus ce bout de chemin ensemble.

Puis tout le monde s'est couvert le visage. C'était fini. Nous l'avons enterré la tombe à côté de celle de notre mère.

Nacer avait 28 ans. Il était mort le 31 mars 1992, le mois du ramadan.

Et nous ne savions toujours pas pourquoi il était mort, lui et son adjoint.

De retour du cimetière, j'ai ouvert le frigidaire. Il y avait des tonnes de nourriture en attente. Sur la table de la cuisine, devant les sacs de semoule, mes sœurs, les yeux mouillés, se

sont affairées en silence. Mon frère Moh était revenu du Sud dès qu'il avait appris la nouvelle. Avec tous ses amis policiers et collègues habillés de bleu, la maison ressemblait à une caserne de police.

Il fallait préparer les funérailles avec tout ce que nous avions acheté pour le mariage.

Dans un coin de la maison, Sabiha, la future femme de Nacer, était assise, prostrée, sur une chaise sans parler.

Seules mes sœurs arrivaient à communiquer avec elle.

En une journée, notre cousine fondra comme neige au soleil.

Son visage n'avait plus la fraîcheur des jours précédents. Sans maquillage, avec les larmes qui lui coulaient, elle ressemblait heure après heure un peu plus à une vieille femme. Sans âge, flétrie.

Sa beauté et son élégance avaient disparu d'un coup. De temps à autre, elle se mettait à parler toute seule, lançant des *Inch'Allah Khalsouha, inch'Allah Khalsouha* « Si Dieu le veut, ces terroristes payeront ! »

Désertion

À la maison, après l'enterrement, Moh m'a pris par le bras tout en marchant.

– Viens, j'ai à te parler.

Nous nous sommes éloignés loin des autres.

– Je veux retrouver les salauds qui ont buté Nacer.

Je l'ai regardé. Son visage était gris. Trop de larmes, trop de haine. Comme le mien, son cœur était dévoré par la vengeance. Moi aussi, je les voulais, mais je ne voyais pas vraiment comment.

– J'ai une idée, petit frère. Je vais proposer quelque chose au commissaire principal qu'il ne pourra pas refuser…

– Quoi ?

– Je vais réunir des policiers volontaires, et je vais les retrouver où qu'ils soient. Soit eux, soit moi. Mais je vais les trouver !

J'ai compris à l'instant que la guerre venait vraiment de commencer pour nous.

Mohamed n'avait pas peur. Ses yeux s'étaient soudain agrandis.

– Qu'est-ce qui peut nous arriver de pire, hein ? Dis-le moi, toi ! On a perdu notre père. L'année dernière c'était notre mère, et aujourd'hui c'est Nacer, alors…

De toute façon, l'état-major voulait me faire rentrer de Laghouat… À partir de demain, je suis muté au commissariat de Blida…

Il a aspiré longuement sa cigarette…

– … Il y avait trop de menaces ces dernières semaines. Les islamistes avaient placardé des tracts sur les murs de la ville

avec mon nom et une condamnation à mort…*Tigha Hakamat Alika Djamaa Bil Mout.*

En langue djihadiste, ça voulait dire : « Le groupe a décidé ta mort. »

– Je ne t'en ai pas parlé. Je n'avais pas envie de vous inquiéter, toi et Nacer.

J'ai hoché la tête, et j'ai répondu : « Écoute, fait attention, pas besoin d'avoir d'autres funérailles. »

D'abord ma mère, maintenant notre frère Abdelnacer. J'étais d'accord avec lui sur ce point. Je trouvais moi aussi que la mort nous avait serrés un peu trop fort ces deux dernières années.

Le lendemain matin de l'enterrement, je n'ai pas été travailler. Comme si un immense sac de plomb pesait sur mes épaules.

Je suis resté tout seul dans la maison, les pieds sur la table, des lunettes noires sur le nez, à regarder le soleil.

Le téléphone a sonné. C'était Youcef, avec qui je partageais le bureau.

– Qu'est-ce que tu fais ! T'es pas venu ce matin, ça va ?

J'ai expliqué que je ne viendrais pas aujourd'hui.

Je l'ai senti un peu gêné. Il a raccroché.

Je n'avais plus envie d'aller travailler. Un frère, c'était déjà beaucoup. Pas la peine qu'il y en ait un deuxième.

Peut-être que j'ai eu peur. On parle avec son frère le matin de tout, de rien, et le soir, pfuittt, plus rien. Il est mort.

C'était ça qui me paralysait. Le fait qu'en un claquement de doigts, une pression sur une gâchette, tout un univers disparaissait.

Autour de moi, la maison me semble vide. Nacer mort, je n'ai plus envie d'y rester.

J'ai commencé à ranger mes affaires dans un carton, puis un autre, puis encore un autre. En deux heures, une pile de sacs et de cartons se sont accumulés devant la porte.

Le téléphone a sonné. C'était le maire de Mouzaia.

– Vous ne pouvez plus rester ici. C'est trop isolé. Après la mort de votre frère et la publicité qu'il y a eu à l'enterrement,

les terros savent qui vous êtes maintenant. Vous devez revenir en centre-ville.

Quelques jours plus tard, nous sommes partis de la ferme, mes sœurs, mon frère et moi. Le maire nous a trouvé une cantine scolaire en plein centre-ville que nous avons « squattée ». C'était mieux que rien.

Le bureau a continué d'appeler. Le lendemain, l'après-lendemain. Au bout de huit jours, je me suis décidé à revenir.

Comme si le poids sur mes épaules s'était un peu allégé.

– C'est plus possible, Tigha ! Un message de recherche vient d'être lancé contre toi. Tu es recherché comme déserteur dans tout le pays.

J'écoute Youcef.

– Mais c'est débile. Je suis pas déserteur. Je viens de perdre mon frère…

Les mots me manquent.

– C'est automatique au bout de huit jours, continue-t-il de m'expliquer au téléphone. Tu es dans le fichier des déserteurs. Maintenant, pour annuler le message de recherche de la police des airs et des frontières ainsi que de la gendarmerie, tu dois passer par le tribunal militaire, je suis désolé !

Déserteur ! Manquait plus que ça !

« L'enfer »

La gendarmerie est venue le lendemain à la ferme pour me chercher. Le fonctionnaire, je le connaissais.

– Tigha, on doit t'arrêter, mais bon on se connaît, hein… donc tu te présentes au tribunal dès demain, d'accord ?

J'ai acquiescé en refermant la porte.

Le lendemain, j'étais devant le procureur de Blida.

Face à lui, j'explique dans le PV d'audition les raisons de ma désertion.

Le procureur militaire ne semble pas convaincu. Je lui déclare que « suite à l'assassinat de mon frère, il m'était impossible d'aller travailler ».

Surtout, je ne comprenais pas pourquoi le service refusait de nous armer pour nous défendre contre des terroristes.

Là, le procureur du tribunal de Blida s'est énervé.

– Puisque c'est comme cela, tu vas attendre ton procès en détention, tu pars tout de suite pour la prison militaire de Blida !

La prison militaire de Blida, dit « l'enfer ». C'était le nom qu'on lui donnait entre militaires.

Arrivé là-bas, les gardiens m'ont remis une tenue marron. Constituée d'une veste et d'un pantalon, c'était la tenue des prisonniers.

Nous sommes six dans la cellule. L'un d'eux est venu vers moi pour m'accueillir. C'était un capitaine qui avait trafiqué des faux papiers.

Il m'explique que la sécurité est renforcée dans chaque bloc. Quand j'ai demandé pourquoi, il m'a répondu que c'était à cause des islamistes.

– Quels islamistes ?

– Mansouri Meliani, le fondateur du Mouvement islamiste armé. Il est condamné à mort. Il y a aussi Assad, le joueur de football de l'équipe nationale d'Algérie.

Lui, toute l'Algérie le connaissait. Il était célèbre dans tout le pays, déjà parce que c'était un grand joueur, mais surtout parce qu'il était devenu islamiste dur.

– Et on peut pas les voir ?

– Non, c'est interdit de les approcher, mais tu vas les entendre. Ils gueulent toute la journée des *Allah Akbar*, ça résonnent dans tout le bloc.

– Mais tu verras, demain, lors de la promenade, il y a du beau monde…

Le lendemain, tout en marchant lors de ma première promenade, j'ai vite vu que la prison était pleine. Il y avait de tout.

Des militaires qui avaient volé ou qui avaient détourné des fonds, des militaires qui avaient déserté ou, encore mieux, des militaires suspects d'islamisme !

Puis, soudain, je n'en ai pas cru mes yeux. Parmi les militaires incarcérés, j'ai reconnu Mustapha Beloucif, l'ancien secrétaire général du ministère de la Défense, du temps de Chadli. Le procureur du tribunal militaire de Blida avait requis au début de l'année vingt ans de prison contre cet ancien général et la prison à vie contre ses complices, un colonel et un médecin. Tous avaient été accusés de détournement de fonds. Mais le pire, c'est que c'était lui qui avait inauguré cette prison militaire de Blida… des années auparavant. En voyant tout ce monde, cela m'a remonté le moral. Je n'étais pas seul. En même temps, je m'interrogeais sur ce pays qui mettait ses ministres de la Défense en prison.

Au bout de quelques jours, je me suis dit : « Tu va passer un mois dans une cellule en attendant ton procès. Ça va aller vite… »

L'univers de la prison était nouveau pour moi.

À cause de la présence des islamistes, les mesures de sécurité y étaient draconiennes. Fouilles quotidiennes. Les

gardiens militaires débarquaient dans les cellules à l'improviste pour confisquer tout ce qui était interdit.

La cellule était très sombre avec une toilette dans le coin sans porte. Le soir, sur ma couchette, je me suis tourné quand même vers Dieu pour qu'il me sorte de là le plus vite possible.

Au bout de quarante-cinq jours, il m'entendra et je serai jugé.

Le jour du jugement, la porte s'est ouverte pour m'emmener jusqu'à la salle du tribunal, mitoyenne de la prison.

Devant moi, assis en haut de la salle avec des juges, il y avait le commandant Medjadi, qui était le procureur militaire,.

Il me regarde derrière ses lunettes comme on regarde un insecte. Puis le juge pose sa première question.

– Abdelkader Tigha, pourquoi avez-vous déserté ?

Je lui réponds que « monsieur le juge, je ne suis pas un traître, mais les circonstances dans lesquelles mon frère vient d'être assassiné m'ont écrasé. Je n'ai pas le moral pour retourner travailler. D'ailleurs j'étais en contact avec mes collègues. Je voulais juste faire un peu le vide. »

Le juge me regarde toujours. Ses yeux percent les miens. Il jette un œil sur le dossier en face de lui.

Les circonstances sont atténuantes. De plus, je n'ai pas d'antécédents judiciaires.

– Tigha Abdelkader, je vous condamne à un mois de prison avec sursis avec obligation de rejoindre votre unité. Cela veut dire que vous repartez dès demain pour la DCE.

Soulagé, Je suis revenu dans la cellule où j'ai ramassé le peu d'affaires que j'avais et je me suis dirigé vers le bureau du greffe. Avant, j'ai dit au revoir aux autres et j'ai signé ma libération. Là, ils m'ont donné un papier, « une mise en route » pour rejoindre la DCE.

Arrivé à Alger, j'ai rejoint mon bureau comme si rien ne s'était passé.

À peine arrivé à la sous-direction, le colonel Boukachabia Achour m'a appelé dans son bureau.

C'était lui mon commandant.

– Tigha, ne refait pas ça une deuxième fois ! Je comprends ta situation, mais la désertion ne ramènera pas ton frère.

Maintenant, tu retournes au travail pour qu'on en finisse avec ces islamistes !

Je me suis mis au garde-à-vous et suis reparti dans mon bureau.

Tout en feuilletant les bulletins de renseignements quotidiens de la journée, j'ai repensé à Mustapha Beloucif. C'était la seule chose que je n'arrivais pas à comprendre. D'avoir vu l'ancien ministre de la Défense dans la prison qu'il avait lui même inaugurée quelques années auparavant. Je trouvais ça d'une ironie terrible.

J'ai aussi compris que si un ministre de la Défense pouvait se retrouver là-bas, nos vies à nous, simples sous-officiers, ne vaudraient pas cher.

Ninjas contre tangos

– J'ai reçu l'accord du commissaire principal pour créer sur le modèle du GIS une brigade antiterroriste.

Moh se tenait en face de moi. Nous nous sommes embrassés longuement, puis il m'a regardé pour s'assurer que rien n'avait changé dans mon attitude. Lui était en pleine forme, débordant d'énergie et de rage.

Moi, je voyais bien que la mort de Nacer l'avait affecté plus que je ne l'avais imaginé.

Le GIS était un groupe d'intervention du DRS qu'avait fondé notre gouvernement pour imiter les Français, avec le GIGN. Ils avaient peu servi depuis leur création. Nous n'avions jamais eu de terroristes en Algérie. C'était nouveau.

Terroristes ! C'était le nom que les Français donnaient à nos parents, quarante ans auparavant, du temps de la guerre d'indépendance.

Quelques jours plus tard, Moh m'a présenté plusieurs hommes. Des policiers volontaires qui avaient accepté de rejoindre cette nouvelle équipe de choc. De simples policiers, agents de l'ordre public, de la circulation ou de la protection de sites sensibles. Ils n'avaient aucune expérience dans la lutte antiterroriste, mais comme disait Moh : « C'est en courant qu'on apprend à courir. »

C'est plutôt courageux de leur part, car depuis quelques mois une épidémie de désertions touche la police.

Beaucoup préfèrent fuir leurs unités pour rejoindre l'Europe et se mettre à l'abri. Nous crachions par terre à leur évocation. C'était des traîtres. Le pire, c'est qu'une fois arrivé

en Europe, ils pleuraient devant les journalistes en ne disant pas la vérité.

Ils déclaraient qu'ils étaient menacés par les terroristes, qu'il fallait leur donner l'asile politique. Sur la base d'histoires montées de toutes pièces pour mener une vie facile, alors que leurs collègues mouraient quotidiennement dans des embuscades, assassinés ou explosés par les bombes. Avant même d'avoir leurs papiers, ils crachaient sur le pays, les généraux, alors que nous étions en pleine guerre. Cette attitude nous dépassait.

Par milliers, ils abandonneront leur pays.

Pour l'équipement de ses hommes, Moh s'est débrouillé. Des tenues bleu nuit et des cagoules noires pour éviter aux volontaires des représailles contre leurs familles. L'armement est plus succinct et classique. Des kalachnikovs russes, de calibre 7,62 mm, et des jumelles de nuit. Ce n'est pas énorme, mais nous pensons tous qu'il suffit largement à la mission.

Pour parfaire le tout, la direction du matériel de la GSN a décidé d'attribuer à Moh et à ses hommes une douzaine de 4 × 4 Nissan.

Une fois l'équipement distribué, Moh leur a expliqué longuement le boulot. Longuement, car personne n'avait chassé de terroristes de sa vie ! Maintenant les terros s'appellent les « tangos » à cause de l'indicatif radio, et le groupe de mon frère, à cause des tenues bleues et des cagoules, les gamins les appellent les « ninjas » !

Comme dans les films de kung-fu qu'on allait voir à Blida le samedi soir quand on était gamins.

Les ninjas contre les tangos !

Très vite, les hommes de mon frère élargissent leurs compétences territoriales. Les interventions les mènent de plus en plus loin, dans toutes les régions rurales, empiétant de plus en plus sur les prérogatives de la gendarmerie nationale. Moh me racontera comment au moindre incendie de véhicules ou acte de sabotage, ils étaient les premiers véhicules qui arrivaient sur les lieux, intervenant même dans les vergers. Dès qu'il y avait des suspects en mouvement, ils sautaient dans les 4x4 et

agissaient aussitôt. À ce rythme, tout le personnel passera bientôt ses jours et ses nuits au commissariat central. La chasse aux terroristes était devenue leur seule préoccupation.

Très vite, les résultats obtenus amènent d'autres policiers à se rallier à nous. Les rangs de ces brigades grossissent au rythme des assassinats et des attentats des islamistes. C'est un engrenage fatal dans lequel nous avons mis un doigt, puis deux. Maintenant, c'est la main qui est en train d'y passer. Ceux d'en face nous ont communiqué leur goût du sang. Depuis l'assassinat de Nacer, il est dans ma bouche. Nous devenons ce que nous poursuivons : des traqueurs de tueurs.

Mais le sol est en train de s'ouvrir devant nos pieds et personne ne le voit.

Vengeance

Quelques semaines plus tard, Moh est venu me retrouver.

– On vient d'attraper le chauffeur de la voiture qui a tiré sur Nacer !

– Il est où ?

– Il est au CTRI. Il a déjà été interrogé… Il a avoué. C'est lui qui conduisait la voiture.

Le chauffeur s'appelait Kacemi Mohamed. Il ne s'était pas fait prier pour raconter en détail le guet-apens mis en place la nuit de l'assassinat de Nacer et de son collègue.

Sa déposition était édifiante.

« …Cela faisait plusieurs jours qu'il avait été décidé de tuer des policiers du commissariat de Boufarik. Votre frère avait été désigné comme « impie », et ils avaient lancé une fatwa contre lui… Le soir même, les deux chefs Layada Abdelhak et Zouabri Ali ont chargé les armes dans ma voiture… On a choisi un 4x4 Toyota. Il avait été volé la veille à une société hydraulique. Je savais qu'il nous faudrait une voiture puissante, nécessaire pour partir vite. Les deux se sont mis à l'arrière dans la voiture tandis que je conduisais… »

La litanie terrible a ainsi continué. Il avait expliqué à Moh comment le 4x4 était passé à côté de mon frère et de son collègue en faction devant le commissariat, et comment, d'une des fenêtres ouvertes du 4x4, les insultes avaient fusé. Comment ensuite le même 4x4 s'était éloigné rapidement, entraînant mon frère à leur poursuite vers le quartier Bouaoud, à Boufarik. Un coupe-gorge sans la moindre lumière.

Une fois dans le piège, plusieurs rafales étaient parties du 4x4, traversant la tôle de la voiture, tuant mon frère sur le coup ainsi que son collègue.

Il n'y avait pas de morale. Juste deux hommes au mauvais endroit, au mauvais moment.

Soixante-douze heures avant de se marier, Nacer était mort *rafalé* dans une mauvaise ruelle, un jour du mois de mars 1992, à 4 heures du matin.

J'ai secoué la tête, cherchant une explication dans le regard de Moh.

– Mais pourquoi lui, pourquoi Nacer ?

Moh m'a regardé avec tristesse, en faisant une grimace méchante.

– Nacer avait reçu l'ordre un mois avant l'embuscade d'aller faire cesser les prêches du FIS à la mosquée Ettouba, à Boufarik. Arrivé devant les lieux, il était entré seul pour y enlever les haut-parleurs. C'est là qu'ils avaient décidé de lui lancer une fatwa sur la tête. Et tu sais pourquoi ? Parce que Nacer n'avait pas enlevé ses chaussures !

Mon frère est aussi atterré que moi.

–… Il a marché avec ses chaussures sur leur putain de tapis ! Ils ont dit que c'était un apostat et qu'il devait mourir !

Je ne sais pas quoi dire tellement la nouvelle m'anéantit.

Le chauffeur donnera tout. Les noms, les adresses. Tout ce que nous voulions savoir pour commencer la chasse.

Le groupe islamiste était commandé par deux« émirs ».

Deux émirs d'un GIA à peine naissant : Layada Abdelhak et Zouabri Ali.

Zouabri Ali était un élu FIS de Boufarik. C'était lui qui avait instauré en 1990 les premiers tribunaux islamiques dans notre petite ville. Les personnes soupçonnées de boire de l'alcool et de ne pas respecter l'ordre religieux étaient fouettées en public par Zouabri Ali lui-même. Il était le gendre de Mansouri Meliani, le fondateur du GIA, celui-là même que j'avais croisé en prison, à « l'enfer ».

Zouabri Ali appartenait au premier groupe historique, appelé « le groupe de la Mitidja ». Il avait un frère, Zouabri Antar. Lui aussi basculera pour la cause, avant de devenir émir national des GIA.

Boufarik sera généreuse avec la cause. Elle donnera de nombreux émirs aux groupes islamiques naissants. Benamar

Aissa de Boufarik, alias « Aissa El Aouem », Sehali Khaled de la cité Benachour, Mtagnen Laid de Blida et Benmar Ahmed, frère de Aissa.

C'est ce premier groupe qui déclenchera la guerre dans la Mitidja, et particulièrement dans Blida.

Un mois était passé depuis cette conversation lorsque mon frère m'appelle, très enthousiaste.

– Petit frère, l'adjoint du grand chef vient d'appeler. Il veut me voir à Alger le plus vite possible.

Smain Lamari avait appris l'existence de ces nouvelles brigades, et il voulait en rencontrer l'initiateur.

Le soir, à son retour, Moh était très excité. Avec Smain Lamari, ils avaient discuté longtemps ensemble.

– Il m'a dit que nous n'allions plus travailler seuls et qu'il veut organiser la lutte antiterroriste à travers tout le pays à partir de maintenant.

À la moitié de l'année 1993, Smain Lamari, en accord avec l'armée, crée un poste de commandement regroupant les services du CTRI de Blida et des parachutistes du 18e RPC (régiment parachutiste commando) et les brigades de mon frère. La raison est simple. Les GIA avaient pris naissance au cœur de la Mitidja, entre Boufarik, Blida et les montagnes de Chréa.

Parallèlement, la relation entre mon frère et Smain Lamari se resserre. La création du poste de commandement déplace la guerre sur la région. Blida, Boufarik, Sidi Moussa deviennent les coins de ce que l'on appellera « le triangle de la mort ».

C'est le cœur du GIA, son cœur sanglant et noir, là d'où ils sont partis pour conquérir l'Algérie avec leur idéologie vieille de quatorze siècles. Revenir au temps du prophète ! Pourquoi pas au temps des cavernes pendant qu'on y était !

Dans leurs communiqués, les GIA ne parlaient que d'émirat qu'ils nous imposeraient, à nous et ensuite aux pays étrangers, par la force du djihad !

Je ne savais plus s'il fallait rire ou pleurer.

Le 29 juin de l'année 1992, alors que je regarde la télévision, je vois comme tous les Algériens l'assassinat de notre

président à la télé. En plein discours à Annaba, une explosion le tue en direct.

L'image est terrible. On voit le président Boudiaf se retourner pendant quelques secondes comme s'il avait senti une présence derrière lui, puis la grenade explose.

L'homme qui l'a tué s'appelle Lembarek Boumaarafi. C'est un sous-lieutenant du GIS. Chargé de la sécurité de Boudiaf, il n'a pas fait les choses à moitié.

Comme il n'était pas très sûr de lui, en même temps qu'il lançait la grenade, il tirait sur le président avec son arme de service.

L'Algérie est sous le choc. Selon les premiers rapports, Lembarek Boumaarafi serait un islamiste sérieux. Emprisonné puis jugé, il sera condamné à la prison à vie.

Pour tout le pays, la guerre civile vient de commencer officiellement sous nos yeux, en direct à la télévison.

Attaques de patrouilles militaires et de casernes, sabotages, meurtres de fonctionnaires, enlèvements, viols et attentats à la bombe vont être désormais notre quotidien.

Près de deux mois après, presque jour pour jour, le 26 août, une bombe de forte puissance explosera dans l'aéroport Houari Boumédiène, faisant neuf morts et 128 blessés.

Le pays est de nouveau choqué. De nouveau l'attentat sera imputé aux islamistes.

La gangrène

La guerre contre les islamistes est une gangrène en train de s'enraciner dans tout le pays. Partout, sur le territoire national, comme des champignons après la pluie, des maquis poussent dans les régions les plus reculées.

Les GIA, comme il y a quarante ans, utilisent les mêmes méthodes que les moudjahidine contre les Français. C'est peut-être ça, le plus absurde de la situation. Nous revivons la même situation de guerre que nos parents, sauf que c'est NOUS qui jouons maintenant le rôle des Français…

Sous mes yeux, une nouvelle carte de l'Algérie était en train de se dessiner. Une carte du découpage électoral ! Des villages entiers avaient voté FIS. Ils étaient l'ennemi maintenant. Nos généraux ne leur pardonnaient pas d'avoir cru dans la démocratie et dans le pouvoir des urnes…

Sauf que personne n'avait envie de vivre dans un nouvel Iran ou Afghanistan.

À la radio, j'apprends que l'état d'urgence a été reconduit par le comité d'État. Smain Lamari est devenu en moins de deux ans l'homme incontournable du pays.

Pour Moh, la chasse aux frères Zouabri continue. Il n'a rien lâché. En sa qualité de chef de brigade, il s'occupe du renseignement et de la localisation des refuges terroristes. Les parachutistes, eux, ont pour mission d'intervenir et d'organiser des embuscades de nuit dans les vergers immenses de la Mitidja.

Il veut leurs têtes. Malheureusement, nous n'aurons pas la chance de les tuer nous-mêmes.

Un beau jour, Zouabri Ali, l'assassin de notre frère Nacer, sera abattu par les parachutistes dans un verger au cours d'une

embuscade. Il sera le premier émir du GIA à être abattu dans la Mitidja. Son frère prendra sa place mais le suivra au paradis d'Allah de peu.

Alors qu'il était devenu le chef suprême du GIA à 27 ans, Antar Zouabri sera tué au cours d'une opération lancée par l'armée, alors qu'il tenait une réunion avec plus de deux cents membres du GIA réunis pour l'occasion dans les montagnes.

Cette guerre civile, personne ne nous y avait préparé. Dans les écoles d'application militaires, on parlait de l'envahisseur comme l'ennemi, celui qui venait de l'extérieur. Personne n'aurait pu se douter que l'ennemi, ce serait NOUS TOUS maintenant !

Les civils sont devenus comme des derviches tourneurs. Ils ne savent plus vers qui se tourner.

Ils vont devenir chaque jour un peu plus les otages de ce massacre à grande échelle dans ce guignol sanglant. Dans le pays, les fermes et les villages se vident de leur population. C'est un exode des montagnes vers la ville où la population pense trouver la sécurité et la paix.

Ceux qui n'ont personne pour les accueillir en ville, ceux-là doivent rester dans leurs fermes. Et là, soit ils sont égorgés, soit ils acceptent d'aider le GIA.

Maintenant, notre vie est rythmée par les « boum », qui retentissent dans la journée.

Alors que la famille continue de squatter la cantine scolaire, moi, je reste dormir au bureau, à Alger. Prendre la route est devenu trop dangereux. En tant qu'analyste de la DCE, nous n'avons toujours pas d'armes. Or les faux barrages ont fait leur apparition sur les routes. C'est le nouveau truc trouvé par les islamistes pour faire régner la terreur. Déguisés en gendarmes, les terros font descendre les gens des véhicules avant de les égorger. Le matin au bureau, on en discute avec les collègues.

– Quoi faire si on se trouve dedans ? je demande.

– On leur jette des pierres, dit Youcef en riant.

On se demande si la hiérarchie attend que nous soyons tous égorgés pour faire des économies ou quoi…

– Peut-être qu'il faudrait trouver une arme, non ?

Nous sommes administratifs, pas « terrain ». Le service n’acceptera jamais de nous en donner.

Je ne savais pas quoi faire. Si on commence à s’armer personnellement, ce n’est pas bon…

La guerre en marche

Depuis la mort de notre frère et son retour du Sud, Moh a pris du galon. Son affectation au commissariat de Blida lui a permis de grimper tous les échelons de la hiérarchie. Il est maintenant devenu commissaire principal. Mais il le paye.

Depuis six mois, comme animé par une rage secrète, il s'est jeté à corps perdu dans la guerre contre les islamistes. Avec ses ninjas, il parcourt des kilomètres chaque jour, dormant là où il peut, parfois même dans son bureau, il a fait aménager un petit lit en corde tressée.

Le week-end, je prends le café avec mon frère, qui me raconte comment les tangos n'hésitent plus à perpétrer des attaques sous les murs du CTRI.

– Pas plus tard qu'il y a deux jours, un adjudant-chef de chez nous, Bouguerra Tahar, il s'appelait… Eh bien, ils l'ont enlevé juste à côté du CTRI. Un témoin les a vus. Ils étaient quatre à bord d'une Daewoo blanche. Imagine-toi ! »

Ils se sont arrêtés devant l'adjudant-chef Tahar et lui ont demandé gentiment ses papiers. Le témoin a entendu Tahar leur répondre, en sortant sa carte militaire, « Je suis un collègue », persuadé que c'était des policiers ! L'un des gars à l'arrière a sorti un calibre et l'a pointé sur la tête. Tahar n'a pas eu d'autre choix. Le témoin l'a vu rentrer dans la voiture. On n'a aucune nouvelle depuis ! Pas de corps, rien n'a été retrouvé ni signalé.

Pauvre vieux ! Mon frère a secoué la tête.

– Le pire c'est qu'auparavant il avait un poste tranquille à la présidence de la République à Alger. Dès le début de la guerre, il s'était porté volontaire pour être muté au CTRI !

Sa phrase à peine finie, sa radio s'est mise à grésiller. Tout en continuant à boire sa tasse par petits coups, il a appuyé sur un bouton pour répondre. Une voix est sortie du talkie.

– Hé, *Fartas* (le chauve), on va te couper la tête bientôt ! Ne nous oublie pas parce que nous, on ne t'oublie pas ! Ton tour viendra, sois patient !

– T'est encore vivant ? Ils ne t'ont pas encore tué dans le maquis ? Si vous en avez dans le *kamis*, toi et ta bande, descendez tout de suite, on va régler ça !

Moh a tourné le bouton pour éteindre, puis m'a regardé.

– Hé petit frère, ça va pas ?

Je devais vraiment faire une drôle de gueule.

– C'est le GIA, ils appellent du maquis en utilisant des radios volées lors des opérations sur les postes de police. Celui qui appelle, c'est Badrani, Hachemi Badrani… lui, je peux te dire qu'il veut me tuer réellement ! a dit Moh en rigolant. Tous les jours, il rentre dans nos fréquences. Tu te souviens pas de lui, non ?

Mes yeux se sont encore plus écarquillés. Moh a secoué la tête.

–… C'était l'un de mes informateurs avant la guerre, à l'époque, il était ambulancier. Au GIA, il a pris du galon. Il a grimpé tous les échelons. Maintenant, c'est l'émir urbain de toute la zone de Blida. Tu t'imagines ? Un ambulancier ! Il a dû beaucoup tuer pour en arriver là…

Nous savions par les dépositions des prisonniers qu'un émir ne pouvait devenir émir que s'il tuait un certain nombre d'« apostats » des *Kafiroun*, des *Taghout*, comme ils nous appelaient en langue djihadiste !

Moh et les émirs du GIA s'insultaient ainsi par radio chaque semaine, se menaçant de se couper les couilles et plus encore si possible. Mais Badrani était de loin le plus virulent.

Après un silence, Moh a rigolé tout seul.

– Ce qu'il ne sait pas, ce crétin, c'est que sa femme est en train de nous aider à le capturer. Elle n'en peut plus. Elle a peur et elle veut le donner. Ça fait plusieurs semaines qu'on la « retourne ». C'est même pas un islamiste virulent, juste un

ambulancier qui est en train d'en faire une guerre personnelle. Mais je sais pas… Il doit s'en vouloir d'avoir été mon informateur… maintenant il m'en veut à mort.

Bis repetitas

Le pays s'est glissé dans la guerre, comme la main d'un voleur dans une poche : sans même s'en rendre compte. Hier encore nous avions tous un bulletin de vote à la main. Un an après, on coupera des têtes qu'on laissera traîner dans la rue comme un clin d'œil macabre des auteurs aux vivants.

Mais sommes-nous vraiment encore vivants ? Je me pose la question chaque matin en partant et ne trouve jamais la réponse le soir en rentrant chez moi.

Plus personne n'est à l'abri. Tout le monde soupçonne tout le monde, et les terros se montrent chaque jour de plus en plus hardis.

Jour après jour, le maigre vernis de civilisation que nous avions espéré garder s'écaille un peu plus. Les temps sauvages sont revenus.

Un matin, Afidh a appelé de la part du grand chef. Si le grand chef téléphone, ce n'est pas pour rien.

Et pour la deuxième fois, il me dit la phrase fatale :

« Il faut que tu ailles à l'hôpital militaire de Blida, ton frère a été blessé. »

– Il est mort ?

– Non, non, juste blessé. Réellement blessé. Je te le jure…

Je fonce et parcours les 50 kilomètres jusqu'à Blida. Dans la voiture, je m'attendais au pire. La dernière fois que le grand chef m'avait demandé de rejoindre Boufarik, cela avait été pour y trouver mon frère à la morgue !

L'hôpital militaire en vue, je me suis préparé. J'avais peur de ce que j'allais trouver.

Arrivé dans la chambre de l'hôpital, j'ai découvert les officiers du CTRI de Blida au complet autour du lit de mon frère.

Et le chef du centre en personne, le colonel Djebbar M'Henna.

Sur son lit, mon frère est entouré de perfusions, à moitié conscient. L'atmosphère est pesante, les officiers sont troublés. Pour dérider tout le monde, le colonel lance à mon frère : « Les terroristes disent que nous sommes des chiens. Eh bien, ils ont oublié que les chiens, comme les chats, ils ont neuf vies, et toi tu en as encore beaucoup d'autres devant toi. »

Mon frère a remué sa tête et a eu un petit rire.

Le médecin militaire, qui était aussi là, m'a rassuré avant de me décrire ce qui était arrivé.

– Il a pris plusieurs balles dans les jambes et les cuisses. Une a traversé son mollet. Par chance, aucune n'a touché l'artère. Il a perdu du sang mais le *taxieur* nous l'a amené rapidement. Par contre, il a pris une rafale dans la main gauche…

Il y a eu un silence.

– Les doigts ont été sectionnés…

– Tous ?

– Non, seulement trois.

Moh était tombé dans une embuscade tendue par les GIA. Les terros étaient cachés derrière un arrêt de bus scolaire lorsqu'ils étaient sortis simultanément. Tandis que les rafales perçaient la voiture, Moh avait réussi à s'extraire du véhicule alors qu'il avait déjà pris plusieurs balles. Réfugié derrière un arbre, il avait riposté avec son pistolet automatique. Là, un jeune *taxieur* l'avait sauvé, et sorti du traquenard en l'emmenant dans son taxi.

Depuis la création des ninjas, je savais que mon frère était devenu depuis longtemps l'homme à abattre. C'était quand même le chef de la police de Blida, fief historique du GIA.

–… Ce serait un émir du GIA qui aurait tout planifié, un certain Hachemi Badrani, ça te dit quelque chose ? me confie le colonel Djebbar M'Henna.

Je hoche la tête. L'ancien ambulancier-informateur de mon frère, l'émir de Blida. Il avait presque réussi son coup. Il ne lui avait coupé que trois doigts. Pour la tête, ce serait pour une autre fois. Moh l'avait encore sur ses épaules, Dieu merci !

Le colonel a repris :

– C'est un émir très connu du GIA de la wilaya de Blida. Il aurait promis à l'émir national Benamar Aissa d'assassiner ton frère ! Quant il se réveillera, dis-lui qu'il fasse vraiment attention.

La suite, le *taxieur* me la racontera plus tard avec sa version. Version que mon frère me confirmera sur son lit d'hôpital.

Après avoir quitté l'appartement de Mouzaia, comme chaque jour, mon frère avait pris sa voiture pour rejoindre le CTRI de Blida. Par la seule route existante, il y en avait à peine pour 12 kilomètres. Et comme chaque jour, mon frère conduisait sa voiture, une Daewoo banalisée. En arrivant à la hauteur de la commune de Chiffa, il avait décidé de s'arrêter pour récupérer Rachid, un de ses collègues. Originaire de Medea, Rachid était un officier qui habitait une petite commune limitrophe. Ce dernier devait l'attendre à la station de bus. Mon frère, toujours au volant, s'était rapproché du trottoir pour pouvoir lui ouvrir la portière.

En voyant Rachid, mon frère s'était penché pour actionner la poignée. C'est à ce moment que trois ombres avaient surgi de la foule. Ils avaient des sacs dans lesquels ils avaient plongé leurs mains. En cinq secondes, l'enfer a éclaté autour de l'abribus. Au milieu de la foule, bras tendus, ils ont arrosé sans s'arrêter le véhicule de mon frère.

Son collègue, Rachid, n'a pas eu le temps de comprendre. Premier touché, il est mort sur le coup.

Moh aura plus de chance. Alors que les coups de feu sifflaient, mon frère a lancé des appels radio, puis a quitté le véhicule en rampant et s'est plaqué derrière un arbre. Mais le groupe de terros ne s'arrêtait pas et continuait de tirer. Mon frère, qui avait son arme sur lui, s'est mis à riposter pour essayer de gagner du temps en attendant que les secours arrivent.

Après plusieurs rafales, le groupe de tangos a blessé quelques écoliers et a quitté les lieux à bord d'une Peugeot 505 en direction des monts de la Chiffa. Un *taxieur* s'est approché de mon frère, pissant le sang, et l'a embarqué dans sa voiture pour le transporter vers l'infirmerie régionale militaire située dans le siège même de la 1re Région militaire, à Blida.

– Mais tu vois, le plus terrible, c'est que les autres personnes qui étaient là sur le trottoir, des citoyens comme toi et moi, eh bien, ils n'ont pas voulu s'approcher pour aider ton frère par peur des représailles de la part du GIA… Fais attention à toi, m'a dit le taxieur, d'un air triste, ils sont partout !

J'ai mis ma tête entre mes mains. J'étais détruit. Un frère est mort, l'autre blessé. Ça faisait beaucoup. Maintenant, c'était moi qui étais en charge de la famille.

De retour à la place du Champs-de-Manœuvre, j'ai filé au bureau. Tout le monde dans les couloirs était au courant et me regardait, l'air entendu.

Mais moi, je n'étais pas triste. Depuis la mort de Nacer, la haine avait poussé dans mon cœur comme une fleur vénéneuse. Avec Moh dans le coma, je n'avais plus de désespoir, juste de la haine.

Les hommes responsables de l'embuscade trouveront la mort plusieurs mois plus tard au cours d'un guet-apens. Quant à Hachemi Badrani, il ne coupera jamais la tête de mon frère. Il explosera avec sa bombe une nuit de 1996 alors qu'il roulait, vers 4 heures du matin, à Blida, dans le quartier Ouled Yaich. Vraisemblablement, il s'apprêtait à la déposer dans le centre-ville.

Suite à l'attaque, et pour éviter le déplacement entre la commune de Mouzaia et la ville de Blida, mon frère sera obligé de déménager avec sa femme dans un logement de fonction situé dans une cité de la police au centre-ville de Blida.

Mutation

De retour à Alger au siège de la DCE, j'ai demandé une audience avec le colonel Smain Lamari. En moins de deux ans, ce dernier était devenu l'homme incontournable, le dirigeant le plus puissant et le plus craint du pays. À couvert, on chuchotait que, en mai 1992, lors d'une réunion à Châteauneuf qui regroupait de nombreux officiers de la DCE, Smaïn Lamari aurait martelé à ses hommes qu'il était « prêt et décidé à éliminer 3 millions d'Algériens [...] pour maintenir l'ordre que les islamistes menacent ».

Derrière son bureau, il m'attendait, avec un demi-sourire un peu triste. Sa réputation d'homme simple, calme et secret était méritée. Il était le contraire du numéro un, « Toufik ».

Toufik, dit « l'homme au cigare ». « Parce que quand tu rentres dans son bureau, tu le vois que de dos avec un nuage de fumée autour de lui ... », disaient ceux qui l'avaient rencontré.

– J'ai appris pour ton frère. Je suis désolé. Ton frère, c'est un héros. Il nous en faudrait plus des comme lui… Si je peux faire quoi que ce soit, dis le moi…

– Mon colonel, je veux partir pour le CTRI de Blida. Ma famille est brisée. Mon père et ma mère sont morts. Nacer a été abattu il y a un an et Moh est dans le coma. Personne ne s'occupe de mes sœurs et de leurs enfants. Laissez-moi les rejoindre pour être près d'eux.

Smain Lamari m'a regardé et a hoché la tête. Brièvement, il a signé un papier qu'il m'a tendu.

– Je comprends. Tu as l'autorisation. Je te signe ta « mise en route » immédiatement.

Mon cœur a explosé. Normalement, une « mise en route » nécessitait une année d'attente.

J'ai pris le papier et suis sorti.

Sur la route, j'ai repensé à ma mère, à Nacer. À cause des opérations et des attentats des derniers mois, nous ne pouvions plus aller nous recueillir sur leurs tombes.

Le cimetière, situé hors de la ville, se trouvait dans une zone contrôlée par les tangos.

Blida ou « l'étoile noire »

Le CTRI de Blida était devenu « l'Étoile noire » des généraux. Une sorte de vaisseau amiral planté comme un coin en plein cœur de la Mitidja, au pied des montagnes de Chréa, la zone islamiste la plus dangereuse d'Algérie.

Depuis la guerre, il tournait à plein régime. Près de 600 personnes s'y activaient jour et nuit.

Smain Lamari avait demandé que le CTRI de Blida soit exclusivement en charge du dossier GIA. L'armée comme la police devait immédiatement y déférer toute personne ayant trait au conflit.

Avec Mouzaia, Blida était la ville de mon enfance. Mais depuis mon départ sur Alger, elle n'était plus la ville que j'avais connue. Elle avait changé.

La « Ville des roses ». C'est comme cela qu'on l'appelait autrefois. Une ville entourée d'orangeraies et de roseraies qui embaumaient l'air.

Avant, chaque printemps, la mairie organisait des concours de fleurs où le plus beau bouquet était récompensé. C'était il y a longtemps, des siècles, avant que les roses ne deviennent la fleur unique des cimetières.

Tout aux alentours, des haies de joncs, de tamaris, de thuyas avaient été plantées, entourant les champs d'agrumes. C'était une région très fertile, celle qu'on appelait la Mitidja ou le « jardin potager » d'Alger.

Je suis repassé devant l'immeuble de notre enfance. Un vieil immeuble lépreux datant des années 50. Beaucoup de mes voisins étaient passés de « l'autre côté ». Ils avaient rejoint les GIA ou étaient devenus des militants en secret.

« Comment tu serais devenu si tu n'avais pas rejoint l'armée, hein ! » me dit l'une des voisines à mon arrivée. La vieille Saïda, tous les mômes du quartier, elle les avait vus grandir.

« Maintenant, je vais à leur enterrement. Si ce n'est pas malheureux ! Toute une jeunesse gâchée ! »

Elle m'a raconté comment plusieurs sont devenus « émirs ».

« Même Hadjalla Toufik, tu te rappelles, qui jouait si bien au ballon qu'il aurait pu devenir professionnel ! Il est parti un jour dans les monts de la Mouzaia… »

Elle a soupiré en regardant les montagnes qui se découpaient au loin à l'horizon.

« La moitié des enfants de l'immeuble sont partis là-haut », a-t-elle dit dans un souffle avant de grimper les escaliers péniblement.

Mon arrivée au CTRI me fait l'effet d'un voyage hors du pays, un peu comme si j'avais rejoint la Bosnie ou un État en guerre…

Le CTRI de Blida n'était pas n'importe quel centre. Il était le CENTRE par excellence. Le colonel Djebbar M'Henna l'administrait. Petit, chauve, c'était un Kabyle, comme tous les donneurs d'ordre du CTRI, issus des régions montagneuses de Larbaa Natiraten, près de Tizi-Ouzou. Djebbar M'Henna était un viveur, grand amateur de whisky et de jeunes femmes.

Je ne verrai pas tout de suite le colonel. Je rencontrerai son adjoint, le numéro deux du CTRI, le capitaine Allouache Abdelhafidh. C'est lui qui m'accueillit dans son bureau. Grand, avec ses yeux bleus et ses cheveux blonds, il ressemblait à un Européen.

Après les phrases de bienvenue et les condoléances, il m'a brossé un tableau rapide de la situation.

« Ici, tu n'es pas dans n'importe quel CTRI ! Le CTRI de Blida n'est pas comme les autres. Ici, nous sommes en plein cœur du "triangle de la mort". C'est un trou noir ! »

« Ils sont partout autour de nous », dit-il d'un geste large en désignant les montagnes par la fenêtre. « Ils sont là, nous surplombant de toute leur masse… Tout autour, il y a les montagnes de Chréa. C'est là que se trouve le nid de scorpions ! »

J'ai regardé les montagnes de la fenêtre. Le fief minéral des GIA, les Groupes islamiques armés. À 1 500 mètres d'altitude, le panorama était magnifique en contrebas, avec les forêts couvertes de cèdres et les vergers, s'étalant à perte de vue. Je me rappelai l'hiver avec mes deux frères. On allait faire de la luge là-haut, dans les chalets, où on regardait les riches faire du ski. Tout ça était bien loin…



Le CTRI était un gros bâtiment lourd et carré construit dans les années 1970. Une citadelle assiégée, en pleine zone islamiste. Massif comme les montagnes au pied desquelles elle est posée. Gros bloc de béton ceinturé de quatre tours guérites qui surplombaient la plaine et qui donnerait sur l'enfer mais équipé de toutes les facilités. Il y avait même une voie de chemin de fer qui passait en contrebas des murs du centre, juste derrière pour le déchargement du matériel. En plus de notre propre ravitaillement en essence avec une station service privée, il y avait aussi un stade situé juste derrière, puis deux blocs avec des chambres pour dormir.

Pour égayer ce gros cube, un verger avait été planté plein d'arbres, de fleurs et de verdure.

La vie au CTRI

Mon arrivée m'avait excité. J'avais 24 ans et pour la première fois, je me retrouvais au sein d'un vrai centre opérationnel. Ici, ce n'était pas comme à Alger, à la direction, où j'étais confiné derrière un bureau à faire de l'analyse. À Alger, j'étais au cœur des décisions, mais le CTRI de Blida, c'était vraiment l'avant-poste de la guerre contre les GIA.

En arrivant, je me suis mis à chercher des têtes connues, mais il n'y avait personne. Aucun collègue de promo n'était dans les parages.

Le second du CTRI, Allouache Hafidh, m'a lancé en rentrant dans le bureau : « Tu vas rester ici pendant quelque temps pour te familiariser avec le centre. Tu travailleras avec moi le temps de t'habituer. »

Le capitaine m'a désigné un coin de son bureau et je me suis mis au travail.

À l'extérieur, le GIA n'était pas inactif. À peine quelques semaines après mon installation, je vois le capitaine Allouache Hafidh entrer dans le bureau, agité. Il n'arrêtait pas de répéter ça, en tournant : « Il faut qu'on l'interroge pour qu'il nous donne les circonstances exactes du déroulé de l'opération ! C'est une nouvelle désastreuse pour toute l'armée. »

Le capitaine était accompagné d'un adjudant-chef.

– Salut, moi c'est Dridi Hassen, mais tu peux m'appeler Hichem.

Je lui ai serré la main. Le bonhomme était grand et, comme de nombreux cadres du CTRI de Blida, d'origine kabyle.

Hichem, l'air interrogatif, semblait aussi ennuyé que le capitaine.

– Il est où ?
– Il est à côté, dans la grande salle de réunion.

Assis derrière la table de bois massif, un homme, le regard fuyant, attendait. C'était un commandant.

Autour de la table, l'ambiance s'était rafraîchie.

C'est Allouache qui a commencé à tirer la première salve de questions.

– Commandant Boubekri, qu'est-ce qui s'est passé ?

Le commandant s'est tortillé sur sa chaise comme un asticot au bout d'une ligne, puis a respiré un bon coup.

– Cela faisait plusieurs jours que nous étions en opération de reconnaissance dans les montagnes au-dessus du village nommé Bouarfa, une montagne qui mène à Chréa. À un moment, dans une des gorges, on était en train d'avancer quand soudain on a entendu des chants s'élever de partout autour de nous : c'était des chants de guerre islamiques.

– Des chants ?

Tala'a al-Badru 'Alaynamin thaniyyatil-Wada'wajaba al-shukru 'alayna, ma da'a lillahi da'

Ayyuha al-mab'uthu finaji'ta bi-al-amri al-muta'Ji'ta sharrafta al-Madinah marhaban ya khayra da'.

C'était les chants que les habitants de Medine, en Arabie saoudite, avaient chanté jadis pour accueillir le prophète Mohamed !

« La lune blanche s'est levée au-dessus de nous, inondant de sa lumière la vallée de Wada

Nous voulons montrer notre reconnaissance en priant Allah

Oh, toi qui as été élevé parmi nous pour nous montrer le chemin de l'obéissance

Tu as amené dans cette cité noblesse et foi ! Bienvenue à toi ! »

Nous nous sommes regardés pour savoir s'il ne se foutait pas de notre gueule ! mais non… Boubekri a repris.

– On n'a pas compris. On n'a pas eu le temps. Ça a tiré de partout. La section était coincée. Comme on ne connaissait pas le terrain, ça été un carnage.

– Des morts ? Des blessés ?

– Une quarantaine et un disparu. Un jeune caporal. Du nom de Moussa. Ils l'ont emmené avec eux dans la montagne. À l'heure qu'il est, il doit être mort…

En quelques minutes, le chef du 93e bataillon de police militaire était devenu un petit enfant pris en faute.

J'ai bien vu que le capitaine avait du mal à le croire.

Comment lui était encore vivant alors que quarante de ses hommes étaient restés au tapis ? Mais surtout comment les barbus avaient-ils saisi l'armement sur place sans que l'on puisse les en empêcher ?

La question restera sans réponse. Le capitaine a refermé le dossier et a congédié Boubekri dans un silence glacial.

Quarante kalachnikovs avaient changé de mains.

– À l'heure qu'il est, les barbus doivent faire la fête… Avec cet armement, les GIA vont être plus forts. Tu vas voir, les embuscades vont se multiplier, a-t-il conclu, fataliste.

Le capitaine ajoutera pour parfaire l'ambiance lugubre :

– C'est l'émir Aissa Benamar, alias « El Aouem », qui a dirigé l'attaque…

Le coup était spectaculaire. Le CTRI décidera de ne rien laisser filtrer de cette affaire à l'extérieur. Mais j'ai bien vu que ça faisait mal aux chefs de l'armée.

Les deux premiers mois passeront vite. Fin 1993, je change de service. Je rejoins le SRI.

Ça, je connais.

Le SRI ou Service de recherche et d'investigation gérait les enquêtes et les identifications du centre [1]. Pas une enquête qui

1. Comme toutes les directions de contre-espionnage, les CTRI algériens sont constitués de plusieurs services. Il y a le service des techniques opérationnelles. C'est là que l'on apprend à ouvrir les serrures avec de fausses clés. C'est là aussi que l'on prépare le matériel photo qui sert pour les surveillances visuelles, les filatures, les protections rapprochées…. Enfin, existe aussi un service de police judiciaire et un service exploitation et d'analyse.

Tous ces services doivent rendre compte quotidiennement au SCO, le service de coordination opérationnel.

ne passe pas entre nos mains. Mon nouveau capitaine s'appelle Boukeskes Saïd. C'est un ancien pilote de l'air qui avait rejoint le CTRI dès le début de la guerre.

Comme beaucoup d'autres, il a fait sienne la maxime de Smain Lamari : « On ne leur laissera pas le pays. »

Le travail au quotidien est plutôt simple, m'expliquera-t-il.

« Tu t'occuperas des enquêtes. Il paraît que c'est ta spécialité. Ton travail d'investigation couvrira toute la 1re Région militaire. C'est-à-dire les huit wilayas. Dans chaque wilaya, il y a un bureau qui est un sous-CTRI. Ces infos viennent des villes de Bouira, Tipaza, Boumerdes, Tizi-Ouzou, Djelfa, Aïn Defla, Chlef, M'Sila … »

Je me rends compte au vu des comptes rendus que l'état de guerre était en train de s'étaler comme une nappe de gasoil dans la région.

Tel un entonnoir, le SCO était le service central du CTRI, le pivot autour duquel les services tournaient. C'était vers lui que toutes les informations des services étaient dirigées et où les décisions étaient prises.

Les agents

La guerre avait tout changé, y compris nos méthodes. Il y avait plusieurs enquêtes. D'abord celle d'habilitation. Puis celle de recrutement et enfin celle de sécurité. Pour effectuer ce recueil d'informations tous azimuts, tous les moyens étaient bons, du contrôle téléphonique aux écoutes.

Mais avec la montée en flèche des assassinats, il ne nous était plus possible de nous déplacer sur le terrain comme avant. Il fallait procéder autrement, et le recrutement d'« agents » a commencé.

Comme tout bon service de contre-espionnage, nous utilisions des « agents ». Il s'agissait de civils choisis dans la population. Un agent n'était pas une taupe comme dans la police. Un agent était choisi par rapport à son métier. Après l'avoir approché, nous ouvrions un dossier sur lui. Il y avait dans la chemise en carton un rapport d'ensemble constitué d'une fiche de personnalité, d'un compte-rendu financier et d'une déclaration sur l'honneur.

Les jours passants, nous en avions de plus en plus.

Si nous pouvions en recruter autant, c'est que eux aussi n'en pouvaient plus des terroristes.

Ce n'était pas notre service qui s'en chargeait. Selon les enquêtes que nous menions, des officiers traitants nous recommandaient leurs agents en nous les « prêtant » le temps de l'opération.

Halim était l'un d'entre eux. Sans doute l'agent le plus important de Boufarik. Grâce à son témoignage, nous pourrons démanteler pratiquement tous les réseaux de soutien du GIA sur Boufarik. Il nous accompagnait dans nos opérations, cagoule sur la tête, une arme vide, habillé comme les

hommes du Groupement d'intervention spéciale. C'est lui qui nous indiquait les gens à arrêter. Tout ça, il le faisait pour une bonne raison.

Un an auparavant, les islamistes avaient tenté d'assassiner son père. Depuis, il avait décidé de travailler avec nous. Halim était considéré comme l'œil du CTRI sur Boufarik.

Il côtoyait les islamistes dans la ville. Mais après un travail excellent de renseignement, il rejoindra les rangs des « patriotes », lors de leur création, et deviendra l'un de leurs chefs.

Les quartiers des fiefs islamistes nous étaient interdits. Seuls les agents pouvaient y pénétrer.

Les agents occasionnels, eux, travaillaient au coup par coup.

Le cloisonnement était tel que nous ne savions pas ce que faisaient les autres services, ainsi le service de détention. Installé dans les locaux du Service de police judiciaire, il est considéré comme une banque de renseignements opérationnels. Toutes les informations recueillies à partir des aveux de terroristes ou des personnes arrêtées dans une affaire quelconque étaient stockées dans leurs dossiers.

C'était le saint des saints, et tout le monde n'y avait pas accès.

Mais pas pour nous, en tant qu'enquêteurs de terrain, dans le cadre de nos recherches, nous avions la possibilité d'aller parler avec les détenus pour leur demander des précisions sur leurs aveux.

Toute l'énergie des agents du CTRI passait dans les enquêtes relatives aux activités du GIA et autres groupes djihadistes. La guerre engloutissait tout. Notre temps, nos familles, nos amis.

Trafic d'armes

Si les GIA avaient des armes, ils avaient besoin de s'approvisionner en munitions. Tous les moyens étaient bons pour en trouver.

Un matin de 1993, une note était arrivée sur le bureau. J'ai regardé la provenance. C'était la police judiciaire. « Il vous est demandé de nous communiquer dans les meilleurs délais, toutes les informations concernant le nommé K. Rabah, demeurant au centre-ville de Blida. L'intéressé est impliqué dans un réseau de trafic d'armes. L'urgence est signalée. »

Je me suis tourné vers mon capitaine et je lui ai dit : « Je prends. »

Une affaire de trafic d'armes, c'était toujours intéressant. On ne savait jamais jusqu'où cela pouvait vous emmener.

Depuis mon arrivée, je m'étais constitué un réseau d'agents et de contacts.

J'ai pris le téléphone. Djamel était l'un de ces agents. Photographe de profession, il connaissait beaucoup de monde sur Blida.

Au rendez-vous, je lui ai remis le papier avec le nom dessus. K. Rabah.

– On n'a pas le temps, il faut faire vite.

– Vingt-quatre heures.

Il m'a regardé, a pris le papier et est parti.

Vingt-quatre heures plus tard, le dénommé K. Rabah avait été « logé » par Djamel.

Au CTRI, le commandant Allouache Hafidh est venu vers moi.

– Puisque c'est ta source, c'est toi qui t'occuperas du reste. Je te mets à disposition deux voitures et six hommes.

La règle numéro un était d'arrêter les suspects loin de tout le monde.

Nous appelions cela des « arrestations secrètes ».

Le suspect était appelé « relais vecteur », car c'est lui qui pouvait nous mener au refuge du groupe terroriste.

En général, nous mettions une équipe de surveillance visuelle pour le suivre. Dès que la cible était seule, nous intervenions pour l'enlever, de préférence une fois en dehors de la ville.

Il ne fallait surtout rien faire devant les gens, de peur que l'alerte soit donnée aux GIA et qu'ils changent de refuge.

La police arrêtait les gens, le CTRI les « traitait », nous enquêtions sur les infos récupérées, et le GIS donnait l'assaut ! Ça marchait comme ça.

Au bout de vingt minutes d'attente, le suspect a quitté le café et s'est dirigé vers une petite ruelle menant à la place Ettoute, à Blida. Il faisait déjà nuit.

Les équipes de la police judicaire se sont approchées et l'ont embarqué dans une 505 blanche.

J'ai appelé la station radio. « Mission terminée, l'objet est en route. »

Après l'arrestation, je me suis assis dans la cour pour fumer une cigarette. Un des collègues de la police judiciaire s'est approché de moi.

– Votre relais vecteur qui vient d'arriver, c'est du gros. Il a tout craché.

– Quoi ; tout ?

– Toute la filière d'armement ! les dates, les lieux, les noms…

Je me suis levé d'un coup pour voir le commandant Hafidh.

Il fallait que je puisse continuer l'enquête jusqu'au bout. Il a regardé le rapport d'interrogatoire et a dit OK.

Le rapport était croustillant. K. Rabah avait avoué avoir servi d'intermédiaire pour un acheminement d'armes et de

munitions en provenance d'Europe, et qu'une cargaison était en cours d'envoi dans des camionnettes, des J-5 achetées en Europe.

Les deux fourgons étaient arrivés le soir précédent au port d'Alger. Ils attendaient de finir les démarches administratives.

Au bout de trois heures d'interrogatoire, il avait avoué que les munitions se trouvaient dissimulées dans des « moteurs de la casse », des moteurs de voitures de deuxième main que les Algériens achetaient en Europe et envoyaient vers l'Algérie.

J'ai grimpé quatre à quatre les marches pour téléphoner au commandant. Je lui ai raconté tout ce qu'il y avait dans le dossier d'interrogatoire. Après un instant de silence, il m'a repris au téléphone.

« Tu contactes ton frère Moh pour qu'il prépare le terrain au port avec la police d'Alger, tu as carte blanche ! »

Moh avait tout arrangé. Deux heures plus tard, nous avons stoppé devant les grilles du port autonome d'Alger. Dans les voitures, nous avons embarqué K. Rabah. Sa tête avait un peu enflé, mais il arrivait encore à ouvrir la bouche.

Les véhicules en attente stationnaient dans un immense hangar. Il y en avait des centaines et des centaines. Des plaques européennes pour la plupart. Suisse, France, Belgique, et même des plaques d'immatriculation dont j'étais bien incapable de donner la provenance. Le directeur de la douane, avec plusieurs douaniers un peu arrogants, était là, sans comprendre ce que nous venions chercher.

J'ai demandé au suspect où étaient les deux véhicules. D'un doigt fébrile, il a désigné dans un coin du hangar deux J-5.

Trottinant derrière nous, le directeur continuait à vouloir jouer son rôle de chef du port.

J'ai appelé sur-le-champ le mécanicien. Dans les deux J-5, deux moteurs de 305 Peugeot de deuxième main, prêts à l'usage, attendaient.

– Ouvre les carters d'huile de ce moteur, ai-je dit en en désignant un.

Après un rapide démontage, des munitions par centaines se sont répandues par terre. Du 7,65 mm, 7,62 mm ainsi que des P.A 6.35 mm démontés.

J'ai regardé droit dans les yeux le directeur de la douane.

– Vous voyez monsieur. Normalement, c'est le travail de vos douaniers d'inspecter ces moteurs… à moins que…

La phrase était restée volontairement en suspens.

– À moins que ?

– À moins que vous ne travailliez pour d'autres que pour le gouvernement algérien…

Le chef des douanes était devenu blanc. Soupçonné d'être du côté des islamos, ça pouvait mener loin…

J'ai bien vu que sa seule terreur était de perdre son job.

Le lendemain, j'apprenais en arrivant au bureau que le chef du gouvernement avait réagi en personne en envoyant une note urgente à tous les directeurs des ports du pays pour interdire l'importation des moteurs et des pièces détachées.

GIA !

L'Algérie était en guerre et personne ne le disait.

La multiplication des attentats décuplait notre travail. Chaque jour, nous recevions des notes de renseignement sur des individus.

À cause du cloisonnement, il était impossible de savoir pourquoi. Les notes qui arrivaient sur le bureau étaient toujours rédigées de la même façon, avec les mêmes formules. « Il vous est demandé de mener une enquête d'investigation approfondie sur le dénommé tel, demeurant tel, l'urgence est signalée. »

Ça, ça voulait dire qu'on n'avait pas le temps, pas comme pour une enquête de routine.

Ensuite, il fallait se répartir les tâches. Il fallait pointer d'abord le bonhomme dans le fichier national de la police, ensuite c'était direct vers le fichier électoral pour finir par le fichier d'état civil.

Seulement après, je commençais une enquête d'entourage. Est-ce que le bonhomme était recherché ? Est-ce qu'il habitait dans un fief islamiste ?

Puis, une fois les informations rassemblées, il fallait rédiger et envoyer le tout au Service central.

La guerre était en train de s'accélérer, un peu comme une locomotive sans conducteur. De nouvelles consignes tombaient chaque jour. Dans l'accumulation des demandes, une revenait plus particulièrement. Le SRI devait travailler EXCLUSIVEMENT sur l'organigramme du GIA…

« L'urgence était demandée… »

Je voulais bien le croire que « l'urgence était demandée… »

Ce n'était plus une urgence, c'était un incendie…

Les Groupes islamiques armés étaient des copieurs. Des copieurs rapides qui assimilaient tout très vite et nous le renvoyaient en pleine gueule de plus en plus fort chaque jour.

Les GIA appliquaient comme un calque les méthodes du FLN contre les Français. Une véritable guerre de guérilla s'étendait maintenant sur tout le territoire. Caches d'armes, refuges, groupes mobiles, attentats dans les villes, le pays était gangrené comme une vieille couverture pleine de trous.

Ils avaient mis en place des réseaux logistiques à tous les niveaux de la société algérienne. Pas une ville, un village où ils n'étaient pas là.

Le paradoxe absurde, c'est que depuis l'annulation du deuxième tour des élections, ils jouaient auprès des gens et de l'opinion internationale le rôle de martyrs de la démocratie, eux qui rêvaient de revenir en arrière pour vivre il y a 1 400 ans, au temps de l'hégire.

L'organigramme du GIA était devenu notre priorité, mais nous n'avions rien. Pas le moindre renseignement.

La lumière vient toujours de là où on ne l'attend pas.

Le service sera sauvé grâce à un petit caporal à peine pubère du nom de Moussa. Sans lui, le CTRI aurait tâtonné encore longtemps.

Le caporal Moussa était le seul rescapé de l'attaque qui avait anéanti le 93e bataillon de police. Le bataillon du fameux commandant Bobekri que nous avions interrogé dans les locaux du CTRI.

Après avoir tué quarante hommes et récupéré l'armement, l'émir avait emmené le seul survivant qui ne s'était pas enfui dans la montagne.

Le caporal Moussa avait 22 ans et, du jour au lendemain, les terros lui avaient proposé un marché qu'il n'avait pas pu refuser. Devenir un combattant d'Allah ou mourir comme un apostat, égorgé entre deux cailloux.

Moussa s'était empressé d'accepter la première proposition et s'était retrouvé au cœur du dispositif GIA. Converti à l'islamisme radical, il participera à la vie de la Katiba au quotidien.

Certains d'avoir converti le jeune militaire, les tangos le laisseront libre de ses mouvements, avant que six mois plus

tard, Moussa ne descende de la montagne pour rejoindre le premier poste de police et y raconter son histoire.

Dûment débriefé au CTRI, il révèlera une foule d'informations sur un ennemi encore mal connu par nos services.

Cela ne lui portera pas chance. Sa demande de déménagement pour raison de sécurité traînera jusqu'au jour où le GIA se rappellera à lui, l'enlèvera cette fois-ci pour de bon, et le torturera avant de l'égorger dans la montagne.

Le caporal Moussa nous éclairera au-delà de ce que nous aurions pu imaginer. D'après lui, la naissance du GIA avait été proclamée en octobre 1992. De l'union entre les groupes de Mansouri Meliani, le fondateur du MIA toujours en prison, et le groupe de Layada, l'assassin de mon frère, naîtront les Groupes islamiques armés.

Doté d'une publication du nom d'*Al-Ansar*, ils avaient rallié à eux des groupes de El Hijra Wa Takfir, des anciens d'Afghanistan, des rigoristes qui avaient déclaré le FIS *kafir*, mécréant, parce qu'il avait accepté le jeu démocratique.

Leur nouvel émir national s'appelait Chérif Gousmi, dit « Abou Abdellah Ahmed ». C'était un ancien combattant d'Afghanistan, qui deviendra en mars 1994 émir national du GIA, revendiquant les assassinats multiples et les massacres de populations.

Notre problème numéro un au quotidien restait de trouver les « refuges » des groupes, leur implantation sur le territoire.

Car la triste vérité était que les groupes armés restaient introuvables, comme littéralement « enterrés » au cœur de la population.

Et pour cause, jour après jour, nous découvrions la profondeur de leur « implantation » dans les villages.

Les opérations de ratissage se multipliant, l'armée tombait régulièrement sur des douars[1] où les GIA avaient donné de l'argent aux civils pour qu'ils leur construisent des maisons « spéciales ». Et c'était bien là la raison de leur disparition ! On

1. Groupements d'habitations, de villages ou de hameaux.

ne les trouvait pas pour une bonne raison : ils étaient sous nos pieds.

Parmi les villages ratissés, une multitude de caches souterraines seront découvertes dans des dizaines de maisons. Cachées par du carrelage, seule une trappe pouvant laisser passer un homme. Les familles vivaient leur vie en « haut », tandis que les groupes de retour d'opération dormaient en dessous.

Les habitants, entre la crainte et la colère, nous hurlaient « Que pouvions-nous faire ? Ils menaçaient de nous enterrer vivants ! Vous, vous passez ! Demain, vous serez partis, mais nous, on vit ici ! »

Ils n'avaient pas tort.

Les GIA ne s'étaient pas arrêtés en si bon chemin. Ils avaient en plus enrôlé tout le monde.

Des faux barrages avaient été installés un peu partout sur les routes autour des villages stratégiques pour intercepter les militaires ou les policiers en civil. Dès que l'armée se déplaçait vers un village, les terroristes étaient alertés dans l'heure par les villageois et disparaissaient dans un nuage de poussière, comme s'ils s'étaient élevés vers le ciel. Les agents guetteurs se trouvant partout, la traque des GIA tournait à la bataille d'ombres.

Comment pouvions-nous soupçonner un fermier sur son tracteur, un « gargotier » sur le pas de la porte de son bar, et des enfants de 12, 13, 14 ans ? Pourtant, tous servaient d'agents informateurs aux groupes armés.

Nous l'apprendrons à nos dépens. Particulièrement les militaires ou les policiers qui, en permission, se rendaient dans leur village pour une visite familiale.

Ceux-là étaient interceptés la nuit même et égorgés.

Retour au temps de l'hégire[1]

L'autre complication qui rendait quasi impossible leur identification était l'utilisation systématique par les terroristes de pseudonymes djihadistes.

Hichem m'avait expliqué la méthode.

– Ils montent au maquis. Là, on leur donne des pseudos et ils disparaissent pour les fichiers de la police. C'est fini ! Aussi simple que cela, dit-il en se claquant les deux mains.

– Et avec les repentis ? j'ai demandé.

– Les repentis ? Lorsqu'on en a, ils nous aident à identifier les pseudos, mais dans la plupart des cas, le repenti cite des pseudonymes djihadistes ! Comment tu veux qu'il les identifie ? Tiens, pas plus tard qu'hier, il y en a un qui nous dit : « C'est Abou Dahdah qui a fait exploser la bombe au centre-ville de Boufarik ! » Tu dis « super ! Qui est Abou Dahdah ? Et lui de te répondre : « Je ne sais pas, je ne connais que ce nom. » Et comment il est ? Et là, il te répond « barbu » ! Comme les autres ! Là, tu te dis qu'il se fout de ta gueule… mais non ! Avec leur barbe et leur tenue afghane, les tangos se ressemblent tous ! C'est pas Carlos[2] ! Carlos, il est connu, mais là, comment identifier Abou, Abou…

Qui pouvait identifier Abou Hamza, Abou Houreira, Abou Lokamne, Abou Handala, Abou Bakr, Abou Heithem, Abou El Barra ! ! ! Ces noms djihadistes résonnaient dans mes

1. Ère des musulmans qui commence en 622 de l'ère chrétienne, date de l'émigration de Mahomet de La Mecque à Médire.

2. De son vrai nom Ilich Ramírez-Sánchez, Carlos est un terroriste d'extrême-gauche vénézuelien.

oreilles quotidiennement comme si nous étions revenus au temps de Mahomet.

Des pseudos et pas de photos.

Pas le moindre morceau de papier à montrer à un repenti.

Je m'en étais soucié au début. C'est vrai. Pas une photo récente de terroristes dans les dossiers.

Hichem avait éclaté de rire.

– Ne cherche pas. Il n'y en a pas non plus. Chaque fois que l'un d'eux monte au maquis, il demande à sa famille de brûler toutes les photos ! Comme cela, quand il y a perquisition, il n'y a rien, aucune trace de son visage. On ne les connaît pas ! On ne sait pas à quoi ils ressemblent !

Nous sommes en guerre contre des fantômes, mon vieux !

Pour suppléer ce manque, notre service s'appuyait sur les écoutes téléphoniques. Dès que quelqu'un était suspect, il était « branché ». Sauf que là encore, les retranscriptions de conversations entre terroristes nous plongeaient dans de grands moments de solitude.

« Abou Dahdah à Abou Sourraka, tu m'entends ? » Abou Sourraka répondait : « C'est Abou Sourraka, j'écoute. » Mêmes les noms des refuges et des abris du GIA portaient des dénominations spéciales. « Oui, c'est Abou Sourraka, je suis à Tala wal ma », ou encore… « Oui, c'est Abou Sourraka. Je suis à Tala Karmoud. »

Pour nous, il était impossible de décoder ces lieux.

Tous ces noms et pseudonymes tirés de l'histoire de la conquête des compagnons du prophète commençaient à m'insupporter. Le seul sur lequel on avait quelques renseignements, c'était Zouabri Antar. Il commandait un groupe comprenant entre 50 et 80 personnes appelé la « Katiba el Khadra » (la Phalange verte). Vêtus de tenues afghanes vertes, la Katiba était lourdement armée et pouvait effectuer des opérations avec des mortiers de 81 mm.

C'était ce groupe qui était en charge de la protection du poste de commandement du GIA.

Au cours des neuf années de guerre, nous n'aurons jamais une estimation exacte des maquis, ni réussi à les identifier tous.

La preuve est qu'à ce jour les forces algériennes n'ont jamais eu de photos récentes des émirs du GIA, y compris Zouabri Antar ou Djamel Zitouni.

En plus des réseaux intérieurs, il y avait les réseaux extérieurs.

Une multitude d'ex-FIS, GIA et consorts avaient trouvé refuge en Europe. La Belgique, la France, l'Allemagne ou l'Angleterre accueillaient à bras ouverts nos terroristes.

On ne comprenait pas comment. Ça nous dépassait.

– Ils pensent que ce sont des démocrates. Ils ne les connaissent pas encore.

Mais nous n'y pensions pas plus que cela. Après tout, si ces pays voulaient abriter des terroristes qui leur exploseraient à la gueule un jour, c'était leur problème…

Nous n'imaginions pas que l'histoire nous donnerait raison aussi vite dans les prochaines années.

J'apprendrai que Smain Lamari suivait de très près le déroulement des opérations. Avec l'apparition de cellules de soutien GIA en Europe, son rôle auprès des partenaires étrangers prendra de plus en plus d'importance. Dans notre cas, ce sera surtout la France.

Car les Français commençaient eux aussi à se poser des questions… qui étaient vraiment les GIA ?

Surtout, un certain nombre de réseaux s'étaient mis en place en France, en Belgique ou en Suisse. Les Français avaient besoin de nous, car c'était nous qui leur donnions tous les noms.

Pourtant, un gouffre nous séparait de l'Europe et de ses chancelleries. Chaque fois que nous demandions aux services de sécurité européens de nous renvoyer les personnes impliquées dans des attentats, pour la continuité des enquêtes, la réponse était toujours la même : « Impossible. Si on vous les renvoie, ils seront maltraités, voire éliminés tout simplement… Nous ne pouvons donc pas vous les rendre… »

Nous étions en guerre, mais personne n'avait l'air de s'en rendre compte ! Après les premiers attentats de 1995 en France, le climat changera légèrement.

Mais l'Europe s'accrochera aux droits de l'homme. Elle en paiera le prix des années plus tard. Dieu vomit les tièdes.

Madrid, Londres, la cellule de Hambourg ainsi que les centaines d'attentats déjoués hors des caméras sauront le rappeler aux Européens.

Entre nous, nous appelions cela le « lobby islamiste » présents partout, dans les organisations des droits de l'homme, parmi les intellectuels français, dans le milieu journalistique. Ces derniers défendaient corps et âme l'indéfendable, le massacreur d'enfants, le violeur de jeunes filles, tout en usant des mêmes principes de la démocratie qu'eux-mêmes essayaient de détruire en Algérie.

Nous avions un proverbe populaire algérien qui résumait bien ce sentiment. *Thrabni, Sbakni wa Chtka.* « Il me gifle, mais il hurle en m'accusant et va porter plainte avant moi. »

Vie de famille

L'immeuble dans lequel je vis comporte cinq étages. L'endroit s'appelle la cité Franz Fanon et se trouve juste en face de l'hôpital psychiatrique. En arrivant, j'avais trouvé le signe intéressant mais un peu inquiétant. Je me suis dit, en regardant la longue bâtisse grise de ma fenêtre, que bientôt nous finirions tous là-bas.

Notre immeuble était comme tous les autres. Les habitants étaient pour la plupart des fonctionnaires du régime. Des gens du CTRI, des procureurs, des juges, des notables. Tous des rouages du régime.

Du haut de mon balcon, je pouvais apercevoir, s'étendant à perte de vue, les vergers et les villages ruraux de Maramane. Ce que je ne savais pas encore, c'est que ces vergers étaient en fait un véritable cimetière. Des centaines de repentis le déclareront plus tard. Plusieurs personnes enlevées par des groupes armés, seront enterrées dans ces vergers en 1993 et 1994. On les appellera « les vergers de la mort ».

Suite à ces révélations, plus personne n'osera prendre la route de Maramane, elle restera déserte durant cette période, sauf pour les villageois qui y habitent. Quant à l'armée, quand elle voudra avancer, elle fera appel aux blindés pour ouvrir la route.

À peine avais-je aménagé qu'Hichem était passé me voir.

« Mets deux portes. Une blindée, puis une en bois. Et n'oublie pas les barreaux aux fenêtres. Crois-moi ! Ne laisse passer aucun détail quant à la sécurité de toi et des tiens. C'est la règle ici ! »

Je suivis ses conseils. Après la pose des barreaux, je me suis dit que je venais de créer notre petite « prison privée ».

Chaque matin était le début d'une longue journée d'angoisse.

Sortir de l'immeuble pour aller travailler était devenu un rite plein de règles précises.

D'abord, avant de descendre, je regarde par le balcon, histoire de prendre la température de la rue. Puis après avoir fermé la porte à double tour, je descends par les escaliers, le makharov 9 mm le long de la main. Les voisins se sont habitués depuis.

En bas, après avoir inspecté rapidement la voiture, je mets le moteur en marche et le fait tourner, mais en restant en dehors de la voiture. Toujours les conseils d'Hichem : « Vérifier qu'une main inconnue ne s'approche pas derrière toi et t'en colle une dans le cervelet. »

C'est ma gymnastique quotidienne, ma gymnastique de survie.

Ma voiture est bardée de rétroviseurs. Il y en a huit en tout.

À l'extérieur, à l'intérieur. Si je pouvais en mettre sur le toit, je le ferais !

Ma grande peur, ce n'est pas le terro qui est parti au maquis, mais celui qui n'est pas encore recherché par le CTRI. Eux peuvent passer à l'action à n'importe quel moment.

Hichem m'avait expliqué que les barbus dans la rue n'avaient souvent rien à voir avec le FIS ou le GIA. C'était juste des croyants, des traditionalistes.

Les tueurs du GIA, eux, n'avaient pas ce look. Ils étaient jeunes, en jean et baskets Adidas, la coiffure à la mode avec du gel, l'oreille percée, sauf qu'ils avaient des berettas 9 mm coincés dans le slip et qu'ils savaient s'en servir.

Ma future femme le supporte de moins en moins. Mes départs sont devenus un calvaire pour elle et chaque matin, lorsque je quitte le domicile, elle ne sait pas si je vais revenir vivant le soir à la maison. Depuis la mort de Nacer et l'attentat auquel Moh a survécu, elle sursaute à chaque coup de fil, de peur d'entendre une affreuse nouvelle.

– Quitte le service, s'il te plaît ! répète-t-elle, fais-le pour moi ! Ils parlent d'assassinats de policiers dans Blida tous les jours, s'il te plaît… Tu quittes l'armée et on va s'installer ailleurs.

– Ma gazelle, je suis sous contrat avec la Sécurité militaire, si je « casse » le contrat, c'est la prison militaire. Direct !

Et la prison militaire, j'avais déjà donné…

Je repensai à la phrase de Tarek Ibn Ziad, celui qui donna son nom à Gibraltar. Pour galvaniser ses troupes, comme Alexandre le Grand avant lui, il leur avait dit « Vous n'avez pas d'autre issue. La mer est derrière vous et l'ennemi est devant. »

Impossible de quitter l'armée, impossible de reculer en arrière. Nous étions au milieu de la guerre.

Entre la peste et le choléra…

Lutte antiterroriste

La guerre nous a transformés. Nous sommes devenus durs. Aussi durs que ceux d'en face.

Ces derniers mois, nous nous sommes mis en chasse d'un groupe islamique dont l'émir se fait appeler « Youcef El Fermache ».

Selon nos derniers informateurs, lui et ses hommes se seraient réfugiés non loin du douar Sidi El-kebir considéré comme une porte vers le maquis de Chréa, près de la route de Chréa.

Très actif, ce groupe dépend d'un « agent ravitailleur », une personne qui n'était pas recherchée par nos services mais que nous avions identifiée récemment par le pseudonyme de « Sotcha ».

Les ordres avaient été clairs. Il fallait trouver ce « Sotcha ».

« Il est considéré comme un relais vecteur. Si on met la main dessus, il nous mènera vers la maison où le groupe s'est refugié. Pour cette enquête, vous allez faire équipe avec la police… », avait dit notre capitaine.

L'après-midi même, Moh m'a appelé pour me prévenir qu'ils avaient logé le dénommé « Sotcha ».

« En plein dans le quartier Bouïaba. »

Bouïaba était un coin connu pour être l'un des fiefs des trafiquants de drogue. Moh et ses hommes iront l'arrêter dans l'après-midi. De retour au CTRI, il ne faudra que quarante minutes pour que Sotcha se mette à table.

Alors que je discutais dans la cour du CTRI avec Moh de l'opération de l'après-midi, l'un des commandants du SPJ est sorti en hurlant : « Il faut faire vite, tout de suite ! Il a avoué.

Tout. Il va nous mener au refuge de l'émir et de son groupe. Pas une minute à perdre… »

Moh a sifflé le rassemblement de ses équipes.

En deux minutes, les Toyota du GIS suivis des véhicules de la police, nous étions tous sur la route de Chréa pour investir la maison refuge.

Vieille bâtisse recouverte de tuiles rouges, elle était ceinturée d'un mur sur tout le périmètre.

Moh a donné les ordres rapidement, et nous nous sommes tous disposés aux alentours.

« La maison est encerclée des quatre côtés. Rien ne peut sortir, rien ne peut entrer ! »

Le dispositif à peine mis en place, les premiers cris nous sont parvenus aux oreilles.

Allah Akbar, Allah Akbar.

J'ai regardé Moh.

– Je crois qu'ils ont compris qu'on était là…

– Ouais… et ils savent aussi qu'ils vont mourir…

Les jumelles sur le nez, Moh essayait de scruter au-delà de la grille d'entrée, tout en donnant l'ordre de faire un point d'observation.

Un premier homme du GIS, un nommé Hamma, a pris une échelle et l'a installée sur le mur. Rapidement, je l'ai vu grimper les barreaux de bois. Arrivé en haut du mur, une déflagration a retenti. Le dos de Hamma s'est mis à vaciller, puis à basculer vers nous, emmenant l'échelle dans son poids.

Le corps s'était écroulé à nos pieds, le front explosé par une balle de fusil de chasse.

« Il est vivant, il est vivant ! INFIRMIER ! ! ! a hurlé Moh. Transférez-le à l'infirmerie militaire immédiatement ! »

Autour de moi, c'était le bordel. Tout le monde attendait les ordres, mais personne n'en donnait. Accroupis contre le mur, nous étions aveugles.

De l'autre côté, ils avaient arrêté d'hurler « Allah Akbar ».

Sur la radio, les ordres s'échangeaient dans un concert de hurlements.

Une demi-heure plus tard, la nouvelle tomba, en direct : Hama était mort. L'ambulance n'avait pas eu le temps de l'amener à l'hôpital qu'il avait succombé à ses blessures.

Alors que tout le monde fait la gueule, la voix du chef du secteur, le colonel Belkacemi Amar, alias « Amar Dega », a retenti dans le poste.

C'était un ancien parachutiste, un vieux de la vieille.

« Vous encerclez bien la maison, mais vous n'intervenez pas avant que j'arrive ! »

Quelques minutes plus tard, dans un nuage de poussière, le colonel est arrivé. Le chef du GIS, le commandant Achaab, lui a donné les détails sur la maison.

– Hors de question de risquer d'autres éléments à cause de ces rats ! Ils sont combien dedans ?

– Selon le suspect arrêté, ils seraient six…

Amar Dega a roulé ses yeux dans tous les sens pour embrasser les alentours.

Il a penché sa grosse tête dégarnie vers la radio et a appelé le siège de la 1re Région militaire. « Apportez-moi plusieurs bidons d'essence. Fissa ! »

Il s'est retourné vers nous.

– On va en finir avec eux rapidement, je vous le dis…Vous voyez la villa, à côté ?

On avait tous remarqué que, mitoyenne de la maison refuge, se trouvait une villa en construction. En regardant mieux, à partir de la première dalle, on pouvait facilement voir la cour intérieure de la maison.

Moins d'une heure après, une Land Rover de l'armée s'est approchée du barrage. À l'arrière, une vingtaine de bidons d'essence attendaient sagement, prêts à servir.

Le colonel s'est approché du véhicule, suivi de Moh et des hommes du GIS.

– Vous prenez chacun un bidon. Vous voyez la cour ? Tout ce vous avez à faire, c'est de les balancer à l'intérieur de la cour et de vous éloigner du mur… Le reste, ça va aller tout seul.

En file indienne, les hommes du GIS ont investi la villa mitoyenne et, en moins d'une minute, un déluge de bidons s'est répandu sur la villa des terros.

Puis un GIS a allumé une couverture, qu'il a lancée sur les flaques s'écoulant des bidons ouverts.

Une gigantesque flamme a jailli du centre de la cour de la maison. Du haut de la dalle, la chaleur me cuit le visage. À l'intérieur, on entend les terros crier *Allah Akbar, Allah Akbar*, tout en tirant des rafales de kalachnikovs dans le vide.

Le commandant a donné encore quelques ordres par radio :

« Lancez encore quelques bidons ! Ils seront chauds comme des petits pains quand ils arriveront au paradis ! »

Tout le monde a rigolé. Moi aussi.

Avec les bonhommes du GIS, je suis resté là, à contempler le feu qui léchait chaque brique de la bâtisse. Au bout d'une demi-heure, un grand silence s'est installé dans la maison.

Plus de rafales de kalach, plus de « Allah Akbar », fini.

Seul le crépitement du feu qui continuait de consumer la maison.

Sur la radio, le colonel Amar Dega a donné l'ordre au commandant du GIS :

« Donne l'assaut, et vite ! »

Le GIS ne se l'est pas fait dire deux fois et a fracassé le grillage, puis la porte d'entrée.

Du haut de la dalle, la radio dans la main, je suis la progression des hommes en bleu. Des coups de feu ont claqué, terribles dans le silence. Ça a grésillé sur les radios. C'était le chef du groupe d'intervention.

– Y en a encore un, de ces fils de pute ! Il tire sur nous, mais il est blessé. Je le vois, il est par terre. Les autres, je ne sais pas.

– Finis-le, mais fais attention !

La confrontation a duré encore vingt minutes, puis la voix du commandant du GIS, soulagé, a résonné :

– Terminé ! Ils sont tous morts. Il y en a un qui brûle encore.

Amar Dega a répliqué :

– Ne touchez à rien dans la maison. Attendez les artificiers pour qu'ils inspectent la maison.

Les bombes, les barbus en avaient toujours planquées avec eux. C'était comme qui dirait leurs cadeaux avant de partir pour le paradis…

Je suis descendu avec les autres. La maison brûlait encore par endroits. Tout était noir. Du sol au plafond. La suie volait dans l'air, et tout le monde en avait sur la figure. On aurait dit des pompiers.

Les gars du GIS se félicitaient en rigolant, tandis que les premiers corps noircis des tangos sortaient sur le bitume de la cour. Sur l'un d'eux, la figure s'était racornie comme un vieux pneu carbonisé. La fumée s'échappait même de ses narines. On aurait dit un dragon mort. Je n'avais jamais vu ça.

Amar Dega était content et clamait tout sourire à qui voulait l'entendre : « Un groupe dangereux vient d'être éliminé. Ce qu'il faut avec ces terroristes, c'est ne leur donner aucune chance de tuer un des nôtres ! »

Du « brûlage » de terros, il y en aura d'autres…

La toile d'araignée

La toile du GIA s'étendait un peu plus chaque jour, impliquant même nos propres agents. Sans que personne ne s'en soit rendu compte, des policiers et des militaires étaient passés de l'autre côté du miroir, chez les tangos.

Acquis à la cause des islamistes, ils s'étaient mis à moucharder au GIA le déroulement des opérations de lutte antiterroriste en cours. Certains même iront plus loin et ravitailleront les groupes tangos en munitions.

Un jour, au début de l'année 1997, la police de Blida nous informe qu'elle a mis sous surveillance un ex-policier en retraite. La base de leurs informations venait d'un dénommé Karim. Après interrogatoire, ce dernier avait avoué « qu'un policier à la retraite aidait les islamistes dans la confection des bombes et des détonateurs ».

Ça, c'était grave. La police qui avait reçu ces informations avait du mal à y croire.

Nous aussi.

Un homme ayant travaillé des années dans la police qui finissait terroriste, ça nous dépassait.

– Voyez ce que pouvez faire, a conclu l'officier de service en nous passant le dossier.

Puis il s'est tourné vers nous.

– Faites transférer le dénommé Karim immédiatement au CTRI. On va l'interroger !

En moins d'une heure, nous avions la description de la maison et du quartier. Et l'heure d'après, une Nissan 4 × 4 de la police est arrivée avec le détenu.

– C'est une maison à Khazrouna, mais je ne sais pas combien ils sont à l'intérieur.

Khazrouna était un quartier situé à la sortie de Blida, sur la route qui menait vers Alger, limitrophe de l'autoroute.

C'est là qu'il a ajouté :

– La maison dans laquelle ils sont, c'est celle de l'ex-policier Mohamed, le vieux.

À présent, le quartier était bouclé, et personne ne pouvait sortir. Moh, avec les hommes du GIS, était déjà sur place.

« Il faut qu'on l'appréhende sans qu'il fasse tout sauter. »

Notre informateur avait prévenu : il avait vu de ses yeux un paquet de bombes artisanales à l'intérieur. Moh a désigné un policier du nom de Tarek pour aller taper à la porte. Il n'a pas eu le temps de frapper. Une première rafale a traversé le bois de la porte. Tarek s'est écroulé, plusieurs balles dans la tête. Tout le monde s'est baissé, Hichem et moi, on s'est approchés pour tirer le corps du pauvre gars. Marié en avril, mort en mai…

À l'intérieur, le groupe n'a pas attendu qu'on rejoigne les autres. Tout le monde s'est mis à tirer avec nous au milieu, toujours par terre, le nez dans le cadavre de Tarek, en train de creuser le goudron avec nos dents.

La confusion était totale. Derrière nous, les chefs de la gendarmerie nationale et du CTRI s'étaient planqués dans leurs Toyota blindées à observer la scène, les sourcils froncés.

Soudain, j'ai vu Moh s'élancer vers une échelle de bois et grimper les barreaux quatre à quatre jusqu'au toit. Ses hommes l'ont suivi, la kalach à la main. Des rafales ont retenti en provenance de la maison. En moins de cinq minutes, le groupe de Moh s'était infiltré par le toit et retrouvé en plein milieu de la salle à manger, tuant les quatre terros sur le coup.

Ils ne s'attendaient pas à voir tomber des bonhommes en bleu du plafond.

Mon frère est sorti par la porte explosée, des réveils-matin bourrés de fils électriques dans les mains. C'était les minuteurs de bombes prêts à l'emploi.

À l'intérieur, les membres du groupe gisaient étendus par terre, dans leur sang.

L'un d'eux avait eu la boîte crânienne ouverte en deux par les rafales.

Quant à l'ex-policier, qui les avait abrités, il était recroquevillé dans un coin, sa kalach encore pointée vers la porte.

– On ne saura jamais pourquoi il est passé de l'autre côté, a dit l'un des membres du groupe de Moh en lui retournant la tête du bout de sa « ranger ».

– Ouais, mais là où il est maintenant, il doit être content.

– Il les a retrouvés, ses potes du djihad ! Il va pouvoir être couvert de houris[1] vierges !

– Sacré veinard ! a grincé l'un des GIS.

Tout le monde a rigolé, comme pour exorciser sa peur. « Plutôt eux que moi… », je ne cessais de me répéter. Mais on se demandait quand même ce qui lui était passé par la tête, à notre ancien collègue ! Un ancien flic qui héberge tout un groupe ! Sa retraite ne lui avait pas réussi. Il devait vraiment se faire chier ! Pour les chefs, c'était une opération réussie. Tout le monde était mort et les bombes avaient été récupérées !

Un peu à l'écart, mon frère m'a avoué que ça ne l'étonnait pas, toutes ces fuites au sein même de la police de Blida.

– Ces derniers mois, il y a eu trop de morts dans la brigade. On a découvert que des policiers parmi nous… des nôtres… ces bâtards, prêtaient leurs armes à des flingueurs des GIA pour faire la besogne !

– Pourquoi ?

– Pourquoi, pourquoi ? Pour la cause… Les GIA les tiennent par les couilles. L'un d'eux a avoué il y a une semaine : « Si je ne leur prêtais pas mon P.A, ils disaient qu'ils allaient massacrer ma famille ! Qu'est-ce que je pouvais faire, chef ! »

Moh me racontera le cas d'un policier Saadaoui Abdelkader. Il appartenait au commissariat de la commune de Bougara. Il avait aidé les groupes du GIA en leur donnant des informations et des munitions. C'est lorsqu'un de ses amis proches des groupes islamiques sera arrêté qu'il prendra peur et quittera du jour au lendemain son travail pour rejoindre le maquis.

– Il est devenu membre du groupe de la zone 2 du GIA. Un groupe dirigé par un certain Besiou Hocine, alias « Abou

1. Beautés célestes que le Coran promet au musulman fidèle dans le paradis d'Allah.

Mossab ». Il y a passé deux ans, dans le maquis ! Sauf qu'il n'a pas résisté, ce chien. Ils ont commencé à le suspecter. Ils se méfiaient de lui et ne supportaient pas qu'un *taghout* (apostat) se trouve parmi eux. Il s'est enfui et il s'est repenti auprès de l'armée, il y a deux jours !

– Vous allez en faire quoi ? j'ai demandé.

– Je ne sais pas. Le tuer, peut-être ! Qu'est-ce que tu veux qu'on en fasse, il est passé déjà deux fois de l'autre côté du miroir. Difficile de lui faire confiance, non ?

Maintenant, c'est simple, dès qu'on arrête quelqu'un, on le fait pénétrer de nuit au CTRI avec une cagoule sur la tête. Là-bas, au moins, je suis sûr qu'il n'y a pas de fuite. »

Cette logique amènera de plus en plus les policiers de Blida à travailler avec le CTRI dans leur chasse aux islamistes.

La bombe

– Une bombe vient d'exploser en plein centre-ville ! On y va. Y a de gros dégâts.

J'ai relevé la tête. Hichem venait de rentrer tout essoufflé, sa veste à la main, dans le bureau.

– Où exactement ?

– En plein bazar Esserdouk…

En m'engouffrant dans la voiture, j'ai pensé que ça n'allait pas être très beau.

– En plein centre commercial de Blida ! a continué de grincer Hichem.

Depuis plusieurs mois, Blida vivait au rythme des explosions. Les quartiers étaient réveillés chaque jour par des déflagrations. Les gens devenaient fous, agressifs. Le marché, les arrêts de bus, les routes, tout y passait.

Le CTRI était dépassé, comme si les tangos s'étaient démultipliés et avaient passé la vitesse supérieure. Les bombes étaient confectionnées au maquis par les artificiers qui les leur remettaient. Les tangos du maquis ne descendaient pas en ville pour poser leurs bombes. C'était d'autres qui s'en chargeaient. Du « personnel civil », comme dans une entreprise. C'était des jeunes, pour la plupart, impossibles à identifier. Ils posaient leur bombe, attendaient l'explosion, allaient constater les dégâts et repartaient faire leur rapport.

Sur place, la bombe avait éclaté à l'entrée d'une boutique de narguilés. Tout autour de nous, des corps de femmes et d'hommes se tordaient sur la chaussée dans un chaos indescriptible et dans une fumée noire.

Hichem, tout en poussant les badauds violemment, s'était rapproché de l'épicentre du carnage.

Sur la radio, j'apprends que tout le centre-ville vient d'être bouclé par les unités de police. Seules les ambulances passent le cercle.

– Kader, tu commences à compter les morts pendant que j'attends les artificiers !

J'obéis. Il y en a partout. Sous nos chaussures, de drôles de morceaux se collent sous les semelles. Je compte les morts. À l'autre bout, je sens l'inspecteur de garde qui attend que je lui transmette le bilan par radio pour nos chefs.

– 10 morts et 40 blessés ! Non, attends, il y en a encore là-bas.

Des civils apportent comme ils peuvent des corps qui ont été projetés à 10 mètres de l'impact de la bombe.

– J'en ai 18 ! Je répète : 18 morts et 50 blessés. Pour le moment.

Tandis que les blessés sont transportés vers le seul hôpital civil de la cité Faroudja, spécialisée dans les opérations d'orthopédie, je roule vers l'hôpital afin d'avoir un bilan exact.

Dans le bureau des urgences, la radio à la main, je surveille les messages d'alerte qui se succèdent, saturant le réseau. Un infirmier nommé Krimou est venu m'aider à compter les morts et les blessés.

Étendus par terre, à même le carrelage blanc, les morts sont criblés d'éclats, les pantalons déchiquetés. L'un d'eux, une femme de 40 ans, a une jambe à l'équerre, et l'un de ses bras ne tient que par des fils de chair.

Cela fait une demi-heure que nous comptons. C'est long, car tous ne sont pas morts, beaucoup sont encore inconscients. Soudain, Krimou, très agité, fonce vers moi.

– Inspecteur, j'ai quelque chose à te dire ! Viens vite. »

Je me suis levé de la chaise pour le suivre à l'intérieur des urgences. Il m'a chuchoté à l'oreille :

– Tu vois, ce jeune qui est blessé aux jambes…

– Oui, qu'est-ce qu'il a ?

– En découpant son pantalon pour examiner la blessure, des balles de P.A sont tombées de sa poche… Il n'est pas conscient pour le moment.

Je commence à réfléchir en regardant le jeune. Imberbe, du gel encore sur les cheveux. Peut-être un policier en civil qui était sur les lieux de la bombe quand elle a explosé… mais trop jeune pour être un policier… Tout en ne le quittant pas des yeux, j'appelle le chef par radio pour lui communiquer la nouvelle : « Il y a un blessé parmi les victimes, mais il avait des balles 9 mm de P.A dans sa poche et… »

– Quoi, des balles ? Quelles balles ?

– Bein, des balles de pistolet automatique !

– Ne le quitte pas des yeux ! On va envoyer une ambulance militaire tout de suite.

En moins de dix minutes, on l'a embarqué vers l'infirmerie de la 1re Région militaire. C'était là, en général, qu'on disposait les terroristes détenus.

De retour au CTRI, je suis entré dans le bureau du chef alors que celui-ci était en pleine conversation téléphonique avec le médecin militaire :

« Eh, il peut parler ? Oui, très bien ! Il n'est blessé qu'aux jambes… parfait. »

Il a raccroché puis m'a regardé.

– Ce chien… Il ne mérite pas d'être soigné…

Puis il s'est retourné vers son adjoint.

– Ramenez-le maintenant au CTRI.

Nous sommes plusieurs à attendre devant les grandes portes du CTRI. Tout le monde est nerveux. Un peu sonné par les images de carnage du marché.

– On est sûr que c'est lui qui a posé la bombe ? j'ai demandé à Hichem.

– Tu connais beaucoup de civils qui se baladent avec des balles de P.A à Blida, toi ?

Quand l'ambulance du CTRI est arrivée sirène hurlante, les portes arrière se sont ouvertes et le blessé est sorti plus vite qu'il n'était entré dedans. Les infirmiers n'ont pas eu le temps de le maintenir debout qu'il était déjà par terre. Je n'ai rien vu. Un des collègues a balayé ses jambes. Le terro s'est écrasé de tout son poids. Déséquilibré. Le sang lui coulait toujours le long des mollets, tachant de minuscules flaques le goudron de la cour.

Ça a été la ruée. Les premiers coups de pied lui ont défoncé la face. Dans une colère froide, les collègues se sont acharnés sur ses blessures, là où ça fait mal.

– Salaud, c'est ta propre bombe qui t'a fait ça ? On va t'apprendre à en poser, des bombes ! Tu va rester en stage chez nous…, a grincé Hichem avant de lui écraser la tête à coups de pied.

Tout le monde s'y est mis avant qu'un capitaine fasse stopper le massacre.

– Ho ! c'est fini, les conneries… on a encore besoin de lui. »

Le lendemain, j'ai recroisé Redha, un collègue du SPJ dans la cour.

– Alors, le blessé d'hier, vous l'avez renvoyé vers l'infirmerie ?

Il m'a regardé comme si j'avais parlé chinois.

– Tu rêves ! Nous l'avons envoyé vers l'infirmerie du ciel.

Maintenant, il est au paradis.

Il a tout avoué. C'est bien lui qui a posé la bombe. On lui l'a remise, et il l'a déposée. Mais il a mal réglé le minuteur… La déflagration l'a rattrapé par les jambes…

– Tu imagines, si on n'avait pas trouvé les balles de P.A dans ses poches ? En ce moment, il serait soigné à l'hôpital comme n'importe quelle de ses victimes. Il serait peut-être même à côté d'une d'entre elles et quitterait l'hôpital sans aucun problème.

J'ai hoché la tête. Je devais sourire jaune, mais à quoi je pouvais m'attendre ! Un poseur de bombe pareil, qui avait ravagé le bazar avec son engin, ne pouvait pas sortir vivant du CTRI.

Redha a renchéri.

– Et puis tu connais Badaoui, il n'aurait pas aimé en voir un dans son tribunal !

Badaoui, c'était le procureur du tribunal de Blida. Badaoui n'aimait pas qu'on lui présente un poseur de bombes. Tout le monde le savait. Il était allergique aux terroristes. Il disait toujours à l'officier de police judiciaire : « Messaoud, je t'interdis

de me présenter à mes yeux les égorgeurs, les poseurs de bombes et autres tangos. »

C'était comme une dérogation et un accord de la justice pour les exécuter.

Alors que Redha s'éloignait, il se retourna vers moi.

– Au fait, les artificiers ont trouvé un morceau de réveil. On te fait parvenir le dossier. C'est toi qui le prends en charge !

De retour au bureau, j'ai parcouru le dossier avant de le refermer. Le colonel avait fait passer le message : « Vous cherchez partout, mais il faut que les explosions cessent… »

Hichem est venu rôder autour de mon bureau.

– Tu travailles sur les bombes ?

J'ai acquiescé.

– Après chaque explosion d'une bombe, les artificiers ont relevé que dans les décombres il y a toujours des morceaux de réveil.

– Un réveil ?

– Oui, le minuteur. Ils utilisent toujours la même marque… Trophy.

Il faut trouver où ils les achètent, et à qui.

Je n'avais qu'un moyen, c'était de travailler sur le matériel. Pour confectionner une bombe, les terros avaient besoin de câbles de réveils, de fils électriques.

J'ai pris la voiture pour contacter un de mes agents. Il s'appelait Tahar. Je lui ai dit de me recenser tous les magasins de droguerie qui vendent ce type de réveils dans le centre de Boufarik. Le lendemain, j'avais la liste. Huit magasins vendaient des réveils de la marque Trophy.

Un par un, je vais les voir. Après avoir discuté avec les propriétaires, j'ai mis tout le monde sous pression.

– Écoutez-moi bien, si une autre bombe explose avec ce même type de réveil, je vous promets qu'on revient pour vous inculper de complicité de massacre ! Pour l'avenir de votre magasin, il vaut mieux qu'ils viennent chez vous rapidement !

– Mais, et nos familles ? Si le GIA apprend que nous avons collaboré avec vous, ils nous égorgent direct ! a essayé de clamer l'un des droguistes.

– Vous nous appelez. On s'occupe de tout, ai-je dit en leur donnant le numéro de téléphone du CTRI.



Pendant trois jours. Rien. Dehors, les attentats continuaient.

Le quatrième jour, un des commerçants, Abdellah, a appelé le CTRI pour me parler.

– Un jeune est passé hier et a acheté cinq réveils de la même marque. Il en a demandé dix, mais je lui ai dit que j'en avais que cinq.

– La même marque ?

– Exactement la même. Pour les cinq autres, je lui ai dit de revenir d'ici demain.

J'ai raccroché puis j'ai appelé le Service de la surveillance visuelle et de la filature. Je leur ai donné les détails et l'emplacement du magasin.

L'hameçon avait accroché. Le Service de surveillance placerait un « poste d'observation ». Six personnes aux alentours du magasin.

Le jeune homme est revenu. Les équipes de surveillance l'ont alors suivi. Les messages radio se sont succédé : « Il rentre dans le marché au gros de Boufarik… Il vient de ressortir… maintenant il se dirige vers l'arrêt central des bus… »

Le colonel Djebbar M'Henna suivait l'affaire en personne et s'était mis à l'écoute, lui aussi. « Ne le laissez surtout pas prendre un bus ! Arrêtez-le avant, faites vite. Et s'il essaie de s'enfuir, vous l'abattez ! »

Au bout de quelques minutes, le message suivant est tombé : « Mission terminée. Le tango a été pris en charge, nous quittons la zone. »

Une heure plus tard, les équipes sont arrivées au CTRI avec le colis dans le coffre de la voiture 505 blanche.

Le tango s'appelait Ali. C'était un jeune. Brun, petit de taille, électricien de son état. Il habitait le douar Benchaabane, situé au centre des vergers à environ 4 kilomètres de Boufarik.

Dans le couloir, j'ai croisé Redha.

– Qu'est-ce qu'il a craché ?

– Tout ! C'est lui qui a posé toutes les bombes des dernières semaines sur Boufarik.

– Et le groupe, il connait son refuge ?

– Non, mais il a dit que c'est un membre du groupe qui achemine les bombes dans des sacs de sport pour les lui remettre chaque soir, devant la mosquée Benchaabane, juste après la prière d'El Icha…

Hichem a secoué la tête, l'air navré.

– C'est juste un connard ! Ils l'ont utilisé juste pour ces missions. […] Le GIA l'a menacé de s'en prendre à sa famille s'il ne collaborait pas ! »

– Qu'est-ce qu'on va en faire… puisqu'il mène à rien ? La prison ?

Redha m'a regardé.

– Tu rigoles, mon vieux. En fait, on attend la décision du grand chef, mais je peux te dire que celui-là, il va passer de l'autre côté. C'est un poseur de bombes. Lui ! Il a du carnage sur la conscience !

Manipulations

Cela fait maintenant six mois que je suis arrivé à Blida. Même si la vie y est difficile, je suis content d'être là. J'ai l'impression d'agir pour le bien du pays, de me battre pour qu'il reste debout. La paperasse d'Alger ne me manque pas. Ici, on est en première ligne, c'est ce que répète Hichem tous les jours aux nouveaux arrivés.

« Ici, vous êtes au cœur du problème. »

J'ai regardé l'heure. Midi, l'heure d'aller manger au réfectoire.

La cantine était divisée en deux. D'un côté tous les sous-officiers, et de l'autre côté les officiers.

En arrivant, je l'ai remarqué tout de suite. Un jeune gus, avec une petite barbe en pointe en train de discuter avec le colonel du CTRI. J'ai commencé à manger, mais la curiosité était plus forte.

– C'est qui ? ai-je demandé.

Hichem m'a regardé avec un demi-sourire, l'air de dire : « Houla, attention où tu mets les pieds ! »

– C'est un émir du GIA. Un de ceux qui lançaient les fatwas sur les futures victimes.

Je regarde Hichem avec des yeux ronds.

– Il a été retourné par le colonel. Il travaille pour nous maintenant.

– Mais quel âge il a ?

– C'est un jeune. Il doit avoir 26 ans. Il prêchait dans une des mosquées de Boufarik. Il était très écouté, très respecté.

– À Boufarik, quelle mosquée ?

– La mosquée Ettouba.

Je sens Hichem sur la défensive, mal à l'aise, comme pris en faute.

– Kader, il vaut mieux que tu le saches. C'est pas n'importe quel émir, c'est celui qui a lancé la fatwa sur ton frère Nacer…

Le sol vient de s'ouvrir sous mes pieds. Le visage de mon frère m'explose à la figure. Je revois les funérailles, quand je l'ai descendu, comment son corps enveloppé dans le drap blanc m'avait semblé lourd, comme chargé de plomb.

Je peux sentir dans mes doigts le morceau de son crâne que j'avais déposé près de lui…

En face de moi, personne ne remarque rien. Sauf les jointures de mes mains qui serrent désespérément une fourchette jusqu'à la tordre.

Je savais que le service manipulait certains groupes islamiques, mais entre le savoir et voir les assassins de son frère, il y avait un gouffre… que je n'étais pas près de traverser.

C'était trop.

J'ai fini mon assiette d'un coup de langue sans rien dire.

Dehors, j'ai avalé les marches qui conduisaient au chef du SCIO, le numéro deux du CTRI, mon capitaine Abdelhafidh Allouache.

Il était au bureau et m'a accueilli les bras ouverts. J'ai craché.

– Referme tes bras pour quelqu'un d'autre ! Qui est le gars en bas dans le réfectoire qui déjeune avec le colonel !

– Kader, comment tu me parles…

J'ai vu qu'il était surpris. Il ne s'attendait pas à ma sortie.

– Écoute, Kader, personne ne sait qu'il est ici et…

– Tu sais qui c'est ? c'est le fils de chienne qui a lancé une fatwa contre mon frère !

Sa voix s'est d'un coup adoucie, comme s'il essayait de me caresser, de me calmer.

– Je sais, je sais toutes ces choses, mais… maintenant il est devenu l'un des nôtres… il dit qu'il regrette beaucoup ce qu'il a fait… il s'est repenti et … il nous aide énormément.

Sa voix est restée quelques secondes en suspens comme pour savoir jusqu'où je savais.

– C'est-à-dire ?

– Il a rendu beaucoup de services au grand chef. Je comprends ta rage, mais… nous sommes dans un service secret…

Je vais t'expliquer…

J'avais déchiré un rideau. J'aurais préféré ne pas voir ce qu'il y avait derrière.

Et il m'expliqua.

Il m'expliqua comment le DRS, dès le début de la guerre, s'était lancé dans une politique de recrutement d'agents infiltrés au sein de toutes les couches de la population. Beaucoup d'islamistes, après avoir été arrêtés par le DRS, avaient été transférés vers les différents CTRI.

C'était là qu'ils étaient « retournés » par le service, puis renvoyés au maquis. Infiltrés au sein de leur groupe, ils permettaient d'en savoir plus sur la stratégie des islamistes sur le terrain.

L'objectif affiché du service était de discréditer par tous les moyens la lutte armée des islamiques.

J'apprendrai que la campagne de recrutement avait commencé dès 1993. Des équipes du CTRI de Blida s'étaient rendus quotidiennement à la prison civile de la ville afin de mener des interviews sur des détenus islamistes.

– Celui que tu as vu en fait partie. C'est moi qui le traite. On l'emmène avec nous la nuit, sort en opération, il est très utile.

J'apprendrai que ce même émir assistait aux séances de torture dans les locaux du Service de police judiciaire.

– Et s'il dénonce des innocents ?

Le capitaine m'a regardé avec un drôle de regard.

– Non, ils ne sont pas innocents. Il n'y a plus d'innocents depuis longtemps dans le pays, Kader.

Je suis sorti du bureau. J'ai fermé la bouche et enfoui mes sentiments dans mon cœur et me suis jeté dans le travail. C'est ce jour-là que j'ai compris qu'un gouffre s'était ouvert sous nos pieds, et qu'il n'allait pas se refermer de sitôt. C'est aussi

ce jour-là que j'ai commencé à sentir ce goût de terre dans ma bouche.

Je n'ai pas oublié mon petit « barbu ». Il est devenu mon petit démon, ma petite friandise. J'y pensais chaque jour en me disant que bientôt je lui croquerais la tête avec tout ce qu'il y avait dedans le moment venu.

J'ai commencé à demander des renseignements sur lui. Il s'appelait Merdj Abdelkarim. Plus connu sous le nom de « Mike », il avait été l'un des fondateurs du GIA de Boufarik et ami intime de Layada Abdelhak, le tueur de mon frère. C'était le premier chef spirituel du GIA, l'initiateur en quelque sorte. Le capitaine Allouache était devenu son officier traitant. Il l'avait retourné dès 1992. Depuis le terro maison circulait à l'intérieur du CTRI et il entretenait des contacts avec les différents groupes armés opérant dans la Mitidja sans que ces derniers ne sachent qu'il avait été retourné par nos services ! C'était absurde, mais c'était une réalité de la guerre que je n'avais pas vue ou pas voulu voir…

À 25 ans, on ne veut pas voir ce genre de chose !

Discussion avec Moh

Je ne pouvais pas garder cela pour moi. Il fallait que j'en parle à mon frère immédiatement. Je l'ai croisé dans un des couloirs du Centre. Il était sorti de l'hôpital depuis peu et n'avait pas voulu prendre de repos.

La guerre continuait. Lui aussi. J'ai regardé sa main gauche. Trois doigts lui manquaient, mais il pouvait encore tirer avec son pistolet. « J'utiliserai les autres doigts ! » a-t-il dit en éclatant de rire.

Je lui ai raconté ce que j'avais vu. Il m'a fixé sans étonnement, avec un sourire un peu triste.

– On ne peut rien faire, Kader, on ne peut rien faire…

J'ai grincé des dents.

– On ne peut rien faire, on ne peut rien faire… Si, on peut le tuer !

– On est dans un service, Kader ! Tu ne vas pas te sacrifier pour un émir. Vingt ans de prison au mieux. Au pire, une balle dans la tête ! a-t-il répété. On est dans un service secret, Kader, pas dans la rue… Et ne parle pas de tout ça avec les collègues, méfie-toi !

Puis il ajouta :

– Fais bien ton travail, mais évite le sang, sauf si tu es obligé. Ne fais rien dont tu ne sois pas fier. Sinon, ça va te poisser la cervelle, et tous tes souvenirs avec !

Je suis resté comme un demeuré, la bouche ouverte, dans le couloir. Moh connaissait les règles mieux que moi. Depuis ses blessures, je voyais bien qu'il s'était un peu détaché. Comme s'il était passé de l'autre côté. De ce côté dont on ne revient pas.

Il y a des limites qu'un homme ne doit pas dépasser, sinon il se perd.

Nous étions en train de nous perdre. Certains, depuis longtemps déjà…

Torture

Les noms s'accumulaient sur le bureau, cela me donnait le vertige.

Je me suis demandé ce que nous avions fait, nous Algériens, pour mériter cela. Car jour après jour, je découvrais qu'une guerre civile pour un peuple reste la pire des punitions. Aucune école de guerre ne préparait à combattre ses propres citoyens, ses frères. Nos anciens s'étaient battus contre les Français. C'était facile à l'époque. C'était noble, beau, courageux d'être un moudjahid, mais là… Aujourd'hui, on nous maudissait dans l'obscurité des caves et des moquées alors que nous portions le pays à bout de bras.

Tout le monde semblait oublier que, si les islamistes arrivaient au pouvoir, la vie risquait d'être RADICALEMENT différente pour beaucoup de monde.

Au sein de chaque CTRI, un service de police judiciaire côtoyait un GIS dont la mission principale était les arrestations, les interrogatoires et les traductions devant les tribunaux civils et militaires.

C'était eux qui s'occupaient des interrogatoires des détenus. Et ils ne s'embarrassaient pas.

Les premiers que j'ai vus étaient nus. Par paquet de cinq, ils venaient d'arriver dans la cour du CTRI. Les yeux bandés, menottes aux poignets, ils étaient encadrés par des hommes de chez nous, le visage camouflé par des masques d'infirmier.

J'ai demandé à Hichem pourquoi ils étaient à poil.

– À cause de la chaleur. Ils ne tiendront pas deux minutes en bas.

En bas, c'était les geôles du CTRI. Elles pouvaient contenir près de 50 personnes entassées, et dans ces cas-là, la température grimpait très vite et dépassait les 40 degrés dans une odeur épaisse de merde et de sang.

Et puis il y avait le « laboratoire ».

Mounir du SPJ m'en avait parlé, sur un ton presque jovial : « C'est là où on les fait chanter ! »

Une salle avait été aménagée spécialement pour les interrogatoires. Le détenu, les yeux bandés, était mis directement sur une table en bois aménagée pour la circonstance. Là, il était attaché aux mains et aux pieds au niveau des quatre coins de la table. « C'est une fois dans la salle qu'ils comprennent où ils sont ! Nous, on garde les cagoules, eux non. »

Les interrogatoires étaient menés par le Service de police judiciaire, au centre de détention.

Nous, en tant qu'enquêteurs, ne participions pas aux interrogatoires. Nous apportions les dossiers d'enquêtes. Un fois l'interrogatoire fini, lorsque nous avions besoin d'infos, nous allions voir le détenu, mais nous ne rencontrions les suspects qu'après les aveux.

Vu la tête qu'avaient les prisonniers quand on rentrait dans les cellules, je compris très vite que les dossiers étaient accessoires. C'était comme si un trente-huit tonnes leur était passé sur la face. On ne se faisait aucune illusion sur la façon dont les inspecteurs du SPJ obtenaient les informations.

« Méthodes d'interrogatoire » était un bien grand mot. Il n'y en avait qu'une : la torture.

Les moyens étaient multiples, mais les méthodes les plus utilisées restaient le « water boarding », un linge sur la figure du prévenu, tandis qu'on lui versait de l'eau dessus. Le sentiment de noyade était tel que la langue se déliait rapidement. Il y avait aussi de vieilles « gégènes » françaises, héritage de la guerre de libération. Je trouvais comme une terrifiante ironie de l'histoire de se servir d'instruments qui avaient sans doute torturé nos parents et grands-parents.

L'officier traitant le dossier utilisait ce qui lui semblait le plus efficace pour obtenir les renseignements. Nous devions infirmer ou confirmer les infos.

J'étais dubitatif sur la qualité des renseignements.

Personne n'aimait la torture, mais c'était le seul moyen qu'avaient trouvé les cadres du SPJ pour obtenir ce qu'ils voulaient vite.

Les tangos arrêtés vivants comme les personnes impliquées dans les réseaux de soutien, tous savaient ce qui les attendait durant l'interrogatoire. Nous avions appris que les « émirs » les entraînaient à se taire vingt-quatre heures. Le temps nécessaire pour que le groupe change de refuge.

Passé ces vingt-quatre heures, ils pouvaient chanter ce qu'ils voulaient.

Là encore, c'était la même technique que le FLN avait utilisée durant la guerre de libération. Les plus durs pouvaient résister quarante-huit heures. Dans ces cas-là, le SPJ savait qu'ils avaient trouvé un « gros poisson ».

« S'il résiste, alors c'est qu'il couvre du gros gibier… », m'avait expliqué Mounir.

Évidemment, je savais que les gars se déchaînaient pour contrer le tic-tac des aiguilles de la montre qui tournaient.

J'en discutais avec eux. Ils n'étaient ni meilleurs ni pires que les autres. Ils faisaient un boulot. Un boulot pour sauver un pays au bord du gouffre. Mais c'est vrai qu'ils n'aimaient pas les barbus. Ça devait aider dans le travail…

Mounir était l'un d'entre eux. Grand, maigre, le visage grêlé, officier au SPJ, il était toujours habillé en civil, avec chemise blanche et blazer. Avec ses mains soignées, il se prenait pour James Bond.

Mais bon, au CTRI, tout le monde se prenait pour James Bond.

– Tu sais, Kader, ces chiens ne lâchent rien. Aucune coopération. Tiens, la semaine dernière, par exemple, l'armée nous a amène un émir de l'AIS de Larbaa, un dénommé Ziane Sid Ali. Il a été arrêté lors d'un accrochage avec l'armée. Tu crois qu'il a collaboré ? Il m'a craché au visage. Imagine, je l'avais en face de moi dans le bureau. Il m'a lancé en pleine figure : « Vous êtes des *tawaghits* (apostats). Si vous me libérez maintenant, et que je vous trouve à l'extérieur, je vous tuerai. » Que peux-tu faire avec un terro pareil ?

Même si on le travaille au corps chaque jour… les émirs ne parlent pas. Ils sont durs. Des vrais bourricots !

J'ai secoué la tête, presque compatissant devant la « difficulté du métier ». Je ne savais pas quoi dire.

– Et alors ?

– Alors ? Alors, on l'a envoyé au paradis voir son dieu en première classe… Il était tellement pressé de le rencontrer… le pauvre !

Je me demandais parfois s'ils dormaient tous bien la nuit. Ils avaient sûrement passé une limite que je n'avais pas atteinte. Je me suis dis que le plus tard serait le mieux.

Mounir s'est répété, comme s'il voulait se convaincre.

– Nous n'avons que deux choix : Torturer quelqu'un pour qu'il nous dise où est la bombe qui va tuer des centaines de personnes dans un marché, un hôpital, ou bien laisser faire par la faute de son silence. La peste ou le choléra… Moi j'ai choisi… En Europe, ils nous appellent tortionnaires, mais qu'est-ce qu'ils connaissent ces *ouled el Kaheb* et qu'est-ce qu'ils pensent des coups de fouet donnés en punition de l'adultère en Arabie saoudite, ce n'est pas de la torture ça ? Et qu'est-ce qu'ils en pensent, quand on enterre une femme vivante en Iran et que la foule lui jette des cailloux sur la tête ? C'est pas de la torture ? Ils vivent en paix, ils ne vivent pas ce que nous vivons. Les Français, ils ont torturé nos parents, il y a trente ans, et ils voudraient nous donner des leçons ? Je te le dis, Kader, n'en déplaise aux droits de l'homme ! L'Algérie ne deviendra jamais un État islamique ! Jamais ! Ces Européens qui abritent les terroristes, qu'ils aillent au diable ! Qu'ils niquent avec s'ils veulent les garder ! Nous, on n'en a pas besoin. »

Tout le monde a hoché la tête, l'air de dire « c'est sûr ».



La lutte contre les GIA était un problème de temps. Il fallait aller plus vite qu'eux, gagner une longueur d'avance, mais nous n'y arrivions pas. Le soir, je regardais les nouvelles sur les chaînes françaises Antenne 2 et FR3. Un fleuve séparait la

lutte antiterroriste en Algérie et celle menée en France. Déjà le pays ne vivait pas une guerre civile.

Ce que l'on trouvait hautement comique à la télé française, c'était une arrestation d'un terroriste en France avec les caméras de télévision qui suivaient le juge chargé de la lutte contre le terrorisme. On s'imaginait les complices du terro en train de regarder la télé bien au chaud en Europe, puis de déménager bien tranquillement toute leur cellule.

Ils n'allaient pas attendre qu'on vienne les voir !

Mais le plus drôle, c'était, lors des arrestations en France, de voir l'avocat du terroriste présumé qui se présentait dans la minute. Dès lors l'affaire devenait publique. Or une affaire de terroriste devenue publique ne pouvait pas donner grand-chose comme résultat. D'ailleurs, c'est ce qui poussera tous les mouvements djihadistes à se cacher en Europe, où ils pourront faire agir leurs hommes sous une couverture juridique adéquate.

Les gouvernements européens devaient apprendre que quand il s'agissait de terrorisme, les libertés devenaient souvent une entrave à la lutte.

Nous, nous étions en plein dedans.

Entre la peste et le choléra…

« Ils viennent de détourner un Airbus d'Air France sur l'aéroport d'Alger ! » La nouvelle avait couru dans tous les bureaux du CTRI comme une traînée de poudre.

À la veille de Noël, c'était gonflé. On s'est tous demandé comment ils avaient pu entrer au sein de l'aéroport.

Les BRQ s'accumulaient sur le bureau. Ils ne parlaient que de ça…

Avec toute la sécurité de l'aéroport, ça nous paraissait invraisemblable. Le soir, à la télé, j'ai regardé les chaînes françaises.

En direct, je verrai sur TF1 la prise d'assaut de l'avion par le GIGN et l'exécution des terroristes en direct. Ça m'a rassuré un instant. Au moins, la France ne leur avait pas donné l'asile ! Parfois quand ils parlaient de la guerre qui se déroulait ici, j'avais l'impression qu'ils parlaient d'un autre pays.

Et c'était pas les Algériens de l'étranger qui allaient nous aider ! Pour nous,ils étaient comme des immigrés qui venaient une fois par an pendant les vacances d'été. Ils changeaient de l'argent, ils allaient à Zéralda ou Sidi Ferruch. Ils ne voyaient pas la guerre. À se demander même s'ils savaient qu'il y avait même une guerre. Pendant que nous nous battions, eux, ils se baignaient avant de repartir en France.

Sur Alger, les bombes continuaient de sauter sans que la police puisse y remédier.

Le 30 janvier 1995, l'explosion d'une voiture piégée devant un commissariat à Alger fera 42 morts. L'assassinat de policiers était devenu quotidien, aussi tout le personnel vivait

dans l'incertitude, toujours sur la défensive. Un jour, c'était un policier au feu rouge qui se prenait une balle derrière l'oreille, le lendemain, c'était un autre collègue qui se faisait enlever et dont on retrouvait la tête sur le couvercle d'une poubelle près du marché couvert… Il fallait être très motivé, mais de toute façon, on n'avait plus le choix.

Le soir, nous sortions du travail en cachette comme des voleurs. Depuis mon arrivée, les postes de police étaient devenus des citadelles assiégées.

Les flics et les gendarmes restaient confinés dedans.

Tout le monde avait peur des embuscades. Ils étaient partout et avaient répandu la peur comme s'ils avaient conquis le pays.

La peur avait des conséquences inattendues sur la vie au quotidien. Entre autres que les commissariats n'effectuaient plus leurs missions de proximité auprès de la population comme cela m'arrivera un jour.

– Fous le camp. Dégage !

Je regarde si le flic en faction caché derrière son sac de sable s'adresse bien à moi ou s'il y a quelqu'un d'autre derrière moi.

Menaçant mon ventre avec sa kalach, je comprends que c'est bien à moi qu'il s'adresse.

Je montre ma carte tout en écartant le pan de ma veste pour montrer mon arme.

– Hé, tu te calmes !

– Je pouvais pas savoir, mon sergent !

– Pourquoi vous êtes fermé ? je demande.

– Le commissaire a interdit l'entrée du commissariat à toute personne que l'on ne connaissait pas.

– Il faut que je déclare un vol de voiture.

– La vôtre ?

– Non, celle d'un ami.

– Alors adressez-vous là-bas. Il a désigné du canon de son arme un baraquement en tôle. Eux, ils prendront la plainte.

Tout en marchant, je pensais à mon voisin qui était venu me supplier de l'aider ce matin.

« Kader, ILS ont volé ma voiture cette nuit. Ce matin, j'ai été au commissariat de quartier, mais ils m'ont jeté comme un chien. Tu sais ce qui va se passer si je la déclare pas… ! »

Je ne le savais que trop.

Si la voiture était utilisée par les islamos avant qu'un commissariat n'accepte de prendre sa plainte, il était foutu ! coupable de complicité.

C'est devenu la grande peur du citoyen algérien : sa voiture utilisée dans un attentat ou pour un assassinat !

Livrée à elle-même, la population était devenue otage. Prise entre deux feux, elle subissait ce qu'il fallait bien nommer maintenant une guerre civile.

Tout ça, je ne le supportais plus.

Un État algérien aux abonnés absents. Mon voisin avait surenchéri dans un mélange de peur et d'anxiété.

« Il est où l'État, Kader, il est où ? Ne vous étonnez pas si les gens vont voir les GIA ! »

Il avait raison. Et qui pouvait lui donner tort ! La police ne se montrait plus, préférant rester barricadée derrière les sacs de sable et les guérites.

Des histoires comme la sienne, il y en avait des centaines chaque matin.

Un jour, c'était un groupe islamique qui débarquait à l'improviste dans une famille, demandait à manger, puis y passait la nuit avant de s'en aller. L'homme de la maison n'avait plus que deux choix : dénoncer le groupe avec un risque de représailles ou se taire pour protéger sa famille. Si la police ou l'armée l'apprenait, le père de famille finissait chez nous, les jambes écartées sur la table en bois, un chiffon dans la bouche.

Les GIA jouaient la carte de la terreur sauf qu'ils la déguisaient en grande cause.

Mariage

La guerre en cours avait accéléré nos vies. Comme une centrifugeuse, tout tournait plus vite.

Chaque matin, je me levais avec la même question coincée dans la gorge : si je meurs aujourd'hui, qu'est-ce que je laisserai derrière moi !

La question était obsédante.

J'étais orphelin et, depuis sa mort, je n'arrêtais pas de penser à Nacer. Mort sans une trace. Fauché trop jeune, et personne pour se souvenir de lui quand nous aurions disparu.

C'est cela qui m'a décidé finalement à me marier.

Je me disais que, avant d'être assassiné, j'aurais essayé de laisser des enfants derrière moi.

C'était le matin, en sortant de chez moi, que j'y songeais : « Peut-être aujourd'hui… c'est ton tour… »

Chaque jour après un attentat ou une fusillade, la mort nous mordait la nuque comme un petit animal affamé. Je pouvais sentir son haleine chaude derrière mes oreilles.

Nous ne savions juste ni quand ni comment cela arriverait…

« Comment faire pour se marier alors que nous sommes en pleine guerre ? » Cette question aussi, je n'arrêtais pas de me la poser depuis quelques jours.

Alors que la guerre avait débuté voici près de deux ans, les célébrations des mariages étaient devenues des cibles pour les GIA.

« Quand tu te maries le matin, tu ne sais pas si tu ne vas pas célébrer ton enterrement le soir ! » disait la rumeur.

D'autres avait affiné la sentence. « Quand le matin, tu pars debout avec un bouquet de fleurs et un costume noir, fais

gaffe de ne pas revenir allongé entre quatre planches le soir. Mais quelle économie… pas besoin de racheter le costume et les fleurs ! »

Dans la commune de Tablat, un mariage s'était transformé en funérailles. En moins d'un quart d'heure, un groupe du GIA s'était attaqué aux invités de la fête et avait tué à la kalach le marié et sa famille. Tout en déchargeant leurs armes sur les invités, les barbus avaient crié « *haram* (interdit) la musique, les danses. » Tout était *haram* !

Pour les islamistes, la mariée devait être acheminée vers le domicile du mari sur un cheval, accompagnée de chants musulmans sans aucune musique, juste les voix.

Comme au temps de l'hégire !

Ma future femme s'appelait Fouzia et je la connaissais depuis longtemps. On jouait ensemble quand on était gamins. Elle est blonde avec de grands yeux et une petite bouche de la couleur d'une pêche.

C'est une lointaine cousine du côté de ma mère. En Algérie, la tradition veut qu'on se marie dans le même clan familial.

Les femmes proches de la famille te connaissent, car tu grandis avec. Elles connaissent ton caractère, tes goûts. Leur famille est sûre qu'elles n'auront pas de surprises avec toi !

Avec Fouzia, nous avions six ans de différence. Mon frère Nacer, avant de mourir, avait choisi la sœur de Fouzia pour qu'elle devienne sa femme.

Ce mariage, c'était presque une histoire de famille.



Moh était increvable. Quelques mois après être sorti de l'hôpital, il échappera à une explosion sur un marché couvert de la place N'Sara de Blida. Il prendra des éclats sur le torse et des brûlures. C'est Smain Lamari lui-même qui prendra le téléphone pour qu'on lui amène de France des médicaments.

Après son attentat, sur ordre de Smain Lamari, Moh avait déménagé avec femme et enfants dans la cité de la police.

Le grand chef lui avait dit : « Ils t'ont raté une fois, la deuxième fois, ce sera la bonne, donc tu déménages ! »

Je m'en étais ouvert à Moh. C'est lui qui va trouver la solution. « Petit frère, on va te faire un mariage ultrasécurisé… tu vas le célébrer dans la cité de la police. »

La cité de la police était une cité HLM créée juste pour les fonctionnaires, en face d'un commissariat, en plein centre-ville de Blida, dans le quartier Farroudja. Je voyais mal le GIA s'aventurer jusque-là. J'ai bien aimé l'idée, et j'ai accepté.

Entre les policiers, les services secrets, les officiels et les familles, en tout, ils sont près de 500 à être conviés. Nos deux carnets d'adresses réunis !

J'angoisse. Mon frère me rassure : « T'inquiète ! Tout le monde viendra pour ton mariage. Tu es quand même le frère du chef de la police de Blida ! »

J'ai rigolé, un brin nostalgique. Je me souvenais des mariages d'avant-guerre. On était trop jeunes, mais il y avait la musique, des DJ au mieux, sinon c'était la 404 bâchée où les musiciens tapaient comme des sourds sur leurs instruments en suivant le cortège de la mariée. Le soir, la sono qui hurlait des tubes en anglais et en français. Les filles qui dansaient sans craindre d'être *haram*, les buffets où tout le monde piochait jusqu'à 4 heures du matin sans avoir peur de prendre un coup de mortier sur la tête.

Les yeux plongés dans les souvenirs, nous sommes restés quelques minutes à commenter ces moments préhistoriques. Tout cela nous semblait tellement loin.

Des siècles…

Mais il y en avait un qui s'en foutait de nos souvenirs, c'était le père de Fouzia. Lui, c'est un vrai croyant. Il fait sa prière cinq fois par jour et a effectué le hadj, le pèlerinage à La Mecque.

Pour lui, la tradition doit être respectée de bout en bout. Guerre ou pas guerre !

Avec le père de ma future, nous nous étions accrochés plus d'une fois. Un jour, il avait ouvert le frigidaire et avait vu les bouteilles de vin et les boîtes de bière s'empiler dans la glace.

Il m'avait alors demandé :

– Eh, Kader, tu vas monter un commerce, ou quoi ?

Il le pensait sincèrement.

Je lui avais répondu que non, que c'était mes munitions pour contrer l'influence des islamistes, et puis… aussi pour les invités qui passaient à la maison.

Il avait fait la gueule, maugréant que l'alcool allait me tuer et que sa fille ne pouvait pas se marier avec un « alcoolique » et un mauvais musulman.

– Écoutez, monsieur ! Ici, vous êtes chez moi ! Si vous ne vous y plaisez pas, vous pouvez sortir.

Ce qu'il avait fait en me traitant de suppôt laïc et de mauvais musulman.

Pas de chance pour lui, j'étais laïc et fier de l'être. Je voyais chaque jour où la religion avait mené le pays.

Le mariage s'annonçait bien. Dans l'immense cour de la cité de la police, nous avons disposé les tables dehors. Il faisait beau et le ciel était sans nuages. Pour respecter la tradition, les nouveaux mariés font le mariage de manière séparée. Je n'ai pas le droit de voir ma femme pendant la cérémonie. C'est ainsi. Je n'irai la chercher que ce soir, à minuit.

La tradition toujours… C'est l'aîné de la famille qui doit ramener la jeune mariée du domicile parental au domicile du futur mari. Normalement, cette mission aurait dû échoir à notre père…

C'est Moh qui va s'en charger. Il a tout prévu, y compris les armes. Car Fouzia et sa famille habitent Alger, mais pas n'importe où.

Fouzia a la malchance de vivre en plein fief islamique. À El Harach, dans le quartier Bourouba. Là-bas, tout le monde sait qui fait quoi, heure par heure.

Les gens du quartier avaient appris que Fouzia se mariait. Certains savent que c'est avec un militaire, mais sa famille a soigneusement caché que je travaillais pour le contre-espionnage et que mon frère, le chef de la police de Blida, était le créateur des ninjas locaux.

Je vois Moh et les gars de sa brigade s'activer autour des voitures, en costume noir et chaussures vernies. Il a décidé

qu'ils iraient chercher Fouzia dans son quartier avec ses parents en cortège de voitures de mariés.

– T'inquiète pas, on te ramène ta princesse, a rigolé Hichem en glissant deux kalachs sous le volant.

… Sauf que le cortège sera truffé de voitures banalisées et de collègues armés !

– Si jamais on tombe sur un faux barrage, on le pulvérise, a renchéri Redha.

Puis tous ont glissé leur flingues sous la veste, et une dizaine de kalachs ont été répartis ça et là.

– Contact radio avec le cortège en permanence, crie Moh avant de monter à l'avant. Fouzia a téléphoné pour prévenir que tout le quartier est au courant ! Si tu ne nous vois pas revenir, c'est qu'ils auront décidé d'empêcher le mariage …

J'ai laissé faire Moh, mais j'avais le cœur serré.

Devant moi, la cinquantaine de voitures s'est ébranlée hors de la cité de la police.

L'attente est interminable. Avec la radio, je les suis pendant plusieurs kilomètres. Puis le signal s'est brouillé pour devenir haché, puis inexistant. Ils étaient trop loin.

« Bois un coup », m'a dit un collègue en me glissant un verre.

J'ai repoussé le verre tendu. Je ne bois pas trop, car ce soir il faut honorer sa femme. Dans la tradition, le lendemain, le drap de la nuit doit être exhibé aux invités afin de montrer que la mariée était bien vierge…

Normalement, on va à l'hôtel pour passer notre nuit de noces, mais là, ce sera dans l'appartement de mon frère.

– On arrive !

Une heure plus tard, la voix de Moh a résonné dans le talkie.

Les portes de la cité se sont ouvertes d'un coup et l'enfilade de voitures s'est engouffrée dans la cour. Fouzia a été emmenée dans l'appartement de Moh avec les autres femmes, sans que je la voie. C'est ainsi chez nous, les femmes restent entre elles, en haut, dans l'appartement de mon frère. Et les deux groupes hommes et femmes vivent le mariage séparément.

Tu dois disparaître des yeux de ta femme jusqu'à minuit. Là, une fois que les invités se dispersent, toi, pas trop alcoolisé, tu dois sortir pour aller « l'enlever », pour passer la nuit avec elle.

Campagne d'exécutions

Simultanément, dans les semaines qui suivirent, au vu de la dégradation de la situation sécuritaire, notre chef direct, le colonel Djebbar M'Henna va envoyer un point de situation au général Smain Lamari. Les attentats à la bombe, les assassinats, les enlèvements et les embuscades contre les patrouilles s'étaient succédé en s'accélérant. Parallèlement, le GIA avait accentué sa campagne de recrutement au sein de la population civile. Ils étaient partout. Des réseaux de logistique se constituaient quotidiennement, s'étendant un peu plus chaque jour.

Ce n'était plus une gangrène, c'était un cancer foudroyant !

Les rapports des six CTRI demandaient la même chose au général Smain Lamari : un feu vert pour lancer une campagne de terreur vers le GIA. Une sorte d'avertissement définitif et sanglant.

« Il vous est demandé à partir d'aujourd'hui d'entamer des opérations d'exécutions suivant le degré d'implication des personnes. »

L'ordre était arrivé directement d'Alger. Sobre et explicite. Sur le papier, une seule signature s'étalait, celle de Smain Lamari.

– Ils doivent être un peu dépassés pour avoir pondu ça, a soufflé Hichem, visiblement troublé.

La note n'était pas arrivée par hasard. La décision avait été prise sur la base des points de situation hebdomadaire de tous les CTRI d'Algérie.

Les centres faisaient face à un problème d'urgence auquel personne n'avait pensé : l'emprisonnement des islamistes dans les divers centres de détention du pays.

Nos prisons étaient constituées de salles dans lesquelles les prisonniers étaient enfermés. Dans certaines prisons, ils pouvaient se retrouver à plus d'une centaine dans la même salle.

C'était ça les motifs d'urgence des rapports envoyés par l'administration pénitentiaire à Smain Lamari. Ils y expliquaient que les islamistes à peine arrivés ici se retrouvaient entre eux et se « chauffaient » mutuellement, s'exaltant sur le djihad. Les moins engagés, très rapidement, étaient embrigadés par les plus durs.

Nos prisons, jour après jour, depuis deux ans, étaient devenues des écoles de formation au djihad !

Face à cela, Smain Lamari avait décidé d'envoyer un signe très fort aux djihadistes en herbe. S'ils voulaient rejoindre le ciel, nos généraux allaient leur faciliter le voyage…

– Maintenant, c'est une lutte à mort, a dit Hichem en secouant la tête. Ce sera eux ou nous…

En lisant la note, j'ai compris que nos généraux étaient en train de nous emmener sur un chemin sombre et sans lumière.

Escadron de la mort – OJAL

Depuis quelques jours, plusieurs dizaines de cadavres avaient été retrouvés dans les rues de Blida, mais aussi d'Alger, une balle dans la tête.

Nous n'enquêtions pas dessus. Personne ne nous l'avait demandé. Juste que le nombre de morts était monté d'un cran. C'était mauvais pour le moral.

Un détail m'intriguait pourtant.

Épinglé sur le torse, un morceau de carton pendait sur lequel une main anonyme avait griffonné quatre lettres : OJAL, *Hadha Houwa massir man Yousaid irhabienne* (l'Organisation des Jeunes Algériens libres). « Voilà le sort pour ceux qui aident le GIA ! »

Dans le bureau, on s'est regardés avec Hichem, l'air dubitatif. Ça sentait la manipulation.

« Un groupe mystérieux de jeunes Algériens ont décidé de faire justice eux-mêmes contre le terrorisme. Le peuple se soulève enfin et dit non à la terreur… », pouvait-on lire dans les journaux locaux. C'était beau comme une déclaration historique. Trop beau.

Dans les jours qui suivirent les premières exécutions, autour de moi, les gens ont commencé à parler.

– Ils n'exécutent que ceux qu'ils soupçonnent d'être des terroristes !

– Et comment ils peuvent le savoir que tu es un terroriste ?

– Je ne sais pas. Ils doivent avoir des informations !

Comme tout bon service de renseignement, le cloisonnement était de rigueur. Il était difficile d'obtenir des renseignements sur certains sujets.

L'OJAL en faisait partie.

Sauf que l'OJAL, c'était nous !

Les quatre lettres fatidiques étaient sorties de la tête d'un seul homme : mon capitaine Allouache Hafidh.

À la suite de la note interne du colonel du CTRI, le grand chef Smain Lamari avait envoyé la note, préconisant la campagne d'exécutions sur tout le territoire. Le souhait du colonel Djebbar M'Henna avait été exaucé.

Le lendemain de la réception de la note du chef, notre colonel convoqua le chef de l'unité du GIS. Il s'appelait Chaaba et était commandant.

Au cours de cette réunion, ils décideront de créer une nouvelle section mixte où le GIS et la SPJ feront équipe. Une sorte de groupe d'assaut supersecret et efficace, et dont les premières actions seront totalement anonymes.

Ce serait l'OJAL.

Un soir avant de repartir à la maison, je suis tombé sur quatre gars du GIS en train de se préparer. Je les ai regardés. Les tenues étaient mélangées, des bas de treillis militaire, des vestes de combat bleues, des cagoules. L'un d'eux a rigolé devant mon froncement de sourcils.

– Ça leur fout la trouille ! Ils savent pas si on est des tangos ou pas. De toute façon, ça sert à rien d'emprisonner les gens, maintenant on simplifie la procédure : « Une balle dans la tête, et hop, dans les vergers… selon le degré d'implication, on nous a dit… »

En fait, le DRS n'avait plus envie de nourrir les poseurs de bombes et les égorgeurs. Il préférait s'en débarrasser définitivement.

Utilisant des véhicules civils et banalisés, les hommes opéraient la nuit, se cagoulant le visage afin d'éviter d'être reconnus par les parents des personnes arrêtées. Le mélange de tenues civiles et militaires leur permettait de passer pour des terros tout juste descendus du maquis.

Dans un coin, l'un d'entre eux, s'appliquant du mieux qu'il pouvait, remplissait au feutre noir une dizaine de morceaux de carton. En me penchant, j'ai pu lire la phrase désormais connue dans toute la ville :

Hadha Houwa massir man Yousaid irhabienne. Signé OJAL.

Je n'ai rien dit. Demain, les éboueurs allaient avoir quelques frayeurs en soulevant les poubelles.

L'état d'urgence qui avait entraîné un couvre-feu la nuit offrira à l'OJAL une couverture pour agir. Ils placarderont des tracts tout en menant la campagne d'exécutions ordonnée par Smain Lamari afin que la société civile algérienne, comme les organisations étrangères, croient que le petit peuple algérien s'était levé enfin contre les islamistes.

Les ordres étaient simples : tuer le plus possible de tangos et détruire tous leurs réseaux logistiques. La guerre devait être gagnée, un point c'est tout.

En quelques mois, nos cellules se videront de tous les « suspects », tandis que l'OJAL deviendra un monstre incontrôlable. La nuit, à bord de leurs Toyota blindés, par équipes, les gars du SPJ et ceux du GIS sortiront durant le couvre-feu, pour « partir en exécution », comme ils disaient.

Plusieurs centaines de personnes seront ainsi supprimées durant l'année 1995 par les groupes mixtes dans les ruelles de Blida ou de Ouled Yaich.

Un jour, notre colonel engueulera le chef de la gendarmerie nationale, Abdaoui, l'accusant d'avoir enlevé les cadavres trop tôt, ajoutant que les gens n'avaient pas pu les voir en sortant de chez eux. À quoi cela servait-il qu'ils fassent tout cela si les gens ne le voyaient pas ?

Avant de raccrocher, il lui demandera d'envoyer la gendarmerie vers 11 heures du matin, afin que la population ait le temps de lire les panneaux en carton…

Cité Benachour

Le terrain de prédilection du Groupe d'intervention restait les cités.

Il y en avait plusieurs autour de Blida. Tous constituaient, selon l'analyse du CTRI, la base logistique des GIA. Tous ces quartiers avaient voté massivement FIS, et ça, le CTRI était bien décidé à le leur faire payer…

L'armée ne s'y risquait plus depuis longtemps. Quant au GIS, il n'y opérait que lorsqu'ils avaient une info en béton.

La cité Benachour était notre triangle des Bermudes à nous. Un aggloméat de maisons basses, plein de petites ruelles qui donnaient directement sur le maquis. Triangle des Bermudes où disparaissaient des dizaines de jeunes qui partaient rejoindre les GIA dans les montagnes. Ce n'était pas des cités comme en France. Pas de grandes barres d'immeubles. Entre ghetto et casbah, les cités étaient très pauvres, véritables entrelacs de ruelles, avec des maisons en parpaing où les agents guetteurs scrutaient les entrées.

Le GIA appelait la cité Benachour une cité libérée, une *arthd houra*. Une « terre libérée », selon les termes djihadistes. Le GIA, depuis sa création, n'avait jamais existé tout seul, n'avait jamais tué tout seul, n'avait jamais été abrité tout seul.

C'était la population qui les avait aidés.

Le commandement avait décidé qu'il fallait séparer la population des GIA par tous les moyens, parce qu'avec la population, on était presque au bord d'une révolution islamique !

Il fallait que cela cesse. Là était le vrai but de la stratégie des généraux.

Les femmes aussi s'y étaient mises. Comme les hommes, elles avaient décidé de rejouer « la bataille d'Alger » à leur façon comme l'annoncera un jour Hichem.

– Devine qui la police a arrêté hier ? Un réseau de femmes ! en plein cœur d'Alger. Vingt-deux femmes, tu imagines. Le réseau a été créé, ici, à Blida.

Des réseaux féminins ! comme à l'époque de la guerre de libération du FLN.

Personne n'aurait pu imaginer que certaines femmes se mettraient du côté des islamistes. Elles étaient minoritaires mais efficaces. Le GIA les avait structurées pour prendre les contacts ou transporter de l'armement…

La « chef » s'appelait Zoubida, de la ville de Koléa. Sa fille s'était mariée avec l'émir national du GIA. Pas une *sabiya* faite prisonnière lors d'une attaque. Une vraie mariée, sous la règle de la loi islamique, et tout le reste qui allait avec…

Zoubida avait donné sa fille Leila à Zouabri Antar, devenu l'émir national. Comme toute bonne jeune mariée, elle voulait vivre avec son mari et l'avait suivi dans le maquis.

Lui avait très vite compris le parti à tirer. Il avait décidé de financer un petit appartement près d'un commissariat dans Ouled Yaich, le centre-ville de Blida.

Lors des interrogatoires, Zoubida avouera que « l'idée était de s'en servir comme appartement de repli pour les groupes lorsqu'ils posaient des bombes »… Comme ça, ils pouvaient attendre tranquillement dans l'appartement que le ratissage soit fini pour repartir de nuit au maquis.

Ils avaient dû se passer *La Bataille d'Alger* en boucle. Ils utilisaient les mêmes méthodes, comme les pistolets cachés dans les étals de pommes de terre ou d'oranges, qui attendaient la main du tueur pour être utilisé. Au début, personne n'avait pensé à aller fouiller les étals des marchés. Mais on a vite appris. Nous aussi, on avait des magnétoscopes et on connaissait notre histoire…

Métamorphose

Nous devenions ce que nous traquions. Chaque jour, sans m'en rendre compte, nous nous enfoncions un peu plus sur ce chemin de malheur, sur ce chemin où il faisait de plus en plus sombre.

Les gens autour de moi se métamorphosaient. Ni pires ni meilleurs au départ, ils changeaient, mutaient comme des *aliens*. Certains prenaient des « habitudes », des mauvaises habitudes. Ni le sang ni la mort ne les effrayaient plus. Les prisonniers n'étaient juste que des « sources » d'informations à traiter le mieux possible et le plus vite.

Le soir, sur le chemin du retour, je me disais que la guerre civile était en train de nous engloutir tous. Les uns après les autres.

Je repensais aux conversations avec Hichem. Devant mes interrogations, il avait été très clair.

– Ne crois pas que tu es meilleur, Kader, tu es comme nous. Nous sommes tous dans le même bateau. Il faut sauver ce pays contre lui-même.

– Mais parmi tous ceux-là, il y a aussi des innocents ? Tu le sais comme moi que tous ne sont pas coupables…

Et lui de reprendre la phrase du capitaine Allouache. « Plus personne n'est innocent dans ce pays, Kader. Soit ils sont morts, soit ils sont partis… Tu crois que les Français, les Marocains ou les Tunisiens ont envie d'avoir une république islamique à leur porte ? Tu rêves ! »

Qu'est-ce que je pouvais dire ?

Maintenant, je regrettais Alger. Son bureau feutré, les grandes réflexions stratégiques, les bulletins de renseignements quotidiens.

Résistance

Le soir, en sortant du travail, j'allais me saouler conscien-cieusement au *Palace Hôtel* avec les autres afin d'oublier les saloperies que j'avais vues dans la journée.

Qui est le plus coupable ? Celui qui fait ou celui qui sait et qui laisse faire ? Cette question, je ne cessais de me la poser. Le cloisonnement nous protégeait, mais son étanchéité n'était pas garantie. Il y avait des fuites.

Nous avions décidé, les collègues et moi, que malgré les assassinats et les menaces qui pesaient sur nous, il fallait sortir, boire de l'alcool pour ne pas donner l'impression au GIA et aux islamistes qu'ils avaient gagné.

Je refusais d'obéir à leurs règles.

C'était eux qui allaient nous dire ce qui était bien et ce qui était mal ? Il y avait déjà l'État pour le faire ! Ça n'allait sûrement pas être des barbus qui buvaient avant la guerre et qui, depuis qu'ils avaient découvert Dieu, voulaient à tout prix nous faire revenir en 600 ap. J.-C., du temps de Mahomet.

Même en se voyant tous les jours, on ne s'invitait pas les uns chez les autres. Ça ne se faisait pas. On préférait se retrouver au café. Mais pas n'importe lequel, il fallait que cela soit un café proche d'un commissariat au cas où…

Le propriétaire devait être connu.

Car avec l'ambiance, très vite, tout le monde était devenu suspect. Surtout les serveurs. Il y avait des quantités d'histoires du genre : « Tu bois ton café et ils viennent derrière toi et te vident le chargeur dans le crâne… »

Avec les collègues, on avait trouvé un café juste derrière le centre. Hichem disait en rigolant : « Si on meurt, on dira que c'est un accident de travail… »

Tout le monde restait armé, le flingue dans la ceinture ou sous l'aisselle, mais on pouvait siroter un café en écoutant encore de la musique.

On parlait de la situation, on discutait des morts au quotidien.

Chaque jour qui passait, des corps étaient trouvés ça et là.

Qui les avait tués ? Personne ne le savait.

Hichem, de sa grosse voix, avait coutume de dire : « Il n'y a qu'EUX qui le savent. »

À la longue, je m'étais fait cette remarque que « c'était même pas sûr… »

Après le café, chacun reprenait sa voiture et rentrait chez soi retrouver sa petite famille.

La vie à Blida était devenue un cache-cache mortel pour nous, mais nous nous obligions à continuer à avoir une vie « normale ».

Il fallait sortir et boire. Pourtant, même au fond des verres, le terrorisme nous poissait la vie. Dans le même bar où je me rendais, un adjudant-chef du CTRI avait été assassiné en 1993. Originaire de Blida, il se prénommait Djamel. Un soir, en sortant de ce bar, à bord de sa 405 Peugeot, un émir de Blida, Rahmani Fouad, qui était son voisin, l'avait attendu à la sortie et, en une rafale, l'avait tué sur le coup.

Nous savions que, soit convaincus, soit compromis, ceux qui avaient été retournés avaient peur que leur famille soit éradiquée. Ainsi, ils étaient près à tout, même à donner leurs collègues…

Je repensais souvent à l'histoire du lieutenant. Cette histoire, Hichem me l'avait racontée dès mon arrivé au centre. C'était un jeune lieutenant du CTRI. Il s'appelait Amine. Originaire de la wilaya de *Sidi Bel Abbès*, c'était un petit bonhomme qui habitait dans un village isolé de la commune d'Oued el Alleug. Il y avait trouvé sa femme, et il s'était marié, vivant avec elle dans son village.

À la suite de l'arrestation par la gendarmerie d'un jeune membre d'un réseau de soutien, ce dernier avait avoué travailler pour un émir, du nom de Mokrane, réfugié dans les vergers d'Oued el Alleug.

Lors de son interrogatoire, le jeune avait déclaré qu'il avait vu un jour le lieutenant Amine parler avec l'émir Mokrane. Aussitôt, le chef de brigade avait pris son téléphone et avait appelé le chef du CTRI pour le prévenir. Amine avait été arrêté dans son bureau par ses propres hommes, puis mis en détention.

Après deux heures au « laboratoire », il avait avoué qu'il avait amené l'émir une fois jusqu'à l'entrée du CTRI pour une mission de reconnaissance de la caserne.

Selon lui, l'émir Mokrane envisageait d'attaquer le CTRI.

Le colonel n'avait pas transigé et le lieutenant Amine avait été exécuté sur ordre de Smain Lamari en personne.

Depuis l'histoire du lieutenant, on se méfiait, c'est tout. Tout le monde le comprenait et s'en accommodait. Comment savoir si ton collègue ne travaillait pas pour les terros ?

Je ne savais plus quoi penser.

Nous apprenions mois après mois, jour après jour, comment se structuraient les groupes islamiques. Notre travail, long et méthodique, commençait à payer. Chaque groupe armé avait un émir qui le commandait. Mais le commandement central du GIA se trouvait au maquis, dans la montagne. De là-haut, il donnait des ordres à des sous-groupes que nous appelions groupes urbains. Des terroristes sans barbes, vêtus à l'occidentale en jeans et baskets.

C'était ces sous-groupes qui effectuaient les missions d'assassinats dans le centre-ville, les embuscades contre les policiers ou contre les patrouilles militaires, le tout dans le but de récupérer le maximum d'armes afin de les envoyer vers le maquis.

C'était eux aussi qui étaient chargés du ravitaillement du centre-ville vers le maquis. Dans tous les quartiers, il y avait un sous-groupe de quatre à six terroristes.

Collègues !

– Tiens, lis la note.

J'ai pris le papier que Hichem m'avait tendu.

C'était une directive du commandement qui circulait parmi les bureaux depuis le matin.

À cause des assassinats à répétition, le général demandait à tout le monde de « casser » ses habitudes afin de rester en vie.

J'ai hoché la tête.

– Le général ne doit pas savoir qu'ici, c'est devenu une priorité absolue.

Il n'y avait pas besoin de l'écrire. Depuis le début, nous appliquions à la lettre la note de service. Éviter de se faire descendre était devenu la priorité absolue.

Le même après-midi, j'ai fini plus tôt. Tout en conduisant dans la ville, j'ai repensé à la note. Le conflit était en train de prendre une tournure de guerre de gangs type Chicago dans les années 1920. Car si nous pratiquions les arrestations secrètes, ceux d'en face ne faiblissaient pas non plus.

Plusieurs d'entre nous avaient disparu, enlevés par les GIA, puis assassinés. Nous l'avions appris par les premiers repentis qui descendaient des maquis, mais nous n'avions pas de preuves qu'ils avaient participé à l'assassinat. La rengaine était la même : « Ils avaient entendu dire… On leur avait dit que… le corps du policier était là, dans ce coin ou peut-être ailleurs… »

Les faux barrages s'étaient multipliés les derniers mois. L'œil coincé sur l'un de mes huit rétroviseurs, j'ai repensé à l'adjudant-chef Bouguerra Abdellah, qui avait été enlevé vivant par un groupe terroriste dirigé par un certain Hadjadj Mohamed, un émir urbain du GIA, lequel évoluait dans le

coin de Bouarfa, près de Blida. Enlevé à quelques mètres du CTRI et, selon un repenti, assassiné par la suite.

Son corps n'avait jamais été découvert.

Il y avait eu aussi l'adjudant Sifi Tahar, un chauffeur du CTRI, lui aussi enlevé vivant, au moment où il se trouvait dans une décharge publique située dans l'oued de Chiffa. Il était en train de transporter les poubelles du CTRI vers la décharge lorsqu'ils l'avaient entouré et forcé à monter dans une voiture. On retrouva son corps des mois plus tard…

Le pire, c'est qu'il était mon voisin de palier. Tous les matins, je croisais sa femme qui me demandait, le regard suppliant, si l'on avait des nouvelles.

Nous n'avions pas attendu la note du commandement pour changer nos habitudes. Déjà, le soir, plusieurs d'entre nous dormaient à la caserne, parce qu'ils habitaient trop loin. Mon frère et ses hommes s'étaient eux-mêmes installés dans des chambres du commissariat.

Le quotidien prenait un drôle de visage, un quotidien qui sentait la mort et l'angoisse. On venait l'après-midi au lieu du matin, on changeait d'itinéraire. Mes horaires devenaient fluides, immatériels.

Pourtant, même avec l'appartement à 80 mètres du Centre, je prenais la voiture comme une protection illusoire.

Parfois, vers 17 heures, lorsque je quittais le bureau, j'allais faire les courses. J'évitais de marcher trop longtemps. Plus personne de chez nous ne marchait à pied dans les rues. Seuls les honnêtes gens continuaient à le faire.

Je me disais que nous, les gars du CTRI, nous nous en sortions bien. Et pour une bonne raison. Le CTRI utilisait des véhicules banalisés. Aussi les tangos avaient du mal à nous localiser. Mais pour la police et la gendarmerie nationale, c'était autre chose. Eux étaient devenus des pigeons d'argile. Comme ils se déplaçaient à bord de véhicules siglés, ils avaient comme une cible dans le dos. La police fera ainsi l'objet de plusieurs embuscades planifiées par le GIA, au cœur même du centre-ville de Blida.

Autour de moi, la liste des morts s'allongeait. Je rayais des noms sur mon carnet. « N'habite plus à cette adresse ! » « Enterré, disparu, pas de trace… »

Comme le capitaine Abdelahak qui sera assassiné à bord de sa voiture de service en pleine autoroute. Il avait l'habitude de se rendre à Alger à la Direction du contre-espionnage chaque matin. C'était mon collègue de bureau à Alger. Il y avait eu aussi Dehache Abdelkader. Policier lui aussi. Assassiné dans la voiture avec Nacer, la même nuit.

Le commandant Djebber, qui avait exercé à la Direction du contre-espionnage à Alger avec moi, sera enlevé et égorgé à Médéa, sur son lieu de résidence, par le groupe de Sid Ali Belhadjar.

Haloui Mohamed, un jeune soldat qui passait son service national au CTRI, sera enlevé vivant par l'émir Hadjadj Mohamed. Son corps ne sera jamais découvert. Le CTRI avait procédé à l'arrestation de la mère de cet émir ainsi que de ses frères et sœurs pour le pousser à libérer ce soldat. En vain. Il avait fait une croix sur sa famille.

Alors un jeune soldat…

Et puis il y aura Hichem, le lundi matin, qui ne rentrera jamais de sa permission de deux semaines.

Le téléphone a sonné. C'était la police d'Alger. Il était 11 heures, on venait de récupérer le corps.

« On est arrivé trop tard. Les tangos l'ont tué près de sa maison. Ils sont arrivés par derrière et lui ont collé deux balles dans la colonne. »

Il était parti retrouver son quartier, à El Biar, dans le centre d'Alger. Deux semaines de permission pour finir la bouche sur le trottoir. Sa mort m'a assommé. Dans la même semaine, tout le service s'est déplacé pour l'accompagner une dernière fois. Deux cents personnes du service, Djebbar M'Henna en tête, se rendront en Kabylie.

Arrivés là-bas, prés de 1 000 personnes nous attendaient en silence. Tout son village. Eux aussi, les terroristes, ils n'en pouvaient plus.

Naissance

Le soir, à la maison j'ai annoncé la nouvelle à Fouzia. Elle a touché son ventre comme un réflexe. Elle était belle. Son ventre s'arrondissait un peu plus chaque jour. Nous parlions souvent le soir du prénom à donner au petit lorsqu'il apparaîtrait.

« On l'appellera Hichem, si tu le veux bien… avait-elle dit, comme si elle lisait dans mes pensées. Comme ça, il sera encore un peu avec nous. »

Hichem viendra au monde un 7 juin, trois semaines après la mort de ce dernier.

Je trouvais le destin ironique avec moi. J'essayais de me persuader que Hichem s'était réincarné dans mon petit Hichem et que, plus tard, il aurait la même grosse voix et le même rire…

Ma fille Loubja naîtra deux ans plus tard, le 1er juin 1997.

Sabiya

– On a récupéré deux *sabiyas*. Il faudra les interroger tout à l'heure.

Redha, un dossier à la main, venait de rentrer dans le bureau.

J'ai levé la tête.

– Comment elles sont arrivées ?

– Elles seraient restées plus de deux mois dans le maquis. Elles se seraient enfuies. Après avoir marché, elles sont tombées sur un détachement militaire qui se trouvait à la limite du maquis de Chréa… Les militaires nous les ont transférées hier.

Une *sabiya* ! C'était rare d'en trouver vivante. Généralement, les terros les égorgeaient une fois qu'ils les avaient bien violées.

Sabiya était un terme djihadiste pour désigner une femme « butin ». Elles étaient des milliers dans les maquis à avoir été enlevées lors d'attaques. Séquestrées par les islamistes, elles servaient de putains au groupe. Jusqu'à ce qu'elles tombent enceintes et soient alors liquidées.

Depuis 1994, les islamistes avaient décidé que toute femme ne portant pas le *hijab*[1] deviendrait une cible militaire potentielle.

L'islam interdisant le viol, le problème avait été contourné. Les combattants pouvaient contracter des « mariages de jouissance » en temps de guerre. Il fallait juste garder les apparences. Ce viol déguisé permettait aux djihadistes de sabrer qui ils voulaient dans le plus grand respect du Coran !

1. Foulard islamique.

Une *sabiya* faisait partie au même titre que les bêtes, l'argent ou les voitures du *ghanima*. C'était un terme djihadiste qui désignait le butin au temps du prophète Mahomet.

Ce que nous savions, c'est qu'ils ne choisissaient pas les vieilles ! Qu'est-ce qu'ils auraient fait d'une vieille dans la montagne. Non, eux, ce qu'ils aimaient, c'était les jeunes, de 16-17 ans. Elles étaient plus vigoureuses, plus résistantes, vu ce qui les attendait là-haut.

Redha était dubitatif. Je savais que le fait qu'elle soit vivante la rendait suspecte aux yeux du SPJ.

« Tu la verras, demain, mais pour tout te dire, personne ne la croit… Pour nous, c'est une infiltrée venue prendre du renseignement ici », conclut Redha en faisant la moue.

Le lendemain, je me suis rendu au SPJ. En ma qualité d'enquêteur, je devais l'interroger sur ce qu'elle avait vu, les noms qu'on aurait prononcés devant elle, les gens dont elle se souvenait.

Le service avait désespérément besoin de savoir si elle avait entendu les noms d'émirs abattus au cours d'opérations. L'armée n'avait pas de retour sur les bombardements effectués dans les montagnes. Personne n'allait nous téléphoner pour nous dire que le bombardement de la semaine passée avait tué cinquante personnes dont deux émirs.

Elle était là, assise dans le bureau à attendre. Je me suis présenté, puis me suis installé devant elle. Elle devait avoir une vingtaine d'années. Blonde, elle était jolie et ressemblait à une Kabyle. À ses vêtements et à sa façon de parler, c'était une paysanne sur qui la honte était tombée sans qu'elle ne demande rien.

Après les premières questions, elle m'a répondu calmement, mais je voyais bien qu'elle semblait ailleurs, dans un autre monde, comme si son esprit était resté dans les montagnes, avec ses démons et ses douleurs.

Elle s'appelait Fatima Zorha et était originaire de Bouinen. Elle s'était retrouvée les mains attachées à trottiner derrière un mulet pendant des heures avant de rejoindre ce qui semblait être, selon son témoignage, le quartier général du GIA.

Elle avait été enlevée lors de l'attaque de son village par le GIA, quelques mois auparavant. Elle ne se souvenait plus très bien des dates.

D'une voix égale, elle me raconta comment le campement installé dans les montagnes recevait de l'électricité grâce à un groupe électrogène, comment des maisons souterraines avaient été creusées pour se protéger des bombardements.

Je la questionne. Elle regarde sur le côté, silencieuse, l'air choqué. Elle a honte.

Les quinze jours suivants, je viendrai la voir tous les deux jours.

Un matin, elle se confiera enfin :

– Ils sont venus me violer tous les jours. Toute la Katiba… Une fois, ils ont été cinquante. Pendant deux jours…

Toujours calme et silencieuse, elle a raconté son calvaire, le plus simplement possible.

– Nous étions une vingtaine comme moi. Ils se servaient de nous pour… vous savez quoi… Un jour, une des filles… Elle avait 15 ans à peine. Elle était originaire d'un village perché. Elle est tombée enceinte. Alors ils l'ont sortie. Elle, elle se débattait en hurlant. Elle avait compris. Dehors, il y avait deux mules qui attendaient. Ils l'ont attachée, un bras à chaque extrémité. Elle pleurait. Puis ils nous ont sorties pour qu'on regarde. L'un des hommes a fait claquer sa langue et les mules ont bougé. Et comme elle était toute frêle, l'un des bras est parti tout de suite…

Je n'ai pas su quoi dire. Mes questions sur le potentiel armement et humain des GIA m'ont paru soudainement ridicules. Je me suis levé et je lui ai dit que je reviendrai la voir le lendemain. En sortant, je me suis dit que c'était une chance pour elle d'avoir pu s'enfuir avant de tomber enceinte. Le service l'avait emmenée à l'hôpital pour effectuer des examens qui s'étaient révélés négatifs.

Dehors, un homme de 40 ans attendait dans le bureau. C'était son oncle qui venait la chercher. Nous savions bien pourquoi il était là.

– Il veut du pognon. Depuis son arrivée chez nous, il espère un dédommagement. Saloperie, a maugréé Redha.

Un petit quelque chose, un peu d'argent pour une violence qu'il n'avait pas subie, mais dont il espérait bien tirer profit.

Au bout de deux jours, Redha perdra patience le premier et expédiera l'oncle dehors en l'insultant.

– Pourquoi t'es pas venu avant nous signaler sa disparition, hein ? C'est maintenant que tu te réveilles ? Pourquoi t'es pas venu nous voir ! Je vais te dire pourquoi, parce que t'es comme tout le monde. T'espères que ça va changer et t'es bien content que l'armée et la police prennent des coups ! Allez, dégage vite avant que je t'accuse de complicité avec les terros.

L'oncle est resté statique, sa bouche édentée ouverte, ses grosses mains de fellah[1] en position de mendiant.

Il était à l'image de la population. Ils avaient tous peur des GIA, mais ils nous détestaient encore plus. Nous symbolisions l'ancien système FLN, les défenseurs d'un système corrompu et pourri jusqu'à la moelle !

Mais avaient-ils vraiment tort ?

Un jour, la députée féministe Khalida Messaoudi emmènera Fatima et sa compagne de calvaire à Paris afin qu'elles passent sur une chaîne française pour témoigner de son passé. Son histoire effrayera les Français, puis ils l'oublieront.

---

1. Travailleur agricole.

Les patriotes de Boufarik

La guerre s'élargissait. En plus de l'infiltration des groupes, le Centre, sur ordre de Smain Lamari, en 1995, prit la décision d'armer les civils.

Ce fut une expérience difficile pour le DRS de distribuer des armes à la population.

Comment lui faire confiance ? Dans le service, beaucoup désapprouvaient ce choix. « Et si les armes tombent entre les mains des tangos… »

C'était le risque. Mais surtout, d'autres craignaient que les villageois, un jour de colère, retournent ces mêmes armes contre l'armée.

Le contre-argument était que dans les régions rurales, les villages avaient été tellement « colonisés » par le GIA qu'il fallait les ramener vers nous par n'importe quel moyen.

Si Boufarik avait été choisie comme ville pour commencer l'expérience « patriote », c'est que pour nous tous elle était le lieu de naissance du premier groupe du GIA, la matrice des fondateurs des groupes armés, les émirs Aissa Benamar, Amhed Benamar, ou les deux frères Zouabri.

Pour commencer, le service avait contacté l'un des patriarches de cette ville. Il s'appelait Mohamed Sellami. C'était un militant communiste du PAG, le parti d'avant-garde socialiste. Il avait 40 ans. Lui et sa famille étaient très respectés dans la ville et aux alentours. Leur position vis-à-vis des GIA avait été ferme dès le début. Comme les autres, ils n'en pouvaient plus de leurs attaques.

Après l'avoir approché, le commandant Abdelhafidh s'était lié d'amitié avec lui. À force de se voir, le CTRI lui proposa

d'armer ses partisans, un petit groupe de militants communistes.

Il accepta. Dès le lendemain, sorti direct de l'armurerie du CTRI, un petit arsenal lui a été confié. Des kalachnikovs pour la plupart, mais aussi du fusil de chasse, du fusil à pompe, des anciennes carabines américaines USM1.

Je savais que le chef du CTRI Djebbar M'Henna avait eu du mal à convaincre le chef de l'armée Mohamed Lamari d'attribuer des armes aux civils.

Pour lui, c'était de la folie, et il n'avait pas voulu en entendre parler. Mais, par la force des choses, il finit par signer.

Ce sera la première fois, en Algérie, que des armes de guerre seront distribuées aux civils depuis l'indépendance.

Comme dans une partie de poker. Soit nous perdions tout, soit nous raflions la mise.

Les jours qui suivirent la première distribution furent calmes, puis une nuit, les GIA vont attaquer la zone…et se casser les dents sur des « patriotes » gonflés à bloc. L'attaque sera repoussée.

Devant ce résultat positif, Sellami a commencé à recruter des civils. D'abord dans sa famille, puis ensuite autour de lui. Pour pouvoir devenir un « patriote », les volontaires devaient être parrainés par la famille Sellami.

Les patriotes de Boufarik se firent peu à peu connaître. Le terme « patriote » avait été bien choisi. Pour les responsables du CTRI, cela encourageait les populations concernées à défendre la république.

Patrouillant autour de la ville, ils s'étaient organisés par petits groupes et surveillaient les alentours des domaines agricoles.

Ils réussiront à reprendre la main sur les villages des environsaux alentours de Boufarik en construisant un genre de PC de campagne, dans chaque hameau menacé ; puis ils abattront des terroristes en déplacement dans les vergers ou en mission de ravitaillement dans les fermes voisines.

Ainsi, nous n'avions plus besoin de faire déplacer des équipes d'identification des membres du réseau de soutien des GIA.

Surtout, ils repoussèrent plusieurs attaques des groupes islamistes sur la ville et ses alentours. À Benchaabane, à Haouch Trab, à Benhamdane, à Halouai. Tous ces villages où les tangos faisaient régner la terreur.

La venue des « patriotes » renversera le jeu. Bientôt, les terros seront obligés de quitter les alentours des villages et leur ravitaillement devient de plus en plus difficile.

Autour de Boufarik, très vite, de village en village, la nouvelle se répand. Les habitants comprennent alors qu'ils peuvent se défendre. Le CTRI va accepter d'étendre la zone de distribution peu à peu et sortir lentement les villages les plus enclavés de l'étau du GIA. Ainsi, en distribuant du matériel de communication et des munitions, l'armée n'aura plus besoin de patrouiller dans certain villages escarpés.

Les « patriotes » faisaient bien leur travail, et pendant un an, tout fonctionna parfaitement.

Ils n'avaient pas pris les armes par amour de la patrie ou de l'armée. Leur objectif était plus prosaïque : défendre leur vie et se venger.

Car après trois années de guerre, les paysans n'en pouvaient plus de donner la moitié de leur recette au GIA, marre de les nourrir avec le risque de se faire dénoncer. Les paysans travaillaient dur dans leurs vergers.

Puis une nuit, le groupe de Zouabri Antar en personne essaya de reprendre le domaine de Souidani Boudjemaa, dit Haouch le Gros. Cet endroit, c'était le lieu de naissance et de résidence de la famille Zouabri. Antar voulait faire de ce domaine « le symbole de la résistance du GIA ».

Mohamed Sellami mourut cette nuit-là, tué en plein échange de tirs. Mauvaise nouvelle pour le CTRI. Très rapidement, tout a glissé. Les « patriotes », devenus alors maîtres du terrain, n'auront plus de garde-fou. Et comme n'importe quel groupe armé, ils vont s'enfoncer dans le chaos. Comme le GIA, ils demanderont de l'argent pour la protection des

familles, puis quand ces derniers ne pourront pas ou se rebelleront, ils exigeront des fermiers une rançon, entraînant ainsi une multiplication de règlements de comptes. Ils feront leur propre justice, tueront les gens qui leur déplaisent. Le service, dès lors, ne les contrôlera plus.

Mohamed Sellami mort, ce fut son frère qui reprit le commandement : Tewfik, dit « le Rouget ». Sa haine des GIA n'avait d'égale que la nôtre. À un point près. Il n'avait pas de limite.

Un matin, le Rouget, pour venger son frère, décida que la famille de Zouabri Antar devait disparaître de la surface de l'Algérie. Avec ses hommes, ils se mirent en marche en direction de la maison appartenant à la famille Zouabri. Comble de l'ironie, toute la famille de l'émir national habitait le domaine d'Haouch le Gros, croisant chaque jour la famille Sellami et leurs « patriotes »

Pour le Rouget, les voir au quotidien, c'était déjà trop. La famille de Zouabri fut entièrement massacrée. Les « patriotes » n'épargneront personne. Seule sa mère réussira à s'échapper par la fenêtre.

Ce sera la loi de l'impunité absolue.

Le Rouget sera récupéré par le CTRI et caché quelque temps au centre, où il aura sa chambre.

Comme c'était un crime, il sera vaguement condamné, puis réinjecté dans le circuit des « patriotes » comme si de rien n'était.

Les entreprises non plus n'échapperont pas à ce système et devront payer pour pouvoir réaliser leur projet dans la région. Pour chaque contrat, une enveloppe.

À la suite des premières polémiques qui ne manqueront pas de sortir sur ces groupes supplétifs de l'armée incontrôlés, le chef de l'armée Mohamed Lamari décidera de changer le nom de « patriotes » en « groupes d'autodéfense civile » afin d'officialiser leur existence.

La *Rahma*

Nous avons un nouveau président. Il s'appelle Liamine Zeroual. C'est un général qui vient de l'armée. Le 16 novembre 1995, il a été élu à 61 %. Pour ce vote, la population s'est déplacée en masse. Record absolu en pleine guerre.

Liamine Zeroual est un modéré. Entre les éradicateurs et les réconciliateurs, il satisfait tout le monde.

À la télé, nous voyons la fête à Alger. Dans les rues, des coups de feu sont tirés dans le ciel, tandis que, klaxons bloqués, gyrophares allumés, les voitures officielles défilent dans le centre de la capitale.

Tout le monde espère qu'il mettra fin à cet état de guerre.

Le parti officiel des islamistes du cheikh Nahnah récupère 25 % des voix. Un score important, qui me fait dire que la guerre est loin d'être terminée.

Liamine Zeroual était né le 3 juillet 1941 à Batna. À 16 ans, il avait rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN). Après avoir participé à la guerre de libération entre 1957 et 1962, il partit pour Moscou, où il devint diplômé de l'École militaire de Moscou et de l'École de guerre de Paris. De retour en Algérie il exerça différentes fonctions au sein de l'Armée nationale populaire (ANP). Commandant de plusieurs écoles militaires (Batna, Cherchell), puis commandant de plusieurs régions militaires (6e, 3e et 5e Région), il devient commandant des forces terrestres en 1989, avant de démissionner en 1990.

Ambassadeur par la suite en Roumanie, il sera ministre de la Défense nationale en juillet 1993.

La *Rahma*, la miséricorde, le pardon.

C'est ce qu'a trouvé le nouveau président pour entamer une fin de guerre honorable.

Le lendemain, au bureau, on en a parlé entre nous.

Devant le café du matin, chacun est resté dubitatif.

La seule chose dont nous étions sûrs, c'est que la guerre entre les généraux allait repartir.

Le nouveau président Liamine Zeroual avait pris comme conseiller personnel l'ex-général et ancien chef des services secrets Mohamed Betchine, celui-là même qui avait mis en résidence surveillée Smain Lamari, lorsqu'il n'était que colonel.

Smain Lamari s'était vengé depuis en le renvoyant proprement, lui et le Tigre, lors de son arrivée en 1991.

Mais la haine était là, encore bien présente.

Des repentis, on n'en avait pas encore eu. Juste des prisonniers qui, une fois bien traités, étaient devenus d'« honorables repentis ».

J'avais toujours été dubitatif sur la qualité des renseignements obtenus sous la torture. Un repenti, c'était différent. Il venait de son plein gré, sans coercition.

Mais c'était là où le danger résidait.

Les informations récoltées auprès des repentis pouvaient nous emmener droit dans le mur.

L'intoxication !

Nous nous doutions bien que dans le tas, il y aurait des infiltrés qui nous balanceraient des histoires à dormir debout, juste pour nous égarer et pourrir nos sources.

Malgré notre méfiance, ordre avait été donné de les accueillir et de les écouter. Sans les torturer.

Après, ce serait à notre service de confronter les versions, d'essayer de savoir qui disait vrai.

En attendant, il fallait accélérer les défections. Plusieurs jours durant, le service d'action psychologique du CTRI s'est mis au travail pour rédiger des appels au repentir, appelant chaque combattant à quitter son maquis et à venir rejoindre le premier poste de l'armée afin qu'il bénéficie de la *Rahma*. Ce

sont les arabisants du service qui seront mis à contribution. Ils vont y mettre toute leur ardeur et, de leur plus belle plume, vont écrire des appels plein d'espoir et de paix. Il fallait au moins ça, devant la tâche qui nous attendait.

Les tracts se sont entassés par kilos dans nos bureaux.

« Jeunes Algériens, déposez vos armes et rejoignez la société. Le président vous offre une amnistie et le pardon. Si vous voulez vous rendre, contactez vos familles, vos frères et sœurs. Nous garantissons votre sécurité et celle de vos familles. Faites confiance au président et ne laissez pas passer cette occasion. »

Quelques jours plus tard, les tracts furent chargés par des hélicoptères qui décollèrent de la base aérienne de Boufarik et balancèrent nos kilos de bonnes intentions le long des chemins.

La montagne pullulait de groupes. Derrière chaque caillou, il y avait un islamiste. On s'est dit qu'avec les milliers de tracts, ils ne pouvaient pas ne pas les lire !

Les résultats ne se firent pas attendre. Moins de quatre semaines après, les premiers repentis apparurent non loin des camps retranchés de l'armée.

Les bases des bataillons appelaient chaque jour : « Venez les chercher, on en a trois. » Le lendemain, pareil : « Venez, il y en a deux avec leurs armes… »

L'opération *Rahma* commençait à porter ses fruits. Ils descendront de la montagne par centaines.

Les premiers arrivèrent. C'étaient des petits, des moyennement convaincus. Ils se rendaient en général aux unités militaires alentour. Les ordres de Smain Lamari étaient très clairs. Tout détenu arrêté en possession d'informations, qu'il soit un repenti, un blessé, une femme qui s'était enfuie, devait être transféré au CTRI.

Le dossier du GIA ne devait pas échapper au CTRI. Il était à nous et à personne d'autre.

Les familles nous servaient souvent d'intermédiaire entre nous et leur fils. Beaucoup n'acceptaient pas qu'ils soient partis se battre. Et puis il y avait les familles de convaincus. Eux, c'était pas la peine de les approcher. On savait que ça ne

donnerait rien. Ils étaient fiers que leur fils ait rejoint le maquis.

Ce que nous n'avions pas imaginé, les premiers repentis nous le raconteront. Voyant des papiers de la *Rahma* un peu partout dans les montagnes, les grands émirs du GIA avaient pris peur et avaient lancé une fatwa interne concernant tous leurs combattants.

« Tout moudjahid qui osera toucher à ces papiers sera exécuté sur-le-champ. »

L'un d'entre eux nous racontera : « Pour lire ce papier, il fallait le cacher jusqu'au plus profond de notre cul ! au fond du *kamis*. Les émirs ne nous laissaient pas les toucher. Beaucoup ont été exécutés pour s'être simplement penchés sur le bord de la route. Les émirs pensaient qu'ils allaient déserter dans la nuit. »

La haine a commencé à monter entre terroristes. Les terros voyant leurs compagnons exécutés par leurs propres émirs ont commencé à penser que leur tour risquait d'arriver un jour.

Le choix des repentis pour se rendre à l'armée pouvait prendre des aspects étonnants.

Originaire des environs de Boufarik, Toufik Boukabous était l'un d'entre eux. Très jeune, il était arrivé dans une voiture du CTRI. Pas très grand, un peu malingre, c'était le petit frère de Mohamed Boukabous, un des premiers émirs du GIA. On le sentait un peu perdu, pas à sa place.

Dans son cas, ce qui m'intéressait le plus était qu'il fasse partie du groupe de Zouabri Antar. On l'a assis, on lui a donné un Coca, et l'interrogatoire a commencé.

– Pourquoi tu as quitté le maquis ?

La tête baissée, la voix très basse, il a annoncé :

– C'est à cause de mon frère… Mon frère, il est mort…

Silence.

– Et je n'ai plus de protection…

Silence.

– Quelle protection ? ai-je demandé.

– Un jour, ils ont décidé que j'allais faire la femme. Ils ont tous voulu me baiser !

Je le regarde comme si j'avais mal entendu.

Il a relevé la tête, presque en colère.

– Lorsque mon frère était vivant, ils me respectaient, mais comme il est mort, ils ont voulu me baiser, voilà !

J'ai regardé son visage renfrogné. À quoi tenait l'engagement ! Il était là devant nous, risquait gros juste pour protéger ses fesses !

On l'a laissé boire son Coca jusqu'à la dernière bulle. Plus je le regardais, plus je sentais qu'il y avait un problème. J'ai demandé doucement :

– Et ton arme, elle est où ?

– J'en ai pas !

En général, les repentis passés entre nos mains amenaient un kalachnikov, un fusil de chasse, un canon scié ou une vieille pétoire.

Je me suis dit : « Un homme de Zouabri Antar, émir numéro un du GIA en Algérie qui vient se rendre sans armes, c'est du jamais vu. Mais lui il a l'air de trouver cela normal… »

Je me suis levé et suis sorti du bureau pour aller vers l'officier de police judiciaire.

– Comment ça, il n'a pas d'armes ? C'est impossible. Va perquisitionner son domicile ! Il arrive tout neuf, tout propre. Tout juste s'il sent pas le parfum. Où tu as vu un repenti comme ça ? Il est passé par chez lui. Si ça se trouve, il est là depuis deux trois jours…

Une heure plus tard, par radio, les hommes du SPJ me rappellent. « On est chez lui depuis un quart d'heure. On a trouvé un P.A avec deux chargeurs pleins et une grenade offensive… Qu'est-ce qu'on fait ? »

Le fameux Toufik ne savait pas qu'on avait un dossier un peu lourd sur lui.

Dans la penderie de son appartement, le SPJ avait trouvé une chemise et un carnet. Dedans, il y avait des adresses de coreligionnaires, mais surtout une liste d'assassinats auxquels il avait participé.

Ce dont il ne se doutait pas, c'est que notre travail auprès des premiers repentis comme des prisonniers, ces trois dernières

années, avait été de savoir quasi au jour le jour ce qui se passait dans le camp d'en face.

Toufik Boukabous avait tiré la mauvaise carte. Sur la foi des témoignages de plusieurs repentis, notre Boukabous avait égorgé un paquet de gens dans les environs de Blida pour pouvoir se faire accepter dans le groupe de Zouabri Antar.

On ne rentrait pas par hasard dans le groupe de Zouabri !

Khaled Tablaoui en était un autre. Il était arrivé un jour avec une barbe longue de plusieurs années, une tenue afghane tellement sale qu'on n'en voyait plus la couleur. Beige, blanche, marron ? Lui-même ne semblait pas s'être lavé depuis des lustres.

Il s'était rendu au détachement de l'armée, qui l'avait transféré immédiatement chez nous.

La première chose avait été de l'envoyer chez le coiffeur du CTRI.

En trois coups de ciseaux, sa barbe avait disparu.

Puis deux de nos hommes l'avait escorté jusqu'aux douches où en sortant, il avait revêtu une tenue militaire de chez nous.

Il ne parlait pas. Juste quelques sourires, ça et là, pour montrer qu'il coopérait.

Sa famille avait été prévenue. Nous les attendions.

« En attendant, il doit bien manger et bien dormir. Il faut qu'il soit présentable, qu'il donne une bonne image de sa détention à sa famille et à ses proches. »

Le colonel nous a fait un clin d'œil. « Comme cela, sa famille pourra raconter que tout se passe bien aux autres familles. »

Nous sommes trois à l'interroger. Assis sur sa chaise, il se tient droit.

Maintenant, il faut lui poser les bonnes questions sur les groupes qu'il connaît et qu'il a rencontrés pendant son séjour dans la montagne.

Il nous faut le potentiel armement et humain, le type de matériel.

Après une demi-heure, Tablaoui nous lâche :

– Les combattants sont en train de manger de l'herbe. Il n'y a plus de ravitaillement qui arrive. La population est en train d'arrêter de les soutenir… Le ravitaillement manque.

– Et toi, tu faisais quoi ?

– Je m'occupais de l'eau…

La chanson était la même.

C'était des repentis de la corvée d'eau, du creusage de fossés, de la cuisine ou du ménage.

À les entendre, personne n'avait tué, personne n'avait tiré… à croire que dans les GIA, tout le monde travaillait à la cuisine.

Aucun d'entre eux n'avait participé à quoi que ce soit, à se demander ce qu'ils avaient fait pendant trois ans… Une véritable armée de cuisiniers !

Une fois descendu de sa montagne, le repenti restait à la disposition de l'armée pour effectuer des reconnaissances contre ses anciens copains sur le terrain.

Nous, nous les débriefions sur ce qu'ils avaient vu, entendu. Ce qu'il en ressortait, c'était que la population en avait assez du FLN, assez de la corruption, assez de la pauvreté.

Notre homme dans les GIA

Smain Lamari était loin d'être aveugle sur les activités des GIA.

Et pour cause. Il avait un homme à l'intérieur du commandement des groupes islamiques. Comment l'avait-il retourné ? Nous ne le savions pas, mais cet homme n'était pas n'importe qui.

C'était le chef de la commission d'information du GIA, l'équivalent du ministre des Affaires étrangères.

Smain Lamari et lui se rencontraient secrètement à travers une « boîte aux lettres » mise en place par nos services.

Je connaissais son nom : Azzout Mouloud, alias El Hadj.

Je n'en saurais pas plus.

Depuis trois ans, nous avions eu le temps de comprendre l'échafaudage.

Le commandement des GIA était structuré en commissions. Il y avait des commissions pour tout. La commission des officiers de la charia, qui se réunissaient dans la montagne afin de décider qui serait poursuivi par une fatwa, la commission pour l'armement, la commission pour le recrutement, et ainsi de suite.

Grâce à cet homme, le service commencera à avoir un petit temps d'avance sur le GIA.

Mais les GIA n'étaient pas les seuls groupes à l'époque sur le terrain. Il y avait aussi l'AIS (l'Armée islamique du salut), le FIDA (Front islamique pour le djihad armé), El Hijra Wa Takfir (la Ligue pour le dawa et le djihad). On aurait pu se croire en Palestine avec tous ces groupes qui voulaient contrôler l'Algérie.

La guerre des émirs

Cette multiplication de groupes, dangereuse au début, va devenir une chance pour le service.

Smain Lamari le comprendra très vite. Le retournement de plusieurs émirs, c'était bien, mais pas suffisant. Smain Lamari voulait aller plus loin.

C'est ce que nous comprendrons lorsqu'il prendra contact avec les émirs de l'AIS.

L'AIS, c'était près de 15 000 bonhommes sur tout le pays. Bras armé du FIS, ils s'étaient fait dépasser très rapidement par un groupe concurrent qui était les GIA.

Ces derniers reprochaient à l'AIS d'être trop molle, trop peu radicale, pas assez violente.

L'AIS refusait les attentats contre les civils, les massacres.

Au fil des mois, les deux groupes étaient devenus des ennemis mortels.

Pour contrer les GIA, Smain Lamari prendra contact avec l'AIS dès 1997. Son idée était simple mais efficace. Encourager la guerre des groupes, attiser les haines entre les deux protagonistes sur le terrain et choisir l'un d'entre eux pour détruire l'autre.

GIA contre AIS. Il fallait qu'ils s'entretuent dans les maquis, tandis que nous, nous compterions les points.

Un jour, le commandant Allouache m'a appelé.

– Tigha, tu pars avec nous. On va à Sidi Moussa.

– Pourquoi ?

– On doit rencontrer des émirs de l'AIS. La réunion doit avoir lieu dans une caserne des fusiliers de l'air de Sidi Moussa. Les émissaires sont au nombre de trois.

La caserne était ce qu'on appelait un poste avancé, regroupant le bataillon de fusiliers de l'air. Tout y avait été planifié à l'avance. C'était le colonel Chentouf El Habib qui avait pris l'initiative sur ordre de Smain Lamari d'organiser cette rencontre. Dehors, dans une voiture, des hommes du CTRI s'étaient postés pour filmer les émirs en train d'entrer dans la caserne. S'ils avaient des velléités de changer d'avis, le CTRI les tenaient par les couilles avec la vidéo.

On l'aurait diffusée immédiatement s'ils n'avaient pas marché droit.

Dans la caserne, les émirs étaient déjà là. Je m'attendais à des caricatures de moudjahidine, mais non ! Ils étaient habillés en jeans avec une veste en cuir comme un quidam lambda.

Le plus important était Belkacemi Ahmed alias « Yahia Guermouh ». C'était le numéro deux de l'AIS de la région centre. Il avait été envoyé par son chef direct, le numéro un de l'AIS du centre, Kertali Mustapha.

Le colonel Chentouf s'était installé dans un gros fauteuil en cuir, tandis qu'eux étaient restés sur des chaises en buvant à petite gorgée le thé brûlant disposé sur la table.

La discussion a commencé. Le colonel leur posait les questions, tandis que je notais sur mon carnet les réponses des émirs. Notre chance, c'était que des dizaines et des dizaines d'anciens moudjahidine du GIA avaient rejoint les rangs de l'AIS, emportant avec eux de précieuses informations. L'AIS n'avait plus qu'à les débriefer pour nous faire partager la récolte. Ce que nous étions en train de faire.

Sur la carte militaire, l'émir expliquait au colonel les sentiers pris par les Katiba du GIA, leurs refuges, les passages obligés, et là ou on pourrait les « taper ».

Je suivais le doigt de l'émir sur les contours montagneux dessinés sur la carte. Ça représentait des kilomètres et des kilomètres de marche dans une montagne hostile en altitude.

Les Katiba, tout le monde voulait les anéantir. Il y en avait plusieurs. Véritables compagnies armées, elles se déplaçaient rapidement, d'un bout à l'autre de leur région, fondant sur leur cible quand on s'y attendait le moins.

Autour d'Alger, c'était la Katiba Chouahada, la « Compagnie des martyrs », qui faisait la loi.

Entre Baraki, Sidi Moussa et Bougara, là, c'était le fief de la Katiba el Maout, la « Katiba de la mort ».

Il y avait aussi sur le littoral la Katiba Bahr, la « Katiba du littoral ».

Mais la plus importante, la plus armée, la plus mortelle, restait la Katiba el Khadra, la « Phalange verte ». C'était la Katiba du commandement du GIA chargée de sa protection. Il y avait là les meilleurs moudjahidine, et les mieux armés.

Le but de guerre de Smain Lamari était là. Réduire à néant la Katiba du commandement. Le problème, c'est qu'elles bougeaient tout le temps, parcouraient les montagnes pour encourager les autres Katiba à plus d'actions et plus de courage pour défaire ce gouvernement « impie », comme ils nous appelaient.

C'était eux qui décidaient des actions à l'étranger, en France, en Belgique ou ailleurs.

C'était eux qui avaient donné l'ordre du détournement de l'Airbus.

C'était la colonne de la mort. Impitoyables, ils étaient la tête du GIA, la tête du serpent. Et Smain Lamari rêvait de couper cette tête fourchue une bonne fois.

Malgré tous les contacts créés pour améliorer notre coopération, nous ne faisions pas confiance aux gens de l'AIS.

C'était les moins dangereux, mais c'était quand même des islamos !

Ils avaient égorgé nos soldats il y a peu. On n'allait pas les embrasser sur la bouche !

Des rencontres comme celle-ci, il y en aura plusieurs.

Mais nous avions un problème, et il était de taille. Le deal passé entre Smain Lamari et l'AIS n'était pas officiel. L'armée n'était pas au courant, ni les députés ni le Parlement à Alger.

Sur le terrain, l'armée continuait à combattre les moudjahidine de l'AIS, pendant que nous, on les recevait en cachette au CTRI, à l'infirmerie, pour les soigner.

C'est de là que datera la mésentente entre Mohamed Lamari, patron de l'armée, et Smain Lamari.

Mohamed Lamari était un « éradicateur » qui ne connaissait qu'une méthode : envoyer les soldats et tuer tous les islamistes.

Smain, lui, avait compris qu'en jouant finement on pourrait gagner à moindres frais.

Nous irons plus loin. Dès 1997, sur la foi des informations données par l'AIS, le CTRI, en accord avec l'armée, montera des embuscades conjointes avec les djihadistes de l'Armée islamique contre les GIA.

« Laissez-les s'entretuer ! Nous, on compte les points. » C'était la stratégie de Smaïn Lamari, et elle marchait.

Les gens de l'AIS n'avaient pas nos réticences. Ils croyaient en nous. Et le répétaient à chaque rencontre. « Nous voulons revenir à la vie civile. Nous voulons un dédommagement pour nos victimes, nous voulons réintégrer nos moudjahidine dans la société avec des emplois, et puis nous voulons continuer à lutter mais en faisant de la politique. »

Smain Lamari avait dit « oui » à tout. Sauf que c'était une promesse de services secrets. Qui n'engageait que celui qui la recevait…

Aussi, l'opération *Rahma* nous avait appris une nouvelle importante. Une guerre de chefs était en train de se dérouler entre émirs du GIA. C'était un peu à qui serait calife à la place du calife, version armée [1].

1. À la tête du GIA, il y avait déjà eu Zouabri Ali et Layada Abdelhak. Zouabri mort, il fut remplacé par Benamar Aissa, qui lui aussi venait de Boufarik. Après, il y eut Gousmi Cherif, Zitouni Djamel. Enfin, en 1997, ce fut Zouabri Antar, le frère de Zouabri Ali.

Les moines de Tibhirine

Le CTRI tourne à plein régime. Les manipulations battent leur plein. Avec la *Rahma* et l'arrivée des repentis, le cours de la guerre commence à tourner. Dans le pays, tout le monde a choisi son camp. La montagne n'est plus neutre. Sauf un monastère. Le monastère de Tibhirine.

Les moines franciscains de Tibhirine ont toujours refusé de quitter leur monastère. Depuis des mois, cela met en fureur le grand chef. Smain Lamari ira jusqu'à contacter le wali de Médéa pour qu'il leur intime l'ordre de quitter la zone.

Ce qui dérangeait le CTRI n'était pas qu'ils restent là-haut, mais qu'ils soignent les blessés des groupes terroristes, qu'ils donnent asile et qu'ils offrent l'hospitalité.

Ça, le service avait du mal à le digérer.

À nos yeux, c'est une aide, une assistance à un groupe armé.

Mais pour les moines, c'est le travail de Dieu.

L'autre raison, c'est surtout que le CTRI les soupçonnent de travailler pour la France, de donner des renseignements sur les mouvements de l'armée algérienne dans sa traque des GIA dans les montagnes.

Il est difficile de ne pas le penser, vu les relations qu'ils entretiennent avec tout le monde.

Pour moi, je sens bien qu'un jour le CTRI va employer la manière forte pour se débarrasser d'eux.

Un jour de la fin du mois de mars, le 24, j'entraperçois un émir du GIA passer dans les couloirs. C'était Azzout Mouloud, l'homme de Smain Lamari, planté au cœur du GIA, l'homme des « relations internationales » des groupes armés.

Personne ne l'avait jamais vu au CTRI. Nous savions qui il était à travers les rapports qui circulaient sur lui, et qu'il était la « taupe » de Smain Lamari. Normalement, les contacts avec le grand chef s'effectuaient dans un appartement du centre-ville de Blida.

À la permanence, personne ne comprend vraiment ce qui se passe, mais personne ne pose de questions. Je me suis juste dit en retournant au bureau : « Tiens, il doit y avoir quelque chose qui se prépare. »

Le lendemain matin, Smain Lamari est arrivé en personne dans sa Lancia blindée.

C'était rare qu'il se déplace jusqu'au CTRI de Blida.

J'ai regardé le planning. J'étais de permanence pour toute la nuit. Je finissais à 8 heures du matin. J'ai préparé le registre de la permanence, qui devra être signé par l'officier de permanence, en pensant à une opération d'arrestation de routine pour cette nuit, car le CTRI avait l'habitude de monter des opérations la nuit. Mais la présence de Smain Lamari, venu d'Alger, disait autre chose.

Je n'avais pas vu sortir Azzout Mouloud. J'apprendrai plus tard qu'il avait passé la nuit au sein même du CTRI.

Redha est rentré dans la permanence

– Alerte premier degré, Tigha !

Ça voulait dire que personne ne pouvait quitter son poste et que les gardes et les sentinelles étaient remplacés par des sous-officiers.

Normalement, je n'avais pas à lui poser cette question, mais ça me démangeait

– Qu'est-ce qui se passe ? Le grand chef était dans vos bureaux ?

– Il y a une mission à Médéa, cette nuit.

Dehors, la nuit est tombée. Je fume doucement une cigarette en regardant par la vitre de la salle de permanence. Ça s'agite dehors. Je vois plusieurs agents du SPJ qui préparent deux fourgons Peugeot J-5, ainsi qu'un taxi banalisé de couleur jaune dont le CTRI se sert pour effectuer les filatures.

Un quart d'heure plus tard, les trois véhicules sortent ensemble en prenant la route de Médéa.

Vers les 3 ou 4 heures du matin, les véhicules sont revenus. J'ai appelé un soldat pour leur demander d'ouvrir la barrière.

Les deux J-5 sont rentrés, suivis du taxi.

Une heure plus tard, j'ai revu Redha.

– Alors cette opération, vous avez ramené combien de tangos ?

J'ai bien vu que Redha était gêné.

– Rien, rien… Il ne s'est rien passé.

À force d'insister, il m'a lâché l'info.

– Tu te rappelles le dossier des chrétiens français ?

J'ai acquiescé.

– Oui, ceux de la montagne, à Médéa ?

Il a fait un signe de tête pour désigner la cour.

– Ils sont là. Arrivés direct de la montagne, cette nuit ! N'en parle pas. Rien du tout. Ils doivent repartir tout à l'heure.

Toujours intrigué, j'ai demandé :

– Qui a ordonné leur arrestation ?

– Ce n'est pas une arrestation. Je t'expliquerai plus tard. Peut-être ce soir à la cité.

De retour chez moi, j'ai dormi. En fin d'après-midi, le lendemain, après ma permanence, j'ai retrouvé Redha en bas de l'immeuble. Assis sur une chaise, il prenait le frais.

La discussion est revenue sur l'arrivée des moines au CTRI.

– Tu te souviens de Mouloud Azzout, l'émir, celui qui est devenu l'agent de Smain Lamari ? C'est lui qui a tout préparé.

J'ai mieux compris pourquoi je l'avais vu au sein du CTRI les jours précédents.

– Azzout doit emmener les moines au maquis avant ce soir.

– Pourquoi ?

– Les moines ne savent pas qu'ils sont au CTRI. C'est Mouloud Azzout et lui seul qui les a interrogés. Il leur fait croire qu'ils sont entre les mains d'un groupe de tangos. Les moines pensent qu'il sont dans le refuge d'un groupe armé.

Je ne comprenais toujours pas. J'ai reposé la question ;

– Mais pourquoi les avoir amenés au CTRI ?

– Le DRS et Smain Lamari veulent les forcer à quitter la zone, il veut leur faire peur. On les relâchera dans deux jours, libérés par les gens du CTRI. Ça décrédibilisera les GIA, et puis ça obligera la France à faire plus attention à nous…

Le lendemain, je suis reparti au CTRI. Sur le chemin, j'ai repensé aux moines et à la manipulation qu'il avait fallu pour leur faire quitter la zone.

En arrivant au bureau, j'imaginais que tout le monde était au courant, que c'était le sujet de discussion numéro un de la matinée, mais non. À mon grand étonnement, personne dans le bureau des investigations ne semblait avoir entendu quoi que ce soit sur l'affaire en cours. Comme si rien ne s'était passé.

J'ai demandé au lieutenant Mourad :

– Tu es au courant de l'opération de la nuit dernière menée par le SPJ ?

– Non, pourquoi ? Quelle opération ?

J'ai hoché la tête en faisant la moue.

– Rien, rien c'était juste une question.



Sept jours plus tard, dans les couloirs du CTRI, les rumeurs se sont mises à circuler. Tout le monde ne parlait que de ça. Nous, au bureau des investigations, nous avions reçu une note d'une extrême urgence. « Il vous est demandé d'accentuer vos efforts pour l'identification et la localisation d'un membre de soutien du groupe du GIA de la zone 2 dirigé par l'émir Besiou Hocine alias Abou Mossab de Bougara. Le groupe est impliqué dans un enlèvement de citoyens français. L'urgence est signalée. »

J'ai demandé à Redha :

– On vient de recevoir une note nous demandant de retrouver des citoyens français qui auraient été enlevés sur la zone. C'est les mêmes ?

Redha a soupiré et m'a confirmé d'un hochement de tête.

– C'est les mêmes que ceux de la semaine dernière.

À contrecœur, bribes par bribes, il m'a raconté l'histoire :

« Le soir où tu les as vus, les moines ont été transférés vers la montagne de Bougara par Mouloud Azzout. Là, ils seraient tombés sur le groupe de Bougara, qui les aurait récupérés par la force. »

Deux jours plus tard, Mouloud Azzout viendra s'expliquer au CTRI sur les circonstances de l'acheminement des moines et de leur enlèvement. Il confirmera que la guerre à mort qui était en train de se dérouler entre les différents émirs du GIA pour le contrôle de l'émirat national avait fait capoter toute l'histoire. Une guerre des chefs dont les moines vont faire les frais.

Il expliquera qu'après avoir interrogé les moines, ils étaient partis vers les hauteurs de Blida afin de rejoindre le fief de Djamel Zitouni au lieu-dit de Tala Acha. C'était là-haut que tout avait dérapé.

Abou Mossab, un émir du GIA, avait décidé de s'emparer des moines. De son vrai nom Hocine Besiou, il était l'émir de Bougara. Lui, le CTRI ne le contrôlait pas du tout.

Là, je me suis dit que c'était la merde. Cet émir, je le connaissais bien grâce aux dossiers et aux témoignages des repentis. C'était un sanguinaire. Nous n'avions pas beaucoup de renseignements sur lui. Même à Bougara, c'était très difficile de trouver un relais vecteur qui aurait pu nous conduire vers le groupe armé.

Le soir, les chaînes françaises ne parlaient que de cela. L'enlèvement des moines avec un nom qui revenait systématiquement : Djamel Zitouni, l'émir sanglant du GIA. Moi, je comprenais que si les moines n'étaient pas retrouvés rapidement, la manipulation du CTRI et de Smain Lamari tournerait au fiasco.

Azzout Mouloud restera deux semaines au CTRI afin d'essayer de sauver sa tête. Un jour, il disparaîtra sans laisser de trace.

Avant, il ordonnera à Djamel Zitouni et à son groupe de rejoindre Bougara pour récupérer les moines. Au sein du CTRI, la rumeur dira que Djamel Zitouni, qui était en route

pour tenter de récupérer les moines, tombera dans une embuscade montée par l'AIS et sera tué… Et que l'information de cette embuscade aura été donnée par le DRS aux moudjahdine de l'AIS.

Mais ça c'était ce qu'on racontait… Quelque part, ça arrangeait tout le monde que les deux protagonistes impliquant le DRS disparaissent.

Pendant tout le mois d'avril, Paris fera des pieds et des mains pour essayer de lancer des négociations en direct avec les GIA. L'initiative déplaira fortement à Alger, qui fera tout capoter.

Deux mois après leur enlèvement, le 21 mai, un communiqué des GIA annoncera la mort des sept moines.

« Le président français et son ministre des Affaires étrangères ont déclaré qu'ils ne négocieraient pas avec les GIA. Tranchant ainsi le fil du dialogue, nous avons de notre côté tranché la gorge des sept moines. »

Le 30 mai, les têtes des moines seront retrouvées dans des sacs plastiques accrochés à des arbres ainsi que sur le bord de la route à la sortie de Médéa.

Le GIA, quant à lui, attendra deux mois encore pour annoncer la mort de Djamel Zitouni.

La machine à broyer

En 1996, les premières demandes de renseignements sur les disparus arrivent sur mon bureau.

Le CTRI est devenu une immense machine à manipuler de l'humain, à broyer du civil, et de l'islamiste.

Tout y passe. Chaque nuit, des groupes d'hommes, yeux bandés, mains liées, entrent au SPJ pour en ressortir dans le coffre d'une camionnette, direction les vergers de Maramane.

Les dossiers qui arrivent sur le bureau viennent du comité des droits de l'homme des Nations unies, à Genève. À travers leur demande, je découvre l'ampleur des disparitions sur le territoire, sauf que tous n'étaient pas des disparus. Et nous le savions.

Lorsqu'un jeune partait dans le maquis, ses parents parfois ne le savaient pas. Aussi, ils se rendaient au commissariat de leur quartier pour faire une main courante et une demande de recherche. Il y en aura des milliers. La plupart du temps, les parents étaient persuadés que leur enfant était tombé entre nos mains et qu'il croupissait dans une cellule.

Les familles étaient de mauvaise foi. Pour cacher l'engagement de leur fils au sein d'un groupe armé, elles se rendaient dans un commissariat en hurlant que leur fils avait « disparu ». Le mot était lancé. Cela les protégeait avant que tout le quartier ne se pose des questions.

Les familles savaient très bien où il était parti. La preuve, lors des fouilles d'appartement, il n'y avait plus une photo du prétendu disparu. C'est là qu'on savait qu'il était parti à la montagne.

Et puis il y avait les vrais disparus. Le dossier sur lequel Genève demandait des renseignements en était un. Il concernait le cas de deux professeurs de l'université de Blida.

L'un s'appelait Rosli Mohamed et l'autre Boulares Mohamed.

En tant que frère du chef de la police de Blida, j'avais accès au service du fichier. J'ai contacté la police judiciaire, qui a farfouillé dans ses dossiers et m'a appelé.

– Tes deux professeurs ont été arrêtés par les services de la police judiciaire alors qu'ils étaient dans leur classe. Ils sont actuellement détenus dans la prison, m'expliquera Redha.

Une heure plus tard, Redha m'a rappelé. Il avait du nouveau.

– Bon, en fait, tes deux professeurs ont bien été arrêtés, mais ils ont été détenus tous les deux dans la même cellule, avant d'être torturés pour avoir apporté leur soutien à un réseau de logistique du GIA. Après leur interrogatoire, les gars du SPJ les ont exécutés et leurs corps ont été balancés dans un verger d'orangers du douar de Maramane.

J'ai remercié et raccroché pour commencer à écrire mon rapport. Je n'ai rien caché. J'ai détaillé les circonstances de leur arrestation. Puis, une fois mon exposé terminé, je l'ai envoyé au chef du service des enquêtes, qui l'a lui même transmis au chef du CTRI Djabber M'Henna… qui m'a convoqué dans l'heure.

Le colonel était dans son bureau. Sa colère m'a explosé à la figure.

– Tigha, que cela soit clair ! Nous, on n'arrête personne, entendu ? C'est la gendarmerie, les policiers ou l'armée, mais nous, jamais ! Quand une requête comme celle-ci arrive sur ton bureau, tu la renvoies en disant : « En réponse au dossier untel, après enquêtes, les recherches sont restées infructueuses… Veuillez agréez, monsieur… patati patata… »

Sa bouche détacha les mots comme s'il parlait à un débile.

– « Recherches infructueuses ». Toujours !… et jamais qu'ils sont passés par chez nous ! Jamais !

Je me suis raidi.

Je comprenais surtout que le CTRI ne devait en aucun cas être impliqué en quoi que ce soit touchant à la torture ou aux disparitions.

Une saison de massacres

Le mois d'août avait été chaud. Dans le local de la permanence, le ventilateur tournait en ronronnant sans interruption. Devant moi, les trois radios des armes en service, gendarmerie, armée et police grésillaient doucement.

Un premier appel est tombé. C'était la gendarmerie : « Fadh 5 à Fadh 18… Appel à toutes les unités… Regroupement de force au niveau du village de Raïs… »

Puis des appels d'urgence se sont mis à être diffusés sans interruption sur les différents canaux. Ça gueulait fort, comme s'il y avait eu un tremblement de terre.

Nous étions douze pour la permanence, et chacun s'est mis à tout noter avant de répondre. Les messages émanaient de la gendarmerie et de la protection civile.

Très vite, toutes les fréquences de la police, de l'armée et de la gendarmerie allaient être saturées.

Je me suis retourné vers Idriss, l'officier de permanence.

– Il se passe quelque chose. J'appelle le colonel ?

Idriss a acquiescé et j'ai pris le téléphone.

Il allait détester. Il était 4 heures du matin et le colonel devait dormir comme un bébé dans son appartement d'Alger. Le téléphone a sonné longtemps. Puis je lui ai exposé rapidement la situation. Au son de sa voix, j'ai bien senti qu'il faisait la gueule.

J'ai raccroché. Une demi-heure plus tard, le colonel Djebbar M'Henna a fait son entrée dans le poste de permanence. Pas rasé, habillé à la va-vite, les yeux bouffis. Tout le monde a bien vu qu'il était d'une humeur de merde.

Je lui ai tendu les premiers comptes rendus.

– Les premiers messages parlent d'un massacre de civils dans le village de Raïs. Les barbus seraient descendus et auraient tué de minuit jusqu'à 4 heures du matin.

– Qu'ils aillent se faire foutre. Laissez ces chiens se faire massacrer !

On a un peu tiqué, mais on comprenait ce qu'il voulait dire. Le village de Raïs était en pleine zone GIA, acquis totalement à la cause des islamistes. On n'allait pas pleurer parce qu'ils s'étaient fait massacrer.

Était-ce les années passées, une trop longue fréquentation du CTRI ? En l'apprenant, je n'ai pas été surpris. Le CTRI savait qu'il y allait avoir un massacre. Nos véhicules qui circulaient autour des zones dangereuses avaient capté des appels de groupes armés à groupes armés. C'était des camions goniométriques comme ceux que les Allemands avaient utilisés en France pendant l'occupation pour traquer les résistants.

Les retranscriptions montraient qu'il n'y avait pas qu'un groupe, mais plusieurs. Les écoutes révèleront qu'un émir avait rassemblé plusieurs groupes pour fondre sur un village dans la nuit, mais n'avait pas mentionné le nom du village ou peut-être de manière codée.

Le colonel avait pris les rapports et s'était enfermé dans son bureau. Dans les couloirs, tout le monde s'agitait. Une demi-heure plus tard, Redha est entré dans mon bureau.

– On file sur Raïs …

À 5 h 30, on a pris les armes, des kalachs, et on est partis.

Nous sommes quatre-vingts répartis entre les voitures banalisées et les 4x4. Dehors, le temps était mouillé. Le jour ne s'était pas encore levé et le ciel avait cette couleur sale que la pluie fine n'arrivait pas à nettoyer.

Raïs était à peine à 10 kilomètres du CTRI de Blida.

À cause des explosifs improvisés, le GIS ouvrait la route tandis qu'on roulait au pas. Le GIA avait transformé dès le début de la guerre les bouteilles de gaz ou d'oxygène en bombes terriblement meurtrières. Tels des petits poucets, avant chaque attaque, ils en parsemaient les routes environnantes, prêtes à exploser au passage de l'armée.

10 kilomètres plus loin, le village est apparu. L'armée était déjà sur place avec leurs « Fadh »[1], qui éclairaient de leurs phares la rue principale du village, ainsi que les alentours.

Il y avait déjà beaucoup de monde lorsqu'on a claqué les portières. Le soleil ne s'était pas encore levé. Tout en marchant dans la boue, nous avons découvert la rue principale grouillante de monde. Armée, protection civile, gendarmes. Tout le monde était là, piétinant sous la pluie fine.

Le colonel Djebber M'Henna s'est approché d'un officier de gendarmerie et a entamé la conversation.

Autour, les survivants se cognaient à nous ou restaient là, hébétés, pendant que la protection civile tentait de les réconforter.

Et puis on les a vus. Il y en avait partout. Les corps étendus par terre montraient la violence.

Têtes fracassées à la hache, égorgements. Certains fuyards avaient été tués par balles puis aspergés d'essence et brûlés. Les premiers témoignages parlaient d'une centaine d'assaillants, des barbus appartenant à la « Phalange de la mort, » la Katiba el Maout. Ils auraient surgi au moment où les villageois étaient plongés dans le sommeil. D'autres s'étaient rassemblés dans une même maison à l'occasion d'une fête. Les barbus avaient surgi dans la fête et égorgé tout le monde, sauf les femmes qu'ils avaient décidé d'emmener avec eux comme *sabiyas*. Ils avaient saisi avec eux des jeunes filles et des jeunes mariées, et aussi des moutons et des vaches. Ceux qui n'avaient pas de kalach étaient armés de haches et de couteaux.

Les victimes avaient crié « au secours », mais personne n'était allé vers eux.

Dans certaines maisons, les corps n'avaient pas encore été sortis, et la plupart gisaient dans leur dernière position. Mort en courant, mort en essayant de sortir par la porte, mort en essayant de passer par la fenêtre. À la hache, à la pelle, à la pioche. La plupart avaient été égorgés. Femmes, enfants, vieux, ils y étaient tous passés.

---

1. Fadh : Petit tank saoudien.

Le massacre avait commencé vers 23 heures et n'avait cessé que vers 2 heures du matin. Durant trois heures, les barbus s'étaient livrés à des exactions comme je n'en avais jamais vues auparavant. Les forces de l'ordre étaient arrivées sur les lieux à 3 h 30.

Raïs restera pour moi le plus violent carnage perpétré en cinq ans de violence.

Le bilan officiel donnera 98 morts et 120 blessés. Les sources policières, elles, parleront de 250 morts et 100 blessés. Quant à la protection civile, elle annoncera, elle, 292 morts et 327 blessés. Nous, nous en compterons 600.

Il était clair qu'un groupe seul n'avait pas eu le temps de faire le massacre.

Nous sommes restés toute la matinée sur place. L'odeur de sang froid, un peu fade, emplissait l'atmosphère, recouverte par les odeurs de terre que le soleil commençait à réchauffer.

À 12 heures, Redha est venu me voir pour fumer une cigarette.

– Le colonel veut qu'on revienne apporter des armes aux survivants.

– Quand ?

– Aujourd'hui même, ça urge ! Ils sont chauds.

Les survivants avaient hurlé la même phrase toute la matinée : « Donnez-nous des armes pour nous défendre ! »

Pour le service, Raïs venait de devenir un village « libéré ». Il avait fallu ce massacre, car le service n'aurait jamais donné des armes à des villages qui, depuis des années, étaient acquis à la cause du GIA.

Ce que nous n'avions pas oublié, c'est que les mêmes personnes qui hurlaient leur haine des GIA étaient les mêmes qui les avaient ravitaillés, hébergés et renseignés sur les déplacements de l'armée.

Le jour même, nous ferons un aller-retour Raïs-CTRI pour revenir distribuer des armes, des carabines USM1, des jumelles de nuit et des kalachnikovs.

Les villages « retournés » deviendront la deuxième force de frappe du service. La peur avait changé de côté.

Le problème, c'est que les massacres ont continué.

Dans la nuit du vendredi 5 au samedi 6 septembre 1997, la même terreur s'abattra dans le quartier de Sidi Youssef, à Beni Messous, dans la banlieue d'Alger. Il y aura 64 morts en tout. On en retrouvera 15, égorgés dans le bois attenant au village. Les tueurs étaient arrivés vers 21 heures et avaient massacré deux heures durant. Les survivants parleront d'une quarantaine d'individus qui « avaient surgi du bois situé à proximité du village, en tenue sombre comme celle des policiers ».

Les tueurs s'étaient présentés comme des agents des forces de sécurité, et comme à Raïs, le groupe armé savait qui était qui. Ils avaient attaqué le village en commençant par la famille Ben Maatoug. Ils leur avaient ordonné de se mettre ventre à terre avant de s'acharner sur eux, avec des couteaux et des haches. Ils n'avaient épargné ni les femmes, ni les enfants, ni même les bébés. Une famille entière. Père, mère, avec leurs cinq enfants, seront massacrés dans leur sommeil.

Le 11 septembre, un autre massacre se déroulera à Guelb el Kébir, près de Médéa. 38 morts, dont 10 enfants et 20 femmes.

Et puis il y aura Bentahla.

Hameau situé entre la banlieue populaire de Baraki, à l'est d'Alger, et la ville de Sidi Moussa, la mort s'abattra dans la nuit du lundi 22 au mardi 23 septembre. 85 morts et 67 blessés, selon les forces de sécurité. 200 morts au moins, selon les témoins. Cinq femmes, dont un médecin, seront enlevées.

Les assaillants avaient surgi vers 23 h 30, massacrant durant deux heures tout ce qui bougeait. Sauf que là, une véritable bataille s'était déroulée, opposant les habitants du village, soutenus par les « patriotes » armés, aux assaillants.

L'armée se déplacera mollement et n'arrivera sur les lieux que vers minuit. La bataille prendra fin vers 3 h 30.

Selon les témoignages recueillis par les journalistes sur place, les assaillants étaient au moins une cinquantaine, scindés en deux groupes. Ils avaient de longues barbes et portaient une tenue afghane surmontée d'un gilet reporter. Un autre témoin reconnaîtra parmi eux trois natifs du quartier. Des femmes et des enfants accompagnaient les agresseurs, tandis que ceux qui

servaient de guides étaient « encagoulés ». Les assaillants avaient commencé par mettre le feu à l'usine de plastique, puis avaient attaqué deux barrages des forces de sécurité à l'entrée du village. Ils avaient miné les accès au village, coupé les lignes téléphoniques et l'électricité, incendié les maisons en y jetant des grenades et des cocktails Molotov. Les terroristes avaient des listes avec des noms de familles entières ou des personnes bien précises.

La première alerte parviendra au commandement de l'armée vers 0 h 15, et la première unité mobile arrivera sur les lieux un quart d'heure plus tard. L'armée accrochera violemment une partie du commando, tandis que l'autre partie s'attaquera aux villageois.

Des gendarmes avaient sauté sur des mines et deux terroristes avaient été tués.

Ces massacres successifs m'avaient secoué. Un Grand-Guignol sanglant, voilà ce qu'étaient devenues nos vies. Et j'avais de plus en plus de mal à le supporter.

J'avais appris par hasard qu'un « massacreur » avait été arrêté par nos services. Il était le seul témoin vivant de ce qui s'était déroulé.

J'avais hâte de me trouver en face de lui. De voir de près un « égorgeur ». De le regarder dans les yeux.

Dans les bureaux du SPJ, Messaoud était de garde.

Je lui ai demandé :

– Je voudrais voir le tango qui a participé au massacre de Raïs.

– Pas de problème, mais pas longtemps…

J'ai marché dans le couloir de la détention où un garde a fait sortir le prisonnier de sa cellule.

Il s'appelait Mohamed Ghomari. C'était un tango de la Katibat el Maout.

Les gendarmes l'avait arrêté dans une embuscade de nuit dans les vergers de Sidi Moussa. Il avait été reconnu par des survivants et s'était mollement défendu. Le type était mince avec un grand nez. Il avait des yeux rouges. Même enchaîné il faisait peur.

Je l'ai regardé droit dans les yeux.

– Qu'est-ce que tu as fait à Raïs ?

La tête baissée, il a parlé dans son menton.

– Je n'ai égorgé personne.

– Si tu es ici, c'est que tu as fait quelque chose, on le sait.

La tête toujours baissée, je sentais que ça déménageait dans son cerveau.

– Je n'avais pas de couteau… parce que… L'émir… il m'avait confié une hache !

J'ai encaissé le coup.

– Et tu en as fait quoi, de ta hache ? T'as pas été couper du bois avec ?

Là, il a relevé sa tête et a répondu sans hésitation.

– Ah non ! Pas du bois. J'en ai achevé au moins une dizaine.

Il en parlait comme d'un travail.

La colère m'est montée d'un coup. J'ai hurlé :

– Mais pourquoi des innocents, des civils, pourquoi ?

– Ils n'étaient pas innocents ! Les muftis du GIA les ont condamnés à mourir parce qu'ils ont arrêté de nous aider. C'est des *Khawaridjs.* Nous, on exécute ce que disent les muftis.

– Mais c'était des musulmans, non ? Des innocents ?

Il a baissé la tête sans répondre.

– Ils n'étaient pas innocents. Plus personne n'est innocent…

La phrase m'a frappé en pleine face. Cette phrase, je l'avais tellement entendue de par chez nous. « Plus personne n'est innocent dans ce pays… » Je me suis levé et j'ai quitté la détention.

Le pire, c'est que notre « égorgeur » sauvera sa tête grâce à l'intervention… d'une journaliste.

Le DRS autorisera un entretien avec l'homme à une journaliste espagnole.

Une fois interviewé, le CTRI ne pouvait plus l'exécuter. Vu que la journaliste l'avait vu vivant en détention.

Et puis, au cas où la journaliste redemanderait de ces nouvelles… On pouvait quand même pas lui dire qu'il avait glissé sur une pierre…

Sauvé de justesse, on le mettra à contribution, puisqu'il nous donnera des indications lors des opérations de ratissage sur les refuges du GIA. Il sera présenté devant la justice et emprisonné.

PARTIE II

DE LA TERRE PLEIN LA BOUCHE…

Corruption

Mes cauchemars avaient repris. Mais en pire. Ils s'étaient accentués.

Les morts de Raïs, de Bentahla ou de Beni Messous me hantaient.

Il n'y avait pas que les rêves. Il y avait aussi l'odeur et ce goût de terre qui me restait le matin au fond de la gorge.

Mes cauchemars étaient les mêmes : j'étais enterré vivant ou assis à mon bureau. De la terre sortait de ma bouche… Sans que je puisse l'arrêter…

Je ferai ce rêve plusieurs fois le même mois.

J'avais peur de dormir. Fouzia ne comprenait pas. Elle se doutait de quelque chose, mais ne savait pas quoi.

La nuit devait passer vite ; alors pour qu'elle passe encore plus vite, je me suis remis à boire : whisky et bière. Effet salutaire.

Je ne voulais plus me réveiller en sursaut sans pouvoir me rendormir après.

Alors je me levai pour aller sur le balcon. Sous la lumière de la lune, je pouvais apercevoir les vergers de Maramane s'étendre sous mes yeux.

Mais là aussi, la mort rôdait. Ces derniers mois, plusieurs tombes indiquées par des « repentis » nous avaient fait découvrir l'autre nature des vergers. En fouillant au bulldozer, l'un des conducteurs avait même ironisé en disant que, vu l'engrais, les fruits seraient meilleurs cette année…

La vie ici était devenue comme un long voyage dans les ténèbres et était en train de nous recouvrir lentement sans que nous puissions rien faire.

Les problèmes de conscience commençaient à se révéler au grand jour, or on ne nous avait pas donné de gilet pare-éclat contre les problèmes de conscience. Je n'étais pas le seul. Plusieurs, au centre, s'étaient fait porter malades. Ceux qui restaient à leur poste avaient passé la barrière depuis longtemps. C'était des bûches sur qui les évènements coulaient comme de la pluie.

J'ai allumé une cigarette au moment où une petite brise tiède vint caresser mon visage.

Nous avions laissé faire. Nous avions bouché nos oreilles.

Un écœurement est monté du fond de la gorge. Je repensais à Nacer, à Moh, à moi. Nous étions tous rentrés dans la bataille pour servir le pays. Pouvoir être fiers et dignes de ce que nous avaient laissé nos parents.

Mais le soir, quand la nuit tombait et que montaient les ombres, je n'étais ni fier ni digne. Juste fatigué. Anormalement fatigué.

Mon corps me pesait. Mes pensées me pesaient. Ma mémoire me pesait.

Les généraux comme les islamistes avaient joué une partition dont nous, petit soldats, ne connaissions pas la musique. La guerre avait fini par dévorer tout le monde. Elle avait dévoré notre génération. Maintenant, elle était en train de dévorer toute la lumière de mon cœur.

Chaque jour, des informations passaient sur mon bureau, apportant la preuve que tel groupe était réfugié là, que tel émir se ravitaillait là, mais nous n'envoyions personne.

Parfois même, le CTRI demandait à l'armée de se rendre dans des refuges, sachant que les groupes avaient quitté la zone depuis belle lurette.

Je ne comprenais pas pourquoi, ou plutôt je commençais à comprendre une chose.

Nos chefs avaient envie que la guerre continue.

L'état d'urgence en Algérie était une manne pour un petit groupe.

Faire durer le chaos !

Comme une gangrène, une société parallèle s'était étendue à tous les niveaux de la société.

Tout à mon travail d'enquête contre les islamistes, je n'ai pas vu ce qui se passait derrière mon dos… Ou peut-être n'ai-je pas voulu voir ?

Trafic, corruption, enrichissement avaient fait leur nid sur le dos de la terreur.

Les méthodes, rustiques, restaient néanmoins très efficaces.

Depuis la mort de Sellami, les patriotes avaient appliqué des méthodes de mafieux.

Au CTRI, c'était encore plus flagrant. Le colonel Djebbar M'Henna en personne avec le commandant Allouache établissaient de fausses listes contenant les noms de futures cibles du GIA Ces noms étaient pour la plupart ceux de riches industriels de Blida et de ses environs. La liste ainsi établie était montrée aux intéressés.

« On a trouvé cette liste sur un tango qu'on a arrêté hier. Il y a ton nom dessus. Ils avaient prévu de t'exécuter. T'as de la chance qu'on l'ait trouvé avant… »

L'industriel, trop heureux d'être encore en vie, réclamait immédiatement une arme pour se défendre… que le colonel était trop heureux de lui fournir… très cher, avec le permis qui allait avec.

En quelques mois, des dizaines et des dizaines de commerçants et d'industriels du coin seront enregistrés avec leur permis de port d'armes et se baladeront dans la ville partant en guerre comme des cow-boys, arme à la ceinture.

En échange, ces derniers couvraient de cadeaux et de pots-de-vin notre colonel, qui les avait sauvés « d'une mort certaine ».

De l'autre côté, l'alliance avec l'AIS avait pris un rythme de croisière.

J'avais un peu de mal à le digérer. Au fil des mois, les moudjjahidine viendront de plus en plus souvent au CTRI. C'était toujours étrange de voir de jeunes djihadistes, armes à l'épaule, venir se faire soigner dans NOTRE infirmerie.

L'émir du centre avec qui Smain Lamari avait passé un pacte envoyait ses militants chez nous dès qu'ils étaient

blessés. La plupart du temps, ils revenaient d'opération contre le GIA. Les plus gravement atteints étaient dirigés vers des hôpitaux civils avec de faux noms. On les faisait admettre. Une fois les soins donnés, ils repartaient au maquis servir notre cause, à savoir éliminer les GIA.

Le CTRI ressemblait parfois à une annexe du maquis. La confusion était totale. Le pire, c'était quand les patriotes venaient chercher de l'armement en même temps que les militants de l'AIS.

Il fallait ne pas les faire se croiser dans les couloirs, et nous avions établi des chemins détournés pour ne pas qu'ils se rencontrent.

Je ne reprochais pas aux généraux les pratiques. Tous les services de renseignement du monde faisaient la même chose. Campagnes de manipulation et d'infiltration en étaient la base, sauf que les manipulations étaient devenues la règle là où elles n'auraient dû être que l'exception.

Surtout, les intérêts personnels avaient pris le dessus. Ils savaient bien que si la guerre se finissait, ils devraient rentrer dans leur caserne.

Dégoût

Nous, nous avions combattu pendant qu'eux s'engraissaient sur le dos des combattants. Ils nous avaient dit : « Défendez le pays contre la menace islamique » et pendant ce temps là, eux s'enrichissaient. Nos chefs s'étaient acheté des villas à Sidi Ferruch ou ailleurs. Je pensais à Khaled Nezzar, Mohamed Lamari. Tous s'étaient gavés sur cette guerre. Cela me donnait envie de vomir. Nous avions tous été manipulés par une poignée de galonnés de la pire espèce.

La peste et le choléra…

Et puis, il y eut l'affaire du fils du colonel.

Un jour, les hommes de la brigade chargés des affaires économiques arrêtèrent un homme. Les enquêteurs venaient de le saisir en flagrant délit sur un gros trafic de voitures de luxe. Des Mercedes volées en Europe, qui ensuite passaient par Marseille pour être revendues en Algérie.

Moh avait été l'instigateur de l'enquête. Il était heureux d'avoir résolu une grosse affaire.

Le responsable du trafic s'appelait Mohamed Seighi. Jeune, il roulait dans des Mercedes que même la présidence ne pouvait se payer… Sauf que c'est le fils du colonel Seighi, responsable du service matériel de la 1re Région militaire. Son père, influent, était un ancien maquisard, un moudjahid qui avait fait la guerre contre les Français et qui était resté dans l'armée, juste après l'indépendance.

Le fils était le chef du réseau. C'était lui qui arrangeait les papiers d'immatriculation avant de les revendre.

Apprenant la nouvelle, son père s'était saisi du téléphone et avait appelé mon frère pour lui ordonner de libérer son fils immédiatement.

Moh me racontera comment minute après minute, le colonel était devenu de plus en plus insultant. « Il faut libérer mon fils maintenant… pas demain… maintenant ! »

Moh s'était lui aussi emporté et lui avait dit « d'aller se faire foutre ! », et que son fils, il allait « rester le temps qu'il faudra dans la taule du commissariat ».

Alors le colonel Seighi avait appelé le colonel Djebbar M'Henna. Sans doute que, entre colonels, ils se comprenaient mieux.

Djebbar M'Henna avait ensuite appelé Moh pour lui demander la libération du fils.

Mais cinq minutes au téléphone avaient fait comprendre à Djebbar M'Henna que ce n'était pas en lui disant de libérer le fils que Moh obtempérerait.

– Mon colonel, je ne suis pas ta marionnette. Tu vois, le colonel, il m'aurait appelé gentiment, j'aurais peut-être glissé, mais là, il me donne des ordres comme un soldat. Il est fou ou quoi ? Il se croit au temps de la guerre d'indépendance… et en plus il me menace. Qu'il aille se faire foutre, ce fils de truie !

Moh était vraiment en colère.

La guerre s'est déclarée comme ça entre le colonel Djebbar M'Henna et lui.

Personne ne se faisait d'illusions. S'il y avait enquête sur le trafic de voitures, elle toucherait un paquet de personnalités. Ce n'est pas n'importe qui, celui qui peut s'acheter des voitures de luxe en Algérie !

Le lendemain, le colonel Seighi avait appelé Smain Lamari en personne.

Qui tranchera en envoyant un télégramme pour relever mon frère de ses fonctions.

En une heure, Moh va tout perdre.

Le lendemain, il n'était plus rien. Plus l'ombre d'une responsabilité.

Sept ans à fouiller le cœur des islamistes, des opérations par centaines, du résultat, des blessures tout le long du corps, trois doigts en moins ! tout ça pour ça.

Pour ne pas avoir voulu couvrir les trafics des autres !

J'ai regardé sa main avec ses trois petits moignons… j'ai secoué la tête. Une grande colère était en train de monter au fond de moi.

Je lui ai demandé :

– Qu'est-ce que tu vas faire ?

– Je vais me mettre en préretraite. Demain, je vais déposer mon dossier au ministère pour quitter le service. J'irai chercher ma pension. C'est décidé. C'est fini, petit frère, c'est fini.

En quittant la table du café, il m'a dit : « Tu vois, c'est ça, l'Algérie ! »

Mon frère avait des principes.

Pourtant, tout cela, il le savait depuis longtemps, mais comme moi, il n'avait pas voulu le voir.

Je me suis demandé qui était le plus coupable : celui qui faisait ou celui qui laissait faire et fermait les yeux ?

La corruption, les morts, les assassinats, c'était notre lot depuis maintenant six ans. C'était difficile de dire qu'on ne savait pas. Surtout au CTRI. Mais on était en guerre, tandis que le trafic, c'était les à-côtés de la guerre.

Mon frère n'avait pas voulu les voir ces à-côtés, ça ne l'avait pas intéressé.

Sauf que cela faisait partie de la guerre.

Bouteflika ou le retour d'un fantôme

La grande affaire, c'était les élections. Tout le monde ne parlait que de cela autour de nous.

Un nom ne cessait de revenir dans toutes les bouches. Celui d'un fantôme qui venait de réapparaître : Abdelaziz Bouteflika.

Bouteflika par ci, Bouteflika par là… Ça n'arrêtait pas.

Bouteflika, c'était un souvenir, un revenant. L'ancien ministre des Affaires étrangères de Boumédiène. Un survivant, vu ce qu'il avait fait.

Voler le trésor du FLN placé en Suisse, il fallait le faire. La Suisse d'ailleurs, il s'y était installé ensuite.

Il avait survécu par on ne sait quel miracle. Mais bon, à l'époque, tout le monde avait volé, donc il n'était qu'un voleur parmi les voleurs.

En 1982, il avait été quand même condamné par la Cour des comptes pour ce détournement qui s'évaluait à 600 millions de francs. Il s'en était sorti avec un acquittement après en avoir restitué une partie. Il avait réussi à duper tout le monde. Un vrai renard politique.

Rien que pour cela, il pouvait prétendre à devenir président de l'Algérie.

Les Algériens ne connaissaient pas Bouteflika.

Depuis qu'il était revenu, il avait surfé sur la nostalgie de Boumédiène, l'intraitable chef de guerre du FLN.

Il répétait partout qu'il allait nous libérer de l'armée. Qu'une ère nouvelle allait commencer… Sauf qu'en parallèle,

chaque jour on recevait des notes disant qu'il fallait impérativement que Bouteflika soit élu.

J'ai compris qu'on n'était pas encore sorti d'affaire. La *taqîya*. Toujours elle ! Le double langage. C'était comme une deuxième nature chez nous, presque une règle de comportement.

Sur Alger, je travaillais avec les comités de soutien de Bouteflika.

Tous les services avaient reçu le même mot d'ordre signé du numéro un du DRS, l'homme au-dessus de Smain Lamari, le très puissant Mohamed Mediene dit « Toufik ».

« Tout pour faire passer Bouteflika. »

Nous nous mettions en contact avec l'administration électorale pour les aider. Avec nos moyens, on s'occupait des sondages d'opinion, on faisait des rapports.

Les rouages étaient bien huilés puisque dans chaque daïra [1], chaque wilaya, il y avait un bureau du service.

Pour les élections, des observateurs étrangers étaient venus d'Europe, installés dans la capitale, ils « observaient » le déroulement des élections à Alger, ou à Hydra.

Mais pas dans les zones rurales.

Là, c'était nous qui étions en charge.

Derrière chaque urne, il y avait un homme du DRS. Il fallait « arranger » le résultat des élections lors du dépouillement.

Pour cela, nous étions aidés par les « patriotes ». C'étaient eux qui surveillaient le déroulement dans les villages, là où les observateurs étrangers n'allaient pas. Les patriotes s'étaient installés directement dans le bureau de vote. Quand un électeur s'apprêtait à récupérer le bulletin, ils tapotaient du plat de la main sur la kalach en disant « Bouteflika ! Hein… »

Pas besoin de dessin. Tout le monde comprenait.

Le 15 avril 1999, Bouteflika sera élu à 73 % par le vote des urnes.

Un score africano-soviétique selon certains observateurs. Mais bon, c'était des mauvaises langues…

---

1. Subdivision de la *wilaya*.

L'isolement

J'avais 24 ans lorsque la guerre avait commencé. J'en avais 31 maintenant. Comme beaucoup, j'avais suivi le mouvement sans trop savoir où nos généraux nous emmenaient. À 25 ans, je m'étais retrouvé au CTRI. Là encore, avec mon frère, il fallait défendre le pays.

Aujourd'hui, mes yeux s'étaient dessillés, et ils n'aimaient plus ce qu'ils voyaient.

Je n'étais pas un brosseur de bottes. J'avais toujours ouvert ma bouche quand il le fallait. Si j'avais su garder ma bouche fermée, j'aurais déjà été muté à l'ambassade d'Algérie à Paris. Au lieu de ça, ces dernières années, j'avais collectionné les punitions et des arrêts de rigueur.

L'incident entre mon frère et le colonel du CTRI avait eu des conséquences. Mon frère n'étant plus le chef de la police de Blida, l'ambiance autour de moi s'était fragilisée. Je n'étais plus d'accord avec ce que je voyais, avec ce que je vivais.

Au CTRI, l'atmosphère était devenue coupante. Le chef du centre, Djebbar M'Henna, n'avait pas pardonné à mon frère de lui avoir tenu tête.

Après s'être violemment engueulé avec Moh, il n'allait plus attendre de le faire avec moi.

À la suite de la mise à pied de mon frère, ma mutation va suivre.

Un jour, je reçois mon ordre de mutation sur Alger, dans la commune de Hydra, au centre principal des opérations, dont le nom de code était Antar.

Je n'étais pas mécontent de changer, de quitter la « broyeuse ». Pour ma femme et mes enfants, c'était plus compliqué.

Je n'étais plus opérationnel. Le colonel Djebbar M'Henna en avait décidé ainsi. J'avais un nouveau chef. C'était un commandant au nom de Farouk Chetibi.

J'étais devenu son secrétaire. Je ne faisais plus d'enquête. Plus de terrain. Plus qu'un travail de bureau. Le boulet était passé très près de ma tête. Mes horaires étaient fixes, mon salaire n'avait pas bougé. Devant l'ordinateur toute la journée.

Dans la foulée des élections de Bouteflika, trois mois plus tard, le trente-cinquième sommet de l'Organisation de l'unité africaine va se tenir à Alger, dans la résidence des Pins. Du 5 au 12 juillet, tous les chefs d'État africains vont se réunir dans la capitale. Sous la houlette du nouveau président, ce sera Smain Lamari qui sera chargé de son organisation. Pour nous, il fallait faire le boulot habituel avant une conférence internationale. Mettre les écoutes dans les chambres, vérifier la sécurité, les itinéraires, rendre la résidence parfaitement étanche. Nous étions encore en guerre. Je ne sais pas qui avait eu l'idée d'organiser la conférence à Alger en pleine guerre, sans doute nos généraux pour montrer aux participants que le pays était « pacifié » et que les investissements pouvaient revenir !

– Tigha, le chef veut te voir.

J'ai rejoint le bureau du commandant Farouk. Les yeux plissés, il m'a regardé puis m'a dit :

– On me dit qu'un journaliste du *Soir d'Algérie* a voulu prendre contact avec toi et que tu aurais accepté.

Là, j'étais vraiment aux abonnés absents. Je ne connaissais personne de cette rédaction.

Il a repris, en tapotant une chemise bleue :

– Tout est dans ce rapport. Un rapport te concernant. Il est signé par le colonel Djebbar M'Henna. Le rapport t'accuse de divulgation de secrets professionnels et d'atteinte au secret de la Défense.

Je suis resté sans voix.

Derrière ses lunettes dorées, il m'a jaugé.

– Mon commandant, je ne connais aucun journaliste du *Soir d'Algérie*. D'ailleurs, je ne connais aucun journaliste…

Le chef m'a regardé fixement. Ses pupilles ne bougeaient pas.

– Donne ton arme, ainsi que le badge et ton ordre de mission. Tu pars à l'isolement… tout de suite.

Deux gars sont entrés et m'ont escorté sans que je puisse rien faire.

Dans l'escalier, j'ai demandé où on allait.

– Pas loin. À la prison du Service central de la police judiciaire…

Tout en marchant, encadré par mes collègues, je réfléchissais vite. Celle-là, je ne la connaissais pas… sauf de réputation.

C'était une prison spéciale, la prison privée de « Toufik » et de Smain Lamari. Seuls eux deux y avaient autorité. Un peu comme la Bastille en France. Une prison destinée aux ennemis qu'on souhaiterait garder sous la main… au cas où…

Ils ont ouvert l'une des cinquante cellules et m'ont fait entrer.

La porte en fer a claqué lourdement derrière moi. Un néon recouvert de grillage allumé vingt-quatres heures sur vingt-quatre éclairait un espace rempli d'un matelas et d'une couverture. Rien d'autre. De l'autre côté de la porte, je pouvais entendre le caporal faire les cent pas pour savoir quel détenu voulait sortir pour aller aux toilettes.

Je vais y rester vingt et un jours.

Mes propres collègues m'apportent à manger sans me parler.

Chaque fois, je pose la question : « Mais que pensent-ils faire de mon cas ? »

Ils répondent du bout des lèvres.

– Ah, ça, on ne sait pas.

Mon quotidien est répétitif. Je me lève, je mange, je dors. Il n'y a rien pour lire, ni journal ni livre. Rien, sauf la lumière blafarde de la cellule.

Un peu comme si j'attendais une condamnation à mort.

Vingt et un jours sans nouvelles de personne.

Je me suis dit que j'allais devenir fou.

Et puis un jour, la porte de la cellule s'est ouverte.

Deux bonhommes du SCPJ, des officiers enquêteurs, se tenaient à la porte avec un rapport.

Je me suis dit qu'ils venaient m'exécuter, et j'ai pensé une dernière fois à ma femme et mes enfants.

Ils m'ont fait sortir et, dans un bureau, m'ont remis le dossier sans explication. Juste : « Lis ça ». J'ai parcouru le rapport original.

C'était très lourd.

Atteinte à la sureté de l'État, divulgation de secrets professionnels… Il y en avait trois pages. Chez nous, on tuait pour moins que cela.

Mon cœur battait très fort. J'ai répliqué aux enquêteurs :

« Confrontez-moi avec le fameux journaliste dont vous parlez… Vous verrez bien si je le connais. »

Devant leurs mines incrédules, j'ai expliqué que le colonel du CTRI, Djebbar M'Henna, m'en voulait et avait tout fait pour me « placardiser ».

Je sentais qu'ils me croyaient, mais…

Ils se sont levés tous les deux et m'ont dit qu'ils allaient revenir.

En attendant moi, je devais repartir en cellule. « Ce ne sera pas long », ont-ils dit avant de fermer la porte.

Deux jours plus tard, ils étaient de retour.

Partis faire leur propre enquête, ils avaient vu le colonel Djebbar M'Henna qui, devant eux, s'était rétracté à mon propos. Qu'il s'était trompé sur le journaliste, qu'il n'y avait jamais eu de contact entre lui et moi.

– On s'excuse. On n'a rien trouvé, mais écoute, Tigha, tu vas rentrer chez toi. Tu as une femme et deux enfants. Alors tu fermes ta bouche et tu penses à eux !

Un mort qui marche

Je n'ai qu'une idée en tête : rentrer chez moi et embrasser ma femme et mes enfants.

Vingt et un jours sans donner de nouvelles, c'était long.

Dans la voiture, j'ai repensé à tout cela, sans comprendre, ou plutôt j'ai senti quelque chose. Quelque chose qui sentait mauvais…

Arrivé devant l'immeuble, j'ai pris l'escalier. Dans la glace de l'entrée, je me suis regardé. Une tête de bandit. Pas rasé, j'avais maigri. L'œil était vitreux, j'avais vraiment une sale gueule, et mon costume était fripé.

J'ai mis la clé dans la serrure. Je suis rentré. Ma femme était là, au milieu de la pièce, les yeux rougis, comme une veuve qui attend la nouvelle.

Elle m'a regardé en poussant un cri comme si elle avait vu un cadavre.

J'ai cru qu'elle allait défaillir de frayeur. Elle a lâché la main d'Hichem, qui m'a sauté dans les bras. Il venait d'avoir 3 ans.

– Tu étais où ? Dis, tu étais où ?

– J'étais détenu à la caserne. Vingt et un jours, ils m'ont gardé. Je ne pouvais pas te prévenir, ma chérie…

Fouzia m'a regardé. Son visage avait changé. Il était dur.

– Tu mens. C'est pas vrai. Tu étais où ? Dis-moi la vérité…

Et elle me raconte comment elle et mon frère se sont présentés au centre Hydra et ont demandé où j'étais, que je n'avais pas donné de signe de vie depuis plusieurs jours et qu'ils s'inquiétaient, qu'il m'était peut-être arrivé quelque chose…

– Et là, ton chef, le commandant, il nous a dit : « Nous aussi on le cherche, on n'a pas de nouvelles de lui… »

J'ai regardé Fouzia comme on regarde l'incompréhension, ou quelque chose qui n'existe pas.

Je m'assois, tellement ce qu'elle me raconte m'abasourdit.

Du regard, j'essaye de sonder les yeux de ma femme, de voir s'il n'y a pas de la manipulation derrière ses mots. Mais non, elle ne comprend pas.

– Ils ont vraiment dit ça ?

J'ai répété la phrase trois fois sans arriver à y croire… Ils ont dit ça alors que… alors que j'étais trois étages plus haut, à peine à deux cents mètres d'eux !

Je sens du plomb me couler le long de la colonne vertébrale, comme si trois tonnes s'étaient posées sur mes épaules.

Soudain, j'entrevois le fond du gouffre. J'ai peur, mais je ne dis rien. Je viens de comprendre et j'ai soudain très froid. Fouzia revient à la charge.

– Appelle ton frère. Et tu verras bien. C'est ce qu'ils nous ont dit.

Je me suis levé et j'ai appelé Moh.

Mais je n'avais pas besoin d'en savoir plus. J'avais compris.

J'avais compris en une seconde que le service n'attendait plus que le moment opportun pour me liquider.

Pour eux, j'étais déjà un homme mort.

En attendant Moh, j'ai pris Hichem et Loubna sur mes genoux. J'ai allumé une cigarette en réfléchissant.

Ils avaient l'habitude de faire cela. « Ce matin, les pompiers ont retrouvé le cadavre du dénommé Abdelkader Tigha dans une orangeraie non loin de Blida. Ce dernier a été tué d'une balle en pleine tête. Ces assassins n'ont toujours pas été retrouvés. »

J'avais tellement entendu ou lu ce genre de phrases depuis sept ans, à la radio, dans les journaux, au bureau.

Avant, on aurait pu accuser les Français, mais là ce n'était plus possible, ils n'étaient plus là.

Nous étions seuls un peu plus chaque jour face à nos démons qui nous dévoilaient ce qu'était devenue réellement l'Algérie, un pays de sang, un pays de mort où chacun d'entre nous avait ce goût de terre dans la bouche.

Une terre qui nous engloutirait avant l'heure si nous n'y prenions pas garde.

Je me suis levé et ébroué comme un cheval avant l'assaut je n'avais pas envie d'aller servir tout de suite les vers de terre des vergers de Blida.

Moh est arrivé. On s'est mis sur la terrasse. Il m'a confirmé la version de Fouzia.

Lui aussi avait compris.

– Maintenant, je ne peux plus t'aider. Il faut que tu fasses attention à toi, Kader. Un frère mort, ça suffit, pas un deuxième, hein…

Là, j'ai repensé à l'histoire du lieutenant Amine, qui travaillait chez nous. Celui qui avait été exécuté après avoir été torturé, car on l'avait soupçonné d'avoir été retourné par les GIA.

Quelques jours après sa mort, j'avais vu sa femme dans la cour du CTRI. Elle pleurait parce qu'il avait disparu et qu'elle avait peur qu'il lui soit arrivé quelque chose. Et eux, tous les collègues, s'étaient mis à pleurer avec elle en disant qu'ils allaient le chercher. Ce qu'elle ne savait pas, c'est que c'étaient eux-mêmes qui l'avaient exécuté sur ordre de Smain Lamari. Ils avaient même été à ses funérailles !

Son cadavre avait été déposé dans une orangeraie où les gendarmes l'avaient découvert.

Celui qui l'avait supprimé, je le connaissais bien, c'était un voisin. Il me l'avait avoué un soir où il avait trop bu.

Il regrettait.

Sauf que pour la famille du lieutenant, dans leur mémoire, leur fils était devenu un tango, un barbu, et ça personne ne pouvait leur dire que ce n'était pas vrai…

Qui irait leur raconter qu'il avait été exécuté par son propre service !

Le soir de mon retour, je me sentis très fatigué, le gout de terre dans la bouche s'était accentué. Le poids des morts aussi…

Je me sentais en attente. En attente de quoi, je ne savais pas et je n'avais pas très envie de le savoir. Les jours qui ont suivi ma libération, je me suis dédoublé, j'étais là mais déjà ailleurs.

Puni.

J'avais eu le temps de comprendre que la hiérarchie n'attendait plus qu'une preuve pour ouvrir la trappe.

Après ma sortie d'isolement, un ordre est arrivé à Hydra : « Abdelkhader Tigha restait sur Alger au CPO à Hydra, sous les ordres du commandant Farouk Chetibi… »

Je me suis dit que j'allais faire des économies. Je passerais ces mois à mettre de l'argent de côté. Au cas où…

Dans ma tête, j'avais pris ma décision. Il fallait que je parte du pays avant que la trappe ne s'ouvre de nouveau.

Les notes continuaient de passer sous mes yeux.

Les informations allaient toutes dans le même sens. Le service était en train de faire imploser les GIA.

L'alliance du service avec l'AIS contre les GIA leur avait été fatale.

Un matin, une note est arrivée sous mes yeux :

De Ali à Kamel

Nous avons l'honneur de vous demander de bien vouloir nous transmettre.

Qu'en est-il du sort de Layada ?

Le nom m'a sauté au visage. Layada : Celui qui avait tué mon frère. Il était en prison à l'époque. Il avait été arrêté par les autorités marocaines et transféré à Alger.

Je savais que les Français s'intéressaient à lui, car lors du détournement de l'Airbus les ravisseurs avaient réclamé très fort sa libération.

J'ai lu la deuxième question.

Qu'en est-il du sort de Hachani Abdelkader ?

J'ai pris la note, et j'ai été voir mon chef.

– Mon commandant, j'ai une note étrange qui vient d'arriver. Elle est signée Ali.

– C'est le partenaire français de l'ambassade de France à Alger, a-t-il dit sans se retourner.

Dans le dialogue interservice établi depuis plusieurs années par Smain Lamari et Paris, ce genre de contacts était régulier.

–Attends avant de leur répondre, je dois d'abord appeler le grand chef.

Plusieurs minutes de conversation plus tard, le commandant est revenu, la réponse de Smain Lamari à la main.

– Sur Hachani, vous donnez les circonstances officielles, quant à Layada, vous ne répondez rien…

Abdelkader Hachani n'avait pas été assassiné par un tueur inconnu comme l'avait rapporté cité la presse à l'époque. C'était le service qui avait « aidé » à transporter le tueur à son insu.

Ex-dirigeant du FIS, plutôt modéré, Hachani avait été tué de plusieurs balles le 22 novembre 1999 dans la salle d'attente de son dentiste.

Ce jour-là, alors que je me trouvais au bureau, au centre « Antar », c'est moi qui avais décroché le téléphone.

Au bout du fil, il y avait une voix affolée qui m'avait demandé où déposer son « paquet ». C'était le chauffeur, un islamiste retourné, qui devait évacuer le tueur juste après l'assassinat. Le tueur était un membre du GIA, qui ne savait pas que son transporteur travaillait pour nous.

Le commandant Chetibi avait pris le combiné et avait hurlé de le déposer n'importe où mais vite avant que la police ne boucle le quartier.

L'exécution de Hachani avait permis au service de torpiller définitivement toute négociation de paix avec les gens du FIS.

À la suite de sa victoire électorale, le nouveau président Bouteflika avait commencé à instaurer le dialogue avec les groupes d'opposition. Surtout, il commençait à parler de faire voter une « loi de concorde civile ». Cette loi sur la concorde civile lui avait été soufflée par Smain Lamari lui-même et s'inspirait de la trêve instaurée dès 1997 entre le patron du contre-espionnage et l'Armée islamique du salut.

Le jeudi 16 septembre 1999, cette loi sera soumise à un référendum. Le taux de participation sera de plus de 85 % à l'échelle nationale et sera approuvée par plus de 98 % des électeurs.

Le plan comprenait une amnistie pour les islamistes qui avaient renoncé à la violence. Près de 5 500 terroristes bénéficieront de cette amnistie, et l'AIS sera officiellement dissoute en 2000. Ceux qui étaient coupables de meurtre, de viol ou d'avoir placé des bombes devaient être poursuivis, mais la peine de mort ne serait pas retenue contre eux, et aucune peine de prison ne dépasserait les vingt ans. Le plan avait été soutenu par le FIS.

La loi sur la concorde civile va permettre la réintégration des combattants des groupes islamistes armés. Ainsi entre 5 000 et 6 000 personnes vont déposer les armes avec la dissolution totale de l'AIS.

800 combattants islamistes refuseront de déposer les armes et continueront leur djihad.

Derniers jours

Je n'ai rien dit à ma femme.

Je n'ai rien dit à Moh. Je n'ai rien dit à personne.

J'ai regardé le calendrier dans le salon. 8 décembre 1999. J'ai décidé que c'était le jour.

Le dernier jour. Au début du mois, j'avais demandé un arrêt de travail pour maladie auprès du médecin du CPO. Cela m'avait permis de faire le point sur la suite.

J'avais soupesé le pour et le contre chaque minute. J'en arrivais à la même conclusion. S'ils avaient essayé une fois, ils recommenceraient un jour ou l'autre. C'était dans la nature des choses.

Surtout, c'était comme si ma mémoire était devenue trop lourde à porter. Huit ans de guerre sale, de coups tordus, d'exécutions, j'avais l'impression de me noyer un peu plus chaque jour dans un océan de merde et de sang.

Il fallait sauver ce qui pouvait encore l'être. Je n'aimais plus ce que j'étais devenu.

Je pense à Fouzia, à Hichem et à la petite Loubna.

Je m'imaginais en train de leur poser la question : « Qu'est-ce qui était mieux : un père en cavale, mais vivant, ou un papa mort, en sursis ? »

Je ne savais vraiment pas quoi répondre.

Et puis la mort du lieutenant exécuté par le service ne cesse de se répercuter dans mon cerveau.

J'ai ramassé mes papiers sur la table. Fouzia était dans la salle de bains en train de s'occuper de Hichem. Loubna était dans son petit lit. Elle venait d'avoir 2 ans.

J'ai regardé ma petite princesse et l'ai embrassée en lui soufflant : « Au revoir mon bébé, papa pars en voyage. » Puis j'ai crié à Fouzia : « J'y vais, on se voit ce soir. »

Il faisait un peu froid. Un soleil d'hiver illuminait les vergers en contrebas. J'ai regardé une dernière fois mon makharov, mon Motorola, ma carte avec mon pseudo. J'ai tout mis dans le coffre de la 4L.

Puis je l'ai garée derrière la maison afin que ma femme ne la découvre pas en descendant dans la cour.

PARTIE III

MÉMOIRE TRAQUÉE

Fugitif !

Il est 6 heures du matin lorsque je quitte l'immeuble pour la dernière fois. Je prends un taxi qui m'amène vers l'aéroport d'Alger. Je quitte l'Algérie avec mon ordre de mission, en plein exercice de mes fonctions.

Dans ma poche j'ai mon passeport, ma carte du DRS, quelques stylos, un carnet et 20 000 francs.

À l'aéroport, il me faut éviter la zone internationale. C'est le commandant Fouedi qui gère le bureau du DRS de la zone internationale. Et il me connait bien, aussi je préfère l'éviter.

J'ai bifurqué et suis rentré dans le secteur des départs et des arrivées nationales.

Ici, je sais que personne ne remarquera ma présence, car le service n'a pas de bureau dans la zone des lignes intérieures. Seule la police gère la zone.

Arrivé au comptoir, je prends comme tout le monde un billet Alger-Anaba, sur la frontière tunisienne. Prendre l'avion m'évite la route et les faux barrages. Avec mes documents militaires, à la moindre arrestation, je ne ferai pas deux mètres.

Je regarde ma montre, il est 7 heures. Je ne suis pas encore déserteur. Je me dis que je peux encore retourner en arrière. Tout arrêter. Mais non, il faut continuer.

Après plusieurs heures de vol, je suis sorti de l'aéroport d'Anaba, où j'ai pris un taxi jusqu'au dernier poste-frontière d'Oumou Tboul, avant la frontière tunisienne.

Là, j'ai présenté mes papiers. Le policier a examiné le passeport, puis me l'a rendu en secouant la tête.

– Je ne peux pas te laisser passer, c'est écrit « fonctionnaire », et comme fonctionnaire, si tu veux quitter le pays, tu dois me montrer un titre de congé annuel.

– Je suis désolé, monsieur le sergent.

J'ai repris le passeport des mains du policier, l'air désolé comme si j'avais oublié le document. Je le savais. Lorsqu'on est militaire et que l'on veut sortir du territoire, on a besoin d'un document « autorisation de sortie », signé par le ministère de la Défense en personne. Mais bon, fallait essayer…

L'autre solution, c'était les « trabendistes !

Les trabendistes, c'était les chauffeurs-trafiquants qui passaient leur journée à traverser la frontière algéro-tunisienne dans les deux sens. Ils faisaient la navette chaque jour Annaba-Tunisie pour leur « business ».

Trabendiste

J'ai repéré un groupe. Ils étaient une dizaine à discuter, adossés à leur voiture.

Après avoir salué, j'ai expliqué que j'avais besoin d'aller de l'autre côté pour préparer Noël, que j'avais besoin d'acheter pour revendre.

Un d'entre eux, chemise courte et ventre en avant, a accepté de me faire passer contre un peu d'argent.

Dans sa Renault 21 familiale blanche, avec cinq autres, nous nous sommes coincés comme on pouvait contre les portières déglinguées.

« Préparez vos passeports, on va les donner ensemble pour qu'il les tamponne. »

Devant le poste-frontière, le chauffeur a ouvert sa fenêtre en discutant avec le garde-frontière de tout à l'heure, avant de sortir avec nos passeports.

Cinq minutes plus tard, le chauffeur est revenu avec les documents dûment tamponnés.

Au moment de passer la frontière, j'ai tâté ma poche par réflexe, comme pour me protéger. Du bout des doigts, j'ai senti sous le tissu mes documents militaires. Maintenant, c'était ma seule identité.

Je n'avais que quelques heures devant moi avant que l'alerte ne soit donnée dans mon service. Comme j'étais sorti avec mon vrai passeport, les deux services secrets tunisien et algérien travaillant en bonne coopération, ils ne seraient pas long à me repérer au niveau de la police des airs et des frontières, et à savoir par quel poste j'étais passé et à quelle heure.

Tunis

Nous allons rouler pendant des heures, serrés les uns contre les autres. Derrière la vitre, au milieu des ronflements, j'attends les premières lueurs du jour.

Il est 4 heures à ma montre.

– On arrive bientôt, a lâché le chauffeur sans se retourner.

Puis soudain, comme un halo, les lumières de la capitale tunisienne sont apparues dans la nuit.

Le taxi m'a déposé dans un hôtel du centre-ville. Dans la chambre, je me suis écroulé tout habillé. Le lendemain, j'ai regardé ma montre, j'avais dormi cinq heures. Il était 10 heures du matin, et le soleil était déjà haut.

Devant mon café, sur la place ensoleillée, j'ai fait le point.

J'étais parti depuis vingt-quatre heures. Ils n'avaient pas pu encore constater mon absence, mais cela ne saurait tarder.

Je réfléchissais. Le plan était en train de s'élaborer. Quand l'alerte serait donnée, la Tunisie serait le premier pays auquel mon service penserait.

Il ne fallait pas leur faire ce cadeau.

Comme autre pays frontalier, il y avait la Libye.

En tant qu'Algérien, je pouvais y entrer sans visa, et de là je pourrais prendre un avion pour la France avec mon faux visa. Je me suis dirigé vers la tête de station de taxis spécialisés.

C'était des taxis tout bleus qui s'étaient spécialisés dans le convoyage jusqu'à la frontière lybienne.

– Combien d'heures jusqu'au poste-frontière ? ai-je demandé au premier chauffeur.

– Dix heures de route.

Après avoir négocié, je suis monté à l'avant d'une 504.

Dix heures plus tard, nous étions dans les faubourgs de Tripoli.

En bas de l'hôtel, j'ai avisé un restaurant. Coup du hasard, le gérant était algérien.

J'ai commencé à discuter avec lui. Par chance, il venait de Blida et n'était pas revenu depuis dix ans. En discutant, j'ai vu qu'il avait l'habitude des « touristes », comme moi, qui tentaient leur chance vers l'Europe.

À un moment je lui ai pris le bras. « Mon frère, je veux aller en Europe à partir de la Libye. Comment c'est possible ? »

– Écoute, mon frère, je vais être franc avec toi. Ici, de la Libye, c'est très dangereux d'essayer. Les *moukhabarates* (services secrets) sont partout.

S'ils t'arrêtent et t'emprisonnent, c'est direct le retour à Alger, et en voiture ! même pas en avion ! tellement les candidats au départ sont nombreux, ça leur coûterait trop cher !

Devant mon Coca, j'ai senti une panique m'envahir.

Après deux jours de réflexion, je suis reparti à l'aéroport. Les différentes compagnies aériennes sous les yeux, il me fallait trouver un pays où personne ne me demandera de visa.

Je me suis dit : « La Turquie, il faut un visa. Le Liban, visa pour les Algériens. »

Par téléphone, j'avais appelé plusieurs ambassades. La réponse avait été la même :

« Vous avez une ambassade à Alger. Demandez là-bas, on ne donne pas de visa à l'extérieur du pays. »

Puis j'ai repensé aux conseils du restaurateur algérien.

« Trop risqué de prendre l'avion pour Paris avec un faux visa. S'ils s'en aperçoivent, ça va mal se passer… »

Pourquoi pas la Syrie ? Je pouvais arriver jusqu'à Damas sans visa et, de la capitale syrienne, je tenterais d'entrer en Europe avec mon faux visa.

J'ai sorti une liasse d'argent de ma poche et j'ai payé mon billet.

– Aller simple pour Damas, s'il vous plaît !

Mon billet en main, j'ai attendu en salle d'embarquement.

Trois heures plus tard, l'avion s'est posé sur l'aéroport international de Damas.

Dehors, une chaleur sèche s'est plaquée sur mon visage.

Un policier moustachu a pris mon passeport, l'a feuilleté puis me l'a rendu : « Bienvenue, monsieur. Vous allez aimer Damas. »

Sauf que j'ai entraperçu une cinquantaine de policiers syriens, matraque à la main, en train de fouiller une dizaine d'Africains.

Je me suis dit qu'on était toujours le clandestin de quelqu'un.

J'ai vite repris mon passeport et suis sorti de l'aéroport.

Damas

L'hôtel *Chtoura* était situé dans le centre-ville de Damas. Après avoir pris une chambre, j'ai regardé mon visa français. Juste une petite étiquette collée sur une page.

Un vrai faux visa français acheté par un ami dans la ville de Chlef.

Chlef était connue pour ça dans toute l'Algérie. La ville de tous les trafics.

Une petite étiquette qui pouvait changer mon existence.

Toute ma vie future dans une petite étiquette. Sauf que cette vie, plus j'y pensais, moins je la voyais.

De nouveau la panique s'est emparée de moi. Si j'étais arrêté ? Si les douanes syriennes découvraient que mon visa était faux ? S'ils décidaient de me remettre dans l'avion direction Alger ? Il ne fallait pas jouer avec les services secrets syriens. Avec un faux visa, ils me massacreraient d'abord avant de me renvoyer pieds et poings liés sur le tapis du bureau de Smain Lamari.

Les questions se sont mises à sauter dans ma tête sans interruption. Et si ? et si ? et si ?

Soudain, j'ai eu peur. Comme avant de faire le grand saut. C'était quand même la première fois que j'allais utiliser un faux visa.

J'ai fourré mon passeport dans une de mes poches, et je suis sorti héler un taxi.

– L'ambassade de France, rue Ata-al-Ayyoubi, s'il vous plaît !

Devant le bâtiment officiel, un drapeau français flottait mollement, caressé par la brise. J'ai aspiré une grande goulée d'air.

Honnêteté du dernier moment, peur d'être arrêté ? J'ai décidé que je n'utiliserai pas le faux visa.

Après avoir passé le contrôle, j'ai montré mes papiers militaires à la dame derrière le guichet de verre.

– Je suis Algérien et militaire, je voudrais parler avec un responsable.

Elle a regardé longuement mes papiers, puis a pris le téléphone.

« Quelqu'un pour vous. Il dit qu'il est militaire et veut voir un responsable. »

Cinq minutes d'attente, puis un Français du nom de Daniel s'est présenté à moi.

– Vous êtes militaire ? Suivez-moi.

Daniel, comme je le comprendrai rapidement, était le secrétaire du chef d'antenne de la DGSE à l'ambassade.

Je l'ai suivi jusqu'au deuxième étage.

– Venez, le responsable va vous recevoir.

Dans le bureau, un homme s'est levé pour m'accueillir.

– Bonjour, je m'appelle Patrick.

Le chef du bureau m'a fait asseoir, tandis que j'expliquais mon cas…

« Je suis sous-officier au contre-espionnage algérien, et je demande l'asile politique. »

Sincère, trop sincère… Patrick m'a regardé fixement avec un demi-sourire.

– Qu'est-ce qui me dit que vous êtes bien celui que vous dites être ?

Je n'ai rien compris.

– Donnez-nous une preuve que vous travaillez bien pour le DRS algérien…

Je n'ai pas réfléchi longtemps. Une preuve ! j'en avais une toute fraîche.

– La semaine dernière, le chef de bureau de la DGSE en Algérie nous a demandé une information sur l'assassinat de Hachani Abelkader, le leader du FIS, et sur le fondateur du GIA Abdelhak Layada. C'était une note signée « Ali », le code de votre chef de bureau de l'ambassade de France. Une note

top secret. C'est moi qui ai rédigé la note de réponse pour l'ambassade de France !

Pendant quelques secondes, j'ai vu qu'il avait tiqué. J'avais touché juste.

Pour enfoncer le clou, j'explique le déroulement de l'opération de l'exécution, que le DRS était impliqué dans cette affaire, et que c'était un bonhomme du service, un « agent », qui avait servi de chauffeur pour l'assassin de Hachani.

Ils se sont levés et sont passés dans la pièce d'à côté. J'ai entendu les bruits d'une conversation téléphonique. Sans doute devaient-ils appeler Paris.

De retour, Patrick m'a indiqué la porte en me raccompagnant.

– Vous allez passer la nuit dans un hôtel, et nous nous reverrons demain pour voir comment nous allons faire.

– Et pour l'argent ?

Il s'est dirigé vers le bureau et a sorti une enveloppe.

– Tenez, pour la nuit et pour vos repas.

De retour à l'hôtel, j'ai bien dormi. La première fois depuis des mois.

Le lendemain, Patrick m'attendait dans son bureau.

– Un groupe d'agents de la DGSE va venir de Paris pour vous voir. La rencontre doit avoir lieu à Chypre car…

J'ai tiqué.

– Pourquoi Chypre ?

– Monsieur Tigha. Nous sommes à Damas. Territoire hostile, a-t-il dit avec un petit rire. Si votre présence est repérée, cela va devenir très risqué pour nous tous…

J'ai dû rester étonné plus longtemps que prévu, car Patrick m'a demandé si quelque chose n'allait pas.

Après réflexion, je me suis dit que « je n'irai pas à Chypre ».

Si je quittais Damas pour un autre pays, il me fallait quitter la zone du Proche-Orient. Les services syriens savaient tout sur ce qui se passait chez eux.

– Vous ne le savez pas, mais les djihadistes des GIA viennent souvent en Syrie. Tous leurs contacts passent par Damas. Si je vais à Chypre et que je veux revenir, je ne pourrai plus

pour des histoires de visas. Donnez-moi juste un visa pour entrer en Europe, et je verrai vos contacts à Paris.

Patrick est ressorti pour rappeler ses chefs, puis il est revenu.

– La Thaïlande !

Je l'ai regardé, sans comprendre de quoi il parlait.

– La rencontre se fera en Thaïlande. C'est un pays touristique où nous passerons inaperçus, et il n'y a pas d'ambassade d'Algérie là-bas. La plus proche se trouve en Malaisie. Donc pas de risque de ce côté-là !

Puis il a ressorti une enveloppe de son bureau.

– Voilà 3000 dollars, de quoi acheter le billet, et payer vos frais. Sur le trottoir de l'ambassade, j'ai tâté l'enveloppe et me suis dirigé vers l'agence de voyage la plus proche.

J'ai acheté le visa thaï en dix minutes. Pour le billet, c'était un vol sur Emirates Arab Airlines avec une escale à Dubai.

J'ai pensé à ma femme et mes enfants. Avant de partir j'ai glissé une photo d'eux dans ma poche où ils sont tous les deux entourant Fouzia.

J'ai pensé à mes frères, à Moh, à mes voisins, à mon travail.

Je mourrais d'envie de les appeler, mais maintenant qu'il y avait l'avis de recherche…

Bangkok

Dans le vol Damas-Bangkok, j'ai repensé aux derniers évènements Tout s'était enchaîné si rapidement.

J'ai regardé ma montre. On était le 5 janvier 2000. Cela faisait maintenant vingt-cinq jours que j'avais quitté le territoire algérien.

Le service devait être au courant et avait dû appeler Fouzia. J'imaginais le désarroi de ma femme, des enfants. Je n'étais pas très fier, mais je me répétais que j'avais fait le meilleur choix.

Mon idée était de demander le plus vite l'asile politique et de faire venir toute la famille. C'est ce que je comptais lui dire au téléphone… dès que j'en aurais la possibilité. Lui dire où j'étais, qu'elle ne s'inquiète pas, que tout allait bien.

Une nuit plus tard, j'étais arrivé en Thaïlande. L'aéroport de Bangkok était loin du centre-ville. Dans un mauvais anglais, j'ai demandé à un taxi de me conduire à l'ambassade de France.

La chaleur moite m'avait sauté au visage au sortir de l'avion. 40 degrés au moins.

Avec mon pull et ma veste, je suais à grosses gouttes. J'avais quitté Alger. C'était encore l'hiver.

Je n'étais jamais sorti d'Algérie. Autour de moi, tout était nouveau. Un peu comme dans une autre dimension.

Une heure plus tard, je me suis retrouvé devant un gros bâtiment près de la rivière Chao Praya. C'était là que se trouvait l'ambassade de France.

Au guichet d'entrée, j'ai redonné mes documents.

– Monsieur Tigha bonjour ? Damas nous a prévenus de votre arrivée.

La personne qui vient vers moi est bâtie sur le même modèle que le « Patrick » et le « Daniel » de Damas, sauf que lui s'appelle Marc … petit costume blanc, cheveux courts, il a de l'humour. Derrière lui trottine son assistant, un certain Noël, plus vieux que lui, avec des cheveux gris et des lunettes.

Boiseries et soie, le bureau était différent. Plus confortable avec une grosse climatisation qui ronronnait dans le coin.

Après m'être installé dans un fauteuil, nous avons repris la même conversation qu'à Damas.

– Le groupe de la DGSE qui doit vous auditionner doit arriver de Paris très bientôt, m'a expliqué Marc. Vous allez séjourner au centre *Point Hotel.* C'est un hôtel-appartement dont nous connaissons bien le propriétaire. En attendant les gens de Paris, vous pouvez faire du tourisme.

Comme à Damas, il s'est levé, a fait coulisser un tiroir et a sorti une enveloppe du bureau.

– C'est pour vos frais… ne dépensez pas tout, a-t-il dit en souriant.

J'ai ouvert l'enveloppe. Il y avait 2 000 dollars.

Confiant, j'ai quitté l'ambassade sur une poignée de main et suis parti visiter Bangkok en attendant l'arrivée du groupe.

Au bout de deux semaines, le téléphone a sonné. C'était l'ambassade de France.

– Le groupe est arrivé de Paris hier soir. Ils vont vous voir à l'ambassade.

Ils sont trois. Trois agents français de la DGSE pour m'interroger.

Dans le bureau, chacun s'est levé. À leur tête, un Français, « Christian », a fait les présentations.

– Bonzour, je m'appelle, Christian, a-t-il dit avec un zézaiement appuyé.

J'ai salué tout le monde par leur prénom en sachant qu'ils étaient tous sous pseudos.

– On ne peut pas parler ici. On va aller dans un petit hôtel, dans une ruelle derrière l'ambassade.

Une fois arrivés dans la chambre, nous nous sommes tous assis et ils ont sorti leur ordinateur portable et des appareils photo.

Les questions ont commencé. Pendant que je discutais avec Christian, les deux autres agents se sont mis à photographier mes documents, mes ordres de mission, ma carte de la sécurité. Avec eux, ils avaient apporté un questionnaire que Christian m'a tendu.

J'ai regardé. Dix pages avaient été noircies par une main anonyme.

Ils veulent tout savoir. *Comment fonctionne le DRS ? Quelle est sa structure et ses missions spécifiques ? Le GIA est-il manipulé par le DRS ? Quel est le groupe qui a assassiné l'imam Abdelbaki Sahraoui, rue Myrah, à Paris le 11 juillet 1995 ? L'enlèvement des moines de Tibhirine est-il une manip du DRS ? Qui en aurait perdu le contrôle ?*

Les questions fusent. Je parle, je parle.

Puis soudain, j'entends ma voix faire de l'écho. Je me rends compte que je suis le seul à parler.

– Attendez, j'ai dit. On parle, on parle, mais on a toujours pas abordé mon statut. Ma demande d'asile et de sécurité ? J'attends toujours une garantie.

Je viens de comprendre qu'ils sont juste là pour prendre mes informations, et rien d'autre. Comme si j'étais un coffre-fort. Que le reste, ce n'est pas leur préoccupation. Je me lève d'un coup comme si j'avais été piqué.

– Calme-toi, calme-toi.

Christians'est levé.

– Je vais appeler immédiatement Paris. Tu as complètement raison. Il faut régler cela au plus vite. Tu ne peux pas rester ainsi…

Avec son téléphone portable dans la main, il s'est éloigné de trois pas vers le balcon de la chambre pendant que les autres allumaient une cigarette en me regardant.

De loin, j'observe le visage de Christian, des rides d'expression parsèment la conversation, des grimaces que je n'aime pas. Ça coince, je le sens ! Je vois les ficelles qui me retiennent

se déchirer lentement, mais sûrement, sous mes yeux, sans bruit.

Christian est enfin revenu… Son visage semble chiffonné.

– Ma hiérarchie m'ordonne de te remettre de l'argent afin de te débrouiller pour partir seul vers l'Europe. Tu achètes un faux passeport français ici, comme tu parles la langue, la suite sera facile. Et tu nous recontactes en arrivant à Paris !

Je le regarde, un peu interloqué.

Une seule phrase réussit à sortir de ma bouche : « Hein ? comment ! »

Christian reprend.

– Sinon, Paris se propose de t'installer dans un pays du Moyen-Orient. Tu pourras travailler pour nous en direct.

Je le regarde comme si j'avais mal entendu.

– Non, monsieur ! Ça surtout pas. Je veux un pays européen pour être à l'abri. C'était ça, votre promesse faite à l'ambassade de France, à Damas.

Je ne me retiens plus. J'explose de colère.

– Vous êtes des lâches, vous n'avez aucune parole. J'ai honte pour vous et pour la France. Vous me faites venir ici pour me dire ça ?

De colère, j'empoigne mon paquet de cigarettes et sors en claquant la porte.

J'entends des pas dévaler l'escalier derrière moi. C'est Christian.

– Si j'étais toi, je ferais très attention ! Tu es père de famille, pense à tes enfants.

Je le regarde en me demandant qui est ce cul de chamelle qui me menace.

J'ai tourné les talons et suis sorti dans la rue.

Mon cerveau tournait maintenant à plein régime. Il me fallait trouver une solution très rapidement. J'étais seul, sans argent, sans connaissances, sans contact.

J'ai pris le premier tuk-tuk et j'ai donné l'adresse, griffonnée en thaï, de l'ambassade de Belgique.

– Madame, je veux voir quelqu'un.

La femme a téléphoné devant moi, puis se tournant vers moi :

– L'homme qui devrait vous voir est malade aujourd'hui.

J'ai insisté.

– Madame, c'est une question de vie ou de mort… »

Elle m'a regardé avec des grands yeux.

Puis a refait un numéro sur le clavier.

Elle a relevé ses yeux vers moi.

– Il est chez lui. Ils l'ont appelé. Il va rentrer.

Une demi-heure plus tard, un homme grand, chauve et furieux s'est avancé vers moi sans me serrer la main.

– Entrez, qu'est-ce que voulez, monsieur ?

Le ton est sec. Le bonhomme est en colère. Je l'ai dérangé

Dans un bureau, j'explique de nouveau mon parcours et la crainte que je ressentais sur ma sécurité.

En parlant de l'ambassade de France, l'homme me coupe la parole.

– Attendez, je connais bien Marc. Je vais lui téléphoner tout de suite.

Cinq minutes suffisent pour que je comprenne.

– Monsieur, on n'aime pas les gens qui mangent dans deux assiettes.

Je le regarde, ahuri par la phrase qu'il vient de sortir.

– Mais je viens demander une protection sur la base des conventions internationales obligeant les ambassades à protéger une personne en danger.

Il secoue la tête.

– Monsieur Tigha, l'ambassade de Belgique ne peut rien faire pour vous. Allez à l'UNHCR. Au revoir.

En sortant de l'ambassade de Belgique, je me dis que je suis en train de vivre un mauvais rêve et que je vais me réveiller. Que les services secrets français ne m'ont pas fait venir jusqu'ici pour me lâcher comme une vieille chaussure sur le bitume d'une capitale asiatique où je ne connais absolument personne.

Je ferme les yeux. Je les rouvre. Mais non, je suis toujours à Bangkok, sous le drapeau jaune, rouge et noir de l'ambassade de Belgique.

Il fait chaud. Les klaxons des tuk-tuk me déchirent les oreilles. La pollution m'asphyxie d'un coup. Et le sol est en train de se dérober sous mes pieds.

UNHCR

« Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés ». Je regarde la plaque. Je n'ai plus qu'eux pour m'aider.

À l'intérieur, il fait frais. Je vois deux Africains en grande conversation. Je m'approche pour discuter. Ce sont des Soudanais.

Je parle en arabe avec eux et je leur explique que je suis réfugié politique et que je cherche à rentrer en contact avec quelqu'un qui puisse m'aider.

– On va t'éviter toutes les paperasses, on va appeler l'officier en charge. Il s'appelle Aguitton. Joseph Aguitton, lui pourra sûrement t'aider.

L'un d'eux s'est saisi d'un combiné et a appelé.

Quelques minutes plus tard, un homme jeune est descendu et m'a tendu la main.

– Joseph Aguitton. Allons dans mon bureau.

Il me demande de m'asseoir. Je lui raconte d'où je viens, qui je suis.

– Je vais prendre en note tout ce que vous me racontez.

Je lui réponds que je préfère qu'on parle.

Il redit qu'il connaît Marc, qu'ils se voient souvent à l'Alliance française et qu'il va voir ce qu'il peut faire pour moi.

– Revenez demain, j'en saurai un peu plus.

Je quitte l'UNHCR. Pendant plusieurs heures, je vais errer dans Bangkok, tout seul, à réfléchir avant de me décider à revenir au *guest house*.

Là, une surprise m'attend.

Alors que je m'apprête à récupérer ma clé de chambre, j'entends une voix derrière moi.

– Abdelkader Tigha, oui, toi là, Abdelkader Tigha. Je sais qui tu es, espèce de sale espion, tu ne t'en sortiras pas comme cela, je vais dire partout qui tu es ! Tu ne sortiras de ce pays que pour rentrer en Algérie !

Le bonhomme qui parle a une trentaine d'années, deux anneaux en or aux oreilles. C'est un Algérien qui me parle en arabe.

Je ne réagis pas tout de suite. Lui continue…

Derrière son comptoir, le Thaïlandais chargé de l'accueil sent qu'il se passe quelque chose.

Pendant que je récupère mes clés, mon cerveau bouillonne.

ILS n'ont pas pu me retrouver aussi vite…

À moins que…

Deux grooms de l'hôtel demandent à l'inconnu de sortir tandis que je m'engouffre dans l'ascenseur.

Devant ma porte, mon cœur bat la chamade. Je n'ose ouvrir. Maintenant, j'ai peur.

Dans ma chambre, rien n'a bougé. Je regarde partout au cas où… et reste éveillé toute la nuit.

Le lendemain, à 7 heures du matin, je fonce à l'UNHCR pour demander des explications. Avec les trois hommes des services français, l'homme du UNHCR est le seul à connaître ma présence et mon CV ici.

Très étonné de me voir arriver si tôt, Joseph Aguitton me fait asseoir et m'apprend que, à la suite de notre entretien, quelqu'un de son bureau a contacté l'ambassade d'Algérie pour obtenir plus de renseignements…

Le ciel me tombe sur la tête.

– Mais des renseignements sur quoi ? je hurle. Je suis en cavale, j'ai fui mon pays et mon service, et vous appelez mon ambassade.

Tant de bêtises me sidèrent littéralement.

– On est désolés. Vraiment désolés… Ça n'aurait jamais dû se passer. La personne en question, un secrétaire, a voulu bien faire. Il n'a pas compris que vous étiez en fuite…

J'explose de nouveau.

– Maintenant je suis repéré. Ils peuvent agir quand ils voudront.

Aguitton se reprend et me dit d'écrire tout ça sur papier.

– Nous allons le verser à votre dossier et faire le nécessaire. »

Je me lève, énervé comme jamais.

– Vous êtes le UNHCR. Vous êtes censés protéger la vie des gens, mais là vous avez joué avec la mienne. Jamais je n'aurais dû venir vous voir. Maintenant il faut que vous m'obteniez le statut de réfugié n'importe où… sinon je suis mort. Vous ne connaissez pas les services algériens…

Je sors en claquant la porte.

De retour à l'hôtel, je fais les comptes. Il ne me reste plus que 80 dollars… Et je n'ai toujours pas de solution. J'entends les tours de vis d'un étau invisible se resserrer sur moi.

Je me mets sous le ventilateur pour rafraîchir mon cerveau tellement il bouillonne, avant de m'endormir.

« Toc, toc, toc. *Open the door !* »

Il fait nuit. Je regarde ma montre. 2 heures du matin. Une voix dehors. « Ouvrez la porte ! »

Quelqu'un frappe de nouveau.

Par l'œilleton de la porte, j'entraperçois un officier de la police thaïe, une lampe torche à la main.

Il n'est pas seul. Ils sont cinq, circulant dans les couloirs.

Je pense soudain à mon extradition en voyant la casquette.

– *You are mister Tigha*, nous cherchons une somme d'argent de 40 000 baths qui a été volée à une personne de l'hôtel, nous devons fouiller les chambres.

Je le laisse rentrer dans la chambre, puis je me reprends. Comment connaît-il mon nom ?

J'attends dehors, devant la porte. Dix minutes plus tard, l'officier sort et me redemande mon passeport. À la main, il présente triomphalement dans un sac en plastique la somme d'argent recherchée. Me voilà accusé d'avoir volé 40 000 baths !

Dans ces situations, le pire est toujours à venir. Alors que l'un des policiers est en train de feuilleter mon passeport, il s'arrête sur une page. Puis me regarde.

– *Mister Tigha, your visa… not good. Finish !*

Je regarde la date qu'il me fourre sous le nez.

Mon visa vient d'expirer depuis hier.

Le policier se retourne vers ses collègues et leur donne des ordres en thaï.

– *Follow us. You are under arrest.*

– *Where we go ?* je demande.

– *Immigration center. For illegal like you…*

Retour à la case prison !

Dans la voiture, je regarde la nuit qui défile. Je ne sais pas où l'on m'emmène. 40 000 baths dans ma chambre. Je ne comprends plus rien. Je repense à l'Algérien en bas qui m'insultait hier soir. Je ne vois que lui. Mais je n'arrive pas à y croire.

Comment ses 40 000 baths ont atterri dans la chambre ?

Dehors, la ville s'agite sans cesse. Je me sens tellement loin d'Alger, de Blida.

La voiture s'est arrêtée devant le centre de l'immigration de Bangkok.

La case prison. Je me suis dit que j'avais dû prendre un abonnement dans une autre vie.

Option « fuite et prison ».

Je passe les différentes portes, tandis que mon passeport finit entre les mains d'un policier qui le garde.

Je n'ai plus rien. Même plus de nationalité !

De février 2000 jusqu'à février 2001, je vais rester dans la prison de Bangkok, sans contact avec personne. Les gens ignorent que je suis là. Sauf l'ambassade d'Algérie.

Deux jours plus tard, Joseph Aguitton vient me rendre visite. Je lui raconte tout ce qui s'est passé. Derrière mes barreaux, je vois bien son air dubitatif. Et comme les emmerdes arrivent toujours en paquet, il annonce :

– Votre demande d'asile a été rejetée. Je suis vraiment désolé.

Je le regarde… Pas autant que moi.

Comment des gens comme lui peuvent-ils en défendre d'autres ?

D'un ton glacial, je lui sors ce que j'ai sur le cœur.

– Dans une minute, vous allez tourner les talons, sortir de cette prison retrouver votre bureau climatisé. Ce soir vous irez manger avec votre femme, jouerez avec vos enfants. Moi, je n'ai plus rien. Je vous ai fait confiance. Et vous m'avez trahi.

C'est tout ce que je vois, là derrière mes barreaux.

Moi, il n'y a personne qui m'attend dehors, sauf l'ambassadeur d'Algérie et une balle dans la tête…

Son visage se décompose. Très gêné, il se tortille dans son costume en lin. « J'ai oublié de vous dire… » Il hésite, puis déclare, en baissant la voix… « L'ambassadeur d'Algérie est venu spécialement de Malaisie… pour vous. Il est en bas avec un dossier de demande d'extradition. Il a ramené un billet Bangkok/Le Caire/Le Caire Alger. Il a signé tous les papiers pour vous.

Je suis désolé… »

Là, je peux plus tomber plus bas. La nouvelle m'assomme. Comme si l'on m'avait tapé très fort sur la tête. J'ai très peur. Je n'existe plus pour personne, puisque ma famille ne sait pas que je suis en Thaïlande. Une seule personne le sait maintenant, et c'est l'ambassadeur d'Algérie en Malaisie.

Pas besoin d'un dessin. Si l'Algérie arrive à m'extrader, je suis mort. Disparaître entre la Thaïlande et l'Algérie, c'est cela qui me terrifie. Englouti en quelques secondes sans que personne puisse savoir où je me trouve.

Il faut que je trouve la solution, et vite.

Assis sur mes couvertures, j'ai quelques heures pour trouver. D'abord, il me faut un couteau.

On m'a toujours appris que, dans les situations d'urgence, le cerveau est capable de trouver des solutions auxquelles on n'aurait pas pensé quelques secondes auparavant.

Soudain, j'entends une voix derrière les barreaux.

– Quelqu'un parle-t-il français ? J'ai des journaux en français. Quelqu'un veut-il lire des journaux en français ?

Ma tête se relève d'un coup.

Je découvre un père blanc, immense, les cheveux neigeux, avec des lunettes. Habillé en civil, il circule dans le couloir avec une pile de magazines sur les bras.

– Moi, monsieur, j'en veux bien, je dis automatiquement.

Il se retourne :

– Je n'ai que *La Croix*.

Je regarde les journaux qu'il me tend. C'est pas possible. C'est un signe.

Nous discutons derrière les barreaux. Il s'appelle Morin, le père Morin. C'est un prêtre qui visite le centre toutes les semaines pour aider les prisonniers francophones. Je raconte pour la dix-huitième fois mon histoire.

Il me confirme que l'ambassadeur d'Algérie était en bas une heure auparavant avec un dossier.

–... Mais je ne savais pas que c'était pour vous ! Ne vous inquiétez pas, on va trouver une solution.

Puis il me quitte.

Composé de grandes salles, le centre me semble immense.

Les salles se suivent. Il y en a douze qui peuvent accueillir plusieurs milliers de personnes, et toutes les nationalités du monde. Des nationalités que je n'aurais même pas imaginé côtoyer un jour.

La salle où j'atterris est éclairée par des néons. Accrochés au plafond, il y en a partout, et pour cause, il n'y a aucune fenêtre.

La pièce est complètement fermée. Pas l'ombre d'une chance de s'échapper de ce cube.

À peine arrivé dans la salle, un grand Noir vient vers moi. C'est lui le chef de la salle. J'apprends plus tard qu'il est nigérien et qu'il a déjà purgé une peine de prison en Thaïlande.

Lui aussi a été conduit vers ce centre pour être rapatrié vers son pays. Il attend. Il a été choisi par la police pour commander la salle et mettre de l'ordre parmi les deux cents détenus.

Tout en m'expliquant en anglais les règles, il me tend deux couvertures noires et me montre le coin où je vais dormir. Je regarde pour trouver le matelas. Il continue de me désigner le coin gauche de la salle.

Je lui demande où est le lit pour dormir. Il rigole. Il devait avoir l'habitude.

– Est-ce que tu vois les autres sur un lit ? me demande-t-il.

Effectivement, toutes les personnes sont installées par terre comme dans une boîte de sardines, les unes à côté des autres, sans espace.

« Mais où je suis tombé ? »

Puis je remarque vite que certains ont des lits plus épais que d'autres, bien gonflés par plusieurs couvertures. Ce sont les plus anciens, qui ont pu se constituer une sorte de matelas.

– Comment ça se passe ici dans la journée, les visites, la nourriture, je demande naïvement.

Il me regarde et sourit de toutes ses dents.

– Rien, il ne se passe rien.

Le seul conseil, c'est que toute personne doit rester sur son lit et attendre.

La chaleur est devenue mon ennemi mortel. J'avais oublié que l'on pouvait avoir aussi chaud.

Après avoir installé mes couvertures par terre, je me rends directement vers la salle de bains pour voir à quoi cela ressemble. Il y a un bassin avec un robinet, et l'eau qui coule sans arrêt. C'est dans ce bassin que les détenus prennent leur douche.

Il y a six toilettes en plus de la salle de bains, situées au fond de la salle.

Malgré les quatre ventilateurs qui brassent l'air que nous respirons, l'atmosphère reste étouffante, car en plus de la chaleur, il y a la fumée. Les prisonniers n'ont rien à faire, alors ils fument.

La température est brûlante. J'ai l'impression d'être au milieu d'animaux sauvages enfermés dans des cages. Mes nouveaux « collègues » sont tous torses nus, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Tout le monde se déplace lentement.

Très vite, je fais comme les gens autour de moi. Torse nu, je fais des allers-retours au robinet pour m'humidifier toutes les dix minutes.

Au bout de quatre jours, j'ai pris mes marques.

Je fais comme eux. Je fume et j'attends qu'il se passe quelque chose.

Je commence à regretter la prison militaire de Blida.

Le lendemain de mon arrivée au centre, le père Morin est revenu. À son air, je vois qu'il a une solution.

Elle est de taille.

– Kader, nous allons faire notre possible pour enrayer l'acte d'extradition vers l'Algérie. Nous allons signaler ta présence ici. Pour cela, j'ai prévenu le directeur de l'AFP qu'un citoyen algérien est détenu ici, que c'est un agent du contre-espionnage, et qu'il a des révélations à faire. D'accord ?

Je l'ai regardé avec toute la reconnaissance du monde. S'il n'y avait pas eu les barreaux, je l'aurais embrassé !

Le lendemain, un Français s'est présenté devant mes barreaux.

– Bonjour, Philippe Agret, chef du bureau AFP pour Bangkok. On peut parler ?

J'acquiesce et l'interview commence.

Le lendemain, la dépêche AFP sort.

Ces quelques lignes vont me sauver la vie et freinera au moins l'acharnement de mes poursuivants mais pour combien de temps ?

Sans que je le sache la dépêche de l'AFP va faire des petits.

Le lendemain, une autre personne m'attend derrière les grilles. Eurasien, il a un bon sourire.

– Bonjour, je m'appelle Arnaud Dubus, je suis correspondant pour *Libération*. Votre interview à l'AFP a fait beaucoup de bruit. J'aimerais faire un papier sur vous et sur vos révélations sur la mort des moines de Thiberine.

Il joint le geste à la parole et appuie sur son magnétophone. Je raconte tout. Mes années à Alger, à la DCE, mes huit années de guerre contre les GIA, les manipulations, les dérapages, la nausée.

Derrière les barreaux, je vois les yeux du journaliste s'agrandir, tandis que ses questions se font de plus en plus précises.

Février 2001. Cela fait maintenant presque deux années que je suis dans le centre.

Je suis toujours dans la salle numéro 7. Dedans, il doit bien y avoir deux cents personnes. Beaucoup d'Africains, des Iraniens, des Irakiens… Il y a aussi une quinzaine d'Algériens.

Ce sont déjà des vieux dans cette salle. Certains sont là depuis cinq ans. Chacun raconte une histoire différente, mais je comprends vite pourquoi ils sont là.

Bangkok est la plaque tournante pour les faux papiers et beaucoup sont venus d'Algérie pour acheter un passeport pour pouvoir entrer en Europe.

Tous les gens qui se trouvent dans cette salle n'ont pas de passeports. Aucun document de voyage pour rentrer au pays, mais au moins, ils ont une ambassade qui peut les rapatrier !

La police thaïlandaise ne peut pas forcer une personne à rentrer dans son pays.

L'un d'entre eux, Mourad, m'explique :

– Je veux pas te démoraliser, mais celui qui n'a pas de passeport peut rester ici des années.

Il m'apprend que dans la salle 7, il y a un Algérien qui est là depuis déjà trois ans parce qu'il n'a pas de passeport. Il est là car il ne peut pas payer le pot-de-vin exigé par la police.

– Combien ? je demande.

– 150 000 à 200 000 baths. Si tu as la somme, tu paies les officiers directement, et le jour même tu es libre. Dehors.

– Sinon ?

– Sinon tu restes. La seule solution, si tu as 100 baths, c'est de payer les gardiens pour aller téléphoner en bas, en étant menotté, bien sûr.

Nous mangeons une fois à midi, une fois à six heures.

Je regarde le riz blanc dans ma gamelle en fer blanc. Une sauce piquante avec un bouillon. Le soir, même chose, sauf qu'un œuf dur a été ajouté.

– Si tu as de l'argent, tu peux acheter du pain de l'extérieur ou des boissons gazeuses, continue de m'expliquer Mourad, la bouche pleine.

– J'ai une bonne et une mauvaise nouvelle.

Le père Morin est devant moi. Les barreaux nous séparent. Dans la toile dans laquelle je suis englué, il est, lui et la mission chrétienne, le seul à me soutenir.

– Allez-y, mon père, je ne vois pas ce qu'il peut y avoir de pire comme mauvaise nouvelle que mon extradition !

– Justement ! Ça, c'est la bonne nouvelle. Vous ne serez pas extradé vers l'Algérie. Nous avons longuement discuté avec les services de l'immigration, et ils ont notifié à l'ambassadeur d'Algérie que vous resterez ici !

– Et la mauvaise nouvelle ?

– C'est que vous restez ici !

– Ici ? c'est-à-dire ?

– Au centre de détention. Les autorités thaïlandaises ne peuvent pas vous libérer. Vous n'avez plus de passeport. Plus de visa. Et le seul pays qui vous réclame comme citoyen, c'est l'Algérie !

C'est le deuxième coup de massue en moins d'une semaine.

– Mais je peux pas rester ici. Enfin, c'est pas…

– Tant qu'aucun pays ne vous reconnaît, vous n'existez pas… je suis désolé… c'est la loi internationale. Depuis votre arrivée à Bangkok, vous n'existez plus pour personne.

– Mon père, on est quelle date aujourd'hui ? J'ai peur de perdre la notion du temps.

Rassurant, il me glisse avant de partir :

– Je reviens demain. Vous aurez des journaux. Ne vous inquiétez pas !

Je m'assois sur ma couverture. Le choix est maigre. J'hésite entre pleurer ou devenir fou.

Les jours passent. Cela fait maintenant douze mois que je suis dans la salle 7. Douze mois sans voir le ciel. Les Algériens avec moi sont pour beaucoup des islamistes venus à Bangkok chercher des papiers pour alimenter leurs organisations.

Pour éviter les ennuis, je raconte que je travaillais dans les cartes grises, à Blida.

Toute la journée, je suis obligé d'écouter leurs conneries. Pourquoi ils ont dû quitter le pays, que le gouvernement les recherchait. Je vais voir défiler une belle brochette de terroristes venus s'acheter une nouvelle identité. J'ai envie de leur dire que nous avons mené une guerre à mort contre eux.

J'invente, j'invente, je n'en peux plus d'inventer…

America under attack

L'article est sorti depuis un mois déjà et l'ambassade d'Algérie ne décolère pas.

Dans la salle, je passe le temps. Nous sommes en septembre, je n'ai toujours pas vu le ciel.

Les saisons passent, et je ne m'en rends compte qu'à travers la télé.

Depuis février 2000, je mène une vie cathodique, entre parenthèses, comme ces animaux qui se mettent en hibernation.

Assis sur ma couverture, je vois défiler le monde dans un petit écran.

La télé est en hauteur, et personne ne peut y toucher pour changer les chaînes.

Soudain un flash télé apparaît. On y voit deux tours. Et un avion arrivant à grande vitesse, s'écrasant sur l'une d'elles. À peine le premier avion a fini de s'encastrer qu'un deuxième le suit de peu.

Dans la salle, tout le monde s'est redressé d'un coup et s'est agglutiné en silence autour du poste.

« Deux avions de ligne viennent de percuter les tours jumelles du World Trade Center… », explique le commentateur thaï.

Médusé, tout le monde reste en suspens.

Puis soudain des applaudissements, des cris de joie se font entendre derrière moi. Je me retourne. Ce sont les Algériens. Ils ne sont pas seuls. Les Syriens, les Iraniens, les Somaliens et les quelques Irakiens les accompagnent, tandis qu'à l'écran le sigle *America under attack* défile sur le poste.

Allah Akbar ! Allah Akbar ! crient quelques-uns derrière moi.

Je pense à toutes ces années passées à traquer les islamistes dans le pays, pour en arriver là ! Maintenant je sais que notre combat était juste. Nous étions en avance, c'est tout.

Avec l'effondrement des tours, le monde vient de changer.

Je regarde les news pour savoir où en est le monde dans son combat contre la terreur. Les Américains ont bombardé l'Afghanistan et sont rentrés dans Kaboul. Des attentats ensanglantent la planète. Comme une sorte de suite de ce que nous avons vécu, nous Algériens, mais à l'échelle planétaire.

Comme si soudain le monde s'était réveillé face à l'islamisme radical, alors que nous avions prévenu les gens depuis déjà dix années.

J'avais oublié l'islam. Mais même au fin fond d'une prison thaïlandaise, lui ne m'avait pas oublié. L'ambassade d'Iran venait toutes les semaines dans le centre. Là, le personnel iranien distribuait de la nourriture aux musulmans, et aux musulmans seulement.

Pour moi, c'est comme si la guerre continuait. Depuis quelques jours, elle s'est même infiltrée dans le regard des autres Algériens de la salle. Ils me regardent maintenant d'un drôle d'œil. Comme des chiens, ils me reniflent un petit peu plus chaque jour, soupçonneux.

Je sens qu'ils ne sont pas dupes de toutes les conneries que j'ai racontées depuis que je suis arrivé.

Tandis qu'ils se lèvent à 3 heures du matin et font leur prière tous les jours. Je continue de dormir.

Un jour, l'un d'eux vient me voir : « Kader, aujourd'hui c'est ramadan, est-ce que tu veux prier avec nous ? »

Et moi de répondre : « Pas de problème, pas de problème… mais tu sais, mon frère, ici, vu ce que je mange, pour moi, c'est tous les jours ramadan ! »

Je vois dans son regard que je n'aurais pas dû dire cela.

Il s'éloigne pour aller discuter avec son copain. Les deux me regardent maintenant en parlant à voix basse. Ce n'est plus qu'une question de jour, d'heure. Les problèmes risquent d'arriver à très grande vitesse.

J'ai juste envie de lui cracher à la gueule que les gars comme eux, on les pourchassait jour et nuit.

J'ai toujours appris qu'il valait mieux prévenir que guérir. Le lendemain, je vais voir l'officier responsable de la salle.

« J'aimerais changer de salle. Aller de la salle numéro 7 vers la numéro 2 par exemple. »

J'ai appris depuis que la salle numéro 2 est une salle spéciale où seuls les Asiatiques cohabitent.

Je lui explique que j'ai quelques « problèmes » avec mes coreligionnaires algériens… et que je ne peux pas rester avec eux.

L'officier comprend et acquiesce d'un coup de casquette. Il n'a pas envie d'un cadavre demain matin et me dit en anglais : « Tu quittes la salle ce soir. »

Salle 2

La salle 2 est exclusivement asiatique. Près de deux cent cinquante personnes s'y entassent. Des Chinois pour la plupart, mais aussi des Birmans, des Laotiens, des Vietnamiens. Tout ce que compte Bangkok comme sans-papiers en provenance de l'Asie du Sud-Est.

La salle est bruyante. Tout le monde parle en même temps et se comprend, soit par l'anglais soit par le chinois.

Aussi grande que la salle précédente, il y a la même télé bloquée sur les chaînes thaïes.

Depuis mon arrivée, je me suis mis à apprendre le thaïlandais pour mieux communiquer.

Je suis encore plus seul, mais au moins en sécurité. Ici, personne ne cherche à savoir ce que je faisais dans mon pays.

Les visites du père Morin et de la sœur Pierre me réchauffent le cœur. Ils m'apportent toujours les journaux et un peu de pain. Aujourd'hui, le père semble soucieux.

– Votre ambassadeur est là, en bas. Il est avec le chef de la police.

Je panique d'un coup.

– Qu'est-ce qu'il fait ?

– Il est venu marchander votre extradition.

– Un dossier d'extradition ?

– Non, il vient juste négocier avec la police. Savoir si l'on ne peut pas vous faire sortir autrement…

Je me sens comme un rat en cage. Coincé. Si les Thaïs acceptent les « tarifs » de l'ambassadeur, je suis mort.

Je pense à l'ambassadeur d'Algérie, qui se trouve à cinquante mètres de moi. Les services veulent VRAIMENT mon

retour, histoire de discuter avec moi du temps passé, et de toutes les saloperies. Maintenant, je me sens comme un coureur de marathon. Il faut que je tienne le plus longtemps possible. Je cours, je cours, avec le souffle chaud de mon propre service sur la nuque.

C'est comme si l'œil de l'ambassadeur d'Algérie était là à m'attendre.

– Dès qu'on parle de vous à l'ambassadeur d'Algérie, ses yeux sortent de ses orbites. On dirait un vautour qui attend que vous sortiez pour vous prendre dans ses serres, dit le père Morin en riant.

Moi, ça ne me fait pas rire. Je ne lui ai pas raconté le dixième de ce que je sais et de ce que j'ai vu pendant mes six années au CTRI…

Le père voit bien que cela me perturbe et me rassure.

– On est en train de faire l'impossible.

Puis, avec un sourire :

– Il faut que vous commenciez à prier.

J'ai secoué la tête. Prier ! moi qui suis laïc !

Depuis mon arrivée, je me suis fabriqué des prières, bricolées par mes soins. Le soir, quand les lumières s'éteignent, avant de dormir, ça me rassure.

Le père reprend.

–… C'est votre rédemption pour tout ce que vous avez vu et vécu. Dieu l'a voulu ainsi et vous envoie des épreuves pour vous tester, savoir si vous êtes capable de revenir parmi les hommes.

Un frisson me parcourt le dos. Le père continue de me regarder avec ses grands yeux gris.

Il voit au fond de moi, les années passées, le chemin sombre, les grands vergers sous la lune…

Il sent.

– Vous pouvez vous confesser à moi si vous le voulez.

Je reprends ma respiration.

– Merci, mon père, mais ça ira pour le moment.

– Ne laissez pas macérer toute cette… noirceur, cette violence… Ce n'est pas bon.

– Mon père, avant je faisais des cauchemars. Aujourd'hui, je n'en fais plus. Ma situation n'est pas enviable, mais je respire. Je n'ai plus ce goût de… terre qui m'envahissait la bouche certains soirs… Merci de votre aide, mon père.

L'entretien est clos. Je tourne les talons et vais me rasseoir sur ma couverture.

Pour me faire comprendre, dans ma nouvelle salle, j'ai rassemblé les quelques mots d'anglais que j'ai appris dans mon autre vie. Avec mon accent algérien, mes compagnons de salle éclatent de rire. L'ambiance est bon enfant. J'ai des nouveaux amis. Ce sont des Singapouriens.

Ce sont eux qui m'aident dans la salle. Chaque fois que j'ai besoin de quelque chose, ils n'hésitent pas à me rendre service.

Eux aussi me trouvent exotique. Ils n'ont jamais rencontré d'Algériens avant.

Le chef de salle est lui aussi singapourien. Il s'appelle Richard. C'est un malin. En sa qualité de chef, il est le seul autorisé à acheter de la nourriture. Il a monté un petit commerce à l'intérieur. Il achète de la nourriture à l'extérieur et la revend aux Chinois à l'intérieur. Sur sa petite couverture, étalée comme sur un marché, on trouve du pain, de la limonade, des sauces préparées.

Tant que l'ordre règne dans la salle, la police ferme les yeux.

Ma seule distraction reste la visite du père Morin et de la sœur Pierre. Ils continuent de m'apporter des journaux français et surtout le quotidien *La Croix*, dont je deviens un fidèle lecteur. J'y dévore les nouvelles du monde et recherche des informations sur l'Algérie et sur ce qui s'y passe.

En mai 2002, je passe mon trente-quatrième anniversaire sur ma couverture avec du riz blanc et deux petites boulettes de viande, cadeau de Richard.

Salle 12

Cela fait maintenant plusieurs mois que je suis dans la salle 2.

Les visages changent. Certains, après une visite de leur ambassade, quittent la salle définitivement. C'est toujours un peu triste.

Moi, je sais qui m'attend dehors. Personne.

Aujourd'hui, c'est visite médicale. Les « clients » du centre sont surveillés régulièrement par un médecin pour éviter que des maladies se déclarent.

Le médecin est une femme d'origine philippine. Elle est seule pour près de 2 000 personnes.

Après m'avoir ausculté, je vois bien qu'elle fait la grimace. Je cherche son regard. Elle évite mes yeux. Puis elle me dit qu'il y a quelque chose qui ne va pas avec mes poumons. Avec son stéthoscope, elle se penche de nouveau sur moi et m'ausculte. Puis elle me tend un tube plastique.

– Crachez dedans.

Elle le rebouche soigneusement et le range dans sa trousse.

Une semaine plus tard, elle est là.

– Le crachat a révélé que vous aviez contracté le virus du bacille de Koch. Autrement dit, vous êtes atteint par un début de tuberculose.

Elle sourit.

– Vous avez de la chance, nous l'avons décelé à temps. Mais nous allons être obligés de vous changer de salle.

J'encaisse. Je n'ai pas beaucoup de choix. Il manquait plus que ça : la tuberculose.

La salle 12 est la salle réservée aux malades. On n'y rentre que sur ordre du médecin. Le lendemain, deux policiers sont venus pour me transférer.

Je prends mes couvertures et dit au revoir aux autres.

L'espace est le même. Sauf que les occupants ont l'air nettement moins vaillants. J'apprends que la plupart sont atteints de maladies graves.

Sida, tuberculose, paludisme. La salle est un concentré des infections les plus terribles de la planète.

Il n'y a pas que ça.

Marchant de long en large, parlant tout seuls, les malades mentaux circulent parmi nous.

L'un d'eux est birman, il a le sigle de la Croix-Rouge suisse sur ses vêtements.

À peine arrivé, il vient vers moi, me dit s'appeler Johnson et est persuadé d'être suisse. Les policiers thaïs ont bien essayé de le convaincre de repartir en Birmanie, mais lui leur maintient que c'est impossible, vu qu'il est suisse.

J'apprends que cela fait bientôt quatre ans qu'il est dans cette salle. Il y en a un autre. C'est un Iranien âgé d'environ 58 ans, qui dit s'appeler Moussaoui. Il est devenu sans le vouloir le recordman de la salle 12. Cela fait près de huit années qu'il tourne dans la salle. À force, il en est devenu complètement fou.

Il a une longue barbe et ne fait de mal à personne. Sauf qu'il parle tout seul toute la nuit. Il se raconte des histoires et ne laisse personne dormir tranquille.

Une fois la tuberculose détectée, la doctoresse m'a placé sous traitement.

– Vous en avez pour six mois, a-t-elle dit, et elle m'a remis un flacon de pilules.

Six mois de pilules avec du riz.

Des employés de l'infirmerie nous rapportent de temps à autre quelques petites bananes et du lait en boîte. « C'est bon contre la tuberculose. Il faut manger des vitamines », me dit l'une d'elles. J'étais d'accord avec elle, mais où trouver des vitamines ?

La salle des malades comportait seulement une vingtaine de personnes, mais quelques jours après mon arrivée la police a décidé de l'utiliser pour détenir des Birmans, des Cambodgiens et des Laotiens avant leur rapatriement.

De vingt personnes je suis maintenant avec quatre-cents personnes dans la même salle. Pas de place pour dormir. Il faut se bagarrer pour pouvoir aller prendre une douche. Il fait très chaud, et les ventilateurs restent inefficaces. Quant au bruit, il est infernal, tout le monde parle en même temps.

Quelques jours plus tard, la doctoresse est revenue.

– J'aimerais que vous veniez m'aider dans la salle à m'occuper des malades.

Je ne peux pas refuser, étant moi-même l'un d'entre eux.

– Ça consiste en quoi ?

– Je vous remettrai des médicaments, que vous distribuerez. Quand il y aura une urgence, vous appellerez la police pour les transferts à l'hôpital. Beaucoup de patients de la salle 12 ont contracté des maladies mortelles avant d'échouer à Bangkok. Beaucoup risquent de mourir. Il faut les aider. D'accord ?

J'accepte. L'un d'eux, un Africain, en phase terminale, à qui je distribue des médicaments contre le sida, ne se réveillera pas un matin.

J'ai trouvé ça ironique. Il s'était échappé à sa manière de la salle 12 et de son enfer.

Précautionneusement, je l'ai recouvert avec une couverture et j'ai appelé la police pour son évacuation.

Je suis entré en février 2000. Le mois de septembre 2003 vient de commencer.

Trois ans que je suis assis sur une couverture sous des ventilateurs.

Mon nouveau voisin de couverture est birman et parle anglais parfaitement. Il s'appelle Moe tee zon.

Nous échangeons sur nos parcours de vie. Au cours de nos conversations, il m'explique le bouddhisme.

– Nous, les bouddhistes, c'est plus simple. On se réincarne. Si tu as été bon dans cette vie, tu te réincarnes dans une autre vie encore mieux.

– Tu as un karma… difficile. Dans une autre vie, tu as dû faire des choses terribles.

Je le regarde pour voir s'il ne se moque pas. Je secoue la tête.

– Tout ce que je sais, c'est que maintenant j'irai au paradis, parce que l'enfer, mon frère… il est sur terre…

Comment lui raconter tout ce que j'avais vu. Il sent que je suis réceptif. Il s'est mis sur un coude et décide de me parler de sa religion.

– C'est pas ta faute, c'est ton karma, conclut-il en se recouchant.

La police thaïlandaise qui refuse de me libérer, l'ambassade algérienne qui a les yeux braqués sur le centre de détention, la tuberculose, mon passeport qui a expiré. À part la mort au bout, je ne vois pas ce qui pouvait m'arriver de pire.

J'avais vraiment dû déconner dans une autre vie ! C'était pas possible autrement.

Espoir

– Kader, je vous présente Benjamin Zawacki. C'est un avocat de Boston spécialisé dans les droits de l'homme.

Le nez chaussé de petites lunettes cerclées d'acier, Benjamin est un jeune homme d'une trentaine d'années, un peu chauve et au sourire engageant. Nous nous serrons la main derrière les barreaux.

Le père Morin m'explique à voix basse que leur acharnement a payé.

– Votre ambassadeur est toujours là. Il est très actif. Il fait du lobbying auprès du général de la police pour lancer votre extradition. Il a même organisé un dîner avec le général en chef de la police…

– Et alors ?

– Et alors ? J'ai été voir le chef de la police et je lui ai dit que s'il vous renvoyait dans votre pays, vous seriez exécuté dès votre arrivée… et que ce serait très mauvais pour son karma.

Le père Morin a eu soudain un sourire malicieux comme s'il allait me faire une bonne blague. Il a repris :

– Le général de la police part en retraite ce soir… Nous nous sommes parlé au téléphone hier. Il m'a demandé ce qu'il pouvait faire avant qu'il ne quitte ses fonctions après toutes ces années de travail en commun… Nous avons toujours eu d'excellentes relations avec lui. Je lui ai donc reparlé de votre cas et de votre demande d'asile. Voilà ce qu'il va faire…

Je m'appelle Abdelkader Tigha. J'ai 34 ans. Je suis sergent-chef au contre-espionnage algérien. J'ai été trahi, mais je suis toujours vivant.

L'homme de l'UNHCR m'a trahi. Il était censé me protéger, mais il a appelé l'ambassade d'Algérie.

Mon ancien service a retrouvé ma trace. À plus de 10 000 kilomètres de chez moi.

Mais ce soir, je m'évade.

Avec la complicité du général de la police thaïlandaise, je vais reprendre ma course. Fuir.

Fuir. Toujours et encore.

Eh, Kader, tu vas faire quoi en sortant ? Il y a qui qui t'attend dehors ? me demandent mes compagnons de salle.

Personne. Il n'y a personne. Juste l'ambassadeur d'Algérie et des hommes de mon ancien service qui aimeraient bien me ramener au pays, histoire de discuter du bon vieux temps, du temps de notre guerre contre les islamistes…

Tu va aller voir les filles en sortant, hein ?

Je souris. Cela fait trois ans que je suis là, et ce soir je m'évade. Comment expliquer à mes compagnons de cellule que je ne suis pas un demandeur d'asile comme les autres !

Ce soir, je m'évade.

Je viens de franchir la dernière porte du centre.

À mes côtés, Benjamin, mon avocat, m'accompagne.

Je retrouve après trois années d'enfermement la nuit chaude de Bangkok.

Une voiture nous attend. Dans le véhicule, je n'arrive toujours pas à croire que je suis sorti.

– Voici votre billet pour la Jordanie, car pas besoin de visa pour les Algériens.

– Et mon passeport ? Il est expiré depuis trois ans.

– En effet, il a largement dépassé la date d'expiration…, lâche en souriant Benjamin.

Le père Morin, à l'avant de la voiture, vient de se retourner.

– Nous avons fait nous-mêmes votre extension de visa !

– Je ne comprends pas…

– Vous imaginez bien que l'ambassade d'Algérie n'allait pas étendre votre passeport. Nous en avons acheté une auprès d'un Chinois spécialisé. Il nous a fait un tampon encore plus beau que celui de l'ambassade d'Algérie.

Je n'en crois pas mes oreilles, je saisis le passeport et le feuillette fébrilement. L'extension est là. Un beau tampon de couleur violette m'autorisant à voyager pendant trois ans encore avec le passeport…

J'ai envie de pleurer, je ne sais pas quoi dire au juste.

– Je ne vous remercierai jamais assez pour ce que vous avez fait…

Puis je pense à la tête de l'ambassadeur d'Algérie quand il va se rendre compte que j'ai disparu du centre.

– Le chef d'escale est dans la confidence de ta fausse extension. Par contre, il va falloir te remettre les menottes jusqu'à la salle de l'aéroport. C'est obligé, glisse le père tout en parlant avec l'un des policiers thaïs qui nous escortent.

La voiture s'est arrêtée devant la porte « Vol international » de l'aéroport. Je sors, les menottes aux poignets, accompagnés du père Morin et de Benjamin. Mes deux sauveurs : un prêtre catholique et un avocat américain.

– Tigha, ne t'inquiète pas. Le général est un homme de parole. Pour ce qui est de l'ambassadeur d'Algérie, s'il avait été au courant, il serait déjà à l'aéroport en train de vous poursuivre avec son ordre d'extradition, glousse le père.

Je n'ai aucun mal à imaginer la scène, tandis que les deux policiers qui m'encadrent me retirent les menottes.

Sur le tarmac, l'avion de la Qatar Airways attend.

Je serre très fort les mains du père Morin.

– Nous nous reverrons, Kader, ici ou dans une autre vie… Et comme on dit dans mon Puy-de-Dôme natal, « il n'y a que les montagnes qui ne se rencontrent pas ».

Nous sommes le 23 septembre 2003 et je pars en Jordanie. Après les formalités de douane, je monte dans l'avion et m'assois pour la première fois dans le siège avec un sentiment de plénitude.

– Prochain arrêt : Amman, dit en riant Benjamin dans son français haché. Là-bas on avisera.

Amman

Pendant le vol, par le hublot, je regarde la nuit noire comme de l'encre envahir l'espace.

Je repense à ces trois années passées sur une couverture, à la tuberculose, à la privation.

J'ai compris beaucoup de choses… Que mon ancien service ne me lâcherait plus. Tant que je ne serais pas mort, il n'aurait de cesse de me poursuivre.

– Ils vous veulent ! Peu importe les moyens mis en œuvre, ils ne reculeront pas, me prévient Benjamin.

Puis il m'explique ce que nous allons faire à Amman…

L'avion se pose. Nous sommes le 24 septembre. Le passage à la douane s'effectue sans problème. Dehors, Benjamin nous mène à un hôtel du centre-ville.

– Abdelkader, vous restez là le temps que la Fédération des droits de l'homme nous envoie un représentant.

L'organisation Caritas Jordan me prend en charge en envoyant une de ses représentantes.

Son directeur, Djamel Hatar, m'a placé dans un petit hôtel isolé, mais bien sécurisé. Je vais y rester trois semaines.

Avec Benjamin, nous continuons d'explorer les multiples possibilités pour éviter l'extradition.

– Kader, n'oublie pas que les autorités jordaniennes ne savent pas que tu es ici.

Pour plus de sécurité, Benjamin décide de me remettre entre les mains du père Hanna Kildani. Ce dernier est responsable d'une petite église dans le centre de Amman… Petite mais accueillante.

C'est là-bas que je vais passer toutes les autres nuits, de peur d'être intercepté par la police jordanienne et d'être expulsé vers l'Algérie.

– Kader, Benjamin m'a raconté votre histoire. Qu'est-ce que nous pourrions faire qui vous ferait plaisir ? me demande le père Kidalni.

– Ça fait longtemps que je n'ai pas entendu la voix de ma femme et de mes enfants. J'aimerais, si c'était possible, les appeler. C'est la fin de l'Aïd, vous savez. C'est une fête très importante chez nous en Algérie.

– Prenez, dit le père en me tendant un téléphone portable.

J'ai les larmes aux yeux. Tant de gentillesse… Je ne sais pas quoi faire en regardant les touches.

Je me décide à composer le numéro tout en me demandant ce que je vais pouvoir dire à ma femme sans qu'elle tombe en syncope sur place.

Fouzia, ma colombe, je suis en fuite à travers le monde. J'ai été trahi par tout le monde. Mon ancien service veut ma peau… les Français, les Algériens, ah oui, j'oubliais… Je sors de trois ans de prison ! Et toi, comment vas-tu ?

À l'autre bout, j'entends la tonalité.

Puis une petite voix décroche.

– Allô… c'est qui…

Je reconnais la voix d'Hichem. Je craque et pleure.

– Hichem, Hichem, c'est papa ! je dis en pleurant.

– C'est qui ?

Il ne me reconnaît plus.

Puis la voix de Fouzia résonne.

– Fouzia, c'est Kader…

Un silence, puis un immense cri de joie sort du téléphone.

– Kader, Kader… Où es-tu ? Tu es vivant ! Merci, mon Dieu… Tout le monde te croit mort. Comment vas-tu ?

Les questions se culbutent dans sa bouche. Je lui réponds de même. Les mots s'entrechoquent. J'en bégaye de plaisir. Derrière elle, j'entends les deux petits en train de crier et de pleurer. Fouzia me donne rapidement des nouvelles de tout le monde.

– Les gens de l'immeuble ne me parlent plus. Je suis comme une pestiférée. Heureusement qu'il y a la famille, soupire-t-elle, puis elle poursuit.

– Moh va bien, mais ça lui a fait du mal que tu ne le préviennes pas… Mais il comprend. Kader, il faut que tu saches. Mohamed Birane a été arrêté. Ils l'ont torturé pendant des semaines pour savoir où tu étais parti. Ça a été horrible… Il vient me voir parfois.

Je raccroche, secoué par toutes ces nouvelles.

Birane torturé. Birane était un ami d'enfance. C'est lui qui m'avait fourni le faux visa. Comment avaient-ils su que c'était lui qui me l'avait acheté ?

Je m'assois sur un des bancs de l'église. Je ne sais quoi dire. J'ai les yeux mouillés C'est comme si mon cœur s'était rouvert d'un coup. Tout ce que j'avais enfoui a resurgi.

Je pose le téléphone sur le banc. Le père Kidalni vient vers moi.

– Ça va ?

Il me regarde d'un air rassurant. Je lui raconte l'entrevue avec ma femme, les nouvelles depuis mon départ.

– Ici, vous êtes en sécurité.

En début de soirée, le téléphone se met à vibrer sur le banc. Il n'y a personne pour décrocher. Je le prends.

Rien. Personne au bout de la ligne. Juste un grésillement incessant.

Le père Hanna Kildani s'est approché tout sourire.

– Tout va bien, Tigha ?

Je dis « oui » en raccrochant le téléphone pour lui rendre.

J'ai toute la nuit pour repenser à ma conversation trop brève avec Fouzia. Le lendemain, au petit déjeuner, je vois arriver le père Kildani.

– Kader, je ne comprends pas. Il y a quelqu'un qui veut vous parler dit-il en me tendant le téléphone portable.

Son visage est tout gris.

Je n'entends rien d'abord, puis mon correspondant au bout du fil me parle en arabe.

– Abdelkader Tigha, je suis le colonel Ali de la sécurité jordanienne. Où êtes-vous, monsieur Tigha ? Il faut venir nous voir tout de suite pour vous éviter de graves problèmes.

Je reste muet, comme abasourdi.

– Je ne vois pas de quoi vous voulez parler. Je ne sais pas qui vous êtes ni pourquoi vous appelez.

– Monsieur Tigha, nous savons que vous êtes en Jordanie à Amman.

Je continue de nier.

– Pas du tout. Je ne suis pas en Jordanie. D'ailleurs, qu'est-ce que je ferais en Jordanie, hein ?

Un silence s'est installé.

– Monsieur Tigha. Vous avez appelé votre femme hier. Nous venons de recevoir un message urgent en provenance d'Alger à votre sujet. Un message signé Smain Lamari… Ça vous dit quelque chose ?

Un long silence vient se couler dans ma gorge.

Fouzia. Le téléphone de la maison. Ils l'ont mis sur écoute.

Pendant trois ans, ils ont attendu patiemment que j'appelle.

J'avais oublié la règle numéro un : Ne jamais appeler sa femme. Ni sa famille quand on est en cavale.

Des foules de choses remontent à la surface. Désagréables. Des méthodes que j'avais oubliées.

– Monsieur Tigha, vous êtes toujours là ? Nous devons vous voir. Pour votre propre sécurité !

Je souffle un coup.

– Si vous voulez me voir, vous venez !

– Vous êtes où ?

Je jette un œil au père Kildani, qui écoute attentivement. Il hôche la tête.

– Dans une église. Je vous préviens que je n'en bougerai pas et qu'il y aura des témoins avec moi !

– Nous arrivons, dit-il avant de raccrocher.

Je m'assois lourdement. Ils m'ont repéré. Trois ans. Ils ont attendu trois ans. Soudain, j'ai peur de nouveau.

C'est le père Kildani qui perce ma pensée.

– S'ils ont attendu aussi longtemps pour vous retrouver, c'est que vous devez être très important à leurs yeux.

Je secoue la tête en le regardant.

– Ça, pour me vouloir, ils me veulent…

Puis, devançant ma pensée :

– Ils ne pourront rien faire. Nous sommes dans une église.

J'ai dû faire une grimace puis après un silence.

– Vous ne connaissez pas nos services, mon père.

J'appelle la fédération des droits de l'homme. Ils nous envoient une avocate immédiatement. Elle s'appelle Odile Sidem-Poulain.

C'était une Jordanienne d'origine palestinienne spécialisée dans la défense des droits de l'homme.

Une heure plus tard, deux voitures noires se sont garées dans la petite rue de l'église. Trois hommes en sont sortis. Ce sont le colonel Ali et ses frères. Le père les a accueilli les hommes en les guidant vers son bureau, au premier étage.

Les présentations sont tendues. Le plus galonné prend la parole. Il est petit, les cheveux gominés, les yeux calmes.

– Tigha, nous ne sommes pas venus pour t'arrêter.

Je hoche la tête, un sourire un peu crispé.

– Ton chef Smain Lamari nous a demandé de te renvoyer chez toi. Il nous a demandé de te retrouver et de t'expulser le plus vite possible vers l'Algérie.

Il marque une pause.

–… Ce que nous n'allons pas faire !

Il reprend.

– « On a compris que si tu repars là-bas, ils te zigouillent, non ?

J'acquiesce.

– Tu vois, le royaume de Jordanie ne veut aucun problème diplomatique avec l'Algérie. Mais nous ne voulons aucun problème avec les droits de l'homme. Une protection te sera donnée pendant que nous leur répondrons qu'on te recherche partout, mais que tu es caché… En échange, tu nous promets de quitter la Jordanie sous vingt-quatre heures.

Je regarde mon avocate, qui fait « oui » avec la tête.

Le colonel semble soulagé.

– Maintenant, il faut que tu me montres ta chambre d'hôtel…

Je tique. Il s'en est rendu compte.

– Écoute, mon interlocuteur algérien m'a clairement fait savoir qu'une équipe partait d'Alger pour te récupérer. Alors… je n'ai pas envie qu'un « déserteur » des services algériens soit assassiné sur mon territoire.

Le colonel monte avec moi dans la chambre. D'un coup d'œil, il l'inspecte et donne son accord.

– Pour plus de sécurité, je vais te mettre deux hommes en bas et en haut.

Puis le colonel reprend :

– Je ne sais pas ce que tu as fait, mais à ton avis, quel sorte d'officier ton service pourrait envoyer pour procéder à une action de liquidation ?

Je le regarde sans savoir quoi répondre. Ma désertion est devenue un film depuis trois ans. Tout ça me dépasse.

Je connais les méthodes du service, mais je n'imaginais pas autant d'acharnement.

Le soir, autour de la table, nous faisons le point avec mon avocate.

– La FIDH nous envoie une avocate. Odile Sidem-Poulain. Elle est là pour t'aider. C'est l'ancienne secrétaire de la FIDH. Dès son arrivée, elle va aller voir les différentes ambassades pour voir comment on peut te trouver un asile. Parallèlement, un avocat en France va faire tout le nécessaire pour que tu puisses arriver à Paris.

Je me sens soulagé. Je les remercie du fond du cœur pour tout ce qu'ils font.

Le lendemain, la réponse arrive.

La représentante de la FIDH a une mauvaise mine.

– Je suis désolée. La réponse de la France est négative. C'est incompréhensible. C'est le premier pays d'accueil demandé qui doit accepter, selon la loi européenne…

Il me montre le document envoyé par le conseiller diplomatique en personne du président français Jacques Chirac.

« … bien qu'il ne soit envisagé de délivrer un visa à M. Tigha, les autorités françaises sont disposées à soutenir

[…] les efforts engagés par la FIDH en vue de trouver une solution humanitaire à ce cas. »

Le colonel Ali téléphone maintenant toutes les heures. Je sens qu'il aimerait bien que j'évacue le pays, que je disparaisse ailleurs.

– Mon colonel, nous cherchons une solution pour notre client.

Cela fait maintenant trois semaines que je suis dans le pays.

Cavale

Attablé au-dessus d'une carte du monde, nous scrutons les possibilités d'entrée dans l'Union européenne.

L'Algérie, la Tunisie, la Syrie, la Thaïlande, maintenant la Jordanie.

Et je les sens, se rapprochant de moi, de plus en plus proches chaque jour, comme si la machine arrêtée pendant trois ans s'était remise en marche.

Nous épluchons chaque pays sur l'ordinateur afin de vérifier les horaires, les escales, les compagnies aériennes. Y a-t-il besoin de visas d'entrée ou pas ?

La lumière de la lampe éclaire nos ombres studieuses sur la carte.

Il nous faut trouver un billet vers un pays où les Algériens n'ont pas besoin de visa. Benjemain lève la tête de l'ordinateur :

– J'ai que du vol direct, attend… Il y a peut-être un vol Amman-Kuala Lumpur, en Malaisie. Tu n'as pas besoin de visa pour entrer en Malaisie… Et il fait une escale en Hollande ! Il y a un stop à Amsterdam. Tu le prends, tu descends à l'aéroport d'Amsterdam, et tu te perds là-bas ? Nous, on préviendra la FIDH de ton arrivée.

Qu'est-ce que tu en penses ? me dit mon avocate.

La Hollande ? Pourquoi pas ?

Le lendemain, flanqués de mon avocate Eva Aissa, nous nous rendons à l'aéroport.

Elle n'a pas confiance dans les services secrets jordaniens et a peur qu'il y ait un coup fourré de dernière minute.

– Je te mets dans l'avion. Dès que tu décolles, tu envoies un sms pour me dire que tout va bien, d'accord ?

À l'aéroport d'Amman, un officier de police s'avance tranquillement. Me prend le passeport et me met un cachet dessus avec un grand sourire

Je le devance et lève les bras pour la fouille.

– Pas besoin, pas besoin…

Je comprends que le colonel Ali a fait passer des consignes pour faciliter mon départ. Mon avocate, en face, observe tout.

En entrant dans la cabine, il y a beaucoup de Jordaniens, quelques Malaisiens, ainsi que deux ou trois Hollandais.

Enfin, assis, j'envoie un sms à mon avocate pour tous les remercier encore une fois.

Pays-Bas

Quatre heures de vol plus tard, nous atterrissons sur l'aéroport de Schiphol. Il est 5 heures du matin. Il fait à peine jour. Je n'ai jamais vu un aéroport comme celui-là. Ce n'est pas un aéroport, c'est une petite ville où les voitures ont été remplacées par des avions.

Dans son micro, j'entends distinctement le commandant : « Une heure d'escale avant de redécoller vers Kuala Lumpur… »

Autour de moi, tout le monde se lève et s'apprête à sortir. Pendant que tous les gens dévalisent les boutiques de duty free, moi je cogite à ma fuite.

Nous sommes le 3 Septembre 2003. Cela fait près de quatre ans que j'ai déserté l'Algérie.

Mon avocate en Jordanie m'a expliqué qu'il fallait laisser mon avion pour Kuala Lumpur repartir puis appeler ensuite l'avocate de la FIDH.

Je me dirige vers la première boutique de portables, où j'achète une puce hollandaise avec les derniers dollars que m'a remis le père Hanna Kildani.

Les prochaines heures vont être cruciales.

Je tape le numéro. Une voix féminine décroche.

– Bonjour, je suis Abdelkader Tigha. Je viens d'arriver à Schiphol…

La voix qui me répond est ferme.

– Ne bougez pas, on se retrouve au bar. J'attendais votre coup de fil pour pouvoir vous récupérer.

L'avocate s'appelle Liesbeth Zegveld. C'est elle qui va prendre en charge ma demande d'asile politique dans ce pays. C'est une Hollandaise et son bureau a l'habitude de ce genre

de « clients ». Ce sont eux qui avaient défendu le leader du parti communiste kurde, Abdullah ôcalan.

Pendant que je l'attends, les dernières annonces de mon vol pour la Malaisie s'égrènent dans les haut-parleurs.

« Dernier appel pour le vol en direction de Kuala Lumpur. »

Maintenant, il faut que je sorte d'ici au plus vite.

– Bonjour, je suis Liesbeth.

L'avocate s'est plantée devant moi. Elle est blonde, sympathique et dynamique.

– J'ai été un peu longue, car j'ai dû prendre un billet Amsterdam-New York pour pouvoir pénétrer dans la zone de départ.

Elle sent mes réticences. J'ai peur que la police hollandaise me refoule en direct vers la Jordanie.

– Ne vous inquiétez pas, je vous accompagne jusqu'à la police.

Au poste de police de l'aéroport, les agents me scrutent avec de grands yeux. Ils n'ont jamais vu un demandeur d'asile en provenance d'un pays arabe avec son avocate. Ils m'observent comme si j'étais Saddam Hussein ou O'calan.

– Vous allez avoir une fouille, des entretiens et une prise d'empreintes. Je serai obligée de vous laisser, je ne pourrai pas vous accompagner.

Elle me laisse avec les deux policiers. L'officier chargé de m'interroger annonce la couleur.

– Monsieur Tigha, on va vous envoyer dans un centre fermé.

– Un centre fermé ?

– Oui.

– Une prison, quoi ?

– Non, monsieur Tigha. Ici, on appelle ça un centre fermé, rassure mon avocate. C'est la procédure pour les demandeurs d'asile.

Elle me fait un signe de la main tandis que je m'engouffre dans la voiture de police.

Greenshospitium (centre de frontières). C'est bien une prison. Par la vitre de la voiture, je découvre ma nouvelle

« résidence ». Prison pour criminels, l'un des blocs est consacré aux demandeurs d'asile. Il y a des barbelés, des caméras, et même de l'eau tout autour. Ça ressemble à un petit Alcatraz.

Tandis que la voiture de police s'arrête, je soupire un coup. Je me dis que je peux me reconvertir dans un guide des prisons pour demandeurs d'asile à travers le monde…

Ce que je ne sais pas encore, c'est que je vais y rester dix mois.

Après mes trois ans de salle fermée en Thaïlande, le séjour dans cette prison me paraît être presque des vacances.

Nous sommes deux par cellule et nous avons une heure par jour pour prendre l'air.

Il y a un repas à midi, et un autre à 16 heures. Comme en Thaïlande, j'ai rejoint l'immense cohorte des ombres de cette planète : les immigrants clandestins en fuite de leur pays. Nous sommes tous logés à la même enseigne. Beaucoup de Chinois, de Somaliens et de Soudanais se côtoient dans la prison où ils sont majoritaires.

Les mois passent. Noël aussi, puis le 1er Janvier.

Abrutis par les somnifères que nous donne le médecin de la prison, je dors tout le temps. Je suis hors du temps.

Je ne sais rien de l'extérieur. Mon avocate me tient au courant.

En juillet 2004, après dix mois de détention passés dans le centre, je vais revoir le ciel. J'apprends par mon avocate qu'à défaut d'une extradition vers l'Algérie, l'immigration va me libérer en m'envoyant vers un camp de refugiés dit « camp ouvert ».

– Vous verrez, le camp ouvert est situé près de la ville de Veldhoven, une petite commune près de la ville d'Eindhoven, mais le camp est implanté à l'extérieur de la ville, au milieu des fermes. »

Arrivé sur place, je découvre le centre est un grand champ où des caravanes toutes blanches ont été installées. Chaque caravane contient trois chambres et a un numéro. Le nombre total des caravanes était de cent.

À peine arrivé, l'un des responsables du camp me désigne mon nouveau co-locataire. C'est un Algérien.

Tandis que je m'assois et prépare mon lit nous discutons. Je lui dis que je viens d'Alger, que je suis avocat et que je défendais les islamistes. Je crois que ce qui me déplaît le plus dans ma fuite, c'est de devoir mentir sur mon passé et de ne pas pouvoir dire qui je suis.

Il s'appelle Chaib Hadj, vient du département de Tiaret et fait la prière tout le temps.

On parle politique. Pour crédibiliser ma « couverture », je prends la défense des islamistes.

Au bout de deux mois, je comprends vite d'où il vient. Il m'avoue ce que je soupçonnais depuis le début : Qu'il a passé quatre ans dans les maquis de l'AIS de Chlef.

Mon cœur bat plus vite. Je me dis : « Mais c'est pas vrai, encore un ! »

Comme si l'Europe accueillait sans le savoir tous les terroristes en fuite !

Comme si une main maligne mettait sur mon chemin les ennemis d'hier.

J'ai repensé à mon Birman et son histoire de karma. Ça devait être écrit quelque part que je devais en passer par là. Depuis quatre ans, j'étais devenu philosophe.

Je ne dis rien, j'encaisse le coup.

Et lui de continuer : « On faisait des embuscades contre les militaires… Mais moi, j'étais à la cuisine… »

J'ai repensé aux repentis qui tenaient le même discours. C'était une armée de cuisiniers, à les entendre.

J'ai appelé l'avocate pour lui expliquer que j'étais avec un terroriste de l'AIS. Par la suite, il sera transféré dans un autre camp. Son frère était un ex-élu du FIS, qui était dans un autre camp.

Mon avocate m'a prêté un ordinateur portable. Ça change la vie. Je commence à écrire, à raconter mon périple pour ne pas oublier.

En me disant que bientôt j'allais visiter tous les centres de détention de la planète !

Après avoir passé dix mois en centre fermé, je vais rester neuf mois en centre ouvert. À pourrir sur place. Et comme en Thaïlande, sans avoir le moindre contact.

La seule chose positive, c'est que les Algériens ne savent pas où je suis.

– Kader, c'est Lisbeth. J'ai parlé de toi à un journaliste hollandais, du nom de Steven Derix. Il aimerait faire une interview avec toi. Cela peut aider à faire avancer l'affaire. Je donne mon accord.

Le lendemain, le journaliste appelle. C'est un francophone. Il veut me rencontrer, mais à cause des règles du camp, il me propose de faire l'interview par téléphone. J'accepte.

Quelques jours plus tard, le 29 mars 2004, le titre s'étale en milieu de journal : « Asile difficile d'un agent secret algérien ».

À peine l'article sorti, Steven Derix, le journaliste, m'appelle en urgence et me raconte :

– L'ambassadeur d'Algérie à La Haye, Nourreddine Djoudi, a explosé de rage. Il a contacté en personne le rédacteur en chef de mon journal, le NRC, pour lui envoyer un droit de réponse dans une prose invraisemblable. Il te décrit comme un dangereux terroriste proche d'Al-Qaida, coupable de tout et n'importe quoi. Surtout, il supplie l'État hollandais de ne pas te donner l'asile politique et de t'extrader dans la foulée. Je ne sais pas ce que tu leur as fait, mais ils t'en veulent à mort !

La lettre de l'ambassadeur était éloquente de bêtises et de mensonges.

… Tigha n'est pas un déserteur banal. Ses péripéties sont particulièrement éloquentes, il séjourna en Jordanie, en Syrie, puis en Thaïlande, où un attentat terroriste était en préparation contre le sommet de l'APEC, le 20 et 21 octobre 2003, heureusement déjoué par les services de renseignement thaïlandais…

Tigha est un de ces terroristes qui sont recrutés, payés et protégés par des réseaux terroristes opérant à l'échelle internationale.

Tigha, Samraoui[1] *et tous leurs ténébreux complices auront un jour à payer pour leurs crimes abominables afin que les moines*

1. Mohamed Samraoui : colonel du DRS qui a fait défection en 1996.

trappistes, les victimes algériennes, les innocentes victimes du 11 septembre 2001, celles de Madrid, puissent reposer enfin en paix.

Je ne peux plus me retenir de rire. Ils essayent maintenant de me faire passer pour un terroriste ! L'ambassadeur est devenu fou.

– La seule chose que j'ai comprise, c'est que tes révélations sur la mort des moines de Tibherine leur a fait du mal.

Steven continue et me raconte comment l'ambassadeur d'Algérie l'a « invité » à l'ambassade pour lui tenir un discours très dur sur moi et sur tout ce que j'avais raconté, que j'étais un voleur, un voyou et un terroriste de la pire espèce.

« Mais pourquoi tant d'acharnement pour un simple voleur ? » lui a alors demandé Steven.

L'ambassadeur a répliqué que l'État algérien ne pouvait laisser partir des gens comme moi pour répandre autant de « mensonges et de désinformations ».

– Je crois qu'ils t'aiment vraiment et qu'ils aimeraient bien te serrer contre leur cœur…, me dit Steven ironiquement. À la fin, il m'a proposé de visiter l'Algérie pour pouvoir constater que tout ce que tu racontais était faux. Évidemment, j'ai refusé.

Furieux que Steven n'ait pas accepté son offre de visiter l'Algérie, l'ambassadeur va prendre son stylo et écrire un droit de réponse rageur au journal NRC.

Ce dernier refusera de le publier, le considérant comme « fabriqué et confus ».

Devant le refus du journal, l'ambassadeur, dans son aveuglement, va l'envoyer en copie au ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, qui répondront que le cas de monsieur Tigha « nécessite un examen approfondi ».

Je suis effondré… pour ce pauvre ambassadeur.

La nouvelle concernant l'attitude de l'ambassadeur arrivera jusqu'aux oreilles de Smain Lamari, qui demandera son rapatriement d'urgence pour Alger. Le nouvel ambassadeur algérien, à peine arrivé, appellera Steven Derix pour le prévenir que « l'État algérien n'en avait plus après monsieur

Abdelkader Tigha… que tout cela avait été trop loin et que je n'intéressais plus personne. »

En Hollande, alors que je suis en attente toujours d'un asile, l'ambiance se dégrade d'un coup. Le 2 novembre 2004, Theo van Gogh, l'arrière-petit-neveu du peintre van Gogh, est assassiné un matin en pleine rue par un musulman extrémiste de 26 ans, Mohamed Bouyeri.

Je regarde la télé. Tous les programmes ne parlent que de cela. La menace islamiste que l'État hollandais aurait laissé proliférer sans rien faire.

Les discours m'en rappellent d'autres… Theo van Gogh s'était montré très critique vis-à-vis de l'islam et l'avait prouvé en réalisant un film de 10 minutes intitulé *Soumission*, dans lequel il dénonçait la condition de la femme dans les pays musulmans. Son assassin l'a tué de sept balles avant de l'égorger sur le trottoir. Ce serait un jeune Hollandais d'origine marocaine et qui serait lié à un groupe terroriste. Après avoir tiré, son assassin aurait planté dans la poitrine de sa victime un couteau sur lequel étaient accrochées cinq pages expliquant son geste et sa haine de la Hollande…

Kafka était Hollandais !

De 2004 à août 2005, je vais passer treize mois dans mon camp de refugiés-caravanes.

Au bout de ces treize mois, je vais recevoir une décision positive de la Cour d'Amsterdam concernant mon asile. Celle-ci a donné huit semaines aux services de l'immigration afin de réagir ou de rejeter mon appel, mais l'immigration ne fera pas appel. Je reste dans le camp, toujours en attente d'une réaction de l'immigration, mais leur silence est assourdissant, malgré l'insistance de mes avocats.

En 2006, je recevrai une autre décision négative sur mon asile envoyée par l'immigration, qui a mis de côté la décision de la Cour d'Amsterdam.

C'est une surprise pour moi et pour mes avocats, qui me conseillent d'effectuer un autre appel contre cette décision.

L'appel sera lancé. Et je reçois simultanément en février 2007 une décision administrative de l'immigration hollandaise me sommant de quitter le pays sans attendre ma séance au tribunal. La situation devient kafkaïenne !

Je suis forcé de quitter les Pays-Bas. Sur le conseil de mes avocats, je décide d'aller en France. En février 2007, je prends le Thalys direction Paris.

Selon les conventions internationales, la France aurait dû me donner l'asile, étant le premier pays que j'ai contacté. J'ai avec moi la lettre du conseiller pour les affaires diplomatiques de Jacques Chirac. Ils ne peuvent pas dire qu'ils ne me connaissent pas !

Une fois arrivé en France, je me rends à la préfecture pour déposer ma demande d'asile.

La préfecture me donnera plusieurs fois un rendez-vous pour faire le suivi de mon dossier.

La DST me convoquera même pour un débriefing sur l'affaire des moines de Tibherine Une plainte a été déposée… Par contre, plus de nouvelles de la DGSE.

Entre les deux tours de l'élections présidentielle, je suis arrêté lors d'un nouveau rendez-vous à la préfecture de Paris et mis en détention au centre de Vincennes. Ont-ils compris qui j'étais, les services secrets algériens ont-ils fait pression sur la France pour m'arrêter ? Tout seul, dans ma cellule, je n'en sais rien.

Le jour de mon procès, personne ne vient me chercher. Je ne serais pas prévenu. La décision du juge sera prévisible : « Monsieur Tigha doit rentrer aux Pays-Bas » où, comme par miracle, ces derniers acceptent de revoir leur décision ! Tout se déroule comme si on ne voulait surtout pas que je reste en France. Je gêne, maintenant, c'est sûr.

J'en aurai la confirmation lorsqu'un matin du mois de mai 2007, vers 5 heures du matin, sans me prévenir, je suis surpris par des policiers venus dans ma chambre pour me reconduire vers l'aéroport de Roissy.

Arrivé dans la salle d'embarquement, je découvre deux accompagnateurs en civil. J'apprendrai de leur bouche qu'ils appartiennent aux RG (Renseignements généraux).

Normalement, c'est une mission effectuée par la police des frontières, pas par les RG.

Mais là, c'est pour « qu'il ne m'arrive pas quelque chose en chemin… ».

J'arrive de nouveau en Hollande, où les Hollandais me demandent encore une fois de quitter le territoire alors qu'ils avaient adressé à Paris un fax disant qu'ils allaient revoir le dossier. C'est sur la base de ce fax que le juge français avait ordonné ma reconduite vers les Pays-Bas.

Mis à la rue, je recontacte mes avocats hollandais qui ont fait appel contre la procédure des services de l'immigration

hollandais. Aujourd'hui j'attends la séance du tribunal d'Amsterdam.

Kafka était hollandais.

Aujourd'hui

Pour des raisons de sécurité, je n'ai pas tout raconté.

Aujourd'hui, neuf ans après ma fuite du pays, je ne regrette en rien notre combat contre les islamistes. Ce fut un honneur de se battre pour sauver le pays. Ce que je regrette, ce sont les méthodes. Certaines portes doivent rester fermées, nous, nous les avons ouvertes…

On ne pourra pas dire que l'on ne savait pas !

Sept ans après l'offre de pardon du nouveau président Bouteflika, les pires islamistes sont maintenant libres, dehors, et continuent à vivre alors qu'ils ont du sang sur les mains. Comment le pays peut-il oublier ?

L'assassin de mon frère vit toujours à Baraki…

J'espère pouvoir lui rendre une visite définitive avant de mourir…

On parle de 5 000 à 10 000 disparus dans toute l'Algérie pour cette période.

Depuis 2001, le pire cauchemar des Occidentaux s'est réalisé.

Un front de djihadistes mobiles qui, de l'Irak à l'Indonésie, de la Thaïlande au Royaume-Uni, se déplacent, tels des ombres.

Une guerre annoncée pour trente ans selon les analystes. Le temps d'une génération.

En Algérie, avec le Groupe salafiste pour la prédication et le combat, devenu, après allégeance à Ben Laden, « Al-Qaida au Maghreb », le terrorisme islamique fait toujours partie du quotidien des Algériens. Les attentats continuent d'éclater sur le territoire algérien. Et, comme un docteur fou, nous avons laissé se développer une créature monstrueuse.

Le pays a pris goût au sang. De jeunes kamikazes de 15 ans se font sauter sur le passage du cortège présidentiel, et personne ne semble plus choqué par cela.

Nous n'avons pas été à la hauteur de notre histoire.

Dieu pardonne peut-être… Pas l'histoire !

Que sont-ils devenus ?

Après avoir fait imploser la menace islamiste en Algérie, le général Smain Lamari est mort d'une crise cardiaque en septembre 2007.

À ses obsèques, tout le monde s'était déplacé. Beaucoup diront que l'histoire le reconnaîtra plus tard comme le véritable sauveur du pays. Des représentants de l'AIS salueront son « intelligence, sa main tendue et sa vision pour le pays ».

Le colonel Djebbar M'Henna est toujours en poste et est devenu général au DRS.

À la suite de mes révélations, il n'aura pas son poste à l'ambassade de France, comme on le lui avait promis.

Un temps, son nom circulera afin de devenir le remplaçant de Smain Lamari…

Moh s'est tourné vers Dieu et est devenu un bon musulman. Cinq fois par jour, il fait ses prières. Il ne travaille pas. Depuis quelques mois, l'administration lui réclame son logement de fonction.

En tant qu'ancien chef de la police, il n'a même pas un foyer à lui et ne survit que de sa pension de 150 euros par mois !

Douze ans passés dans la police, et même pas de retraite !

Où est l'argent avec lequel nous nous serions enrichis ?

Ma femme vit toujours à Blida. Elle m'attend toujours. Ses voisins ne lui parlent plus de moi. Elle vit grâce à sa famille. Je n'aurais pas vu grandir Loubna et Hichem, qui maintenant vont à l'école.

Zouabri Antar sera abattu en octobre 2002 par le GIS dans le centre-ville de Boufarik. Son frère Zouabri Ali le suivra de peu.

L'assassin de mon frère Layada Abdelhak est toujours vivant. Après s'être enfui au Maroc en 1995, il sera arrêté puis rapatrié en Algérie, où il sera incarcéré.

Grâce à la mesure du président Bouteflika, il bénéficiera des mesures de la charte pour la réconciliation. Aujourd'hui, il vit à Baraki, chez lui, libre de parler aux journalistes, et « ne renonce pas à un État islamique ».

Dans une interview, il niera avoir une quelconque responsabilité dans les assassinats de civils.

Les dirigeants de l'AIS, quant à eux, sont tous libres. Abassi Madani, ancien leader du FIS avec la bénédiction de l'émir du Qatar, s'est réfugié là-bas après sa libération, où il donne des interviews…

Son acolyte, Ali Benhadj est lui aussi libre et vit à Alger. Et tel père tel fils, son fils Abdelkahar a rejoint le GSPC[1] récemment. On peut le voir en photo sur le site Al-Qaida Maghreb, avec une tenue afghane dans le maquis de Tizi Ouzou.

S'il y a un Dieu, qu'il nous pardonne, mais je me demande si, depuis tout ce temps, Dieu n'est pas sourd…

Je tiens à remercier l'église catholique de Bangkok, et plus particulièrement le père Olivier Morin, ainsi que la sœur Pierre et l'ancien missionnaire Étienne Guillet.

Sans eux et ce qu'ils représentent, je ne serais pas là aujourd'hui. Ils m'ont évité le pire et m'ont sauvé ma vie.

La FIDH, pour sa participation active à m'éviter l'extradition de Thaïlande vers l'Algérie.

Amnesty International, qui a dépêché la missionnaire Eve Ester, qui m'a rendu visite en détention, en Thaïlande.

---

1. Groupe salafiste pour la prédication et le combat, devenu depuis Al-Qaida Maghreb.

Le docteur Breen Danthong, responsable de l'ONG Libertés civiles en Thaïlande.

Les jésuites, avec en premier lieu le père Paul Pollock.

L'avocate Eva Aissa, responsable du bureau des droits de l'homme en Jordanie.

Le père Hanna Kildani, qui dans sa petite église de Amman en Jordanie m'a hébergé et caché durant ma cavale en Jordanie.

Maître Benjamin Zawacki, de Boston, volontaire des jésuites à Bangkok : malgré la menace qui pesait sur les citoyens américains au Moyen-Orient, il m'a accompagné volontairement de Bangkok jusqu'à la Jordanie.

Anna Bozzo, membre du réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme (REMDH) et professeur d'histoire dans une université en Italie, qui m'a soutenu moralement en me rendant visite en Jordanie et quand j'étais en détention aux Pays-Bas.

Caritas Suisse et Caritas Jordanie pour leur prise en charge matérielle et pour l'hébergement.

Grand merci à Anouar Koutchoukali, secrétaire général de l'ONG Justita Universalis aux Pays-Bas, pour son soutien moral et matériel.

Enfin merci à mes avocats hollandais, Mme Liesbeth Zegveld, Mme Valérie Asseumberg et Mme Marieke van Eik, un collectif d'avocats qui m'ont permis de trouver un peu de sécurité aux Pays-Bas et qui ont pris en charge mon dossier, à mon arrivée dans ce pays, depuis l'aéroport d'Amsterdam

Merci à Khaled, à mon éditeur, et à Philippe Lobjois pour leur patience dans la reconstruction de mon histoire.

ANNEXES

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

Paris, le 21 octobre 2003

Le Conseiller Diplomatique

Monsieur,

Vous avez bien voulu, par lettre du 26 septembre 2003, appeler l'attention du Président de la République sur le cas de Monsieur Abdelkader TIGHA, ressortissant algérien qui se trouve actuellement en Jordanie et sollicite l'asile en France. Sensible à votre démarche, le Chef de l'Etat m'a chargé de vous répondre.

Dés qu'elles ont eu connaissance de la situation de M. TIGHA, et des craintes que celui-ci éprouvait pour sa sécurité, notre Ambassade à Amman est intervenue auprès des autorités jordaniennes pour les en informer et leur demander de ne rien faire qui puisse mettre l'intéressé en danger.

Par ailleurs, et bien qu'il ne soit pas envisagé de délivrer un visa à M. TIGHA, les autorités françaises sont disposées à soutenir, dans la mesure de leurs possibilités, les efforts engagés par la FIDH en vue de trouver une solution humanitaire à ce cas.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Maurice GOURDAULT-MONTAGNE

Monsieur François GEZE,
Comité International pour la Paix,
la Démocratie et les Droits de l'Homme en Algérie

AMBASSADE
VAN DE
DEMOCRATISCHE
VOLKSREPUBLIEK ALGERIJE
DEN HAAG
VAN STOLKLAAN 1-3
2585 JS DEN HAAG
TEL: 070-352 29 54
FAX: 070-354 02 22

سفارة
الجمهورية الجزائرية
الديمقراطية الشعبية
لاهاي

No 135/ ALH-AP/ 2004

Den Haag, 6 april 2004

Aan de Hoofdredacteur van het
NRC HANDELSBLAD
c/o Dhr. Steven DERIX
Postbus 8987
3006 TH ROTTERDAM

Geachte heer,

De Ambassade van Algerije in Den Haag heeft kennis genomen van het artikel van de heer Steven DERIX met als titel "Asiel voor Algerijnse Deserteur ligt lastig". De verklaringen van een zekere Abdelkader TIGHA, een bekende terrorist, vormen een aaneenschakeling van leugens geheel volgens de gewoonten van terroristische netwerken.

Wij hebben niet de gewoonte polemieken aan te gaan met journalisten, want wij huldigen het principe de beste betrekkingen met de pers te onderhouden.

Zodra echter de eer en de waardigheid van een Algerijnse instelling in het geding zijn, zouden wij u erkentelijk zijn ons toe te staan ons recht op weerwoord te doen gelden door de ingesloten rechtzetting te publiceren.

Hoogachtend,

De Ambassadeur

Noureddine DJOUDI

RECHTZETTING DOOR DE AMBASSADEUR VAN ALGERIJE IN DEN HAAG

ASIEL VOOR EEN MOORDENAAR ?

In het NRC Handelsblad van 29 maart 2004, schrijft Steven Derix onder de titel :"Asiel voor Algerijnse deserteur ligt lastig" over het probleem van de asielverlening.

In een artikel dat op 30 maart 2004 in een ander landelijk dagblad verscheen wordt gewezen op het feit dat terroristen asielrecht in Nederland kunnen verkrijgen door misbruik te maken juridische lacunes in de strijd tegen het terrorisme.

Het zou interessant zijn deze 2 artikelen met elkaar in verband te brengen om de waarheid te onthullen inzake Abdelkader TIGHA, vooral omdat hij niet alleen een deserteur is maar deel uitmaakt van de actieve netwerken die de terroristen in Algerije ondersteunen en die nauw verbonden zijn met de internationale terroristenbeweging Al Kaida.

Algerije heeft het recht op asiel altijd erkend als een daad van menselijkheid waar het gaat om het verlenen van bescherming aan iemand die met de dood of mishandeling bedreigd wordt door despotische regimes.

In haar geschiedenis heeft Algerije herhaaldelijk asiel verleend.

Helaas is de interpretatie van het asielrecht thans zodanig versoepeld dat terroristische netwerken er met veel list en cynisme gebruik van maken om hun dodelijke werk voort te zetten terwijl ze gevrijwaard zijn tegen rechtsvervolging.

Dat is nu juist het geval met Abdelkader Tigha

Tigha is geen gewone deserteur. Als hij dat wel was, zou de regeling op hem toegepast zijn van het Algerijnse ministerie van Defensie dat eerst tracht vast te stellen waarom iemand deserteert alvorens sancties op te leggen, hetgeen in bepaalde gevallen en vrij vaak zelfs tot amnestie en het achterwege laten van sancties kan leiden.

Tigha is pas gedeserteerd nadat hij vernomen had dat de militaire autoriteiten ontdekt hadden dat hij een corrupte militair ("un ripoux") was, evenals Souaïdia, een geval dat algemeen bekend is, en die, zodra hij uit de gevangenis vrij gekomen was en zijn toevlucht gezocht had in Frankrijk, gebruikt is door groepen die in Frankrijk ondersteuning verlenen aan het terrorisme om te proberen de GIA vrij te spreken van hun aan genocide verwante acties.

Tigha heeft dus Algerije in allerijl verlaten en zijn lotgevallen sindsdien zijn bijzonder veelzeggend: hij verbleef in Jordanië, in Syrië en vervolgens in Thailand waar een terroristische aanslag in voorbereiding was tegen de top van staatshoofden van de APEC (Asia Pacific Economic Cooperation) op 20 en 21 oktober 2003, die gelukkig verijdeld is door de veiligheidsdiensten in Bangkok.

Tigha is niet opgepakt in Thailand en het land uitgezet omdat zijn toeristenvisum verlopen was, maar omdat hij betrokken was bij een diefstal, een delict.

Zijn opdrachtgevers hebben hem verzocht naar Nederland te gaan, waar de wetgeving voldoende soepel was, zo zei men, om hem een gerieflijk asiel te waarborgen.

Een Algerijns spreekwoord zegt: "Hij heeft mij geslagen, barstte in huilen uit en was vervolgens de eerste om zijn beklag te doen". Tigha kent dat spreekwoord heel goed.

Er was geen betere strategie te bedenken dan het uitbuiten van de emoties na de terroristische aanslagen in Europa om de afschuwelijke moord op de zeven Franse trappistenmonniken weer te berde te brengen. Het was maar een peulenschilletje voor Tigha om een wreed grotesk verhaal te verzinnen om wraak te nemen op het leger en de eer van de krijgsmacht te bezoedelen door de militairen deze afgrijselijke misdaad in de schoenen te schuiven.

Zo er enig verband te leggen is tussen de inlichtingendienst van het Algerijnse leger en de GIA dan is het wel dat van het bloed van de door diezelfde terroristen vermoorde soldaten tijdens gevechten tegen hen.

Een van de kinderen van Algerijnse bodem, Sint Augustinus, was een christelijke kerkvader. Als islamitisch land heeft Algerije andere godsdiensten altijd gerespecteerd en het land telt fraaie kathedralen die deel uitmaken van het Algerijns cultureel erfgoed.

Onlangs nog heeft President Bouteflika officieel aan de Z.H. de Paus verzocht wijlen Monseigneur Duval, kardinaal van Algiers en een van de meest gewaardeerde zonen van dit land, heilig te verklaren.

Hoe kan men dan de nagedachtenis van zeven katholieke monniken bezoedelen, mensen van goede wil, door hun afschuwelijke moord te gebruiken voor persoonlijke heimelijke doeleinden ?

Hoe kan men tegelijkertijd de Algerijnse, Franse en Nederlandse instellingen beschuldigen om de eigen schande de verhullen?

De feiten liggen er, duidelijk en onomstotelijk.

Onlangs stond een Franse journalist, Didier CONTANT, op het punt de resultaten te publiceren van een langdurig en grondig onderzoek dat plaats vond op de plek van de moord van de Franse monniken van Tibhirine. De verklaringen van Tigha et zijn handlangers in Europa worden volkomen ontzenuwd door de onweerlegbare resultaten van dit onderzoek waardoor duidelijk de terroristen van de GIA aangewezen worden als de moordenaars. Tigha heeft ongetwijfeld een zucht van verlichting geslaakt toen hij vernam dat deze journalist "zelfmoord gepleegd had", waarmee een getuige verdween.

Tigha is een van de terroristen die ingehuurd, betaald en in bescherming genomen worden door internationaal opererende terroristische netwerken. Nu het leger de moordenaars steeds dichter op de hielen zit, tracht hij nog steeds de aandacht af te leiden van de diep verontwaardigde internationale publieke opinie over de wrede acties, door beschuldigingen te uiten aan het adres van het leger, dat het bestaan van deze terroristen bedreigt.

Tigha, Samraoui en al hun duistere handlangers zullen op een dag moeten boeten voor hun verschrikkelijke misdaden, opdat uiteindelijk de Trappistenmonniken van Tibhirine, de

Algerijnse slachtoffers, de onschuldige slachtoffers van 11 september 2001 en van 11 maart 2004 in Madrid, rusten in vrede.

De weigering van de Nederlandse autoriteiten asiel te verlenen aan duistere figuren als Abdelkader Tigha is een eerste positieve stap, niet alleen tegen de straffeloosheid inzake de begane misdaden maar ook en vooral in het belang van de veiligheid van Nederland zelf. Nederland dient te beseffen dat geen enkel land, welke veiligheidsmaatregelen het ook neemt, nog gevrijwaard is tegen barbaarse daden en aanslagen tegen onschuldige mensen, indien het de aanwezigheid op zijn grondgebied van vertegenwoordigers van het afschuwelijkste terrorisme, niet afwijst.

Wat Algerije betreft, dit land opent zijn grenzen voor iedereen die te goeder trouw de waarheid zoekt als enig middel om de veiligheid van de mensheid te garanderen tegen de gruwelen van het terrorisme.
Het Algerijnse leger doet haar plicht en beschermt de burgers tegen het terrorisme, ook al gaat dit met zware verliezen gepaard, maar altijd in eer en met respect voor het recht.

Iedere journalist die de waarheid wil achterhalen inzake de afzichtelijke moord op de Trappistenmonniken wordt hierbij door de Algerijnse Ambassade uitgenodigd om een bezoek af te leggen ter plekke. De afgifte van visa en het doen van onderzoek in alle vrijheid zonder dwang of druk wordt gegarandeerd.

Traduction

MISE AU POINT DE L'AMBASSADEUR D'ALGERIE A LA HAYE

L'asile pour un criminel ?

Dans le NRC Handelsblad du 29 mars 2004, Steven Derix écrit sous le titre « Un déserteur algérien ... » sur le problème d'octroi de l'asile.

Un article paru le 30 mars 2004 dans un autre quotidien national parle du fait que les terroristes peuvent obtenir l'asile aux Pays-Bas en abusant des lacunes juridiques de cet Etat en matière de lutte contre le terrorisme.

Il serait intéressant de rapprocher ces deux articles pour faire la vérité sur le cas Abdelkader Tigha, d'autant plus que non seulement il s'agit d'un déserteur mais aussi qu'il fait partie de réseaux actifs qui soutiennent les terroristes en Algérie et qui entretiennent des liens étroits avec l'internationale terroriste Al Qaida.

L'Algérie a toujours reconnu le droit d'asile comme un acte humanitaire quand il s'agit d'accorder protection à quelqu'un qui est menacé de mort ou mauvais traitement par un régime despotique.

Dans son histoire, l'Algérie a toujours été une terre d'asile.

Malheureusement, l'interprétation que l'on fait actuellement du droit d'asile s'est tellement distendue que les réseaux terroristes en font usage avec ruse et cynisme pour poursuivre leur œuvre criminelle tout en échappant à la justice.

Et c'est justement le cas de Abdelkader Tigha.

Tigha n'est pas un déserteur banal. Si c'était le cas, il se serait vu appliquer le règlement du ministère algérien de la Défense, à savoir enquêter sur les motifs de sa désertion avant d'appliquer les sanctions, ce qui dans certains cas et même assez souvent aboutit à l'amnistie et l'abandon des sanctions.

Tigha n'a déserté que quand il apprit que les autorités militaires avaient découvert qu'il était un militaire corrompu (« un ripoux »*), tout comme Souaidia, dont le cas est connu, qui dès sa sortie de prison, trouva refuge en France pour être utilisé par des groupes qui, en France, apportent leur soutien au terrorisme pour blanchir le GIA de leurs actes de quasi-génocide.

Tigha a donc quitté précipitamment l'Algérie et depuis, ses péripéties sont particulièrement éloquentes : il séjourna en Jordanie, en Syrie puis en Thaïlande où un attentat terroriste était en préparation contre le sommet de l'APEC (Asia Pacific Economic Coopération) les 20 et 21 octobre 2003, heureusement déjoué par les services de renseignements à Bangkok.

Si Tigha a été arrêté en Thaïlande et expulsé de ce pays, ce n'est pas parce que son visa arrivait à expiration mais parce qu'il était impliqué dans vol, un délit donc.

---

* en français dans le texte

Ses commanditaires lui ont demandé d'aller aux Pays-Bas où la législation est, à ce qu'on dit, suffisamment souple pour lui garantir un asile confortable.

Un proverbe algérien dit : « Il m'a battu, a éclaté en sanglots et a été le premier à se plaindre ». Tigha connaît très bien ce proverbe.

On ne pouvait pas penser meilleure stratégie que d'exploiter les émotions qui ont suivi les attentats en Europe pour remettre sur le tapis l'horrible assassinat des sept trappistes français. Cela ne coûtait rien à Tigha que de fabriquer une histoire on ne peut plus grotesque pour se venger de l'armée et salir l'honneur de cette institution en lui imputant ce crime abominable.

S'il y a un lien quelconque entre les services de renseignement algérien et le terroriste c'est bien le sang des soldats que ces mêmes terroristes ont tués lors des combats.

Un des fils de la terre algérienne, Saint-Augustin, était un Père de l'Eglise chrétienne. En tant que pays musulman, l'Algérie a toujours respecté les autres religions et ce pays compte de belles cathédrales qui font partie de son patrimoine culturel.

Récemment encore, le président Bouteflika a demandé officiellement à S.S. le Pape de canoniser le regretté Monseigneur Duvalier, cardinal d'Alger et un de ses fils les plus appréciés.

Comment peut-on salir la mémoire de sept moines catholiques, des gens de bien, en exploitant leur horrible assassinat à des fins personnelles inavouables ?

Les faits sont là, clairs et irréfutables.

Récemment, un journaliste français, Didier Contant, était sur le point de publier les résultats d'une longue et profonde enquête menée sur les lieux même de l'assassinat des moines français de Tibeherine. Les déclarations de Tigha et de ses acolytes en Europe sont parfaitement battues en brèche par les résultats incontestables de cette enquête, à savoir que, à l'évidence, les assassins sont les terroristes du GIA. Tigha a dû certainement pousser un soupir de soulagement quand il apprit le « suicide » de ce journaliste et par là même la disparition d'un témoin.

Tigha est un de ces terroristes qui sont recrutés, payés et protégés par des réseaux terroristes opérant à l'échelle internationale. Alors que l'armée est en train de refermer le piège autour de ces assassins, il tente sans cesse de détourner l'attention de l'opinion publique internationale, indignée par les actes cruels, en lançant des accusations à l'adresse d'une armée qui menace l'existence de ces terroristes.

Tigha, Samraoui et tous leurs ténébreux complices auront un jour à payer pour leurs crimes abominables afin que les moines trappistes de Tibeherine, les victimes algériennes, les innocentes victimes du 11 septembre 2001 et celles du 11 mars 2004 à Madrid puissent enfin reposer en paix.

Le refus des autorités néerlandaises d'accorder l'asile à d'obscurs personnages comme Tigha est une première étape positive, non seulement contre l'impunité des crimes commis mais aussi et surtout dans l'intérêt même la sécurité des Pays-Bas. L'Etat néerlandais doit se réaliser qu'aucun pays, quelles que soient les mesures de sécurité qu'il prenne, n'est à l'abri des actes barbares et des attentats contre des innocents, s'il ne rejette pas la présence sur son territoire les représentants du terrorisme le plus répugnant.

En ce qui concerne l'Algérie, ce pays ouvre ses frontières à quiconque en toute bonne foi cherche la vérité comme seul moyen de garantir la sécurité de l'humanité contre les horreurs du terrorisme.
L'armée algérienne fait son devoir et protège les civils contre le terrorisme, même si cela s'accompagne de lourdes pertes, mais toujours dans l'honneur et dans le respect du droit.

Tout journaliste qui veut connaître la vérité sur l'horrible assassinat des moines trappistes est invité par l'ambassade algérienne à effectuer une visite sur place. Un visa lui sera certainement délivré et il pourra faire son enquête en toute liberté, sans contrainte ni pression.

A Monsieur le Doyen des Juges d'Instruction
près le Tribunal de Grande Instance de PARIS
PALAIS DE JUSTICE
4 boulevard du Palais - 75001 PARIS

PLAINTE AVEC CONSTITUTION DE PARTIE CIVILE

Plainte avec constitution de partie civile déposée le 9 décembre 2003 devant le Doyen des Juges d'Instruction près le Tribunal de Grande Instance de Paris par **Me Patrick Baudouin**, avocat au Barreau de Paris, au nom de membres de **la famille Lebreton et du père Armand Veilleux**

(...)

L'enlèvement et l'assassinat de sept moines français à Tibhirine, en Algérie, en 1996

Dans la nuit du 26 au 27 mars 1996, sept citoyens français vivant en Algérie et appartenant à la communauté monastique de Tibhirine, près de Médéa, étaient enlevés par un groupe d'hommes armés.

Un mois plus tard, le 26 avril, un communiqué du GIA (Groupe Islamique Armé), portant le numéro 43 et signé par l'Émir Abou Abderrahmane Amine, alias Djamel Zitouni, est publié à Londres par le quotidien Al Hayat. Daté du 18 avril, et ayant d'abord circulé en quelques exemplaires à Médéa, il revendique l'enlèvement des moines et propose à la France un échange de prisonniers, entre autres Abdelhak Layaâda, en prison à Alger depuis 1994.

Deux mois après l'enlèvement des sept moines, un second communiqué du GIA signé par le même Djamel Zitouni annonçait qu'ils avaient été exécutés le 21 mai. Les autorités algériennes annonceront la découverte de leurs corps le 31 mai.

À part ces deux messages du GIA, qui ont connu une grande publicité dans la presse, aucune explication officielle n'a été donnée de ces événements. Il ne semble pas qu'une quelconque enquête officielle ait été faite par les autorités algériennes ; en tout cas aucun résultat d'enquête n'a été rendu public.

Beaucoup d'aspects de ce drame restent inexpliqués. Aussi bien des rumeurs circulant en Algérie immédiatement après les événements que des révélations faites ultérieurement par diverses personnes ayant appartenu à l'armée ou aux services secrets algériens (le Département de renseignement et de sécurité, DRS, connu antérieurement sous le nom de Sécurité militaire) ont soulevé des questions nombreuses et troublantes qui sont jusqu'à maintenant restées sans réponse. Il n'y a pas lieu de croire que les autorités algériennes feront de plus amples enquêtes sur ce drame, pas plus que sur l'assassinat de plusieurs autres citoyens français, sans compter les

milliers de victimes algériennes de la violence qui afflige l'Algérie depuis plus d'une décennie.

Or, au cours des derniers mois, des allégations extrêmement précises et dignes de foi ont été avancées par d'anciens membres de l'Armée nationale populaire (ANP) et du DRS, mettant en cause le rôle direct des responsables du DRS dans la manipulation du GIA et dans l'enlèvement des sept moines. Il s'agit notamment de :

- M. Abderrahmane Chouchane, résidant actuellement en Grande-Bretagne, ancien capitaine de l'ANP, qui a déclaré en juillet 2002 devant un tribunal français que Djamel Zitouni était un agent du DRS, ainsi que le lui avaient déclaré explicitement en 1995 deux cadres importants du DRS, le général Kamel Abderrahmane, chef de la DCSA (Direction centrale de la sécurité de l'armée) et le colonel Atmane Tartag, dit « Bachir », directeur du CPMI (Centre principal militaire d'investigation) de Ben-Aknoun ;

- M. Abdelkader Tigha, résidant actuellement en Jordanie, ancien adjudant du DRS, qui a confirmé en décembre 2002, dans le quotidien français Libération, que Djamel Zitouni était un agent du DRS et que l'enlèvement des moines a été organisé au CTRI de Blida (Centre territorial de recherche de d'investigation, dépendant de la Direction du contre-espionnage du DRS, où M. Tigha était alors en poste), par le gé-néral Smaïl Lamari, dit « Smaïn », chef de la DCE, et par le colonel M'Henna Djebbar, chef du CTRI ;

- M. Mohammed Samraoui, résidant actuellement en Allemagne, ancien colonel du DRS, qui a affirmé en septembre 2003, dans un ouvrage publié en France, que le GIA était un mouvement largement contrôlé par le DRS, à l'initiative des généraux Smaïl Lamari, Kamel Abderrahmane et Mohamed Médiène, dit « Toufik », chef du DRS, et que Djamel Zitouni avait été placé à la tête du GIA à leur initiative.

Il sera revenu plus loin de façon détaillée sur ces allégations, éléments qui n'étaient pas connus au moment du drame et qui contribuent à justifier aujourd'hui la présente plainte devant la justice française afin qu'une enquête judiciaire soit ouverte pour faire la lumière sur cet assassinat de ces sept ressortissants français.

Il est urgent que la vérité se fasse dans toute la mesure du possible afin que justice soit rendue, par respect bien sûr pour la mémoire des moines de Tibhirine, mais aussi pour empêcher que des doutes ne continuent de peser sur des personnes ou des groupes qui ne sont peut-être pas responsables, et également pour donner un peu d'espoir aux milliers de familles algériennes qui attendent encore quelque explication sur le sort de leurs morts ou de leurs disparus.

A. Les sept moines assassinés

Voici la liste des sept moines en question.

1) Frère Luc Dochier
Né le 31 janvier 1914 à Bourg-le-Péage (Drôme), frère Luc Dochier était la personne du groupe la plus connue et universellement respectée et aimée par

la population algérienne. Médecin de formation, il était entré à l'Abbaye d'Aiguebelle, en France, en 1941, après avoir accompli sa période d'internat à l'hôpital de la Grange-Blanche à Lyon. Environ un an plus tard, il se portait volontaire en Allemagne comme méde-cin auprès des prisonniers de guerre, se constituant donc prisonnier lui-même. Il fut libéré par les Américains en 1945. Il arrive au monastère de Tibhirine en 1946, et y restera jusqu'à sa mort, sauf un séjour en France entre 1959 et 1964, après avoir été brièvement prisonnier des maquisards du FLN qui le libérèrent après avoir reconnu qui il était. En effet, durant son demi-siècle de présence en Algérie, le frère Luc Do-chier ne cessa de prodiguer, dans le dispensaire du monastère, ses soins médicaux et sa sagesse à toute la population des environs, de quelque religion ou tendance politique que l'on soit.

2) Père Christian de Chergé
Né le 18 janvier 1937 à Colmar (Haut-Rhin), dans une famille de militaires, Christian de Chergé passe une partie de son enfance à Alger où son père est commandant au 67e régiment d'artillerie d'Afrique. Il revient en Algérie en 1959 comme jeune officier, et il se souviendra toujours d'avoir eu la vie sauve au cours d'une embuscade grâce à un Musulman qui risqua sa vie pour le sauver. Il choisit en 1969 d'entrer au monastère de Tibhirine, où il arrivera en 1971 après un noviciat à l'abbaye d'Aiguebelle. Il étudia durant deux ans la culture et la langue arabes à Rome, et, étant devenu peu de temps après le supérieur de la communauté de Tibhirine, il donna à celle-ci une orientation toujours plus nette vers le dialogue islamo-chrétien. Il avait une connaissance approfondie et une grande estime pour l'Islam et la culture arabe.

3) Père Christophe LEBRETON
Né le 11 octobre 1950 à Blois (Loir-et-Cher), Christophe LEBRETON passa d'abord deux ans en Algérie à titre de coopérant de 1972 à 1974. C'est alors qu'il connut le monastère de Tibhirine. Étant entré au monastère de Tamié en Savoie en 1974, il arriva à Tibhirine le 23 avril 1976 jusqu'au 11 novembre 1977. Il est ensuite reparti au monastère de Tamié, et il est revenu à Tibhirine en 1987. Poète et mystique d'une grande sensibilité, il établit des liens d'amitié très profonds avec la population environnante.

4) Frère Michel Fleury
Né le 21 mai 1944 à Sainte-Anne (Loire-Atlantique), Michel Fleury fut d'abord frère du Prado et travailla à mi-temps à Marseille comme ouvrier fraiseur. Il entra au monastère Bellefontaine en 1980 et arriva à Tibhirine en 1984.

5) Père Bruno Lemarchand
Né le 1er mars 1930 à Saint-Maixent (Deux-Sèvres), Bruno Lemarchand était entré au monastère de Bellefontaine en 1981. Il était prêtre depuis le 2 avril 1956. Venu à Tibhirine en 1989, il était depuis 1992 supérieur de la maison-annexe de Tibhirine à Fès au Maroc. Il était de passage à Tibhirine au moment de l'enlèvement.

6) Père Célestin Ringeard
Né le 27 juillet 1933 à Touvois (Loire-Atlantique), le Père Célestin

Ringeard arrive en Algérie une première fois comme soldat en 1957. Ancien éducateur de rue, prêtre depuis 1960, il vint à Tibhirine en 1987 après être entré au monastère de Bellefontaine en 1983.

7) Frère Paul Favre Miville
Né le 17 avril 1939 à Vinzier (Haute-Savoie), Paul Favre Miville était entré au monastère de Tamié en 1984. Il vint à Tibhirine en 1989.

B. La communauté de Tibhirine dans le contexte de la violence armée à partir de 1992
La communauté de Notre-Dame de l'Atlas, à Tibhirine, à laquelle appartenaient ces sept moines, était établie dans la région de Médéa depuis 1934. Dès les débuts, cette communauté établit des relations d'amitié et de collaboration avec la population locale qui, en quelque sorte, l'adopta. Ces liens établis avec la population locale permirent à la communauté, même si elle était composée entièrement de Français, de passer sans grandes difficultés à travers la guerre d'indépendance d'Algérie. La communauté se départit alors volontairement de presque toute sa propriété pour ne conserver que cinq hectares. Dans les dernières années, les moines avaient créé une coopérative avec les gens des environs pour la culture de ces cinq hectares de jardin potager. Tout était mis en commun : semences, instruments de travail, engrais, etc. Ils avaient même mis à la disposition de la population locale un espace pour y installer sa mosquée.

Lorsque, après l'arrêt du processus électoral et la prise du pouvoir de facto par l'armée en 1992, l'Algérie entra dans une période de violence armée, les frères de Tibhirine refusèrent résolument de cautionner la violence, de quelque côté qu'elle vienne. Ils se voulurent cependant toujours solidaires de la population qui les entourait et qui se trouvait, comme eux, pris comme dans un étau entre des violences opposées qu'ils n'avaient pas choisies.

Des événements auraient pu les effrayer. À la fin d'octobre 1993, trois agents consulaires français (le couple Michèle et Jean-Claude Thévenot et Alain Fressier) étaient enlevés à Alger. Ils étaient heureusement relâchés quelques jours plus tard, mais dans des circonstances qui ont toujours fait peser des doutes sur l'identité et les motifs de leurs ravisseurs. Le GIA donnait alors à tous les étrangers l'ultimatum de quitter l'Algérie dans les trente jours.

Dès le 14 novembre 1993, les autorités de la wilaya de Médéa essayaient de convaincre les moines d'aller prendre des vacances en France. Devant leur refus de partir, on leur proposa diverses formes de protection armée, qu'ils refusèrent. Ils considéraient, d'une part, qu'une telle garde armée eut été contraire à leur vocation monastique et que, d'autre part, elle les aurait fait considérer comme « ennemis » par une partie de la population. Les mêmes pressions furent exercées sur eux le 18 décembre, après que douze Croates furent égorgés à Tamezguida, à proximité du monastère, dans la nuit du 14 décembre 1993.

Le soir du 24 décembre 1993, six maquisards islamistes, sous la conduite de Sayyat Attiya, arrivèrent au monastère et présentèrent aux moines des exigences que le supérieur, Christian, refusa. Mais le contact fut

respectueux de part et d'autre et Attiya s'engagea à ne pas molester les moines. Abou Choeib Ali Benhadjar, l'un des maquisards qui l'accompagnaient, corroborera les faits dans une déclaration du 17 juillet 1997.

Entre-temps, plusieurs religieux catholiques furent victimes de la violence : le 8 mai 1994, Sœur Paule-Hélène Saint-Raymond et Frère Henri Vergès étaient assassinés dans la bibliothèque qu'ils tenaient au service des jeunes d'un quartier populaire d'Alger. Le 23 octobre de la même année, Sœur Esther Paniagua et Sœur Caridad Maria Alvarez étaient abattues devant la chapelle de Bab-el-Oued. Le 27 décembre — toujours de la même année —, quatre Pères Blancs étaient assassinés dans leur Maison à Tizi-Ouzou : les Pères Alain Dieulangard, Charles Deckers, Jean Chevillard et Christian Chessel. Le 3 septembre 1995, Sœur Denise Leclercq et Sœur Jeanne Littlejohn étaient assassinées à Belcourt de deux balles dans la tête. Enfin, le 10 novembre 1995, Sœur Odette Prévost était tuée et Sœur Chantal Galicher était blessée à la sortie de leur domicile dans le quartier de Kouba.

On peut constater des constantes dans ces morts. Tous ces témoins étaient des personnes qui avaient établi des liens d'amitié avec le peuple algérien et qui vivaient en grande communion avec le petit peuple, dont ils partageaient la vie. Tous ont été tués dans le milieu où ils vivaient et travaillaient. Il est clair que le message donné par les assassins — ou leurs mandataires — était que cette proximité et cette frater-nité étaient précisément ce qui dérangeait et qu'on voulait faire cesser. On ne leur reprochait pas d'être des prosélytes, ce qu'ils n'étaient pas. On leur reprochait d'être des personnes de communion, et de condamner par leur vie même toute forme d'exclusion et toute forme de violence, de quelque côté qu'elle vienne, et au nom de quelque idéal — religieux ou politique — qu'elle soit exercée.

C. Les circonstances de l'enlèvement et de l'assassinat des moines

Et puis, ce fut la nuit tragique du 26 au 27 mars mentionnée plus haut. Un groupe d'une vingtaine d'hommes armés arrive au monastère à 1 h 45. Ils ont décidément les ordres d'enlever les « sept moines » qui s'y trouvent et partent avec les sept premiers qu'ils rencontrent. En réalité il y en avait neuf, un étant revenu de France et l'autre venu du Maroc dans les jours précédents. Les ravisseurs ne se rendent donc pas compte que deux moines dormaient dans des sections différentes de la maison, ni qu'il y avait des hôtes à l'hôtellerie. Lorsque les deux moines qui restent et les hôtes se rendent compte de ce qui s'est passé, ils ne peuvent appeler la police car les fils du téléphone ont été arrachés. (En fait aucun téléphone du village ne fonctionne, les fils ayant été coupés plus bas.) Et comme il serait plus que téméraire de se mettre sur les routes la nuit, ils attendent le matin pour aller avertir les autorités.

Ils s'arrêtent d'abord à la caserne militaire de Dra es Smar. Le militaire de garde dit qu'il n'a pas le pouvoir de réveiller le commandant qui est encore couché (il est 7 heures). Ils se rendent donc à la gendarmerie à Médéa. Le commandant de la gendarmerie, qui est sur son départ pour une opération, ne manifeste ni surprise ni émotion à l'écoute de leur récit. Il informe par téléphone le général de la Gendarmerie puis part pour sa mission. Un autre officier viendra entendre la déposition des deux témoins vers 9 heures. Tout

est fini vers 11 heures. Un premier groupe de gen-darmes est venu constater les faits à Tibhirine vers 10 heures ; mais de toute la journée, on ne vit aucun mouvement de troupes dans la région. Les voisins n'ont pas été interrogés.

Le Père Armand VEILLEUX, l'un des signataires de la présente plainte, remplissant alors les fonctions de Procureur général de l'Ordre cistercien, se rend à Alger dès le 30 mars, pour voir si l'on peut obtenir des informations sur le sort de ses confrères. Il y restera jusqu'au 11 avril. La veille (ou l'avant-veille) de son départ, il a une longue conversation avec l'ambassadeur de France, M. Michel Lévesque, en compagnie du Père Georger, maintenant évêque d'Oran. L'ambassadeur commence à dire qu'on ne sait encore rien, mais des questions répétées et nombreuses l'amènent à révéler un bon nombre de choses. Le Père VEILLEUX apprend donc que l'ambassade s'attendait à recevoir dans les prochains jours une lettre du responsable de l'enlèvement. Ceux qui ont pris les moines en otage, estimait l'ambassadeur, vont réclamer quelque chose. Le convoi des moines et leurs ravisseurs, disait-il, progressait lentement dans la montagne et on pouvait suivre leur mouvement la nuit à partir d'avions spécialement équipés. Les ravisseurs, ajoutait-il, travaillaient pour le compte de quelqu'un qui les avait envoyés accomplir cette mission ; lorsqu'ils auraient livré la « marchandise » au mandataire, on saurait ce que celui-ci désire. Le Père VEILLEUX apprit aussi que le général Philippe Rondot, de la DST, était venu à Alger pour rencontrer des responsables du DRS (dont le général Smaïl Lamari) et était confiant dans le fait que l'affaire se dénouerait rapidement.

Si les ravisseurs voulaient tuer les moines, on ne comprend pas pourquoi ils ne les
ont pas tués sur place comme cela avait été le cas pour les douze ouvriers croates et pour les autres religieux catholiques. Et s'ils voulaient les utiliser comme otages, on ne comprend pas pourquoi ils ont attendu un mois avant de donner signe de vie.

En effet, le premier message du GIA, publié à Londres le 26 avril par le journal Al Hayat (qui ne vérifiait ni l'authenticité ni la provenance de ce genre de messages re-çus par fax) était daté du 18 avril et circulait depuis déjà quelques jours à Médéa (pièce n° 1). Lorsque le Père VEILLEUX se rendit chez l'ambassadeur de France auprès de la République italienne à Rome, M. Malarmé, dans l'après-midi du 26, on en parlait depuis le matin à toutes les radios et dans tous les journaux. Pourtant, l'ambassadeur feignit de ne pas en connaître l'existence, et se montra très mécontent de ce que l'on cherche à être informé de l'évolution de la situation.

Entre-temps, une audio-cassette avait été enregistrée le 20 avril par les moines prisonniers, prouvant qu'ils étaient encore vivants à cette date. Cette cassette fut remise à l'ambassade de France à Alger par un émissaire le 30 avril. Selon l'émissaire, du nom de Abdullah, cette cassette aurait été remise à Djamel Zitouni, « émir natio-nal » du GIA, par un groupe armé islamiste rival qui serait responsable de l'enlèvement ! Abdullah, au nom de Zitouni, demandait aux Français de l'aider à libérer les moines ; et le nom de M. Jean-Charles Marchiani, préfet du Var et proche de M. Charles Pasqua, fut avancé. (Voir John W. Kiser, The Monks of Tibhirine. Faith, Love and Terror in Algeria, New York, 2002, pp. 228-232, rapportant des

informations obtenues à l'ambassade de France à Alger [pièce n° 2]).

Près d'un mois supplémentaire s'écoule avant qu'un nouveau message du GIA (n° 44), également signé de Zitouni, annonce que les moines ont été exécutés le 21 mai (pièce n° 3). Ce n'est cependant que le 31 mai que le gouvernement algérien confirmera leur mort en faisant savoir à l'ambassadeur de France et à Mgr Henri Teissier, archevêque d'Alger, qu'on a retrouvé les corps, au moment même où l'Abbé général des Cisterciens et son assistant, le Père VEILLEUX, arrivent à Alger pour les funérailles, et quelques heures après la mort du Cardinal Duval, ancien archevêque d'Alger.

Ce n'est probablement que parce que les deux représentants de l'Ordre cistercien ont insisté fortement pour voir les corps que l'ambassadeur de France leur révèle le lendemain, en route vers l'hôpital militaire de Aïn-Naadja, que ce qu'on a retrouvé, ce ne sont pas les corps mais uniquement les têtes. On leur demande même de garder cela secret pour ne pas nuire au nom de l'Algérie. Mais quelques jours plus tard, après l'enterrement, le même ambassadeur leur demandera d'avertir les familles que dans chacun de ces cercueils de deux mètres de long, qui semblaient très lourds à leur entrée dans la cathédrale sur les épaules des cadets, il n'y avait qu'une tête. La nouvelle commençait en effet à se répandre à Médéa.

Jamais les autorités algériennes n'ont consenti à dire comment et où précisément ces têtes ont été retrouvées. Dès le jour des funérailles, diverses versions des faits circulaient dans la population locale aussi bien concernant l'endroit que le jour où les têtes avaient été trouvées. Ce n'est là qu'un des nombreux mystères non expliqués entourant ce drame.

Après la visite de l'émissaire du GIA à l'ambassade de France et avant le deuxième communiqué du GIA, le président Chirac avait déclaré : « Nous ne négocierons pas. » On sait maintenant qu'il y eut durant ces deux mois d'intenses négociations, sans qu'on sache cependant clairement qui était l'interlocuteur du côté algérien. En effet, le livre de René Guitton, Si nous nous taisons… Le martyre des moines de Tib-hirine (Calmann-Lévy, 2001 [pièce n° 4]), est venu apporter des éléments supplé-mentaires. À partir d'informations obtenues à l'évidence des services secrets fran-çais, on sait maintenant qu'il y eut de la part de la DST des négociations tout au long de la période de captivité. Selon l'auteur, Jean-Charles Marchiani aurait réussi à établir un contact avec les ravisseurs, et la libération des moines, à en croire Marchiani, aurait eu lieu si la DGSE ne l'avait pas « court-circuité ». Cet ouvrage, qui apporte de nombreux éléments nouveaux concernant les négociations qui eurent lieu, soulève par ailleurs bien des questions auxquelles aucune réponse n'existe pour le moment.

D. Les informations nouvelles sur les responsables de l'enlèvement et de l'assassinat

1. Les révélations de Ali Benhadjar

Ali Benhadjar, est un ex-émir du GIA, résidant actuellement à Médéa (Algérie). Il s'en est éloigné en 1996 pour former son propre mouvement, la Ligue islamique pour la Daoua et le Djihad (LIDD). Après avoir abandonné

les armes en 1997, Ali Benhajar s'est exprimé sur des événements jamais élucidés, entre autres l'assassinat des moines. Il est désormais généralement admis que sa description de ces événements est la plus détaillée et la plus plausible. On trouve sa version entre autres dans un long communiqué de la Ligue islamique pour le Daoua et le Djihad, sous le titre de « Laffaire de la mise à mort des sept moines en Algérie » daté du 17 juillet 1997 (texte intégral disponible sur le site Internet www.algeria-watch.org, à l'adresse http://www.algeria-watch.org/farticle/tigha_moines/benhadjar.htm [pièce n° 5]).

Benhadjar y exprime son estime pour les moines de Tibhirine, avant de décrire en détail comment il avait assisté à la visite faite par l'émir local, Sayyat Attiya, au monastère la nuit de Noël 1993, et comment celui-ci avait garanti aux moines leur sécurité. Sa description coïncide avec ce qu'ont raconté les moines eux-mêmes. Benhadjar décrit ensuite comment Zitouni, chef du GIA, lui demanda au mois de mars 1996 d'enlever les moines et comment il refusa. Devant ce refus, Zitouni aurait fait appel à des groupuscules d'autres zones (Berrouaghia, Ouzera, Bougara et Blida).

Dans son livre, René Guitton a publié une version tronquée de ce texte, où manquent trois annexes importantes faisant partie intégrante du document. Benhadjar consacre toute la première annexe à démontrer longuement l'implication des services secrets dans cet enlèvement. Il parle même des services « algéro-français », car, selon lui, les services secrets français ne pouvaient pas ne pas être au courant.

Dans un entretien accordé ultérieurement au site Internet d'information www.algeria-Interface.com, Benhadjar revient sur les conflits au sein du GIA et affirme que Djamel Zitouni a été tué par son groupe en juillet 1996 (« Ali Benhadjar raconte la guerre interne au sein du GIA », Algeria-Interface, 27 décembre 2001 [pièce n° 6]).

2. La personnalité de Djamel Zitouni

Un problème majeur concerne la personne de Djamel Zitouni, chef du GIA, auquel on attribue communément l'enlèvement et la mort des moines. Très vite après l'ascension de Djamel Zitouni à la tête du GIA (ou plutôt des GIA, éclatés en de multiples groupes), en octobre 1994, plusieurs observateurs s'étaient interrogés sur cet homme et sur l'authenticité de ses messages : comment un vendeur de poulets, sans instruction ni expérience de la guérilla, avait-il pu être propulsé à la tête de tous les groupes islamistes armés algériens ?

Zitouni ne peut pas avoir écrit lui-même les messages du GIA qui portent sa signature. Selon l'analyse d'un spécialiste en la matière du ministère de l'Intérieur belge, Alain Grignard (« La littérature politique du GIA algérien. Des origines à Djamel Zi-touni. Esquisse d'une analyse », in Facettes de l'Islam belge, Bruxelles, 1997 [pièce n° 7]), ils sont rédigés dans un arabe littéraire et érudit. Or Zitouni ne le maîtrisait pas. Adressé à la France et à son président, le communiqué n° 43 est truffé de contradictions. Après un long charabia prétendant démontrer la légitimité « religieuse » de l'enlèvement, le texte en arrive au concret : échanger les moines contre «

des » prisonniers détenus en Algérie et en France. Mais un seul nom est cité, celui de l'un des fondateurs du GIA, Abdelhak Layaada (arrêté en 1993), détenu… en Algérie (sa libération avait également été exigée par les ravisseurs des trois fonctionnaires du consulat français le 24 octobre 1993 et par les auteurs du détournement, à Alger, d'un Airbus d'Air France, le 24 décembre 1994). De surcroît, les styles des communiqués n° 43 et n° 44 sont fort différents et il y a des contradictions entre les deux : le premier dit que le GIA ne veut pas négocier, mais le second affirme avoir exécuté les moines parce que la France avait interrompu les négocia-tions.

Toutes les sources disponibles confirment par ailleurs que l'avènement de Zitouni à la tête des GIA a été précédé et suivi de l'élimination de plusieurs émirs et qu'il a inauguré une dérive de ces groupes dans la violence aveugle, dont la dimension religieuse n'était qu'une façade (voir notamment les textes précités de Ali Benhadjar).

Selon plusieurs témoignages émanant à la fois d'anciens maquisards islamistes, dont Benhadjar, et d'anciens membres des forces de sécurité algériennes, ces dérives s'expliqueraient par le fait que Djamel Zitouni aurait été retourné dès le début de 1994 par le DRS et aurait ensuite agi selon les ordres de ses responsables, pour éliminer les maquisards islamistes non soumis au DRS et pour terroriser la population. Un important témoignage en ce sens a été présenté début juillet 2002, lors des audiences du procès en diffamation intenté devant la 17e chambre du tribunal correc-tionnel de Paris par le général Khaled Nezzar, ancien ministre de la Défense de 1990 à 1993, contre l'ex-lieutenant de l'ANP Habib Souaïdia, auteur du livre La Sale Guerre (La Découverte, 2001). Le verbatim complet de ces audiences a fait l'objet d'un livre, Le Procès de La Sale Guerre (La Découverte, 2002 [pièce n° 8]).

Ce témoignage sous serment est celui de M. Ahmed Chouchane, ancien capitaine de l'ANP, arrêté en mars 1992 et condamné à trois ans de prison pour « manœuvres subversives ». À sa sortie de prison, en avril 1995, M. Chouchane dit avoir été contacté par le chef de la DCSA (l'une des trois branches du DRS), le général Kamel Abderrahmane, et l'un de ses collaborateurs, le colonel Athmane Tartag, qui lui au-raient proposé de devenir l'adjoint de Djamel Zitouni à la tête du GIA, en lui préci-sant : « Zitouni, c'est notre homme » (voir Le Procès de La Sale Guerre, op. cit, p. 166-169). M. Chouchane a refusé et il est parvenu à quitter l'Algérie et à gagner la Grande-Bretagne, où il est aujourd'hui réfugié politique.

M. Chouchane a confirmé son témoignage dans un documentaire diffusé par

Canal + le 4 novembre 2002, « Attentats de Paris : on pouvait les empêcher » (pièce n° 9), où les journalistes Jean-Baptiste Rivoire et Romain Icard ont rassemblé d'autres témoignages accablants et concordants de militaires dissidents, affirmant que Zitouni était un agent du DRS, recruté par le général Kamel Abderrahmane pour contrôler les GIA.

Un ouvrage récent de M. Mohammed Samraoui, un ancien colonel du DRS (Chronique des années de sang Algérie : comment les services secrets ont manipulé les groupes islamistes, Denoël, 2003 [pièce n° 10]), va plus loin en décrivant de façon détaillée comment une partie importante des groupes du

GIA aurait été créée de toutes pièces par le DRS pour contrôler les islamistes et comment Djamel Zitouni aurait été catapulté à la tête du GIA par les militaires eux-mêmes.

En présence de toutes ces affirmations et hypothèses concernant la personnalité et le rôle de Djamel Zitouni et possédant ne fût-ce qu'une part de vérité, il est absolument essentiel d'ouvrir une enquête pour découvrir qui fut vraiment responsable de l'enlèvement et de la mort des sept moines de Tibhirine, d'autant plus que s'y ajoutent d'autres révélations troublantes.

3. Les révélations de Abdelkader Tigha

Abdelkader Tigha était un cadre du DRS, en poste au CTRI de Blida (l'antenne du DRS dans la 1re région militaire, connue pour être l'un des principaux lieux de torture et de liquidation extrajudiciaire des opposants) au moment de l'enlèvement des moines. Ayant quitté l'Algérie en 1999 pour demander l'asile politique en France, il fut orienté par les services secrets français vers Bangkok où, après avoir obtenu de lui les renseignements qu'ils souhaitaient, ils le laissèrent tomber. De la prison du Centre d'Immigration de Bangkok où il fut détenu durant quelques années, Tigha a révélé dans un article de Libération, en décembre 2002 de nombreux détails sur l'implication du DRS dans l'enlèvement des moines (Arnaud Dubus, « Un ancien militaire algérien révèle les circonstances du rapt et de l'assassinat des trappistes français en 1996 : les sept moines de Tibhirine enlevés sur ordre d'Alger », Libération, 23 décembre 2003 [pièce n° 11]).

Selon Tigha, qui sur ce point rejoint les révélations d'un autre militaire dissident, le capitaine Hacine Ouguenoune, dit Haroun (voir le documentaire cité, « Attentats de Paris : on pouvait les empêcher »), c'est le DRS qui a organisé l'enlèvement des moines. Après leur enlèvement, ils auraient été conduits au centre du DRS de Blida. Ils y ont été interrogés par Mouloud Azzout, un « terroriste des GIA » agent du DRS et bras droit de Zitouni ; puis ils ont été remis à celui-ci. Mais les rivalités au sein des GIA ont fait qu'un certain Hocine Besiou, alias Abou Mosaâb, exigea qu'ils lui soient transférés. Il eut gain de cause et emmena les moines dans la région de Bougara. Zitouni, dont l'autorité sur les GIA n'était pas unanimement acceptée, a dû céder.

La différence avec la version de Benhadjar est mineure : selon ce dernier, c'est Zi-touni qui a fait procéder à l'enlèvement par des groupes étrangers à la région ; selon Tigha, c'est le DRS qui aurait supervisé le travail de ces groupes, et les moines auraient été remis ensuite à Zitouni. L'histoire telle qu'elle est racontée par Tigha ne contredit rien de ce qu'on savait antérieurement et permet au contraire d'éclairer cer-tains points demeurés obscurs. Tout d'abord, le bras de fer entre Zitouni et une autre branche du GIA qui lui a raflé « ses » otages expliquerait le délai d'un mois avant que les ravisseurs ne fassent connaître leurs exigences. On comprend ainsi pourquoi l'émissaire Abdullah, lorsqu'il se présente à l'ambassade française, le 30 avril, remet une cassette qu'il dit avoir été confiée à Zitouni par un clan rival responsable de l'enlèvement ; on comprend surtout pourquoi Abdullah, au nom de Zitouni, demande aux Français de l'aider à libérer les moines comme il a été dit plus haut.

Si cette version des faits donnée par Tigha est juste, il semble bien que les responsables du DRS n'avaient pas l'intention de tuer les moines, mais de les forcer à quitter l'Algérie après les avoir libérés quelques jours après leur enlèvement, ce qui au-rait en outre servi à redorer le blason du DRS auprès des autorités françaises.

Depuis la rédaction de cet article de Libération, Abdelkader Tigha a pu quitter Bangkok et est toujours désespérément à la recherche d'un asile politique dans un pays quelconque. Une extradition vers l'Algérie signifierait pour lui une mort à peu près certaine. Par ailleurs, de nombreux contacts établis avec lui par diverses organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme et par des journalistes ont révélé qu'il sait beaucoup plus de choses qu'il n'en a publiées jusqu'à maintenant sur les circonstances de l'enlèvement des moines de Tibhirine et de leur détention jusqu'à leur mort. Si une enquête judiciaire a lieu, il sera un témoin de première importance — d'ailleurs l'un des rares qui n'ait pas encore été éliminé.

E. L'impérative nécessité d'une enquête judiciaire

Qui est responsable de l'enlèvement et de l'assassinat des moines de Tibhirine ? Du côté algérien, aucune enquête judiciaire n'a été faite ; en tout cas aucune dont les résultats aient été rendus publics. La thèse assez communément admise selon laquelle le seul responsable serait Djamel Zitouni, chef du GIA qui les aurait fait enlever pour des raisons de fanatisme religieux, n'est pas crédible, vu tous les doutes qui planent sur la personnalité de Zitouni et sur l'origine des deux messages qui lui sont attribués concernant les moines.

Étant donné que les sept moines victimes de ce drame étaient tous citoyens français, et parce que l'honneur de la France est en cause, puisque les services secrets français ont été impliqués dans une négociation qui a fait long feu et que, selon certains, ils auraient même été au courant de ce qui aurait été un faux enlèvement qui a mal tourné, les plaignants demandent à la Justice française de bien vouloir ouvrir une enquête judiciaire. Quels que soient les résultats de cette enquête, ils serviront la vérité et permettront de fermer un triste chapitre et de s'orienter vers un avenir que l'on espère meilleur pour les Algériens.

Les victimes étant de nationalité française, la loi pénale française est applicable en vertu des dispositions de l'article 113-7 du Code Pénal, et les juridictions françaises sont compétentes aux termes de l'article 689 du Code de Procédure Pénale.

Les sept moines de Tibhirine ont été victimes d'enlèvement et de séquestration puis d'assassinat, crimes prévus et réprimés par les articles 224-1 et suivants et 221-3 du Code Pénal.

C'est pourquoi, les faits incriminés justifient la présente plainte avec constitution de partie civile.

La famille LEBRETON et le Père Armand VEILLEUX de l'Ordre cistercien déposent donc plainte contre X des chefs susvisés, se constituant parties civiles entre vos mains, et offrant de consigner la somme qu'il vous

plaira de fixer.

Fait à PARIS, le 9 décembre 2003

Signatures des plaignants

Liste des pièces jointes

Pièce n° 1 : premier communiqué du GIA

Pièce n° 2 : livre de M. John W. Kiser, The Monks of Tibhirine.

Pièce n° 3 : second communiqué du GIA

Pièce n° 4 : livre de M. René Guitton, Si nous nous taisons… Le martyre des moines de Tibhirine.

Pièce n° 5 : texte de M. Ali Benhadjar, « L'affaire de la mise à mort des sept moines en Algérie ».

Pièce n° 6 : interview de M. Ali Benhadjar, « Ali Benhadjar raconte la guerre interne au sein du GIA ».

Pièce n° 7 : texte de M. Alain Grignard, « La littérature politique du GIA algérien. Des origines à Djamel Zitouni. Esquisse d'une analyse ».

Pièce n° 8 : livre de M. Habib Souaïdia, Le procès de La Sale Guerre.

Pièce n° 9 : cassette vidéo du documentaire télévisé de MM. Jean-Baptiste Rivoire et Romain Icard, « Attentats de Paris : on pouvait les empêcher ».

Pièce n° 10 : livre de M. Mohammed Samraoui, Chronique des années de sang Algérie : comment les services secrets ont manipulé les groupes islamistes.

Pièce n° 11 : article de M. Arnaud Dubus, « Un ancien militaire algérien révèle les circonstances du rapt et de l'assassinat des trappistes français en 1996 : les sept moines de Tibhirine enlevés sur ordre d'Alger ».

algeria-watch en français



Composition et mise en pages : FACOMPO, LISIEUX